

Université Jean Moulin Lyon 3

Universidad Autónoma Del Estado De Morelos

École doctorale : Sciences sociales

**La hiérarchie catholique
mexicaine durant la genèse du
modus-vivendi : 1929-1940**

Par Yves Bernardo Roger SOLIS NICOT

Thèse de doctorat d'Histoire religieuse politique et culturelle

Histoire sociale et culturelle

Sous la direction de Regis LADOUS et Alicia PUENTE LUTERROTH

Présentée et soutenue publiquement le 29 octobre 2009

Membres du jury :

Regis LADOUS, Dr., Université Lyon 3

Alicia PUENTE LUTERROTH, Dr., Universidad Autonoma del Estado de Morelos
(Mexique)

Jean Dominique DURAND, Dr., Université Lyon 3

Jean Meyer BARTH, Dr., Centro de Investigación y Docencia Económicas (Mexique)

Miguel RODRIGUEZ, Dr., Université de Paris⁴

Christian SORREL, Dr., Université Lyon 2

Remerciements

Avant de présenter cette thèse doctorale, je tiens à remercier les personnes grâce auxquelles ce travail a pu être mené à bien, grâce à leur indéfectible soutien, leurs judicieux conseils et leurs chaleureux encouragements dans les moments de doute.

Marie, ma mère, dont la tendresse m'est toujours nécessaire. Jeannine, ma grand-mère, qui me soutint tout au long de ces longues années et ce malgré la distance. Mon père, Thierry, qui par son patient travail et son aide lors des longues périodes de « corrections » me permit de mener à terme cette étude. Mon épouse, Ana María, ma petite Ivana Jimena et toute notre famille qui me soutirent psychologiquement et me motivèrent et me permirent de réaliser les nécessaires séjours de recherche tant au Mexique qu'en Europe. Régis Ladous et Alicia Puente les codirecteurs de thèse, qui par leurs judicieuses remarques et leurs patiences et disposition me permirent de mener à terme cette studieuse aventure mexicaine. Jean Meyer, qui m'a orienté et est devenu pour moi un véritable mentor. Miguel Hernandez, qui me permet de réorienter et réfléchir sur le difficile processus d'écriture du travail présenté. Tous les membres de l'institut d'Histoire du Christianisme et de l'Universidad Autónoma del Estado de Morelos, qui m'ont aidé pour résoudre les différentes entraves administratives et firent de la défense de la Thèse une réalité. Les membres du Jury, pour leurs lectures et le temps pris pour pouvoir commenter ce travail. Le père Watson Marrón et tout son équipe des archives de l'archevêché de Mexico ; monseigneur Croce et tous les archivistes des Archives Secrètes Vaticanes, Manuel Ramos, Josefina Moguel et toute l'équipe des Archives d'Histoire du Mexique Carso, pour leur amabilité. Le département d'histoire de l'Université Iberoaméricaine, Valentina Torres Septién pour le soutien donné. Les membres du séminaire Iglesia, Estado y Sociedad Civil, organisé par le Tecnológico de Monterrey Campus Santa Fe pour me permettre de partager dans un forum continu les avancés de mon projet. Salvador Garza Boardman, Eduardo Lazarín Meyer, Carolina Rivas, qui m'ont offert tout le soutien possible pour réaliser cette recherche. Mon équipe et compagnons du Tec qui grâce à leurs efforts me permirent de continuer en parallèle au labeur académique, le labeur de recherche. La région Rhône Alpes qui grâce à l'aide offerte à cette cotutelle me permit d'obtenir une bourse pour initier et terminer ce long

travail de Thèse. A tous mes amis français et mexicains, merci pour votre intérêt, pour votre soutien moral.

Merci enfin à tous ceux qui, dans l'ombre, ont rendu cette thèse possible.



Introduction

La présente recherche est un travail d'archives, basé principalement sur quatre fonds : le fond Rius Facius du *Centro de Estudios de Historia de México*, CARSO, le fond d'archives de l'archevêché du Mexique, *Archivo Historico del Arzobispado de México* et deux fonds des Archives Secrètes Vaticanes : les affaires extraordinaires et la délégation apostolique mexicaine.

L'objectif est d'étudier la hiérarchie catholique mexicaine durant la période du *Modus Vivendi*. Il s'agit de montrer comment, entre 1929 et 1938, les actions de la hiérarchie catholique mexicaine permettent de comprendre le processus de création d'un *Modus Vivendi* entre l'Etat mexicain et l'Eglise.

Hypothèses de travail

Le Mexique a été l'un des premiers pays à réaliser la séparation Eglise-Etat annoncée depuis les lois de Réforme durant la présidence intérimaire de Benito Juarez¹, officialisée a posteriori dans la Constitution de 1857 par le président mexicain Sébastian Lerdo de Tejada y Corral², et confirmée dans la Constitution de 1917³. Pays profondément catholique, le Mexique a souffert de la séparation entre l'Eglise et l'Etat à l'arrivée des sonorenses⁴ au pouvoir dans les années vingt, et de la volonté d'appliquer la loi antireligieuse du président Plutarco Elías Calles⁵ en 1926⁶.

¹ Benito Juarez (1806-1872) homme politique mexicain. Elu par deux fois président, premier président mexicain d'origine amérindienne, étant indigène zapotèque. En 1847, il avait été gouverneur de l'Etat d'Oaxaca. Son gouvernement fut libéral. En 1857, il émit en tant que président « légitime » non officiel, les lois dites de réforme : indépendance de l'Etat vis-à-vis de l'Eglise, loi sur le mariage civil, loi du registre civil, lois sur les cimetières et nationalisation des biens de l'Eglise.

² Sébastian Lerdo de Tejada (1823-1889) juriste et politicien libéral mexicain, qui devint président du Mexique à la mort de Benito Juarez. Il inclut les lois de réforme dans la Constitution de 1857.

³ De fait, la Constitution de 1917 restreignait toute possibilité d'existence juridique à l'Eglise.

⁴ Nom donné aux hommes politiques qui dominèrent la vie politique du Mexique entre 1920 et 1930, tous originaires de l'Etat de Sonora.

⁵ Plutarco Elías Calles (1877-1945) fut président du Mexique de 1924 à 1928. Durant la période présidentielle de son prédécesseur, Alvaro Obregón, président de 1920 à 1924, Calles occupa le poste de ministre de l'intérieur. Il appliqua à la lettre la Constitution de 1917 promulguée par Venustiano Carranza.

⁶ Balderrama, Luis. *EL clero y el gobierno mexicano*, Tomo I y II, Editorial Cuauthemoc, México, 1927, 305 p. et 236 p.

A partir de 1926, virent le jour une série de réformes législatives qui aggravèrent la situation du clergé⁷. La hiérarchie opta pour la suspension du culte, ce qui provoqua d'une guerre civile connue comme la Christiade⁸. Trois années de conflit entre les soldats du Christ et l'armée fédérale aboutirent à une "solution" en 1929, grâce aux accords conclus par le président intérimaire Emilio Portes Gil⁹ et par deux des membres de la hiérarchie catholique mexicaine, Pascual Díaz y Barreto¹⁰, évêque de Tabasco nommé archevêque de Mexico en 1929, et Leopoldo Ruiz y Flores¹¹, archevêque de Morelia.

Mon hypothèse est que les accords de 1929 n'ont pas été obtenus de manière exclusivement nationale, ce sont les actions conjuguées du Vatican, du Chili, de la France et des Etats-Unis qui permettent ce consensus. Ces accords résolvent momentanément et partiellement le problème. Ils n'apportent aucune solution durable, ce qui conduit des historiens comme le franco-mexicain Jean Meyer¹² à parler d'un « *Modus Muriendi* ». L'Etat ne maintient pas ses engagements, ce qui provoque un nouveau conflit. De nombreux catholiques signalent aux deux archevêques ayant signé ces accords n'avoir pas obtenu d'avantages significatifs. Il convient de vérifier si cette critique est émise sans connaissance de la décision unanime

⁷ Benjamin, Thomas. "Laboratorio del nuevo estado, 1920-1929. Reforma social, regional y experimentos en política de masas" in Thomas Benjamin et Mark Wasserman, *Historia regional de la Revolución Mexicana*.

⁸ Sur ce thème il est possible de voir les études de Jean Meyer, et Alicia Olivera ainsi que nombreux autres ouvrages comme : Baldarama, Luis C., *El clero y el gobierno Mexicano*, Tomo I y Tomo II, Editorial Cuauhtemoc, Mexico, 1927, 305 p y 236 p.

⁹ Emilio Portes Gil (1890-1978) président provisoire du Mexique de 1928 à 1930, après l'assassinat d'Alvaro Obregón. Sous son mandat le gouvernement dut vaincre la rébellion du général José Gonzalo Escobar. Portes Gil signa les « accords » avec l'Eglise catholique au Mexique. Il était membre actif de la franc-maçonnerie au Mexique. Après son mandat présidentiel, il occupa divers hauts postes gouvernementaux durant les différentes présidences qui suivirent la sienne.

¹⁰ Pascual Díaz y Barreto (1875-1936) jésuite et évêque mexicain qui a été, successivement, le sixième évêque de Tabasco (1922-9) et le 32eme archevêque de Mexico (1929-36). Díaz a joué un rôle important, avant, pendant et après le conflit Église-Etat connu comme la *Guerre Cristera*, ainsi que dans les négociations pour mettre fin au conflit et, finalement, pour donner réalité à l'ajustement particulier obtenu après l'armistice, le fameux *Modus Vivendi*, sujet de la présente thèse doctorale.

¹¹ Leopoldo Ruiz y Flores (1865-1941) entra au séminaire en 1876. Envoyé à Rome en 1881, il étudia au *Colegio Pio Latino* (école crée pour les séminaristes des pays d'Amérique latine à Rome) puis à l'Université Grégorienne. Il fut évêque de León en 1900 et archevêque de Monterrey (Linares) en 1907. Il occupa le poste d'archevêque de Morelia en 1912 jusqu'à sa mort en 1941. De 1929 à 1936, il officia en tant que délégué apostolique au Mexique. Durant la christiade et la création du *Modus Vivendi*, il joua un rôle fondamental, comme le montre la présente thèse.

¹² Jean Meyer (Né en 1942) est un historien franco mexicain expert de la Christiade, qui obtint ses licence et maîtrise à la Sorbonne. Il fut professeur de cette Institution ainsi qu'à Perpignan, en France. Au Mexique, il occupa la chaire de professeur chercheur du Collège du Mexique et de celui du Michoacán. Il est actuellement professeur chercheur du Centre de Recherche et d'Enseignement Economique où il occupe le poste de dirige la revue d'histoire *Istor*. Depuis l'an 2000, il est également membre de l'Académie Mexicaine d'Histoire. Approfondissant toujours son travail sur le thème de la Christiade, il a également ouvert sa recherche sur la question russe.

des évêques de transférer la gestion du conflit à Rome, ou s'il s'agit d'un changement d'opinion de la part d'évêques ayant reconsidéré leur position.

Sans une analyse précise, il est très difficile de cerner le rôle de la hiérarchie catholique mexicaine dans la solution du conflit religieux pendant la période qui va de la signature à l'échec des accords de 1929, jusqu'à la présidence de Cárdenas dont le mandat se termine en 1940, après avoir vu la fin de cette longue crise.

Tant que dura le contrôle de l'Etat par le président Calles (1924-1934), les relations ne s'améliorèrent pas. Pourtant il faut se demander si les évêques ont agi de manière plus radicale qu'en 1926 puisqu'ils ne souffrent pas du déracinement et qu'ils ne suspendent pas l'exercice du culte. Il est nécessaire de voir que certains *cristeros* reprennent les armes sans pouvoir recevoir l'appui officiel des évêques et ce, dès 1930 (Rome condamne la lutte armée).

Avec l'ascension au pouvoir de Lazaro Cárdenas en 1934, l'élite cléricale pense retrouver sa liberté religieuse. Pourtant Ruiz y Flores, archevêque de Morelia et compatriote du président de la République, émet de nombreuses pétitions virulentes et se montre maladroit par manque de prudence. Il semble que le président mit fin au conflit pour ne pas diviser ni nuire à l'Etat et l'Eglise, optant pour un changement de négociateur. Ce que la hiérarchie catholique considéra favorablement, mais la nomination du nouvel archevêque de Mexico en 1937 améliora les relations avec l'Etat et permit la création d'un *Modus Vivendi* réel.

A partir de 1938 au contraire, la solution en termes réels du conflit religieux est clairement obtenue. Dans ce contexte, l'implication d'acteurs principalement nationaux semble de la plus grande importance. Une nouvelle génération de religieux et de politiques comprend ce qu'est le *Modus Vivendi* pour chaque groupe social. Lázaro Cárdenas¹³, président élu du Mexique en 1934 et Luis María Martínez Rodríguez¹⁴, nommé archevêque de Mexico en 1937, savent mettre à profit leurs

¹³ Lazaro Cárdenas del Río (1895-1970) président du Mexique de 1934 à 1940. Originaire de l'Etat de Michoacán, il participa à la révolution à partir de 1913. Il est considéré l'un des plus fidèles disciples de Plutarco Elías Calles. En 1925, il devint général. Entre 1928 et 1932, il fut gouverneur de Michoacán mais en 1929, pour pouvoir lutter contre les troupes de José Gonzalo Escobar, il laissa à son frère Dámaso Cárdenas la charge du gouvernement. Il occupa durant la période de Pascual Ortiz Rubio le poste de *secretario de gobernación* équivalent au Ministère de l'Intérieur. Il fut le premier président à terminer son mandat de six ans et il occupa ce poste de 1934 à 1940, réalisant ainsi le *Modus Vivendi* réel avec les forces de l'Eglise Catholique.

¹⁴ Luis María Martínez Rodríguez (1881-1956) auxiliaire de l'Archevêque de Morelia. En 1937, chargé d'affaire pour le Saint Siège et de résoudre la situation religieuse, puis archevêque de Mexico jusqu'à sa mort en 1956.

relations personnelles dans un contexte international favorable pour permettre une solution durable au conflit.

L'angle choisi dans ce travail sur la hiérarchie catholique exige une étude approfondie des discours et des cadres de pensée. Les évêques prennent des positions politiques même s'ils demeurent les guides du peuple catholique. Leur responsabilité morale et religieuse envers les fidèles est grande; ils sont par ailleurs très conscients de leur rôle.

Une étude rigoureuse passe par l'analyse des textes fondamentaux pour la pensée catholique, tant universelle que mexicaine, sachant que la culture de l'écrit est essentielle à l'Eglise. Les moyens utilisés pour s'exprimer constituent la preuve de leur importance : l'appareil de propagande de l'Eglise catholique au Mexique ne passe pas par la radio mais par la presse (à la différence des Etats-Unis où le père Charles Edward Coughlin¹⁵ comprit le rôle politique et social de la radiodiffusion); les moyens de communication de l'Eglise au Mexique sont les encycliques, les lettres pastorales, les lettres ouvertes dans les journaux et la correspondance. C'est pourquoi nos sources, les journaux de l'époque et les études antérieures, permettent de mettre en relief les documents rencontrés dans les fonds d'archives romains et mexicains. Il est également nécessaire de voir les études du pontificat de Pie XI, elles aussi remises en question par l'ouverture des archives vaticanes. Jusqu'à présent, seul l'archevêché de Mexico a été objet d'étude sur cette période et, en parallèle à cette étude doctorale, d'autres, plus proches du sujet, viennent d'être publiées sur deux thèmes très différents : Les catholiques des Etats-Unis et la version du père John Burke sur le conflit religieux, œuvres respectives de Jean Meyer et Manuel Olimón. (Ni l'un ni l'autre n'ont pu, pour le moment, consulter les archives vaticanes).

¹⁵ Charles Edward Coughlin (1891-1979) prêtre d'origine canadienne. L'un des premiers leaders à utiliser la radio comme instrument de propagande de masse. Coughlin fut fameux pour l'utilisation de son programme pour promouvoir Franklin Delano Roosevelt et son New Deal mais aussi pour ses commentaires antisémites comme pour ses positions politiques polémiques. En 1942, l'évêque de Détroit demanda à Coughlin d'arrêter son émission de radio. Il se consacra à sa mission pastorale jusqu'en 1966, date de sa retraite.

Angle choisi et méthodologie

L'angle choisi nous semble inédit dans la mesure où, à ce jour, aucune étude ne s'est intéressée à l'étude de la hiérarchie catholique dans son ensemble durant la période de création du *Modus Vivendi*. Nous avons bénéficié des documents des Archives Secrètes Vaticanes, ouvertes en septembre 2006. Grâce à ces documents, il est possible de présenter l'un des acteurs fondamentaux du conflit religieux qui, jusqu'à présent, avait été absent des recherches réalisées : la hiérarchie catholique apostolique romaine mexicaine.

La difficulté consiste à rendre compte de la légitimité des forces en présence sans tomber dans la critique ou dans l'exaltation des protagonistes. En effet, bien souvent les arguments utilisés de part et d'autre sont d'ordre mystique ou messianique. Nous devons clairement montrer comment les légitimations théoriques sont en adéquation avec la réalité. L'étude des textes fondamentaux de l'Eglise (encycliques, Bible, instructions) est indispensable. Aucune action de l'Eglise ne peut être comprise sans prendre en compte la conception surnaturelle que les évêques ont de leur charge, sans oublier l'importance de la « Real politik » et les pressions internationales dont sont l'objet autant les hommes politiques que les évêques. L'Etat révolutionnaire, en affirmant son adhésion à la modernité, se croit tenu d'accomplir une mission supérieure.

Les questions concernant le rôle de l'Eglise dans le monde contemporain demandent plusieurs thèses de doctorat et des recherches importantes. Nous mentionnons une douzaine d'œuvres essentielles pour cette étude.

La première œuvre fondamentale est celle d'Alicia Olivera Sedano¹⁶, *Aspectos del conflicto religioso de 1926 a 1929, sus antecedentes y consecuencias*. Alicia Olivera est, selon les mots de Carlos Martínez Assad¹⁷, la première à « rompre la conspiration

¹⁶ Alicia Olivera Sedano (connue également comme Alicia Olivera de Bonfil) est chercheuse émérite de l'Institut National d'Anthropologie et d'Histoire du Mexique. Elle fut en 2002 la première historienne à recevoir cette distinction. Elle est considérée la première historienne à aborder de manière scientifique le thème de la Christiade. Elle fut également membre de l'Institut d'études historiques de l'Université Nationale Autonome du Mexique.

¹⁷ Carlos Martínez Assad (Né en 1946) sociologue mexicain d'origine libanaise (grand père maternel). Eduqué dans l'Etat de Guanajuato par les prêtres et sœurs qui vécurent la Christiade, il obtint son doctorat en sociologie politique. Spécialiste de l'histoire politique et régionale, il a coordonné deux livres sur le thème religieux : *Religiosidad y política en México* et *A Dios lo que es de Dios*.

du silence imposé à l'un des épisodes les plus dramatiques de l'histoire récente du pays".¹⁸

Roberto Blancarte¹⁹, dans son ouvrage *Historia de la Iglesia en México*²⁰ développe les relations entre l'Etat et l'Eglise durant le *Modus Vivendi*. Sa vision est très politique. Jean Meyer, dans son livre sur *La Cristiada* ainsi que dans d'autres œuvres ou vidéos en relation avec le thème, présenta le conflit religieux le plus important du XXème siècle et assurément le conflit le plus important pour le mexicain contemporain. Selon lui, il s'agit d'une réaction populaire à un mouvement révolutionnaire de plus grande amplitude. Son travail ne se concentre pas sur l'élite cléricale mais sur les *Cristeros* ainsi que sur les différents groupes laïcs. Dans *La cruzada por México* il étudie le rôle des catholiques américains, clercs et laïcs, dans la solution du conflit.

Une œuvre importante aussi, qui a été censurée un certain temps à cause de sa vision critique du rôle des évêques, est le cinquième tome de *La Historia general de la Iglesia en América Latina*, réalisée par la Commission d'Etudes pour l'Eglise en Amérique Latine (CEHILA).

Mentionnons Alicia Puente Lutteroth²¹ pour sa thèse et son projet d'*Historia Mínima de la Iglesia Católica*. Dans cette œuvre, le grand projet est de modifier la vision qu'on peut avoir de l'histoire de l'Eglise au Mexique, en proposant une nouvelle chronologie. Alicia Puente Lutteroth a publié une partie de sa thèse de doctorat sur la Christiade, dans laquelle elle démontre la complexité et la diversité d'un tel mouvement: *La cristiada: una pluralidad desconocida*.

¹⁸ Olivera Sedano Alicia, *Aspectos del conflicto religioso de 1926 a 1929, Sus antecedentes y consecuencias*. México: SEP. 1987. p.15.

¹⁹ Roberto Blancarte est sociologue mexicain des religions. Il obtint son doctorat à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales de Paris sur le thème de l'Histoire de l'Eglise Catholique au Mexique de 1938 à 1982 : la doctrine catholique face aux questions sociales et politiques. Il est actuellement directeur et professeur chercheur du centre d'Etudes Sociologiques du Collège du Mexique. Il est également directeur du projet Libertés Laïcs.

²⁰ Blancarte Pimentel, Roberto Javier, *Historia de la Iglesia Católica en México*, México: FCE. 447p.

²¹ Alicia Puente Lutteroth est une chimiste pharmacienne biologiste pour l'Université Nationale Autonome du Mexique. Elle obtint une maîtrise en sociologie pour l'Université Ibéroaméricaine, puis réalisa une spécialité en sociologie de la religion pour l'université Catholique de Louvain en Belgique. Elle est docteur en anthropologie sociale pour le CIESAS. Actuellement, elle est l'une des grandes spécialistes mexicaines de l'histoire de la religion, notamment dans l'histoire du temps présent.

Un autre auteur nous est d'un grand secours, il s'agit de Martaelena Negrete²² dont la thèse porte sur *la Relación de la Iglesia con el Estado en México 1930-1940*. Cette recherche étudie le *Modus Vivendi* et les relations entre l'Eglise et l'Etat après les accords religieux de 1929, principalement dans le diocèse de Mexico.

Antonio Rius Facius²³, nous apporte aussi beaucoup, qui avait donné une partie de son archive au Centre d'Etudes d'Histoire de Mexico (C.E.H.M), CARSO, et qui, dans son *México Cristero*, présenta le conflit Cristero depuis la perspective des membres de l'Association Catholique de la Jeunesse Mexicaine et de la Ligue Nationale de Défense de la Liberté Religieuse.

Finalement, un texte est proche de la question traitée dans cette thèse doctorale, il s'agit de celui écrit par Andrea Mutolo²⁴ qui travailla principalement les archives de l'archevêché de Mexico. Il se consacra essentiellement à la hiérarchie catholique durant la Christiade, laissant de côté tout le processus de création du *Modus Vivendi*. Son intérêt est de suivre les positions des évêques, celle du Comité Épiscopal, du sous-comité épiscopal à Rome et du sous-comité épiscopal au Mexique. Publiée à Rome, sa thèse *Gli «arreglos» tra l'episcopato e il governo nel conflitto religioso del Messico (21 giugno 1929)* et quelques articles sur "l'Episcopat mexicain durant le conflit religieux au Mexique de 1926 à 1929".

Franco Savarino²⁵, de son côté, participa à la publication en 2006 d'une réflexion sur l'Eglise et l'Etat: *Del conflicto a la conciliación: Iglesia y Estado en México, siglo XX*, travail collégial publié au Mexique par *El Colegio de Chihuahua* et par l'AHCALC.

²² Martaelena Negrete est une historienne mexicaine. Elle travaille avec le Collège du Mexique et l'université Ibéroaméricaine. Ses deux principaux ouvrages sont *La relation entre l'Eglise et l'Etat 1930-1940* et *Enrique Goriosteta Cristero Agnóstico*.

²³ Antonio Rius Facius est un historien catholique, l'un des plus fervents défenseurs de l'Association Catholique de la Jeunesse Catholique (ACJM). Il a écrit plus de dix livres sur le thème de l'ACJM et de l'histoire de l'Eglise. Son oeuvre la plus connue est celle de *Mexique Cristero*.

²⁴ Andrea Mutolo est un jeune historien italien qui vit actuellement au Mexique. Il obtint sa thèse doctorale sur le thème des accords religieux entre l'Eglise et l'Etat au Mexique pour l'Université Grégorienne. Actuellement, il est professeur chercheur de l'Université Autonome de la Ville de Mexico.

²⁵ Franco Savarino est un historien Italo-mexicain. Spécialiste de la question religieuse au Mexique au vingtième siècle et des totalitarismes, en particulier du fascisme italien. Il est professeur chercheur de l'Ecole Nationale d'Anthropologie et d'Histoire. Entre autres, deux de ses oeuvres furent très utiles à la présente Thèse. Savarino Roggero, Franco. *México e Italia política y diplomacia en la época del fascismo 1922-1942*. México : Direction générale de l'archive historique diplomatique du Secrétariat des Relations Extérieures, 2003. 228 p. Savarino, Franco, y Andrea Mutolo (eds.). *Del conflicto a la conciliación: Iglesia y Estado en México, siglo XX*, México: El Colegio de Chihuahua / AHCALC, 2006. 158 p.

Récemment, Manuel Olimón Nolasco²⁶ a publié cinq ouvrages sur la période étudiée, offrant ainsi une nouvelle perspective sur le thème de notre thèse : la perspective de John Burke²⁷ sur le conflit religieux. Olimón eut accès à l'archive de la National Catholic Welfare Conference et en particulier aux documents du Père Burke, l'un des principaux artifices de la solution au conflit religieux au Mexique en 1929.

Finalement deux œuvres nous permirent d'obtenir les bases pour comprendre le contexte Historique : *Matar y morir por Cristo Rey*²⁸ de Fernando Manuel Gonzalez qui traite de l'autonomie et de la subordination du monde catholique aux évêques durant le conflit religieux de 1926 à 1929 et les accords de 1929 ; et l'œuvre d'Evaristo Olmos Velázquez, *El conflicto religioso en México*,²⁹ qui offre une étude rigoureuse et documentée sur la Christiade, le clergé et les évêques.

Pour terminer, une œuvre donne accès à une grande base documentaire (4 volumes) mais sans un apport méthodologique ou théorique : le travail de Consuelo Reguer: *Dios y mi derecho*³⁰.

Notre analyse tente une approche nouvelle en essayant de mettre en évidence les choix de la hiérarchie à travers ses pastorales, lettres ouvertes ou prises de positions publiés dans les journaux, en corrélation avec les archives mexicaines et vaticanes. Malgré la division des évêques, presque tous respectent les instructions du Saint-Siège. Cependant les voies pour arriver à un accord montrent leurs divergences de points de vue, leurs divisions et parfois leurs ruptures, ce qui permet de mettre en évidence les mécanismes ayant conduit au *Modus Vivendi*.

²⁶ Manuel Olimón Nolasco est un prêtre de l'Eglise Catholique et un historien. Il est titulaire d'un Bachelor of Philosophy and Arts et d'une licence d'histoire pour l'université Grégorienne de Rome. Il fut directeur du département d'histoire de l'Université Pontificale de Mexico. Actuellement il est professeur du département d'Histoire de l'Université Ibéroaméricaine. En 2007 et 2008, il a publié cinq ouvrages à partir de la consultation des archives du père John Burke : *Diplomacia insolita: el conflicto religioso en Mexico y las negociaciones cupulares (1926 - 1929)*, *Paz a medias: el "modus vivendi" entre la iglesia y el estado y su crisis (1929 - 1931)*, *Confrontación extrema: el quebranto del "modus vivendi" (1931 - 1933)*, *Asalto a las conciencias: educación, política y opinión pública (1934-1935)*, *Hacia un país diferente: el difícil camino hacia un modus vivendi estable (1935-1938)*.

²⁷ John Joseph Burke (1857-1936) prêtre Pauliste (congrégation missionnaire des Etats-Unis) et éditeur du *Catholic World* de 1903 à 1922. Il occupa le poste de premier secrétaire de la *National Catholic War Council* qui fut transformé en 1922 en *National Catholic Welfare Conference*. Il participa en Russie à la lutte contre les famines de 1922 et fut officiellement chargé de par sa relation avec l'ambassadeur des Etats-Unis au Mexique, Dwight Morrow, de dégager une solution entre le clergé catholique et les fonctionnaires publiques de l'Etat mexicain. Il fut l'une des pièces essentielles des accords, signés en 1929 et qui « mirent fin » au conflit entre l'Eglise et l'Etat.

²⁸ Gonzalez, Fernando Manuel, *Matar y morir por Cristo Rey*, Universidad de Texas-Plaza y Valdés, 2001. 347 p.

²⁹ Olmos Velázquez, Evaristo, *El conflicto religioso en México*, Ediciones Don Bosco, México, 1991. 537 p.

³⁰ Reguer Noriega, Consuelo, *Dios y mi derecho*. 4 Vol. Editorial Jus. 1997.

L'ouverture récente des Archives Secrètes Vaticanes pour la période allant de 1922 à 1939 correspondant au pontificat de Pie XI, permit aux chercheurs l'accès aux documents du Saint-Siège relatifs au processus complexe de la Christiade (matériel toujours très peu utilisé malgré l'ouverture du fond d'archives voici un peu plus de trois ans) ainsi qu'à la création du *Modus Vivendi*.

Le corps documentaire qui formait la base de la thèse changea radicalement avec l'ouverture des archives secrètes vaticanes. En effet, les archives les plus travaillées jusque là avait été celles des Archives Générales de la Nation (AGN) et celles du Centre d'Etudes Sur l'Université (CESU) de l'Université Nationale Autonome du Mexique (UNAM). Initialement, l'étude allait se baser principalement sur les fonds d'Archives du Centre d'Histoire du Mexique, CONDUMEX, entre temps rebaptisé CARSO, et sur les fonds d'archives des Archives Historiques de l'Archevêché du Mexique (AHAM), peu étudiés depuis la perspective de l'étude de la Hiérarchie Catholique mexicaine, et plutôt utilisés pour montrer le rôle des laïcs.

La première partie de la recherche porta sur le contexte historique large d'abord, puis plus spécialisé ensuite, ce qui permettrait une meilleure compréhension du thème. Cette première période fut accompagnée de nombreux cours et séminaires, tant d'histoire du Mexique Contemporain comme l'histoire de l'Eglise au Mexique³¹, suivis à la UNAM et à l'Université Ibéroaméricaine principalement, puis de plusieurs entretiens et conversations avec des professeurs comme Jean Meyer, Manuel Olímon, Ricardo Perez Monfort, Andrea Muttolo, Franco Savarino, Raul Gonzalez Schmal, Valentina Torres Septién, Gloria Villegas, Martha Eugenia García Ugarte, Laura O'Dogherty, et Alicia Puente Lutteroth ainsi Regis Ladous, co-directeurs de cette thèse.

Grâce à l'ouverture des Archives Secrètes Vaticanes, et des Archives de la Compagnie de Jésus (Archivum Romanum Societatis Jesu, ARSI), la thèse allait prendre une toute autre dimension, et l'intention initiale de prendre en compte la totalité du territoire mexicain, ce qui semblait physiquement irréalisable (difficulté de travailler sur des archives locales), allait finalement aboutir grâce à deux séjours aux archives vaticanes. Les résultats de la thèse bénéficièrent également de plusieurs

³¹ A ce titre, il est important de faire également référence à l'œuvre de José Bravo Ugarte. Bravo Ugarte, José. *Diocesis y Obispos de la Iglesia Mexicana, 1519-1965*. México: Editorial JUS, 1965, 122 p.

présentations lors de congrès au Mexique, aux Etats-Unis, en Espagne, aux Pays Bas lors d'expériences, toujours enrichissantes mais parfois peu agréables, quand les hypothèses avancées butaient sur les critiques de confrères ou de chercheurs de renom.

Il fut alors possible de dégager les ressorts et la logique de la hiérarchie catholique, mais aussi et surtout d'interroger ou de soutenir les hypothèses énoncées depuis les années 70 principalement basées jusqu'à présent sur les archives d'Etats et sur une très forte utilisation de la mémoire orale et des imprimés publiés, ainsi que sur la mémoire journalistique. La quantité de documents présents dans les Archives Secrètes Vaticanes et dans l'ARSI fut telle que nous dûmes choisir quels fonds d'archives étaient les plus en rapport avec l'angle choisi. Les principaux documents qui mettent en relief la dynamique propre de la Hiérarchie Catholique mexicaine sont dans les archives de la délégation apostolique et ceux des Affaires Extraordinaires. Egalement dans les fonds de Leopoldo Ruiz y Flores et de Luis Maria Martinez de l'Archivo Historico del Arzobispado de México. (AHAM)

La reconstruction des processus décrits dans les échanges épistolaires des évêques est fondamentale. La relation entre le général Cárdenas, gouverneur du Michoacán, puis ensuite président du Mexique, avec Luis María Martínez, évêque auxiliaire du Michoacán et postérieurement archevêque de Mexico, demandant d'explorer les liens personnels des acteurs de la hiérarchie catholique.

Il est nécessaire de présenter les différents points de vue avec la plus grande impartialité possible. Cette analyse veut présenter les faits tels qu'ils sont vécus par les acteurs, en y ajoutant une analyse du contexte d'écriture dans le cadre du conflit religieux.

Problématique

La présente recherche prétend montrer la rupture entre les différents membres de la hiérarchie catholique mexicaine et la complexité de leur logique interne après les accords religieux, puis les changements qu'ils vivent durant la création du *Modus Vivendi* dans la décade des années trente, ce qui permet de comprendre comment les groupes radicaux ont perdu leur pouvoir et comment est né un climat de tolérance entre l'Etat mexicain et l'Eglise catholique.

La première partie de la thèse établit un panorama historique expliquant le conflit entre l'Eglise et l'Etat. La position officielle de l'Eglise à partir de la Constitution de 1917 est également étudiée dans le but de faciliter la compréhension d'un phénomène très complexe³², spécialement lorsque l'on sait que les accords de 1929 ne mirent pas fin à ce conflit. Un enjeu de fond, tant pour l'Etat mexicain que pour l'Eglise est l'utilisation et le contrôle de l'espace public. Le Mexique a vécu un processus similaire à celui de la France depuis la Constitution civile du clergé de 1791, partiellement résolu en 1905 par la loi de séparation entre l'Etat et l'Eglise. Il est nécessaire de connaître le contexte et la relation Etat - Eglise depuis la création de l'Etat mexicain en 1821 et le rôle joué par l'Eglise, volontairement ou pas, dans la construction du Mexique moderne, pour comprendre le surgissement d'un Etat anticlérical considéré parfois comme anticatholique. Le XIXème et le début du XXème siècle marquent l'éloignement de la Constitution d'Apatzingán et le rejet du catholicisme comme religion officielle. La Constitution de 1917 ôte toute existence légale à l'Eglise. L'accent est mis sur l'étape de la Christiade (1926-1929), suivie par la période de création du *Modus Vivendi*. La recherche incorpore les archives mexicaines et surtout les archives secrètes vaticanes, l'un des principaux apports de ce travail de recherche. Le thème principal de ce chapitre met en relief la complexité des efforts et tentatives pour arriver aux accords entre l'Etat et l'Eglise et qui auraient dû établir un *Modus Vivendi* en 1929 et mettre fin au conflit *cristero*.

Dans le deuxième chapitre, grâce aux informations trouvées dans les archives de l'archevêché de Mexico et dans les fonds du secrétariat d'Etat et de la délégation apostolique mexicaine, il est possible de comprendre la complexe gestion du Délégué Apostolique Leopoldo Ruiz y Flores, archevêque de Morelia et principal promoteur des accords de 1929. L'échec de ces accords et l'impossibilité d'obtenir un *Modus Vivendi* réel provoquèrent une nouvelle crise. Durant la gestion difficile de Leopoldo Ruiz y Flores, Délégué Apostolique³³ de 1929 à 1936, il est important de constater que la hiérarchie n'agit pas comme un bloc homogène mais plutôt comme un mélange de divers courants unis avec un délégué absent à partir de 1932,

³² Par conflit religieux, il faut entendre ici les relations tendues engendrées par la création du nouvel Etat mexicain, passant de la Constitution d'Apatzingán, littéralement catholique, aux luttes maçonniques, à la lutte ouverte entre l'Eglise et l'Etat à partir de Juárez, ainsi que par l'introduction des lois de réforme. Le problème religieux n'a pas pour origine un conflit armé *cristero* qui n'est que la partie visible de l'iceberg; pas davantage avec la mort d'Obregón, assassiné par un jeune catholique.

³³ Envoyé diplomatique qui occupe un poste durant le période d'intérimaire du délégué apostolique ou nonce apostolique.

car expulsé par l'Etat laïc. Durant les années trente les prêtres mexicains et les évêques durent créer un système original d'organisation à distance pour ne pas perdre le contact avec les fidèles, malgré l'exil forcé de plusieurs d'entre eux.

Le dernier chapitre traite du remplacement du Délégué Apostolique et de la nomination d'un chargé d'affaires, Luis María Martínez, archevêque de Mexico, l'un des évêques mexicains les plus brillants, qui obtint des autorités mexicaines un véritable *Modus Vivendi* acceptable par le gouvernement, le Saint Siège et le Délégué Apostolique aux Etats-Unis, pays qui, par sa proximité, est l'un des principaux promoteurs de ce *Modus Vivendi* réel. Il faut comprendre également l'impact de la doctrine sociale et politique de l'Eglise catholique sur le clergé et la hiérarchie. D'autre part, le développement du communisme et la proximité des Etats-Unis font du Mexique un pays clé, un pays de frontières dont le destin constitue, pour le Saint Siège, un exemple à suivre pour tous les catholiques victimes des grands totalitarismes de la période d'entre deux guerres.

Chapitre premier.

Antécédents

I. La construction du Mexique et le rôle de l'Église catholique mexicaine.

1. Etat anticlérical ou anticatholique?

a) De l'indépendance au porfiriato

L'indépendance ou nouvelle indépendance, comme le remarque Alicia Puente Lutteroth, sociologue et historienne mexicaine,³⁴ marque un changement radical dans les relations du pouvoir ecclésiastique avec le pouvoir exécutif. La création d'un nouvel Etat implique la nécessité de reformuler les relations et les prérogatives de chacun des pouvoirs existants³⁵. Après la période des années cinquante durant lesquelles les auteurs nièrent l'importance de l'étude institutionnaliste pour lui préférer des groupes non formels, il existe un retour à la théorie institutionnaliste. Il s'agit d'analyser :

La vie politique comme si elle agissait simplement à travers le secteur public en ne la considérant pas comme une interaction complexe de symboles, de valeurs et jusqu'aux aspects émotionnels du processus politique. Dans la mesure où les acteurs politiques participent à des actions symboliques, l'analyse politique contemporaine peut voir les

³⁴ Puente Lutteroth, María Alicia, *Movimiento Cristero: una pluralidad desconocida*, México, Editorial Progreso, 2002

³⁵ Matute, Alvaro y Conaughton, Brian. *Estado, Iglesia y sociedad en México, Siglo XIX*. Universidad de Texas/Porrúa. México. 1995. 430 p. Voir également Conaughton, Brian et Andrés Lira González (Coord.), *Las fuentes eclesiásticas de México*, México : UAM/Instituto Mora, 1996. pp. 397-408.

considérer comme des tentatives utilitaires de légitimation de leurs décisions politiques plutôt que comme une composante de l'art de gouverner.^{36 37}

L'histoire du Mexique est marquée par le fétichisme institutionnel, la relation entre l'Eglise et l'Etat participant à la formation de la nation. En 1814, lorsque fut promulguée en pleine période d'insurrection la Constitution d'Apantzingan, la religion catholique apparaissait comme l'unique possible. Si la première Constitution fédérale de 1824 ne questionne pas le rôle prépondérant de l'Eglise catholique, le refus du Saint Siège de maintenir le système qui avait été utilisé avec l'ancien *Virreinato de Nueva España*³⁸, favorise l'introduction d'idées libérales au Mexique. Le patronage royal permettait aux rois espagnols de diriger, financer et contrôler l'évangélisation des indigènes et de régir la vie de l'Eglise durant le vice-règne. Comme le dit Jean Meyer, "Les premiers problèmes que devait affronter la jeune nation étaient politiques: libéraux contre conservateurs, fédéralistes contre centralistes, Eglise contre Etat; ces questions divisèrent l'élite créole, ce qui explique l'instabilité politique et le déchaînement des factions sans que soit aucunement affectée la structure économique et sociale héritée de la période coloniale."³⁹

Durant le conflit qui oppose les forces libérales à la dictature d'Antonio López en 1855, le clergé, dans sa majorité, prend parti pour le dictateur contre celui jugé par eux trop libéral⁴⁰. Comme le démontre l'un des grands penseurs mexicains catholiques de la fin du XIX^{ème} siècle, Emeterio Valverde Téllez⁴¹, évêque de León, historien, philosophe et promoteur de la figure du Christ Roi au Mexique⁴², la pensée libérale est considérée dans le monde catholique comme un grand problème⁴³.

³⁶ Peters, B. Guy. *El nuevo institucionalismo Teoría institucional en ciencia política*. Trad. Veronica Terrota. Barcelona: Gedisa editorial, 2003, p.34

³⁷ Peters, B. Guy. *Ibidem*, p.34

³⁸ Période de l'histoire mexicaine comprise entre l'arrivée des espagnols et l'indépendance du Mexique. (1519-1821)

³⁹ Meyer, Jean, "Mexique", *Encyclopediae Universalis*, Encyclopediae Universalis France S.A, 1999.

⁴⁰ Valadés Rocha José Catayano, *El pensamiento político de Benito Juárez*, México: Fondo Cultural de Cultura, 2006. 134 p.

⁴¹ Emeterio Valverde Tellez (1864-1948) prêtre catholique mexicain, évêque de León dans l'Etat de Guanajuato au Mexique en 1909 et premier historien de la philosophie au Mexique.

⁴² Solis, Yves "Emeterio Valverde Téllez, intelectual y católico" in María Martha Pacheco (Coord.), *Religión y Sociedad en México durante el siglo XX*, Instituto Nacional de Estudios de Históricos de las Revoluciones de México (INERHM) Secretaría de Gobernación (SEGOB), México, 2007, pp.

⁴³ Valverde Téllez, Emeterio, *La Iglesia y la sociedad civil*, 1890. Voir également Beuchot, Mauricio. Emeterio Valverde Tellez 1864-1948. *Academia Mexicana de historia*. México:2007. Disponible en http://www.acadmexhistoria.org.mx/miembrosANT/res_e_valverde_tellez.pdf. Consultado el 9 de noviembre de 2008, Matute, Alvaro y Sánchez Flores, Ricardo (Ed.) *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, México, Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de

Le développement de la franc-maçonnerie au Mexique inquiète l'Église et marque le destin des membres du clergé au niveau international⁴⁴. Après la chute d'Antonio López, on élabore en 1856 une nouvelle Constitution. Les débats se concentrent sur la tolérance religieuse, quittant ainsi au catholicisme son statut de religion d'État. Entre 1855 et 1856, est rédigée une série de lois connues comme les lois de Réforme. Elles commencent le mouvement de laïcisation de l'État mexicain. Le 5 février 1857 est promue la Constitution qui, sans déposséder l'Église catholique de son rôle prépondérant, lui ôte le monopole d'éducateur, le texte constitutionnel établissant la liberté de l'éducation.

Si la première série de lois de 1855 est consacrée au thème de la Justice, la seconde, d'avril à juin 1856, sécularise les biens du clergé. En 1859, durant la période de la guerre de Réforme, des lois plus radicales sont votées⁴⁵ puis intégrées, en 1873, à la Constitution (articles 27 et 123).

12 juillet 1859: Loi de nationalisation des biens ecclésiastiques dans laquelle se trouve incluse l'indépendance de l'Église et de l'État ainsi que la suppression des ordres masculins.

23 juillet 1859: Loi du mariage civil devant un juge civil.

28 juillet 1859: Loi de registre civil pour les naissances et les décès.

31 juillet 1859: Décret de sécularisation des cimetières qui supprime leur administration par l'Église.

11 août 1859: Décret qui réduit le nombre de fêtes religieuses

4 décembre 1859: Loi sur la liberté du culte religieux.

L'Église perd alors son monopole religieux, le pays s'ouvrant notamment aux confessions protestantes. Le mouvement d'émancipation libérale et la Modernité⁴⁶ sont entrés au Mexique. La période de Juárez est interrompue entre 1861 et 1867 par

Investigaciones Históricas, v. 13, 1990, p. 266-269, ou les différentes œuvres de Valverde Téllez : Valverde Téllez, Emeterio. *Bio-bibliografía eclesiástica mexicana*, 1821-1943, tomo 1, Obispos (A-I), México, Editorial Jus. *Bio-bibliografía eclesiástica mexicana*, 1821-1943, tomo 2, Obispos (L-Z), México, Editorial Jus. *Bio-bibliografía eclesiástica mexicana*, 1821-1943, tomo 3, Sacerdotes, México, Editorial Jus. Valverde Téllez, Emeterio. *Discursos y alocuciones, Tomo II*, "Discurso sobre la Filosofía de la Historia para la distribución de Premios del seminario de León, el 15 de Agosto de 1923". "Alocución pronunciada en la distribución de premios del Seminario Conciliar de la Diócesis de León, efectuada el 23 de Diciembre de 1922". "Alocución pronunciada por el Ilmo. Y Revmo. Sr. Obispo de León Dr. Don Emeterio Valverde Téllez, al inaugurarse el centro de Estudios Históricos Francisco del Paso y Troncoso, la noche del 17 de Enero de 1922", Tip. J. Rodríguez, León, Gto., México, 1925, 404 p.

⁴⁴ Trueba José Luís, *Masones en México*. México, Grijalbo, 2007. Rius Facius, Antonio, México cristero, APC, 3^o Ed., México, 2002. León XIII, Libertas, Sobre la libertad y el liberalismo, 20 de junio de 1888.,

⁴⁵ Tena Ramírez, Felipe, *Leyes fundamentales de México, 1808-1985*, México, Porrúa, pp. 630-667.

⁴⁶ López Miguel, Marcos R., *La extranjería de la modernidad en el México porfiriano*, inédito.

l'intervention française et l'éphémère empire de Maximilien qui, contradictoirement, conserve les lois de Réforme.

Après la disparition de Maximilien, Juárez se montre conciliateur envers l'Eglise. Sebastián Lerdo de Tejada,⁴⁷ qui gouverne de 1872 à 1876, applique les lois de réforme intégrées à la Constitution. Des catholiques prennent les armes contre ces lois, mouvement connu sous le nom de « religionarios ». Selon l'historien contemporain Jorge Adame⁴⁸, à la grande surprise de l'Eglise catholique, le libéral modéré Sebastián Lerdo de Tejada devient anticlérical et applique les lois de Réforme⁴⁹. Il prend trois décisions confortant la rupture: la "constitutionnalisation" des lois de Réforme et les réglementations subséquentes; l'expulsion des jésuites et des Soeurs de la Charité, ainsi que la protection et le favoritisme envers les protestants. Ce qui précède nous permet donc de parler d'anticatholicisme plutôt que d'anticléricalisme.

A partir de 1876, Porfirio Díaz opte pour une politique de conciliation envers l'Eglise. C'est lors de son gouvernement presque ininterrompu jusqu'en 1910 que se déroulent des événements très importants pour les catholiques, tel le couronnement solennel de la Vierge de Guadalupe en 1895 ou la réalisation d'un Concile Plénier Latino-américain. Durant la première décennie du XX^{ème} siècle, les catholiques peuvent réaliser d'innombrables congrès sociaux ainsi que des semaines sociales, conformément à ce qu'avait voulu Léon XIII.⁵⁰

b) La période révolutionnaire

L'Eglise est la première à se consacrer à la question sociale. Elle a manqué de liberté durant plus de soixante dix ans et cependant, avant que n'éclate la Révolution de 1910, elle a mis sur pied un programme d'action sociale progressiste, moderne et complet. A la différence du marxisme, le programme social catholique n'est pas fondé sur la haine des classes et n'engendre aucune agitation ni d'injustes

⁴⁷ Pi-Suñer, Antonia, "Sebastián Lerdo de Tejada y su política hacia la Iglesia Católica", in *Relaciones Estado-Iglesia: encuentros y desencuentros*, Archivo General de la Nación- México, 1^{ère} Ed., México, 1999, pp. 127-137

⁴⁸ Jorge Carlos Adame Goddard est licencié en Droit pour l'Ecole Libre de Droit et docteur en Histoire pour le Collège du Mexique (COLMEX). Actuellement professeur chercheur de l'Institut d'Études Juridique de l'Université Nationale Autonome du Mexique, il est aussi expert en droit romain et sur les thèmes de justice et de droit.

⁴⁹ Adame Goddard, Jorge, *El pensamiento político y social de los católicos mexicanos, 1867-1914*. México: UNAM. 1981. 273 p.

⁵⁰ *Ibid.*

dépossessions. Ce programme se préoccupe sort des mexicains, il est généreux, désintéressé et non inspiré par des passions politiques. En 1903, les députés catholiques du Congrès National présentent des projets de loi proposant la création de banques rurales coopératives⁵¹. Durant cette période, l'historienne mexicaine Laura O'Dogherty, explique que la hiérarchie catholique se caractérise par son intransigeance⁵². En 1903 à Puebla, une Convention catholique traite des syndicats, de la race indigène et de l'éducation industrielle⁵³. En 1906, il n'y a pas moins de vingt neuf études sur les différentes branches de l'action sociale dont s'occupe l'Eglise au Mexique. Lors du congrès de Oaxaca en 1909, les discussions portent presque exclusivement sur la question indigène.⁵⁴ Dans un document écrit aux Etats-Unis par les évêques nord-américains et qui fait état de la situation au Mexique, il est clairement établi que c'est un groupe de députés catholiques qui présente au parlement des projets de loi pour reconnaître la personnalité légale des Unions Professionnelles, pour l'établissement du repos dominical et pour la loi sur les accidents de travail. Dans l'Etat du Jalisco, lorsqu'en 1912, les députés catholiques ont la majorité dans la législature locale, sont approuvées des lois pour protéger le droit de propriété des veuves et des enfants, pour défendre les droits des mineurs et pour donner une personnalité légale aux syndicats⁵⁵. Trois des historiens mexicains maîtrisant le mieux cette période, Manuel Ceballos Ramírez⁵⁶, Jorge Carlos Adame Goddard et María Gabriela Aguirre Cristiani⁵⁷ traitent le sujet dans leur ouvrage sur *¿Una historia compartida ? Revolución mexicana y catolicismo social, 1913-1924*⁵⁸. Le rôle des catholiques est tel qu'en mars 1913, le Parti Catholique National réuni à Guadalajara, discute d'un programme incluant des points comme l'autonomie

⁵¹ Ceballos Ramirez, Manuel, *El catolicismo social: un tercero en discordia : Rerum novarum, la "cuestión social" y la movilización de los católicos mexicanos, 1891-1911*, México: El colegio de México, 1991. 447 p.

⁵² O'Dogherty, Laura, "El ascenso de una jerarquía eclesial intransigente, 1890-1914" in Ramos Medina, Manuel (Comp.) *Historia de la Iglesia en el Siglo XIX*, Condumex: México, 1998. pp.179-198

⁵³ Adame Goddard, Jorge, *Op. Cit.*

⁵⁴ "Política de la Iglesia Católica en México," 1925, pág. 3.

⁵⁵ Ceballos Ramirez, Manuel, *Op. Cit.*

⁵⁶ Manuel Ceballos Ramírez (Né en 1947) historien mexicain spécialiste de l'étude du Catholicisme Social. Depuis 1987, il est professeur chercheur du Collège de la Frontière Nord, et membre de l'Académie Mexicaine d'Histoire correspondante de la Real de Madrid.

⁵⁷ María Gabriela Aguirre Cristiani, historienne mexicaine spécialiste de l'histoire de l'époque révolutionnaire, et en particulier de l'histoire des catholiques mexicains. Elle est professeur chercheur de l'Institut Technologique Autonome du Mexique (ITAM) et de l'Université Autonome Métropolitaine (UAM) Campus Xochimilco.

⁵⁸ Aguirre Cristiani, María Gabriela, *¿Una historia compartida ?Revolución mexicana y catolicismo social, 1913-1924*, México, IMDOSOC-ITAM-UAM Xochimilco, 2008. 282 p.

municipale, le problème agraire, les banques rurales coopératives ou le droit de propriété des veuves et des enfants. La Confédération Catholique Nationale du Travail, lors de sa convention célébrée à Zamora en 1913, approuve des conclusions réclamant ce qui sera plus tard intégré dans l'article 123 de la Constitution de Querétaro.⁵⁹

Les préoccupations sociales des catholiques et du clergé sont très proches de celles des révolutionnaires, leur action sociale et politique est réelle à partir du pontificat de Léon XIII. Cette ressemblance explique en partie la rivalité logique entre les deux groupes. La différence réside dans le fait que du côté catholique, toute action est motivée par la charité chrétienne et par le souvenir des paroles de Jésus. Ce n'est pas l'homme qui se trouve au cœur du système de pensée sinon l'amour du Christ. Lorsque la réalité de l'action politique prévaut, comme c'est le cas avec le Parti Catholique sous la présidence de Porfirio Díaz et durant le madérisme, il n'y a aucune implication directe du clergé mais action des laïcs. Pour lutter contre ces vexations et ces calomnies, l'Eglise s'en tient à la prière. Dans le document apologétique écrit par les évêques nord américains, apparaît clairement l'argumentation que veulent suivre les forces vives du catholicisme:

*Aux évêques, clercs et fidèles du Mexique, nous dédions cette défense de leur histoire et de leurs droits, non seulement comme un devoir qui nous imposerait la foi que nous partageons sinon aussi comme un témoignage de sa force dans l'épreuve et à la justice qu'ils proclament dans leurs nobles et légitimes requêtes.*⁶⁰

Après l'assassinat de Madero en 1913 et le coup d'Etat du général Huerta, les chefs révolutionnaires, à l'exception d'Emiliano Zapata⁶¹, sont anticléricaux. Ils voient dans l'Eglise un contre-pouvoir qu'il faut détruire pour construire un Etat nouveau. Durant la période de transition entre la période Madériste et celle de Victoriano Huerta⁶², président de 1913 à 1914, est fondé l'un des groupes les plus actifs:

⁵⁹ "Política de la Iglesia Católica en México," 1926, pages 4 à 8

⁶⁰ *Ibid.* p. 25

⁶¹ Emiliano Zapata Salazar (1879-1919) plus connu comme *El Caudillo del Sur* fut l'un des principaux acteurs de la Révolution de 1910 au Mexique contre le président Porfirio Díaz, puis de la guerre civile qui suivit la chute et l'exil de celui-ci. En 1919, il fut assassiné par les troupes fédérales du président Venustiano Carranza.

⁶² José Victoriano Huerta Márquez (1850-1916) militaire et un politicien mexicain. Après le départ de Porfirio Díaz et la victoire de la Révolution, Victoriano Huerta fut le bras armé de Francisco I. Madero. Il fut chargé par le nouveau président de lutter contre les troupes des insurgés de Morelos contrôlées par Zapata. En 1913, il réalisa un coup d'état en accord avec le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique et ordonna l'exécution du président Madero et du Vice président José María Pino

l'Association Catholique de la Jeunesse Mexicaine, fondée par le père Bernard Bergoënd⁶³ S. J. Dans l'historiographie, la difficulté d'analyser le rôle de la hiérarchie durant cette période reste entière. En 2009, Gabriela Aguirre a souligné la difficulté de compréhension du phénomène et la nécessité de s'intéresser aux historiographies catholique et officielle.⁶⁴ La version révolutionnaire suppose que le clergé soutient les forces réactionnaires, comme l'affirme l'historienne mexicaine Gloria Villegas Moreno⁶⁵ dans son article sur "Etat et Eglise durant la période révolutionnaire"⁶⁶, qui souligne que certains catholiques ont des postes importants dans le cabinet de Huerta⁶⁷. Les révolutionnaires voient dans les emprunts accordés à Victoriano Huerta par la hiérarchie catholique une provocation volontaire, mais ils oublient que l'Eglise manque de moyens pour s'opposer aux révolutionnaires et aux réactionnaires, et que dans les zones contrôlées par les révolutionnaires, des emprunts "forcés" existaient aussi".⁶⁸ C'est durant cette période que les évêques décident de consacrer la nation au Christ Roi.

La position du clergé envers Victoriano Huerta fut critiquée par Venustiano Carranza, leader des constituants et premier président sous la nouvelle Constitution de 1917, et par Alvaró Obregón, principal général de Carranza.

Suarez. Après la brève présidence de Pedro Lascurain Paredes (45 minutes), Huerta occupa le pouvoir durant un an et quatre mois. Exilé, il mourut de cirrhose du foie en 1916.

⁶³ Bernard Bergoënd Lachena (1848- 1943) jésuite d'origine française, fonda le 12 août 1913 l'Action Catholique de la Jeunesse Mexicaine (A.C.J.M). Il participa également à la fondation de la Ligue Nationale de Défense de la Liberté Religieuse, L.N.D.L.R plus connue comme la Ligue. Il arriva au Mexique en 1891, approfondit ses études en Espagne et aux Etats-Unis puis, En 1907, organisa à Guadalajara les premiers exercices spirituels pour ouvriers.

⁶⁴ Aguirre Crisitiani, María Gabriela, *¿Una historia compartida? Revolución mexicana y Catolicismo social, 1913-1924*. México: IMDOSOC, ITAM, UAM, 2009. pp. 43-44. Gabriel Aguirre montra clairement comment les historiens se trouvent divisés entre ceux qui affirment que l'Eglise se maintient en marge des évènements politiques révolutionnaires, et ceux qui défendent l'idée que l'Eglise apprécie le rejet de Madero et l'arrivée au pouvoir de Huerta. José Gutierrez Casillas, (*Historia de la Iglesia en México*, México: Porrúa, 1974) y Gerardo Decorme, (*Historia de la Compañía de Jesús en la República Mexicana*, México: 1924), défend la première position alors qu'Alfonso Torro, (*La Iglesia y el Estado en México*, México: Talleres gráficos de la Nación, 1927) et Alicia Oliveira, (*Aspectos del Conflicto Religios*, México: INAH, 1987) défendent la position opposée. L'important, selon Jean Meyer (*La crisitada.2- el conflicto entre la iglesia y el estado 1926-1929*, México: Siglo XXI, 1989, pp.66-67) est que l'anticléricalisme constitue le trait commun des révolutionnaires qui s'unissent au mouvement de Venustiano Carranza.

⁶⁵ Gloria Villegas Moreno (Née en 1946) est historienne de l'Université Nationale Autonome du Mexique. Elle est experte en histoire Mexicaine durant le Porfiriato et de la révolution mexicaine. Actuellement, elle est directrice de la Faculté de Philosophie et de Lettres.

⁶⁶ Villegas Moreno, Gloria, "Estado e Iglesia en los tiempos revolucionarios" in *Relaciones Estado-Iglesia: encuentros y desencuentros*, Archivo General de la Nación- México, 1^{er} Ed., México, 1999, pp. 183-203

⁶⁷ Adame Goddard, Jorge. *Op. Cit.*

⁶⁸ Villegas Moreno, Gloria, *Op. Cit.*, pp. 183-203

Il est important de situer le point de vue depuis lequel s'écrit l'Histoire, en assumant les positions de chaque écrivain⁶⁹. Les historiens de l'Etat, comme Tzvi Medin⁷⁰ dans son livre *El minimato presidencial*⁷¹, ou Carlos Martínez Assad dans son livre *Los sentimientos de la región*⁷², ou encore Arnaldo Córdova⁷³ avec *la revolución en crisis*⁷⁴, sont partisans, mais aussi du côté des "politiquement corrects". Il faut remarquer ici l'effort du chercheur de la UNAM Carlos Martínez Assad qui présente la position de l'Etat et celle de quelques évêques ou religieux, dans l'ouvrage qu'il coordonna en 1995 *A Dios lo que es de Dios*. Il précise dans ce livre que "les personnages au service de l'Eglise, depuis une perspective d'analyse laïque, ont reçu très peu d'attention". Ce livre naît de l'intérêt pour un aspect central de la culture nationale, souvent délaissé par les prédispositions d'un passé officialisé qui préfère ignorer l'histoire au lieu de chercher à la comprendre."⁷⁵

La Constitution de 1917 est un coup porté à l'Eglise. Le 22 février 1917, l'Episcopat proteste énergiquement contre la promulgation récente de la Constitution, alors que Carranza n'a pas le soutien militaire ni la force politique suffisante pour l'appliquer. Álvaro Obregón et surtout Plutarco Elías Calles la rendront effective durant les années vingt. Les zones centrales, le nord-est, l'ouest de Veracruz, Yucatán et Tabasco sont les lieux privilégiés d'agressions anticléricales de 1921 à 1925.⁷⁶ Toute la période au pouvoir d'Álvaro Obregón marque le renforcement de l'Etat révolutionnaire face aux pouvoirs régionaux, nationaux et même internationaux. Plusieurs incidents se produisent sous sa présidence mais aucun n'entraîne de

⁶⁹ Voir DUBY Georges. *L'histoire continue*. Odile Jacob, Paris, 1991. 250 p. ou encore Carr, Edward Hallet. « Qu'est-ce que l'histoire? » conférences prononcées dans le cadre des "George Macaulay Trevelyan lectures" à l'Université de Cambridge, janvier-mars 1961; trad. de l'anglais par Maud Sissung, France : 10/18, Paris, 1996. 233 p.

⁷⁰ Tzvi Medin est professeur de l'université de Tel Aviv, expert en Amérique latine spécialiste de la question mexicaine et en particulier de la période de 1928 à 1940.

⁷¹ Medin, Tzvi, *El minimato presidencial: historia política del maximato, 1928-1935*. Era, México, 1982; 170 p.

⁷² Martínez Assad, Carlos, *Los sentimientos de la región. Del viejo centralismo a la nueva pluralidad*, INEHRM-Océano, México, 2002, p. 125., *A Dios lo que es de Dios*, Nuevo Siglo, Aguilar, México, 1995, 416 p.

⁷³ Arnaldo Córdova a une licence de Droit de l'Université de Michoacán et un doctorat en philosophie du droit pour l'Università degli Studi di Roma et un doctorat en Sciences Politiques de l'Université Nationale Autonome du Mexique. Il a été professeur de l'Université Nationale. Il est considéré l'un des plus grands experts vivant sur la question politique mexicaine, spécialiste de la théorie politique de l'Etat.

⁷⁴ Córdova, Arnaldo, *La revolución en crisis. La aventura del maximato*, Cal y Arena, México, 1995.

⁷⁵ Martínez Assad, Carlos, *A Dios lo que es de Dios*, Nuevo Siglo, Aguilar, México, 1995, 416 p.

⁷⁶ José Valenzuela, Georgette, "Antecedentes políticos de la Religión Cristera" in *Relaciones Estado-Iglesia: encuentros y desencuentros*, Archive Générale de la Nation- Mexique, 1^{ère} Ed., México, 1999, pp. 205-223

rupture définitive. En février 1921⁷⁷, deux bombes explosent, en représailles au discours donné par l'archevêque de Mexico José Mora y del Río⁷⁸ contre la Constitution. En juin, un attentat similaire affecte la résidence de l'archevêque de Guadalajara, Mgr Francisco Orozco y Jiménez⁷⁹. Le 14 novembre, un autre attentat horrifie les catholiques: la volonté de destruction de l'image de la Vierge de Guadalupe dans la basilique⁸⁰. En 1923, le président ordonne l'expulsion du Délégué Apostolique Ernesto Eugenio Filippi⁸¹ en réponse à l'évènement organisé sur le mont Cubilete où fut dressé un monument en honneur au Christ Roi⁸². Cet évènement réunit plus de quarante mille personnes dans l'hacienda de Chichimequillas. Malgré l'interdiction de réaliser un évènement à caractère religieux, l'évêque Emeterio Valverde Téllez avait obtenu l'autorisation du gouverneur de l'Etat, Antonio Madrazo Gutierrez de Velasco⁸³. En 1924, l'Eglise n'améliore pas cette relation, déjà tendue, en organisant un spectaculaire Congrès eucharistique.

Ce Congrès est un grand défi pour l'autorité de l'Etat car il démontre l'importance et l'influence des catholiques sur l'Etat révolutionnaire, avec la volonté de s'imposer au niveau national. Le Congrès eucharistique a un grand succès : y participent la majorité des évêques mexicains et quelques évêques étrangers invités, tel Mgr Anthony Joseph Schuller⁸⁴, évêque de San Antonio Texas.

Influencés par la création d'un premier monument en honneur du Christ Roi, les mexicains font leur la nouvelle devise: *!Viva Cristo Rey!*⁸⁵ Le respect envers les évêques est manifeste, comme le montrent les images du Congrès eucharistique : les

⁷⁷ *El Universal*, (México), Vendredi 12 janvier 1923.

⁷⁸ José Mora y del Río (1854-1928) prêtre depuis 1877. En 1893, il devint évêque de Tehuantepec dans le sud du Mexique. En 1901, il fut nommé évêque de Tulancingo dans l'est du Mexique. En 1908, il devint évêque de León dans la partie centrale du Mexique et, un an plus tard, archevêque du Mexique, poste qu'il occupa de 1909 jusqu'à sa mort en 1928.

⁷⁹ *Excelsior*, (México) Samedi 13 janvier 1923.

⁸⁰ *El Universal* (México), mardi 23 janvier 1923.

⁸¹ Ernesto Eugenio Filippi (1879-1951) ordonné prêtre en 1901, il fut nommé archevêque de Sardica en 1921 et occupa la charge de Délégué Apostolique du Mexique jusqu'en janvier de 1923 date de son expulsion. Cette même année, il fut délégué apostolique pour la Turquie. En 1925, il retourna en Italie comme archevêque de Monreale, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort.

⁸² *Excelsior* (México), Samedi 13 janvier 1923.

⁸³ Antonio Madrazo Gutierrez de Velasco (1875-1941) ingénieur militaire et homme politique de León. Premier chef élu démocratiquement de la Ville de León, dans l'Etat de Guanajuato dans la partie centrale du Mexique. Il participa au Congrès Constituant de 1916-1917 et fut l'un des principaux partisans d'Alvaro Obregón. Il fut gouverneur de l'Etat de Guanajuato entre 1920 et 1923.

⁸⁴ Anthony Joseph Schuller (1869-1944) ordonné prêtre de Denver Colorado en 1901 et évêque Del Paso Texas, aux Etats-Unis d'Amérique à partir de 1915. Il renonça à sa charge en 1942 et mourut en 1944.

⁸⁵ Torres Septián, Valentina, Solis, Yves. "De cerro a montaña sagrada, el monumento a Cristo Rey". *Historia y Gráfica*, núm. 22, UIA, México, 2004.p. 113-153.

croyants saluent avec une déférence spéciale Antonio⁸⁶ et Rafael Guizar y Valencia⁸⁷, respectivement évêques de Chihuahua et de Veracruz.⁸⁸

Le Congrès eucharistique marque le dernier moment de paix pour le monde catholique. Les mesures prises en 1925 et 1926 par Calles provoquent la réaction de la hiérarchie catholique qui ordonne la suspension du culte, ce qui déclencha le début du conflit *cristero*.

2. La Christiade

a) Les problèmes avec Calles

Les luttes continuent sous la présidence de Calles (1924-1928). En voyant les problèmes du monde catholique avec le pouvoir exécutif, plusieurs membres de l'A.C.J.M et des représentants de la Confédération Nationale Catholique des travailleurs, décident de former un Comité de Défense religieuse. En 1925, l'archidiocèse de Mexico envoie un rapport démontrant que malgré les vexations subies durant la présidence de Calles, le nombre de fidèles, de prêtres et d'écoles catholiques augmente⁸⁹. En février, le gouverneur Enrique Colunga⁹⁰, représentant d'un des Etats les plus catholiques de la république, Guanajuato, ordonne la fermeture des écoles catholiques et d'autres écoles privées. Pendant ce temps, au port de Veracruz, l'archevêque de Mexico José Mora y del Rio est consigné par le procureur⁹¹. Il est accusé de violation de la Constitution en permettant la création d'un arc de triomphe en son honneur, près du monument érigé pour Juárez.

⁸⁶ Antonio Guizar y Valencia (1879-1971) évêque mexicain originaire de Cotija dans l'Etat du Michoacán, dans l'ouest du Mexique. Frère cadet de Rafael Guizar y Valencia et cousin de José Maria Gonzalez y Valencia, ordonné prêtre en 1903 puis évêque de Chihuahua en 1921, quand le diocèse de Chihuahua fut élevé à archevêché en 1958, il fut nommé archevêque. En 1969, il se retira et fut nommé archevêque de Febiania. Il mourut en 1971.

⁸⁷ Rafael Guizar y Valencia (1878-1938) évêque mexicain originaire de Cotija dans l'Etat du Michoacán, dans l'ouest du Mexique. Prêtre depuis 1901, il fut nommé évêque de Veracruz dans l'est du Mexique en 1919. Il fut l'un des évêques dont les diocèses souffrirent le plus de la persécution religieuse. En 1995 il fut béatifié.

⁸⁸ AHAM, *Album du Congrès eucharistique*. México: 1924.

⁸⁹ Puente Lutteroth, *Op. Cit.*

⁹⁰ Enrique Colunga (1876-1946) fut un politicien mexicain originaire de Matamoros, Tamaulipas dans le nord Est du Mexique. Il vécut à León Guanajuato où il étudia depuis l'école primaire jusqu'à l'université. Il fut député du Congrès Constituant de 1916-1917, gouverneur intérimaire en mai de 1920, gouverneur de l'Etat de Guanajuato en 1923, puis de 1924 à 1927, *Secretario de Gobernación* (Ministre de l'intérieur) en 1923 en succession à Plutarco Elias Calles.

⁹¹ Cet évènement fut relaté dans l'*Universal* et dans l'*Excelsior* du mois de février 1925.

1925 voit aussi le soutien donné à la création d'une église schismatique, laquelle s'oppose totalement à Rome. Rivaliser avec l'Église catholique n'est pas suffisant; les schismatiques de l'« Église Catholique Apostolique Mexicaine » prennent possession de l'église de la capitale, la "Soledad de la Santa Cruz". Pour donner une sortie au conflit, le président Calles décide que ce temple ne doit appartenir à aucune Église et il le transforme en bibliothèque publique. Cet épisode est travaillé par l'historien contemporain Ricardo Pérez Monfort⁹², dans son article⁹³ "La Iglesia Cismática Mexicana del patriarca José Joaquín Perez Budar"⁹⁴ et également par Mario Ramírez Rancaño⁹⁵ dans son ouvrage intitulé *El patriarca Pérez*⁹⁶. La création de cette église est possible grâce au soutien des ouvriers dirigés par le secrétaire général de la Confédération Révolutionnaire des Ouvriers Mexicains, Ricardo Treviño⁹⁷. Le 9 mars, des catholiques fondent la Ligue Nationale de Défense Religieuse⁹⁸ qui vient remplacer le primitif Comité de Défense Religieuse. En avril est nommé un nouveau Délégué Apostolique, Mgr Serafín Cimino Da Capria⁹⁹ qui quitte mystérieusement sa charge au bout de trois mois pour "cause de maladie".¹⁰⁰

⁹² Ricardo Pérez Monfort (Né en 1954) est un historien mexicain. Il est chercheur titulaire du Centre de Recherche et d'Études Supérieures en Anthropologie Sociale (CIESAS), professeur du Collège d'Histoire et de la Division d'Études de Post grade de la Faculté de Philosophie et des Lettres de l'Université Nationale Autonome du Mexique. Il est coordinateur du Séminaire d'Histoire de la Culture Mexicaine du Centre de Recherche et d'Enseignement en Humanités de l'Etat de Morelos, et membre du Système National de Chercheurs (SNI).

⁹³ Pérez Monfort, Ricardo, "La Iglesia Cismática Mexicana del patriarca Joaquín Pérez", in Martínez Assad, Carlos, *A Dios lo que es de Dios*, Nuevo Siglo, Aguilar, México, 1995.

⁹⁴ José Joaquín Perez Budar (1851-1931) fut un prêtre catholique, schismatique qui fut nommé patriarche

⁹⁵ Mario Ramírez Rancaño est un sociologue mexicain, professeur de l'Institut de Recherche Sociologique de l'Université Nationale Autonome du Mexique.

⁹⁶ Ramírez Rancaño, Mario. *El patriarca Pérez*. UNAM-Instituto de Investigaciones Sociales, México, 2006. 388 p.

⁹⁷ Ricardo Treviño, ouvrier et révolutionnaire mexicain. Il fut l'un des grands idéologues de la pensée ouvrière de gauche et secrétaire général de la Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine (CROM), organe syndicale du gouvernement révolutionnaire. Il fut également député et membre influent des politiques sociales durant le gouvernement d'Alvaro Obregón et Plutarco Elías Calles.

⁹⁸ Rius Facius, Antonio, *Op. Cit.*

⁹⁹ Serafín Cimino Da Capria fut ministre général des Franciscains de l'Observance (OFM) de 1915 à 1921. Il fut délégué apostolique au Mexique de 1924 à 1925. Il partit du Mexique « pour raison de santé », code utilisé entre le Saint-Siège et l'Etat mexicain pour éviter de nouveaux heurts et problèmes lors de l'expulsion des délégués apostoliques.

¹⁰⁰ Document d'Eugenio Pacelli sur la négociation avec le gouvernement mexicain. ASV P.O. 534. Il s'agissait en réalité d'une négociation réussie entre Pietro Gasparri, secrétaire d'Etat du Saint Siège et le gouvernement mexicain, étant donné que pour éviter davantage de problèmes, le Saint Siège opte pour la voie d'un consensus dans lequel, en cas de désaccord, le gouvernement mexicain ouvre une possibilité de sortie décente, en accord avec le représentant du Saint Siège, en alléguant une maladie de l'envoyé papal

En 1925, l'Épiscopat mexicain diffuse une lettre condamnant la Constitution et deux recommandations sont suggérées : l'action passive, c'est-à-dire ne pas obéir aux textes de lois considérées iniques et la résistance active légale dans le but d'obtenir la modification de la Constitution.

En 1926, le président Calles fait voter l'article 130 de la Constitution critiqué par le clergé en 1917.¹⁰¹ Il s'en prend à l'organisation même de l'Église. "Le gouvernement ne reconnaît pas la hiérarchie dans l'Église et s'entendra directement, pour l'accomplissement des lois et autres dispositions sur le culte et la discipline interne, directement avec les ministres ou avec les personnes qui s'avèreront nécessaires."¹⁰² L'historien José María Carreño¹⁰³, dans *Paginas de historia mexicana*, relève la contradiction de la transformation constitutionnelle étant donné que d'un côté Calles détruit la hiérarchie catholique alors que d'un autre côté, il encourage la création d'une Église Nationale Mexicaine en mettant à sa tête un patriarche sur le modèle orthodoxe.¹⁰⁴

Dans le mémorial adressé aux Chambres, les prélats mexicains ne se contentent pas de critiquer mais prennent la liberté de proposer une nouvelle rédaction des articles constitutionnels. Le clergé présente ses écrits comme issus de l'ancienne Constitution de 1857 ou du projet primitif de la Constitution de 1917. Selon eux, ils ne demandent rien d'impossible et affirment que, dans son ensemble, la Constitution n'est pas attaquée.

Dans sa lettre apostolique¹⁰⁵ adressée à l'archevêque José Mora y Del Río *Paterna Sane Sollicitudo*¹⁰⁶ le pape Pie XI invite les catholiques mexicains à ne pas participer aux activités politiques mais à s'intégrer à l'action catholique ; pourtant l'archevêque de Mexico José Mora y del Río, durant une entrevue accordée à *El Universal* du 4 février 1926, condamne la Constitution de 1917 dans ses articles 3,

¹⁰¹ AHAM, *Protestation des prélats mexicains qui souscrivent à l'occasion de la Constitution politique des États-Unis Mexicains, publiée à Querétaro le 5 février 1917*, Caisse C-G, Chemise Episcopat National, 2 février 1917. Annexe 1.

¹⁰² Carreño, Alberto María, *paginas de historia mexicana*, México: Ediciones Victoria, 1936. Volumen III. p.48

¹⁰³ Plus tard secrétaire de l'archevêque Pascual Díaz.

¹⁰⁴ Carreño, Alberto María, *Op. Cit.* Il est important de noter que dans ce cas de figure le concept de hiérarque est mis en relation avec les Églises Chrétiennes d'Orient.

¹⁰⁵ Une lettre apostolique est une lettre ouverte adressée à une personne en particulier mais qui permet aux fidèles catholiques d'obtenir une orientation, un enseignement pour agir de manière chrétienne.

¹⁰⁶ Pie XI. *Carta Apostólica Paterna Sane a los obispos, al clero y a los fieles mexicanos para que reivindique los derechos civiles y los deberes comunes sin la intervención de los partidos políticos*, 2 février 1926.

5, 27 et 130 ainsi que dans leur application. La confirmation de la position “anticonstitutionnelle” de l’archevêque donne au président l’occasion de le faire mettre en prison. Calles en profite pour faire expulser plus de deux cent prêtres et moniales et il accélère la réforme du code pénal concernant l’exercice du culte. Le président clarifie sa position, considérant ne pas être contre la religion mais contre l’hypocrisie et les mensonges d’un clergé vivant dans l’opulence et prêchant la pauvreté élevée au rang de valeur universelle. Il semble oublier le comportement des chefs révolutionnaires, très similaire au portrait qu’il dresse du clergé.

b) Vers la rupture

En mars 1926 arrive un nouveau représentant du Saint Siège, Mgr George Caruana¹⁰⁷. Calles juge subversive l’arrivée du Délégué Apostolique, en grande partie parce que le prélat est maltais, de nationalité nord-américaine. Commence alors un conflit entre l’exécutif et les évêques qui écrivent une série de documents appelant à la résistance pacifique et condamnant les actions du gouvernement de Calles. Les autorités locale appliquent les nouvelles mesures émanant de l’exécutif et dans plusieurs diocèses, les évêques en viennent à être condamnés à rester dans leurs domiciles ou dans des maisons privées¹⁰⁸.

La lutte de l’Eglise et de l’Etat se déchaîne, la rigidité des positions et les tensions permanentes entre les protagonistes déboucheront sur le conflit violent et passionné que fut la Christiade.

Pour les évêques mexicains il existe un cadre de légitimité qui leur permet de participer pleinement en politique et d’appuyer la posture des catholiques non conformes et violents. Le pape Pie XI, Achille Ratti, continue avec l’idée de promouvoir la participation politique des catholiques énoncée au XIXème siècle par Léon XIII. Dans cette optique, pour Pie XI, le peuple catholique a l’obligation de participer à la politique de l’Etat¹⁰⁹. L’Eglise a un rôle capital à jouer dans la vie

¹⁰⁷ George Joseph (Jorge José) Caruana (1882-1951) prêtre et évêque catholique originaire de Malte. Il fut ordonné prêtre de Brooklyn, a New York aux Etats-Unis d’Amérique en 1905. En 1921, il fut nommé évêque de Puerto Rico, poste qu’il occupa en 1922. En décembre de 1925, il fut nommé Délégué Apostolique du Mexique sous le titre d’Archevêque de Sebastea. Son mandat fut depuis les Etats-Unis. En 1927, il fut nommé Internonce Apostolique d’Haïti, poste auquel il renonça en 1930. Nonce de Cuba de 1935 jusqu’en 1947, il mourut en 1951 alors qu’il était Nonce Emérite de Cuba.

¹⁰⁸ Rius Facius, Antonio, *Op. Cit.* y Puente Lutteroth, María Alicia, *Op. Cit.*

¹⁰⁹ Levillain, Philippe. “Achille Ratti pape Pie XI (1857-1939)”, p.8. En *Achille Ratti Pape Pie XI*. Rome: Collection de l’école française de Rome-223, 1996.

sociale et dans les lois de l'Etat. "C'est une grande erreur aux graves conséquences d'exclure l'Eglise, œuvre de Dieu, de la vie sociale, des lois, de l'éducation de la jeunesse, de la famille. Sans la religion, il est impossible que les coutumes soient bonnes".¹¹⁰ Il est important de noter que dans l'encyclique *Paternae* que le pape Léon XIII adresse au clergé du Brésil en 1899 il insiste nouvellement sur la force que peuvent avoir les catholiques qui participent en politique. En 1926 pourtant, le Pape Pie XI changea son discours et dans la lettre encyclique du 2 février, *Paterna Sane Sollicitudo* sur la situation de l'Eglise au Mexique il privilégia la prière sur l'action civile.

Léon XIII avant Pie XI a insisté sur le devoir des citoyens chrétiens mais aussi sur le fait important que les Etats possèdent une Constitution chrétienne. "Il est bon et convenable que l'action des catholiques [...] parvienne jusqu'aux hautes sphères de l'Etat".¹¹¹ L'action catholique a besoin d'une politique qui prenne en compte le salut des hommes. "Il est incroyable de voir l'immense multitude d'hommes qui mettent en danger leur éternelle salut".¹¹² La participation des fidèles dans la politique de l'Etat contraindrait ce dernier à commettre moins d'exactions.

*Lorsque les catholiques prennent part à la vie politique pour de justes causes, ils ne le font ni ne doivent le faire pour prouver ce qui est mauvais dans les actuelles constitutions des Etats, sinon pour se servir de ces systèmes, chaque fois que cela est possible, pour l'authentique et véritable bien-être public, et avec l'intention de répandre dans les veines de l'Etat, tel un jus vivifiant, l'esprit et la bénéfique influence de la religion catholique.*¹¹³

La lutte politique est capitale pour obtenir le règne du Christ et l'application de la doctrine sociale de l'Eglise.

*Parce qu'il est des circonstances dans lesquelles l'Etat exige des citoyens une certaine manière de se comporter tandis que la religion chrétienne leur suggère une autre manière de le faire; ce qui vient certainement du fait que ceux qui gouvernent les peuples, ou bien ne prenaient pas en compte l'autorité sacrée de l'Eglise, ou bien prétendaient que celle-ci leur soit soumise. De là naît la lutte, qui met la vertu à l'épreuve du combat.*¹¹⁴

La doctrine sociale de l'Eglise concrétise l'implication des catholiques dans la société, les deux papes Léon XIII et Pie XI insistent beaucoup sur cet aspect. En

¹¹⁰ Léon XIII, *Immortale dei*, 1er novembre 1885, sur la constitution chrétienne des Etats.

¹¹¹ Léon XIII, *Immortale dei*, 1^{er} novembre 1885, sur la constitution chrétienne des Etats.

¹¹² Léon XIII, *Sapientiae Christianae*, 10 janvier 1890, sur les devoirs des citoyens chrétiens.

¹¹³ Léon XIII, *Immortale dei*, 1^{er} novembre 1885, pour la constitution chrétienne des Etats.

¹¹⁴ Léon XIII, *Sapientiae Christianae*, 10 janvier 1890, sur les devoirs des citoyens chrétiens.

1925, Pie XI écrit la l'encyclique *Quas Primas*, dans laquelle il établit le jour de la fête du Christ. La pensée de Pie XI s'inscrit dans la continuité des doctrines de Léon XIII, en faisant de la fête du Christ Roi la référence à la consécration de l'humanité au Sacré Cœur, réalisée en 1900 par ce dernier. C'est l'origine de ce que l'historien français Fabrice Bouthillon conceptualise comme *la naissance de la mardité, une théologie politique à l'âge totalitaire*.¹¹⁵ La création du concept de *mardité* montre l'intention de Bouthillon de démontrer les caractéristiques propres à la théologie de Pie XI. Il est important pourtant de mentionner que en 1926, Pie XI a réaffirmé que la lutte par l'action catholique ne peut être politique.

c) La lutte et ses justifications

Avant d'aborder les difficultés que connaissent les catholiques mexicains, il est important de montrer que le discours belligérant est propre au discours biblique et patristique, constituant la justification théologique de la lutte contre Calles.

La guerre ne génère pas que des problèmes moraux, sa présence dans le monde biblique permet la révélation, à partir d'une expérience commune, d'un aspect essentiel du drame de l'humanité, dont le salut est en question: la lutte entre Dieu et Satan. Pour le monde catholique, les deux figures existent et la hiérarchie assume la réalité de son existence au moment de prendre des positions marquées. Même s'il convient de clarifier que pour les catholiques, le dessein de Dieu est la paix, ce qui suppose une victoire obtenue par un combat.

Dans le monde judéo-chrétien, le peuple de Dieu exprime son alliance au travers de la guerre. L'histoire d'Israël comporte une expérience tantôt exaltante, tantôt cruelle. Dans l'Ancien Testament, la vision d'un Dieu unique s'accompagne de celle d'un Dieu combattant¹¹⁶; les perspectives ouvertes par l'alliance sinaïque ne sont pas de paix sinon de conflits. Dieu donne à son peuple une terre mais cette terre reste à conquérir.¹¹⁷ Guerre offensive sacrée qui tire sa justification de Dieu.¹¹⁸ Par exemple, Canaan, avec sa civilisation corrompue et le culte à la nature, constitue un piège pour Israël qui, en défendant son indépendance, défend aussi la cause de Dieu.

¹¹⁵ Bouthillon, Fabrice, *La naissance de la mardité, une théologie politique à l'âge totalitaire : Pie XI (1922-1939)*. PUS. Strasbourg. 2001. pp 55-56.

¹¹⁶ Sal. 74, 13 ss; 89, 10s

¹¹⁷ Ex 23, 27-33

¹¹⁸ Dt, 7, 3s

En Jésus, qui amène la loi d'amour, se trouve aussi la justification du conflit. Dans le Nouveau Testament se révèle totalement la nature profonde du combat eschatologique, il ne s'agit plus d'un combat temporel. Jésus refuse toute violence humaine. L'Eglise n'est pas une grandeur d'ordre temporel comme dans le cas d'Israël. Les guerres humaines ne sont plus de son genre mais la paix ne peut exister dans le monde actuel car les hommes sont confrontés à la haine du monde.¹¹⁹ Le règne de Dieu est entouré de violence.¹²⁰ L'Eglise est menacée par les puissances de ce monde, alliées de Satan. Les vertus chrétiennes sont les armes de lumière utilisées par les soldats du Christ.

Il y a trois causes justificatrices de la guerre. La première est la défense : si l'on se trouve attaqué et que la guerre ne peut être que rejetée. La seconde est la récupération d'un butin injustement volé. La troisième est l'imposition d'un châtiment à celui qui a commis l'offense. Comme on peut le voir, la Christiade peut être une guerre juste. Pourtant, il lui manque une composante capitale, elle n'est faite par aucun pouvoir officiel. Pour que la guerre soit juste, il faut qu'elle soit réalisée par un pouvoir licite.

Le message aux évêques est très clair « procurez et appliquez-vous pour que les préceptes établis par l'Eglise au sujet de l'autorité publique et au devoir d'obéissance soient présents et s'accomplissent avec diligence ». ¹²¹ Il est très important aussi de lutter sans causer de troubles “parce que dans les préceptes et les exemples du Christ notre Seigneur, se trouve une force admirable pour contenir dans leur devoir ceux qui obéissent et ceux qui commandent et conserver entre eux l'union, ce qui est conforme à la nature qui engendre le cours tranquille des affaires publiques sans y mêler aucune perturbation”. ¹²² Il est pourtant possible que l'action de l'Etat soit telle qu'il ne reste d'autre recours que la rébellion. “Ce qui est recherché, c'est se débarrasser de l'Eglise ou la soumettre à l'Etat”. ¹²³ Les doctrines modernes avaient produit de la part de l'Etat, une volonté de séparation radicale.

¹¹⁹ Jn 15, 18-21

¹²⁰ Mt 11,12

¹²¹ León XIII, *Diuturnum*, 29 juin 1881, sur l'origine du pouvoir.

¹²² *Ibid.*

¹²³ León XIII, *Immortale dei*, 1^{er} novembre 1885, sur la constitution chrétienne des Etats.

En vérité, avec de telles doctrines, il semblait légitime à beaucoup de gens de se rébellier car prévalait l'opinion que c'étaient les délégués et non les gouvernants qui exécutaient la volonté du peuple. Il était donc nécessaire que tout soit aussi instable que la volonté de ce dernier, et de vivre dans la crainte de troubles et de soulèvements.¹²⁴

Il est important d'épuiser tous les moyens pour éviter cela. Même ainsi, Dieu passe avant les hommes. "Si les lois des Etats sont en opposition ouverte avec le droit divin, si par eux l'Eglise se trouve offensée ou que les devoirs religieux sont contredits ou encore que l'autorité de Jésus-Christ est violée en la personne du Souverain Pontife, alors la résistance devient un devoir, l'obéissance, un crime".¹²⁵

Et n'oublions pas les enseignements faits par Léon XIII dans son encyclique *libertas*. Dans cette encyclique, le pape lançait un appel à la désobéissance civile.

[...] Le droit de commander et d'exiger obéissance n'existe que si ce droit est exercé en accord avec l'autorité de Dieu et dans les limites signalées par lui car lorsque ce qui est commandé se trouve en pleine opposition avec la volonté de Dieu, alors survient une distanciation de l'ordre établi et s'ouvre un conflit avec l'autorité divine : par conséquent, il est totalement juste de ne pas obéir.¹²⁶

d) La suspension du culte et la guerre civile religieuse

En 1926, l'évêque de Tamaulipas Serafín Armora¹²⁷ et celui de Tepic, Manuel Azpeitia y Palomar¹²⁸, publient une lettre pastorale, respectivement en mars et en juillet, dans laquelle ils expliquent qu'ils ne sont ni traîtres ni rebelles et qu'ils n'ont fait que défendre les droits de l'Eglise et sa constitution divine:

Nous ne sommes pas des traîtres. Loin de nous l'affront des traîtres à la patrie et à notre gouvernement! Ne pourra être taxé de traître celui qui, au nom et en représentation de la majorité des prélats mexicains qui mangeaient le pain noir de l'exil, alla de La Havane à New York en octobre 1914 dans le but de s'entretenir avec Théodore Roosevelt, ex président des Etats-Unis, candidat à la charge qu'il avait précédemment occupé. En effet, il parvint à le rencontrer à Easter Bay où il résidait, dans le but de le persuader de renoncer

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ Léon XIII, *Sapientiae Christianae*, 10 janvier 1890, sur les devoirs des citoyens chrétiens.

¹²⁶ Léon XIII, *Libertas, Sur la liberté et le libéralisme*, 20 juin 1888.

¹²⁷ Serafín María Armora y González (1876-1955) prêtre et évêque mexicain originaire de Olinalá dans l'Etat du Guerrero dans le sud ouest du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1899 et évêque de Ciudad Victoria Tamaulipas en 1923, poste qu'il occupa en 1924 jusqu'à sa mort.

¹²⁸ Manuel Azpeitia Palomar (1862-1935) évêque et un prêtre mexicain originaire de Guadalajara, Jalisco dans l'ouest du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1885, puis nommé en 1919 évêque de Tepic, poste qu'il occupa jusqu'à mort.

*volontairement à s'escrimer dans sa campagne électorale sur le thème de l'intervention armée dans notre patrie (...) comment, après ces faits que l'histoire pourrait un jour vérifier lumineusement, il y aurait quelqu'un pour oser douter de notre loyauté envers la patrie [...]'*¹²⁹

Calles demande alors au Congrès d'agir et celui-ci lui concède des pouvoirs extraordinaires pour modifier le code pénal et signaler les sanctions que doivent recevoir les autorités se refusant à faire valoir les sentences infligées aux transgresseurs. Le 2 juillet 1926, la loi Calles est publiée dans le journal officiel. Le clergé proteste et indique que si le président ne change rien, le culte public sera suspendu à partir du 31 juillet 1926. Ni Calles ni la hiérarchie catholique ne cèdent.

Le 31 juillet 1926, fatiguée des vexations subies, l'Église suspend l'exercice du culte dans tout le pays. Seule une infime partie de la population qui en a les moyens conserve l'accès au culte, dans leurs domiciles. La réaction du peuple ne se fait pas attendre. Bien que l'État n'ait pas suspendu l'exercice du culte, il est accusé d'empêcher les fidèles d'honorer Dieu et ses saints. À partir d'août 1926,¹³⁰ surgissent les premières manifestations spontanées de résistance organisées par des villages, et qui choisissent des chefs issus de leurs propres rangs. La lutte pour un objectif commun assure la cohésion de ces troupes improvisées. L'historien franco-mexicain, Jean Meyer, compare ce mouvement spontané à la croisade de Pierre l'Ermite.

L'armée fédérale se lance sur les zones insurrectionnelles situées dans les montagnes de *Sierra Madre*. Les premiers succès militaires des *Cristeros* leur apportent le soutien inconditionnel de la population mais jamais des grands propriétaires terriens et c'est souvent la Ligue ou la « U »¹³¹, association « réservée » qui a pour objectif de détruire l'État révolutionnaire mexicain¹³², qui les aident sur le plan de l'intendance et de l'approvisionnement en armes et en munitions.

¹²⁹ AHAM, *Troisième lettre pastorale de l'illme. Revme. Evêque de Tamaulipas, Méx.* Caisse C-G, Chemise Episcopat National, 15 mars 1926.

AHAM, *Aux prêtres et fidèles de l'évêché de Tepic, appartenant à l'Etat de Nayarit.* Caisse C-G, Chemise Episcopat National, 2 juillet 1926.

¹³⁰ Meyer, Jean, *La Cristiada, 1- La guerra de los Cristeros*, Siglo XXI editores, 18^e Ed., México, 1999, pp. 93-320

¹³¹ Gonzalez, Fernando Manuel. *Matar y morir por Cristo Rey*, Universidad de Texas-Plaza y Valdés, 2001. 347p.

¹³² Pour le thème de la "U" voir Solis, Yves, "Asociación espiritual o masoneria católica: La U", *ISTOR*, Núm 33., Año 9, México: CIDE, 2009, Impreso. pp.: 121-137. Solis, Yves, "El origen de la Ultraderecha en México, la U", *El cotidiano*, Núm 149, Año 23, Mayo-Junio 2008, Impreso. pp. 25-38

La Ligue Nationale de Défense de la Liberté Religieuse avait d'abord souhaité porter la lutte sur le terrain constitutionnel. Cela commença par un boycott économique, conseillant à la population de réduire sa consommation au strict minimum. Face à l'indifférence du gouvernement, la Ligue tente de reprendre à son compte le mouvement populaire *Cristero* et opta pour la lutte armée. Elle ne parvient pas à ses fins car ses objectifs politiques ne sont pas ceux de cette armée populaire qui cherche la reprise du culte. Le clergé ne comprend pas davantage les motivations simples de ces soldats du Christ, hommes et femmes, enfants et vieillards unis pour récupérer ce qui a le plus de valeur à leurs yeux: l'eucharistie, le pardon de Dieu et le secours de leurs " petits saints ".

Le clergé opposé au gouvernement réaffirme son patriotisme. Le texte le plus clair sur la question du patriotisme du clergé mexicain est celui de l'évêque de San Luis Potosí, Miguel María de La Mora¹³³ qui, dans son instruction pastorale du 30 août 1926, accorde que l'opposition à Calles est une marque de nationalisme.¹³⁴ L'évêque de Tamaulipas Serafin Armora démontre lui aussi que l'obéissance au pape n'affecte en rien le caractère universel de l'Eglise. Le pape est un étranger pour tous sauf pour la population de laquelle il est originaire. Selon lui, le fait que le pape soit d'une autre nationalité ne signifie pas nier l'existence de pouvoirs locaux et politiques propre à chaque état, catholique ou non. Pour l'évêque de Tamaulipas en effet, l'Eglise catholique gouverne dans le seul domaine spirituel. La suspension du culte n'est pas une démonstration de rébellion envers la loi. Les évêques et les prêtres ne peuvent en assumer l'exercice sans manquer à leur conscience et, à prendre cette décision, ils usent de leurs droits de ministres du culte.

Fin 1926, plusieurs catholiques se sentent autorisés à la lutte, même dans son aspect violent, lorsqu'ils lisent l'encyclique *Iniquis Afflictisque*:

Sont tellement iniques les décrets et les lois que les gouvernants ennemis de l'Eglise ont imposés aux catholiques de la République Mexicaine qu'à peine avons nous besoin de vous dire que, fatigués depuis si longtemps par un joug si lourd, vous savez parfaitement que de tels mandats sont si loin de se fonder sur « l'ordre de la raison » et de voir, comme

¹³³ Miguel María de la Mora y Mora (1874-1930) prêtre et évêque mexicain né à Ixtlahuacán del Río dans l'état de Jalisco dans l'est du Mexique. En 1911, il fut nommé évêque de Zacatecas et en 1922 évêque de San Luis Potosi, charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

¹³⁴ AHAM, *Instruction Pastorale de l'évêque de San Luis Potosí à ses bienaimés diocésains au sujet de quelques accusations fréquentes faites aux catholiques, ce jour*, Caisse C-G, Chemise Episcopat National, 30 de août 1926;

cela devrait être le cas, le bien commun, qu'ils ne méritent même pas le nom de lois. Ayant tout à fait raison, notre prédécesseur de joyeuse mémoire Benoît XV vous distingua avec un éloge mérité lorsque, rejetant justement et saintement ces lois, vous formulâtes une protestation solennelle contre eux, protestation que nous-mêmes par les présentes lettres, non seulement ratifions mais faisons entièrement nôtres.

Le cri de guerre « Vive le Christ roi » est lié à l'encyclique de Pie XI, *Quas Primas* datée de 1925, le règne du Christ et la consécration de l'humanité à son cœur sont l'émanation de la réalité du catholicisme social¹³⁵. La fête du Christ Roi a un grand impact social et politique sur la communauté. Cette fête et la suspension du culte obligent les évêques à donner des instructions précises sur le rite. C'est ce que font Francisco Banegas¹³⁶, évêque de Querétaro, lors de son exhortation pastorale aux fidèles de son diocèse le 1er octobre 1926¹³⁷ et l'évêque de Tulancingo, Mgr Vicente Castellanos¹³⁸, qui, dans son instruction pastorale du 28 octobre 1926¹³⁹, cite intégralement la lettre pastorale envoyée par José Mora y del Río, l'archevêque de Mexico. Dans cette pastorale, l'archevêque souligne que le règne social du Christ a un impact spirituel et temporel.

Il rappelle que l'institution des fêtes et leur réalisation a pour finalité l'édification et l'éducation des fidèles. Il montre que le règne du Christ est d'un autre monde par son origine divine; il est d'une autre essence, mais son impact est direct. Impact considérable dans cette période de crise politique de grande ampleur puisque c'est une manifestation contre l'action du gouvernement, la démonstration de la part des catholiques d'une volonté de voir arriver le règne du Christ, une volonté de ne plus subir ni soutenir le gouvernement révolutionnaire, constitutionnaliste et anticlérical. Dans cette pastorale, l'archevêque de Mexico invite aussi ses ouailles à se rendre à la basilique de Guadalupe. Malgré l'absence de culte et de fêtes religieuses avec un prêtre, les fidèles peuvent continuer à se rendre dans les temples.

¹³⁵ Levillain, Philippe. "Achille Ratti pape Pie XI (1857-1939)", p.8. En *Achille Ratti Pape Pie XI*. Rome: Collection de l'école française de Rome-223, 1996.

¹³⁶ Francisco Banegas Galvan (1867-1932) originaire de Celaya dans l'Etat de Guanajuato et archidiocèse de Morelia. Il reçut la tonsure cléricale en 1888 et fut nommé prêtre en 1891. En 1913 il fut nommé par le Saint-Siège visiteur du diocèse de Veracruz. Le 28 février 1919 il reçut la charge de l'évêché de Querétaro.

¹³⁷ AHM, *Exhortation Pastorale*, signée Francisco, évêque de Querétaro, Caisse C-G, Episcopat National.

¹³⁸ Vicente Castellaños Núñez (1870-1939) prêtre et évêque mexicain originaire de Mazamitla dans l'Etat de Jalisco dans l'Est du Mexique. Ordonné prêtre en 1894, puis évêque de Campeche dans le sud du Mexique en 1912. En 1932, il fut nommé évêque de Tulancingo.

¹³⁹ AHAM, *Viva Cristo Rey*, signé Vicente, évêque de Tulancingo, caisse C-G, Chemise Episcopat National.

Les victoires des *cristeros* en 1927 donnent à certains membres du clergé l'impression qu'une solution militaire est proche. En effet, malgré quelques défaites durant les premiers mois de 1927, le mouvement *cristero* se fortifie en juin avec un nombre de soldats estimé à vingt mille. Le conflit atteint plusieurs zones: Jalisco, Guanajuato, Mexico et Morelos, Guerrero, Oaxaca, Michoacán, Durango, Zacatecas, Puebla et Colima¹⁴⁰.

A cause de la suppression du culte et de l'exil, de nombreux évêques se trouvent dans l'obligation d'envoyer des instructions à leur clergé. En effet, comme l'indique l'évêque d'Aguascalientes, Ignacio Valdespino y Díaz¹⁴¹ dans une lettre pastorale " *A Nuestros muy amados diocesanos*", les catholiques doivent continuer leur vie spirituelle, que ce soit dans les temples ou dans leurs maisons. Il est très important qu'ils continuent à prier et à se réunir autour de leurs autels. Il faut, selon lui, s'imaginer l'Eglise en deuil. Dans ces moments de difficultés pour l'Eglise, l'évêque recommande la plus grande dévotion au Sacré Cœur. Il lance également un appel aux fidèles pour qu'ils continuent à voir leurs paroissiens et à respecter les saints sacrements, en particulier le baptême et la confession. Il demande aussi une grande humilité et l'intimité des pratiques dévotes, avertissant les fidèles sur l'aspect dangereux d'organiser des collectes.¹⁴²

A partir d'octobre, la situation devient préoccupante pour le gouvernement car le mouvement *cristero* se consolide. Fin 1927, le général Enrique Gorostieta,¹⁴³ confirme l'indépendance et l'unification du mouvement *cristero*.

L'Episcopat mexicain, dans une lettre collective adressée exclusivement aux clergés respectifs, et datée du 8 novembre 1927, réaffirme la nécessité du pasteur de pratiquer les vertus sacerdotales. De leur côté, les évêques motivent le clergé en le félicitant pour sa résistance et son humilité dans cette époque difficile. L'Episcopat réaffirme également la mission de bienfaisance des prêtres et que la résistance aux

¹⁴⁰ Voir l'œuvre de Jean Meyer pour la version *Cristeros* et Alvaro Matute. Matute, Alvaro, *La Revolución Mexicana: actores, escenarios y acciones : vida cultural y política, 1901-1929*, México: Instituto Nacional de Estudios Históricos de la Revolución Mexicana (INEHRM), 2002. 275 p.

¹⁴¹ Ignacio Valdespino y Díaz (1861-1928) prêtre et évêque mexicain originaire de Chalchihuites, Piedras Verdes, Zacatecas dans la partie centre-nord du Mexique. En 1885, il fut ordonné prêtre. En 1902, il devint évêque de Sonora dans le nord du Mexique. En 1913, on le nomma évêque d'Aguascalientes dans la partie centrale du Mexique.

¹⁴² AHAM, *A Nuestros muy amados Diocesanos*, Caisse C-G, Chemise Episcopat National, S/F.

¹⁴³ Meyer, Jean, *La Cristiada, 3- Los Cristeros*, Siglo XXI Editores, 14^e Ed., México, 1998, pp. 229-241

Negrete, Marta Elena, "Enrique Gorostieta: un cristero agnóstico", in *los Cristeros, Conferencias del ciclo de Primavera de 1996*, CARSO, México, 1996, pp. 61-70

offenses est inséparable de la méditation quotidienne. La prière ne suffit pas, elle doit être accompagnée de la lecture des livres saints, de celle des pères de l'Eglise et des ascètes et théologiens chrétiens, et il ne faut pas oublier la nécessité d'un examen de conscience qui maintient éloigné du mal et rapproche de Dieu¹⁴⁴.

II. La recherche de possibles accords :

1. La première tentative du père John Burke et de l'ambassadeur Dwight Morrow

La résolution du conflit religieux dépend en grande partie de l'attitude des Etats-Unis. Durant la première partie du conflit, ces derniers sont opposés à la politique de Calles., opposition notamment motivée par l'application sans nuance aucune de la Constitution de 1917. L'article 27 de cette Constitution menace les intérêts économiques des Etats-Unis ainsi que ceux, plus particuliers, de concitoyens vivants au Mexique. La question pétrolière et minière est largement reliée à la question religieuse.

Avec le remplacement de l'ambassadeur James Sheffield et l'arrivée de Dwight Morrow¹⁴⁵ fin 1927, le Président Calvin Coolidge décide de changer de politique afin de soutenir le gouvernement de Calles, en lui facilitant l'accès à des financements d'Etat et l'obtention de matériel militaire. S'appuyant sur l'archive des Relations Extérieures du gouvernement mexicain, la politologue María del Carmen Collado Herrera¹⁴⁶ montre que Dwight Morrow, bien avant d'être officiellement nommé ambassadeur, se trouve très au fait de la question religieuse mexicaine.¹⁴⁷

¹⁴⁴ AHAM, *Pastoral Colectiva del Episcopado Mexicano dirigida exclusivamente a su respectivo clero*, Caisse C-G, Chemise Episcopat National, 8 novembre 1927.

¹⁴⁵ Dwight Whitney Morrow (1873-1931), républicain et ambassadeur des Etats-Unis au Mexique. Il dirigea différentes corporations industrielles et financières qui avaient des intérêts au Mexique.

¹⁴⁶ María del Carmen Collado Herrera est une politologue et historienne mexicaine. Elle est professeure Chercheuse de l'Institut Mora de la Ville de Mexico. Elle est spécialiste du Mexico du XXème siècle et des décades vingt et trente et de l'histoire des relations entre le Mexique et les Etats-Unis d'Amérique.

¹⁴⁷ Collado, María del Carmen. *Dwight W. Morrow, reencuentro y revolución en las relaciones entre México y Estados Unidos, 1927-1930*, México: Instituto Mora, Dirección General del Acervo Histórico Diplomático Secretaría de Relaciones exteriores. 264 p.

Sur la base des rapports du Délégué Apostolique aux Etats-Unis, Pietro Fumasoni-Biondi¹⁴⁸, le président John Coolidge¹⁴⁹ prétend développer une nouvelle relation avec le gouvernement mexicain¹⁵⁰. Les américains ont besoin d'un gouvernement fort et stable, et le Mexique cherche pour sa part l'appui financier et le soutien moral des Etats-Unis. Selon le témoignage de Dwight Morrow lors de sa réunion à la Havane en 1928, avec le père John Burke, secrétaire de la *National Catholic Welfare Conference* (N.C.W.C.), comité épiscopal des Etats-Unis, la relation entre l'ancien ambassadeur, James Sheffield¹⁵¹ et Calles n'a pas été des meilleures¹⁵². Pour accélérer les choses, les américains s'impliquent dans la résolution du conflit religieux¹⁵³, même s'ils ne le font jamais de manière officielle et malgré une participation claire, importante et bien connue des autorités, du nouvel ambassadeur Dwight Morrow¹⁵⁴ et du Secrétariat d'Etat des Etats-Unis.

Si officiellement l'intervention du gouvernement dans les affaires de liberté religieuse au-dehors du territoire des Etats-Unis devait s'en tenir à ce qui pouvait affecter ses citoyens résidant à l'étranger, extra-officiellement, la pression interne des groupes religieux pouvait conduire à ce que le Département d'Etat invite ses fonctionnaires et ses ambassadeurs à

¹⁴⁸ Pietro Fumasoni Biondi (1872-1960), prélat italien. D'origine aristocratique, il fut ordonné prêtre en 1897, puis professeur à l'Université Pontificale Urbana. En 1916, on le nomma Délégué Apostolique des Indes Orientales, puis 1919 Délégué Apostolique pour le Japon. En 1921 il fut secrétaire de la Congrégation de la Foi. En 1922, il occupa le poste de Délégué Apostolique des Etats-Unis. Il fut en contact avec divers évêques mexicains en exil et en particulier Pascual Díaz y Barreto et Leopoldo Ruiz y Flores. En 1933, il retourna à la Curie où il occupa le poste de préfet de la Congrégation pour la Propagation de la Foi.

¹⁴⁹ John Calvin Coolidge (1872-1933), trentième président des Etats-Unis, fut un avocat républicain originaire du Vermont et gouverneur de l'Etat du Massachusetts. De part son action durant la grève des policiers de Boston, il fut choisi pour être vice président. Il succéda à W.G. Harding, mort en cours de mandat en 1923, puis fut élu en 1924. Coolidge fut un partisan convaincu de la non intervention du gouvernement fédéral dans les affaires, de la politique du « laisser faire » et de la libre concurrence.

¹⁵⁰ ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, Mexico, période IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁵¹ James Rockwell Sheffield (1864-1938) fut avocat et politicien des Etats-Unis d'Amérique. Il fut membre du Parti Républicain. Il fut délégué de la Convention Nationale des Républicains pour New York en 1916, 1920 et 1924. Il fut ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique au Mexique de 1924 à 1927.

¹⁵² Lettre du P. Burke à Fumasoni-Biondi dans laquelle il lui narre les discussions avec l'ambassadeur Morrow, à la Havane, Cuba. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, Messico, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁵³ Meyer, Jean, *La Cristiada, 2- El conflicto entre la Iglesia y el Estado 1926-1929*, Siglo XXI Editores, 16° Ed., México, 2000, pp. 314-332

¹⁵⁴ Première entrevue entre John Burke et Dwight Morrow à la Havane, Cuba, 17 janvier 1928, ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, Messico, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

*l'étranger à faire pression pour obtenir une modification de politique de la part d'Etats en relation avec leurs propres citoyens.*¹⁵⁵

Le département d'Etat ordonne alors à ses fonctionnaires et à ses ambassadeurs travaillant à l'extérieur de faire pression sur les gouvernements. Les intérêts des Etats-Unis sont divers. La consultation récente de l'Archive de la *National Catholic Welfare Conference* (N.C.W.C), réalisée par Manuel Olimón Nolasco et Jean Meyer permet de mieux comprendre cette participation. Le père Olimón eut en effet la possibilité de consulter des microfilms de la Conférence Épiscopale Mexicaine, (C.E.M.), offerts par la Catholic University Research Center de la Catholic University of America de Washington. "Ce qui est bien clair, c'est que la société de notre voisin du nord inclut la dimension religieuse et que la compréhension exacte de sa propre politique internationale ne peut faire abstraction de ce point."¹⁵⁶ Dans son oeuvre, *Diplomacia Insólita*, l'historien mexicain Manuel Olimón se concentra sur la tentative de pacification du père John Burke.

Lorsque John Burke commence son rapprochement avec l'ambassadeur Dwight Morrow, la tentative est totalement officieuse mais à la fois très connue et voulue tant par le Département d'Etat des Etats-Unis, en particulier par Robert Edwin Olds¹⁵⁷ et par le cardinal Pietro Gasparri¹⁵⁸, Secrétaire d'Etat du Saint Siège à Rome.¹⁵⁹

Dwight Morrow est conscient du pouvoir de Calles, disant qu'au Mexique, le pouvoir des Institutions est une farce, que les magistrats et le Congrès sont des agents du pouvoir, le pouvoir réel restant dans les mains du Président¹⁶⁰. Ces déclarations s'opposent à quelques études des années quatre vingt qui tendent à montrer que le succès de Calles face à Álvaro Obregón est dû à sa recherche

¹⁵⁵ Olimón Nolasco, Manuel, *Diplomacia Insólita, el conflicto religioso en México y las negociaciones cupulares (1926-1929)*, Institut Mexicain de Doctrine Sociale Chrétienne, 2007, p.16.

¹⁵⁶ Olimón Nolasco, Manuel, *Diplomacia Insólita, el conflicto religioso en México y las negociaciones cupulares (1926-1929)*, Institut Mexicain de Doctrine Sociale Chrétienne, 2007, p.16., Meyer, *La cruzada por México. Los católicos de Estados-Unidos y la cuestión religiosa en México*. México: Tusquets. 2008. 339 p.

¹⁵⁷ Robert Edwin Olds (1875-1932) fut assistant du secrétaire d'Etat de 1925 à 1927 et sous secrétaire d'Etat durant la gestion de Frank Billings Kellogg et l'un des principaux liens de John J. Burke avec le Secrétariat d'Etat des Etats-Unis entre juillet 1927 et juin 1928.

¹⁵⁸ Pietro Gasparri (1852-1934) fut prélat catholique italien, juriste et diplomate du Saint-Siège, puis cardinal et secrétaire d'Etat. Il signa les accords du Latran en 1929.

¹⁵⁹ P. Burke, Segundo Memorandum. 4 janvier 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, mexico, période IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁶⁰ *Ibidem*.

d' « institutionnalité » et non plus de caudillismo¹⁶¹. Durant les années vingt et trente, il résulte très difficile de parler d'un seul Etat mexicain et d'une seule Eglise catholique.

Malgré les discours officiels et les tentatives de part et d'autre de faire preuve d'unité, les difficultés de parvenir à un *Modus Vivendi* se font chaque jour plus évidentes. On peut dire qu'il s'agit de réguler une relation entre des hommes politiques régionaux, encore mal contrôlés par le pouvoir central et jacobin, avec des membres de la hiérarchie catholique aux profils trop différents, comme dans le cas de personnalités aussi controversées que José de Jesús Manríquez y Zarate, évêque de Huejutla, et le très « pacifique » évêque de Querétaro, Francisco Banegas y Galván. Dwight Morrow assume également que tous les membres du cabinet sont catholiques.

Pour John Burke, la solution est très simple. Il ne s'agit pas d'avoir des avocats pour représenter les catholiques, mais plutôt de parvenir à ce que Calles reconnaisse le Saint Siège et donne son accord pour qu'il y ait un Délégué Apostolique au Mexique et que les évêques puissent rentrer¹⁶².

Les négociations s'annoncent difficiles et il est clair que les représentants de l'Etat et de l'Eglise doivent faire un geste de reconnaissance mutuelle. Pour l'Eglise, la décision ne dépend pas des évêques mais du Saint Siège. En effet, ceux-ci ne peuvent donner leur accord à aucune résolution qui ne soit approuvée préalablement par le Saint Père.¹⁶³

Le 19 janvier 1928, Dwight Morrow s'engage à présenter à Calles l'idée de rencontrer le père John Burke. Dwight Morrow ne tarde pas à téléphoner à Olds, du Département d'Etat, l'informant que Calles a accepté la rencontre avec John Burke et qu'elle a toutes les chances d'avoir lieu¹⁶⁴.

¹⁶¹ Pour mieux illustrer ce point il serait intéressant de confronter les analyses de Loyola Díaz et Tzvi Medin en relation aux présidents « peleles » véritables marionnettes contrôlées par l'ex-président Plutarco Elías Calles. Loyola Díaz, Rafael, *La crisis Obregón-Calles y el Estado mexicano*, 5^a. Ed., México, Siglo XXI, 1998. Tzvi Medin, *El minimato presidencial: historia política del Maximato 1928-1935*. 8^a. réimpression, Mexico, Editions Era. 1998.

¹⁶² Seconde entrevue entre Burke et Morrow. Sevilla Biltmore, La Havanne Cuba, 18 janvier 1928 à 3:30. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁶³ *Ibidem*.

¹⁶⁴ Rapport N° 280-h de monseigneur Fumasoni-Biondi à monseigneur Gasparri secrétaire d'Etat. 15 février 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

John Burke entreprend son voyage en compagnie de William Frederick Montavon¹⁶⁵, son secrétaire, qui est également son interprète. Malheureusement pour les intéressés, la nouvelle n'est pas maintenue secrète et le "Herald Tribune" de New York, annonce, le 8 février, que le père Burke, invité par Morrow, allait rencontrer, sous autorité pontificale, le président Calles afin de régulariser la question religieuse"¹⁶⁶. Il s'ensuit une série de problèmes pour Calles qui, alors qu'un député de Mexico l'interroge, doit démentir les faits et annuler le voyage. De son côté, le père John Burke nie lui aussi les faits. Le Département d'Etat des Etats-Unis lui confirme que tout est suspendu¹⁶⁷. Le Saint Siègre, parfaitement informé de la situation, adresse, par l'intermédiaire du Secrétaire d'Etat Pietro Gasparri, un télégramme au Délégué Apostolique des Etats-Unis afin de démentir que John Burke ait été envoyé par le Saint Siègre et assure aux évêques mexicains qu'aucune décision du Pape ne peut être prise sans au préalable les consulter.¹⁶⁸

En avril 1928, John Burke envoie une lettre au président Calles par le biais de l'ambassadeur des Etats-Unis. Il demande au président si, au travers de quelques déclarations ou promesses, il est possible de mentionner le retour des prêtres et la reprise du culte. La rencontre a lieu le 4 avril à Veracruz, dans le fort de San Juan Ulloa.

Durant cette réunion, Calles suggère que les évêques doivent rentrer au plus tôt, se soumettre aux lois et que l'exercice du culte peut reprendre. Il demande aussi à John Burke quelles sont les étapes à suivre. Le père lui répond que dès que possible, il envoie un rapport de son entrevue ainsi qu'une copie de sa lettre et de celle remise par le président Calles au Délégué Apostolique Pietro Fumasoni-Biondi, lequel avise ensuite le Saint Siègre. Un thème très épineux est celui de résidant au Mexique. Le président affirme qu'une fois nommé par le Saint Siègre, ce dignitaire pourrait vivre et travailler au Mexique mais qu'il n'obtiendrait aucune reconnaissance

¹⁶⁵ William Frederick Montavon (1874-1959) étudia aux Etats-Unis et en France. Il fut superintendant de différentes écoles dans les îles Philippines. En 1915 il fut attaché commercial des Etats-Unis au Pérou, Bolivie, Equateur et Chili. Montavon resta en Amérique du Sud jusqu'en 1918. Il travailla pour la *International Petroleum Company* au Pérou. En 1925, il obtint la direction du département légal de la *National Catholic Welfare Conference*. Sa connaissance du français et de l'espagnol lui fut utile lorsqu'il accompagna John Burke à Cuba et au Mexique.

¹⁶⁶ Rapport N° 280-h de monseigneur Fumasoni-Biondi à monseigneur Gasparri secrétaire d'Etat. 15 février 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁶⁷ *Ibidem*

¹⁶⁸ Télégramme du 5 mai 1928 du Cardinal Gaspari au Délégué Apostolique des Etats-Unis, Monseigneur Fumasoni-Biondi. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

diplomatique. Calles en vient même à dire que l'influence personnelle qu'un tel personnage pourrait avoir dans le pays dépendrait seulement de son habileté, de sa capacité et de ses relations personnelles¹⁶⁹.

Il apparaît clairement que plus qu'une théorie politique des Institutions, et du fameux fétichisme institutionnel, la solution réelle des conflits, l'application ou la tolérance de la loi se doit aux caractères mêmes des gouverneurs et des présidents, comme l'ont démontré les exemples de Venustiano Carranza, président du Mexique de 1917 à 1920, Álvaro Obregón président du Mexique de 1920 à 1924 et de Plutarco Elías Calles lui-même. Au Mexique, il est nécessaire de travailler sur les acteurs dans leur dimension personnelle avant de les envisager en tant que groupe. La rencontre secrète au fort de San Juan de Ulloa permet au président Plutarco Elías Calles de discuter avec un prêtre du possible retour des évêques et d'envisager la reprise du culte. Cette rencontre n'aurait pu avoir lieu dans la ville de Mexico comme le démontre très bien l'échec de la conférence de février¹⁷⁰.

Plutarco Elías Calles se montre également prudent et propose de cesser de harceler l'Eglise. Cela laisse entendre une acceptation, la possibilité pour les évêques de retourner dans les diocèses catholiques.¹⁷¹ Suite à cette entrevue, le président Plutarco Elías Calles adresse une lettre à John Burke dans laquelle il développe son idée de la Constitution et de son application. Ces événements, faut-il le souligner, bien qu'officieux, ont lieu avec le total consentement du Délégué Apostolique des Etats-Unis, en accord avec les instructions reçues du Secrétariat d'Etat du Saint Siège.

Le 12 mai 1928, es évènements s'accélèrent et l'ambassade nord-américaine prend contact avec le père John Burke et Monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores, archevêque de Morelia et président du Comité Épiscopal Mexicain (C.E.M.) à la mort de l'archevêque de Mexico, José Mora y del Río cette même année. De manière inespérée, il leur annonce la possibilité d'une rencontre avec Plutarco Elías Calles et Álvaro Obregón¹⁷². Le 17 mai, cette conférence a lieu à Mexico et dans un

¹⁶⁹ Rapport n° 280-H de monseigneur Fumasoni-Biondi au Cardinal Pietro Gasparri, 15 février 1928. Additif au rapport n° 760-b du délégué apostolique envoyé à Rome le 14 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc. 228.

¹⁷⁰ *Ibidem*.

¹⁷¹ *Ibidem*.

¹⁷² Chiffré 11 du Délégué Apostolique des Etats-Unis, Fumasoni-Biondi au Cardinal Gasparri, Secrétaire d'Etat du Vatican. 13 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

chiffré du 18 mai, le Délégué Apostolique des Etats-Unis, Pietro Fumasoni-Biondi, demande au secrétaire d'Etat du Vatican, le cardinal Pietro Gasparri, son autorisation pour que monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores se rende à Rome dès son retour des Etats-Unis.¹⁷³ le 21 mai, le cardinal Pietro Gasparri, secrétaire d'Etat de l'Etat de Sa Sainteté, annonce au Délégué Apostolique aux Etats-Unis que la venue de l'archevêque mexicain dépend du résultat de la conférence, laissant entendre que s'il n'y a aucune avancée, sa venue ne serait pas considérée comme nécessaire et le simple rapport du Délégué des Etats-Unis suffirait¹⁷⁴. La situation est urgente tant pour Calles (élections présidentielles en juillet) que pour l'Eglise catholique mexicaine d'obtenir un accord religieux.

2. Les dangers de la suspension du culte

La situation du clergé devient de plus en plus difficile et les évêques se sentent préoccupés pour leurs prêtres. Ainsi, l'archevêque de Guadalajara Francisco Orozco y Jiménez, s'adresse à son clergé en ces termes:

Prenant acte du fait que les conditions des pauvres prêtres de notre diocèse deviennent de plus en plus pénibles à cause des persécutions qu'ils subissent, et comme moyen d'éluder ces attaques des ennemis du Christ Notre Seigneur, qui ne cessent de porter préjudice aux prêtres, nous avons cru opportun d'user des privilèges dont le Souverain Pontife nous honora, privilèges relatifs à la célébration du mariage, et des facultés que pour ces cas le Code nous concède, de même que le respect des baptêmes, dans le but d'enlever l'une des plus faciles occasions qui soient pour que les pères soient arrêtés.¹⁷⁵

L'évêque autorise les prêtres à ne présenter les sacrements qu'aux gens de confiance. Il recommande à son clergé de choisir des personnes de confiance pour les parrainages et de ne pas prendre de risques avec des inconnus. Il est préférable de donner des identifications aux laïcs de confiance pour éviter tout abus, et, dans le cas de mariage, il est permis de signer l'acte et de le bénir a posteriori. Evidemment, ces actes sont valides. L'archevêque recommande aussi la plus grande attention et le

¹⁷³ Chiffré 12 du Délégué Apostolique des Etats-Unis, Fumasoni-Biondi au Cardinal Gasparri, Secrétaire d'Etat du Vatican. 18 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁷⁴ Chiffré du Cardinal Gasparri Secrétaire d'Etat du Vatican au Délégué Apostolique des Etats-Unis, Fumasoni-Biondi 21 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁷⁵ AHAM, *Circulaire de l'Archevêché de Guadalajara réservée aux prêtres*, 29 septembre 1928, Caisse C-G, Chemise Episcopat national.

meilleur soin possible pour éviter tout double rite et que ne soient pas bénis des mariages pouvant présenter des empêchements dirimants. Le prêtre a l'obligation, pour les mariages entre paroisses, d'aviser le prêtre de l'autre paroisse. Tout acte religieux doit être enregistré par la mitre et le prêtre doit en aviser son supérieur. Il ne faut pas oublier que pour Orozco y Jiménez il s'agit de la deuxième période de trouble dans son archidiocèse¹⁷⁶.

Après deux ans de suspension du culte les attitudes ont changé et de nombreux évêques, en accord avec le Délégué des Etats-Unis, chargé des affaires mexicaines, déplorent les conditions spirituelles dans lesquelles se trouvent actuellement les fidèles et les prêtres qui sont restés au Mexique. Monseigneur Nicolás Corona¹⁷⁷, évêque de Papantla, demande à la délégation apostolique de prendre des décisions pour remédier et réactiver d'une façon ou d'une autre la vie religieuse au Mexique¹⁷⁸. Plus de mille prêtres de toute la République manquent complètement de consignes, vivent dans des maisons privées, sans vigilance ni discipline. La préoccupation du délégué apostolique sur ce point montre à quel point l'Eglise craint les conséquences de sa non présence au Mexique. Crainte d'autant plus justifiée que des prêtres et des religieuses perdent parfois leur vocation, à l'exemple de la Supérieure des Sœurs Du Bon Pasteur, certaines Sœurs ayant avoué au délégué qu'elles ne pensent pas reprendre la vie religieuse. Au Mexique, certains prêtres, sans la moindre autorisation, au vu et au su du gouvernement, parviennent à donner jusqu'à six messes par jour dans des demeures de gens aisés, durant lesquelles ils demandent systématiquement l'aumône. Les facultés attribuées par le Saint Siège en pareilles circonstances, selon rappel de Pietro Fumasoni-Biondi, ont un caractère extraordinaire et exceptionnel. Pour le délégué, il ne s'agit pas de tirer un profit financier de ces facultés mais de venir en aide aux fidèles¹⁷⁹.

Les fidèles courent le danger de perdre l'habitude d'assister à la messe. La crise affecte également la population analphabète, les indiens, ouvriers et travailleurs

¹⁷⁶ Padilla Rangel, Yolanda, "Rebelde pertinaz: exilio y clandestinidad de Francisco Orozco y Jiménez durante la revolución mexicana", pp.317-336 en Pacheco Hinojosa, María Martha. *Religión y sociedad en México durante el siglo XX*, Mexico: INERHM: 2007.

¹⁷⁷ Nicolas Corona y Corona (1877- 1950) évêque mexicain originaire de Aulán de Navarro dans l'Etat de Jalisco. Il fut ordonné prêtre en 1901 et depuis 1922 jusqu'à sa mort en 1950 il fut évêque de Papantla dans l'état de Puebla au Mexique.

¹⁷⁸ Sur la nécessité du retour de l'Episcopat et la reprise du culte. Additif au rapport n°760-b du délégué apostolique envoyé à Rome le 10 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁷⁹ *Ibidem*.

agricoles pauvres et sans soutien d'aucune sorte. Fumasoni-Biondi craint une « protestantisation » du culte, citant l'exemple des irlandais qui furent contraints de quitter la ville pour la campagne afin de retrouver du travail et, par manque de prêtres et de culte, se rapprochèrent peu à peu du protestantisme ou bien perdirent tout simplement la foi.

Un point en faveur de la reprise du culte et du retour des évêques est aussi la difficulté pour obtenir que la majorité de l'opinion publique aux Etats-Unis impose au gouvernement de faire pression sur Mexico. Aux Etats-Unis, l'Eglise mexicaine n'a pas bonne réputation, on la juge pleine de fanatisme et de superstition. Ce à quoi il faut ajouter la mauvaise réputation des émigrants mexicains dans le sud des Etats-Unis: "Des gens indigents, sans éducation et aux coutumes pauvres"¹⁸⁰ L'idée prédominante au sujet du Mexique était qu'il s'agissait d'un peuple de race inférieure, plein de superstitions religieuses, opprimé par les prêtres et les riches et ingouvernable, car toujours en révolution"¹⁸¹. Malgré les efforts des milieux catholiques, des évêques américains de la "*National Catholic Welfare Conference*" et de son secrétaire, le bilan que présentait Pietro Fumasoni-Biondi n'était pas très favorable. Il affirmait qu'au sein même des catholiques, les efforts n'avaient pas tous porté du fruit et que par conséquent on ne pouvait guère attendre davantage de la société américaine, essentiellement protestante. Et n'oublions pas la propagande du gouvernement mexicain pour défendre aux Etats-Unis sa politique religieuse.

3. La deuxième entrevue John Burke - Plutarco Elías Calles ou l'introduction de Leopoldo Ruiz y Flores

Revenons sur la réunion du 17 mai 1928 entre le père John Burke, le nouveau président du comité épiscopal, Leopoldo Ruiz y Flores¹⁸², l'ambassadeur Dwight Morrow et le président Calles. Dans son rapport 800-h du 25 mai 1928, le Délégué Apostolique se met à la disposition du Saint Siège et se montre très confiant quant

¹⁸⁰ *Ibidem*

¹⁸¹ *Ibidem*

¹⁸² Conférence de San Antonio- Mort de l'Archevêque de México - Election de monseigneur Ruiz à la présidence du Comité Episcopal. Additif au rapport n°760-b du délégué apostolique envoyé à Rome le 10 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

aux succès obtenus. Il sait qu'on atteint l'épilogue de cette initiative et que le Saint Siège possède déjà tous les éléments pour prendre une décision. Sa confiance est telle qu'il insiste pour envoyer Leopoldo Ruiz y Flores, nouveau président épiscopal mexicain, rendre directement son rapport au secrétaire d'Etat Pietro Gasparri.¹⁸³

Il est surprenant de voir que mgr Leopoldo Ruiz y Flores attribue au président Calles le succès de la conférence. Tout fut arrangé sur ordre du président. Il explique qu'ils n'eurent pas à souffrir des traditionnelles tracasseries douanières: leurs valises ne furent pas contrôlées, ils n'eurent à remplir aucun formulaire de migration. La seule personne enregistrée fut William Montavon, compagnon du père John Burke lors de son précédent voyage, et qui lui servit encore une fois d'interprète¹⁸⁴.

Durant cette entrevue, le président Calles déclare qu'il ne lui est pas possible de promettre par écrit que les lois pourraient changer. Selon le président, la seule chose qui peut être faite est de réaffirmer qu'il est disposé, après le retour des évêques à Mexico, à prendre en compte l'autorité de l'Eglise et à demander conseil à cette dernière pour une éventuelle modification des lois. Calles accepte l'idée d'un échange de correspondance avec Leopoldo Ruiz y Flores, en sa qualité de président du comité épiscopal. Calles ne fait pas plus de concessions que lors de la précédente réunion du 4 avril, à Veracruz. Il garde une attitude ferme et allègue de nouveau que les lois et la Constitution n'ont pas pour objectif de détruire l'Eglise.¹⁸⁵

Le grand succès sera alors cette apparente reconnaissance, de la part de Calles, de l'autorité de l'institution ecclésiastique, de son organisation hiérarchique et de son droit à l'exercer.¹⁸⁶ La recommandation faite par Leopoldo Ruiz y Flores et par John Burke au Saint Siège est de reprendre le culte pour détendre la situation dès que deviendra réalité l'échange épistolaire entre Leopoldo Ruiz y Flores et le président

¹⁸³ Rapport N°800-h envoyé par Fumasoni-Biondi. Délégué apostolique aux Etats-Unis à monseigneur Gasparri Secrétaire d'Etat le 25 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.229.

¹⁸⁴ Relation du voyage et de l'entrevue du P. Burke avec le président Calles. Additif au rapport n°760-b du délégué apostolique envoyé à Rome le 10 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

¹⁸⁵ Recit de l'archevêque Ruiz et du père Burke à propos de l'entrevue avec le président Calles et l'ambassadeur Morrow au Mexique le 17 mai. Additif au rapport n°800-h du délégué apostolique envoyé à Rome le 25 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.229.

¹⁸⁶ Lorsque le Pape, dans quelques lettres encycliques fait référence aux moutons et aux agneaux, il faut entendre que les évêques font partie des moutons. C'est lorsqu'il se définit comme le Pasteur sur Terre, étant donné que le Pasteur suprême est le christ.

Calles. Il est également convenu que l'Etat mexicain puisse traiter avec un Délégué Apostolique qui représente l'Eglise et ait tout pouvoir pour parvenir à un accord.

4. Un nouveau chemin

A partir de 1928, et dans le but de résoudre la crise, commence une série de tentatives entre le père John Burke, l'évêque de Tabasco Pascual Díaz, l'archevêque de Morelia Leopoldo Ruiz y Flores et le général Álvaro Obregón, qui prépare sa réélection et qui, ayant été président, peut tirer bénéfice d'une résolution de la crise religieuse en devenant le nouveau pacificateur mexicain. Les catholiques ne partagent pas tous la position des deux prélats, ni tous les évêques et archevêques. Le problème vient du fait qu'une partie des fidèles, non informée ou défavorable à la réalisation de ces accords, préfère agir de son côté de manière plus concrète.

C'est à ce moment qu'apparut une figure qui contribuera au succès de cette proposition. Dans un document en français daté du 3 juin 1928¹⁸⁷, apparaît le rapport spécial du père Edmund Walsh S.J.¹⁸⁸, professeur de l'université de Georgetown et membre de la *Near East Conference Welfare*, organe de lutte contre l'avancée du communisme en Russie, suivi d'un mémorandum de quatre pages en espagnol dans lequel est traitée la situation actuelle et les possibles solutions pouvant être apportées au problème religieux du Mexique. Ce nouvel acteur a pour nom Miguel Cruchaga Tocornal¹⁸⁹. Miguel Cruchaga va permettre au processus de gagner en légitimité, la participation des Etats-Unis y sera moins évidente, participation que le gouvernement mexicain pourrait donc toujours nier. Miguel Cruchaga apparaît providentiel par le fait que son poste, de création récente, permet en effet de traiter le problème religieux en laissant toutes les parties dans une position avantageuse: il est

¹⁸⁷ Rapport spécial du père Walsh. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Mexico, periodo IV-11, Pos 521, fasc.229.

¹⁸⁸ Edmond Aloysius Walsh (1885-1956) jésuite nord-américain, professeur de géopolitique et fondateur de l'Ecole de Relations Internationales de l'Université de Georgetown, en 1919, six ans avant qu'existe le service des Affaires Étrangères. Il fut chargé de la mission papale pour lutter con la famine russe de 1922. En 1928, il eut la charge de négocier la solution du conflit entre l'Eglise et l'Etat au Mexique. En 1931 il fut chargé par le gouvernement américain de négocier l'ouverture d'un collège en Irak. Durant le procès de Nuremberg qui dura de 1945 à 1946, il fut consultant de la délégation américaine. Il fut connu pour sa forte attitude anti-communiste.

¹⁸⁹ Miguel Cruchaga Tocornal (1869-1949) professeur de droit international chilien, député du Chili en 1900, ministre des Finances en 1903, ministre de l'intérieur en 1906. Il fut ambassadeur du Chili aux Etats-Unis entre 1926 et 1927. Sur demande des gouvernements allemand et mexicain, il fut élu président de la commission mixte de réclamation après la renonciation de Rodrigo Octavio. Dès 1928, il participa à la solution du problème religieux au Mexique. Entre 1931 et 1932, il occupa de nouveau le poste d'ambassadeur du Chili aux Etats-Unis. En 1936, il fut ministre des affaires étrangères du Chili. Il fut membre fondateur de l'Académie Chilienne d'Histoire.

le président des Tribunaux Mixtes de Réclamations italo-mexicain, hispano-américain et allemano-mexicain.

Le père Edmund Walsh, qui, de par son amitié avec le Pape bénéficie d'un accès privilégié à la Curie et au Secrétariat d'Etat, avait été sollicité par l'évêque Pascual Díaz, inquiet de l'influence que pouvaient encore avoir au sein de la Curie les évêques les plus radicaux.

La question de la lutte armée est un autre motif de division entre les évêques. Une partie se montre en faveur du conflit armé, comme l'évêque de Tacambaro, Mgr Leopoldo Lara y Torres¹⁹⁰, qui en 1928 signe des lettres sous le pseudonyme de Victor Hugo.¹⁹¹ Huit évêques soulignent que si le clergé ne peut participer aux combats, il faut néanmoins apporter un soutien au mouvement armé qui défend les droits sacrés de l'Eglise. Parmi eux se trouvaient le turbulent évêque de Huejutla, José de Jesús Manríquez y Zarate¹⁹².

Tous ne sont pas d'accord et de nombreux prélats peuvent justifier leur opposition sur la base d'arguments théologiques, philosophiques ou politiques. Ce fut le cas de l'évêque de Querétaro, Mgr Francisco Banegas.

[...] Non seulement que les prélats et le clergé s'abstiennent d'aider le mouvement armé, ce qu'ils font déjà, sinon qu'ils apparaissent étranger à lui. Il est à noter le bon effet que dans les sphères officielles produisit la manifestation dans ce sens faite par les évêques de Chihuahua, de Papantla, de Zamora et par moi-même. Pour apparaître ainsi, il n'est pas nécessaire de condamner ce mouvement. Apparaître également loin des politiques. Dans les publications du Comité ou du Sous-Comité, ne pas se référer au gouvernement ni à la persécution sinon nous limiter à ce qui est strictement religieux et parler des maux, des souffrances, etc., de manière générale. Influencer ceux de la Ligue pour qu'ils cessent leur propagande excitante. Ils pourraient faire la guerre sans toute cette excitation qui n'existe que dans la capitale et dans quelques centres, et qui ne sert qu'à déchaîner les passions, à exciter les autres et à provoquer des représailles. Réprover publiquement les attentats. Je crois qu'on exagère les dangers [...] cela susciterait des controverses; elles sont peu

¹⁹⁰ Leopoldo Lara y Torres (1874-1939), évêque mexicain originaire de Quiroga dans l'Etat de Michoacán, à l'est du Mexique. Il fut vicaire de la paroisse de Celaya. En 1921, nommé évêque de Tacambaro (le premier), il renonça en 1933. Il fut donc évêque titulaire d'Halicarnasse.

¹⁹¹ AHAM, fonds d'archives conflit religieux et correspondance entre évêques, Caisse G-L, Chemise N° 22, Liasse de l'évêque de Tacambaro, Monseigneur Leopoldo Lara, Lettre du 16 février 1928 adressée au père Joaquín Sáenz, signée Víctor Hugo.

¹⁹² José de Jesús Manríquez y Zarate (1884-1951), prêtre et évêque mexicain originaire de León Guanajuato, dans la partie centrale du Mexique. En 1922 il fut nommé premier évêque de Huejutla. A cause de son attitude virulente, il ne put retourner dans son diocèse ni au Mexique à partir de 1927. En 1939, il dut renoncer à sa charge épiscopale et fut nommé évêque titulaire de Verbe.

*probables car elles se limiteraient (comme dans l'opuscule en faveur du tyrannicide et avec lui, en pro de Toral en imprimant et faisant circuler clandestinement des feuilles et bulletins qui, restant sans réponse, ne parviendraient pas aux catholiques et le danger de division s'éloignerait ainsi).*¹⁹³

Le dernier groupe d'évêques était constitué des neutres, ou « papistes », qui suivaient la ligne du Saint Siège. Selon eux, chacun est libre de décider en âme et conscience de son attitude, ce qui dégage la responsabilité de l'Eglise des actions indépendantes, qui reste en charge de la résolution du conflit. Ce fut notamment le cas de l'un des plus polémiques : Francisco Orozco y Jiménez, archevêque de Guadalajara, qui se justifie ainsi d'être resté dans son diocèse durant la christiade :

*Je suis entièrement partisan que les catholiques fassent ce qu'ils croient devoir faire sans nous occuper de leurs affaires, et encore moins en voulant leur servir de parents pour ces choses: c'est pourquoi je réfute les calomnies qui ont été lancées contre moi pour être resté [dans mon diocèse] fut uniquement par désir d'opposer une résistance passive à l'arbitraire et pour pouvoir gouverner ceux dont Dieu m'a chargé [et non pour privilégier la lutte armée].*¹⁹⁴

Selon ce groupe, le mouvement était moralement licite mais les prélats devaient s'abstenir de s'y impliquer, changeant ainsi la position que plusieurs partageaient en 1925.

On peut donc distinguer trois groupes d'évêques, ceux qui sont en faveur de la lutte armée, ceux qui sont contre et les indécis. La table suivante a été établie suite à la consultation des documents présents dans l'archive de l'archidiocèse de Mexico et dans les archives secrètes vaticanes.

José de Jesús Manríquez, évêque de Huejutla, prédit l'incompréhension et une nouvelle persécution dont certains évêques allaient souffrir lors de leur retour au pays. Sa crainte, tant de fois critiquée par Mgr Díaz et Mgr Ruiz, sera justifiée dans les années trente avec le non respect des « accords » de 1929.¹⁹⁵

¹⁹³ AHAM, fonds d'archives conflit religieux et correspondance entre évêques, Caisse A-B, Chemise N° 15. Liasse de l'évêque de Querétaro, Monseigneur Banegas, Considérations sur l'état de la question religieuse, daté du 23 avril 1929.

¹⁹⁴ AHAM, fonds d'archives conflit religieux et correspondance entre évêques, Caisse G-L, Chemise N° 4, Liasse de l'archevêque de Guadalajara, Monseigneur Francisco Orozco y Jiménez, Lettre du 25 janvier 1928.

¹⁹⁵ Archive historique de l'Archevêché de Mexico (AHAM), Fonds d'archives conflit religieux et correspondance entre évêques, Caisse M-R, dossier N°18

Au mois de mai 1928, Leopoldo Ruiz y Flores réussit à réunir la majorité des évêques pour unifier les critères. De fait, la situation de “diaspora” de la hiérarchie mexicaine est telle que des membres fondateurs du comité épiscopal, créé en 1926 sur l’initiative du Délégué Apostolique d’alors, George Joseph Caruana¹⁹⁶, un seul fut présent lors de la conférence de San Antonio de 1928, le président du comité épiscopal, Mgr Leopoldo Ruiz y Flores. José Mora y del Río venait de mourir, Pascual Diaz ne se trouvait pas à San Antonio à cette époque, Francisco Orozco y Jiménez était au Mexique et Pedro Vera y Zuria, archevêque de Puebla, manquait aussi. Les membres du sous-comité épiscopal qui avait été créé en mai 1927 avec les évêques restés au Mexique ne participa pas: José Othón Nuñez y Zarate¹⁹⁷, archevêque de Oaxaca, président de ce sous-comité, Miguel de la Mora, évêque de San Luís Potosí, les conseillers Serafín Armora Gonzalez, évêque de Tamaulipas, Manuel Fulcheri Pietrasanta, évêque de Zamora, Leopoldo Lara y Torres, évêque de Tacambaro et Maximino Ruiz y Flores¹⁹⁸, évêque auxiliaire de la ville de Mexico. Mgr Leopoldo Ruiz y Flores, nouveau président du comité épiscopal et Mgr Pascual Díaz, se basant sur un questionnaire traitant des attitudes des archevêques et évêques mexicains sur le conflit présent, dressèrent une liste de presque tous les membres de la hiérarchie catholique mexicaine, qualifiant leur position en fonction de leur intransigeance ou du contraire, et le cas échéant, des requêtes particulières.

Table 1 : L’attitude des évêques en mai 1928¹⁹⁹

Attitude des évêques:				
	Nom	Charge/Diocèse		Attitude
1	Martin Tritschler y Córdoba	Archevêque de Yucatán	de	Tempéré et modéré. Insiste qu’avant de céder il faut s’efforcer par tous les moyens d’obtenir une réforme des lois.

¹⁹⁶ Mutolo, Andrea, *Gli "arreglos" tra l'episcopato e il governo nel conflitto religioso del Messico (21 giugno 1929): como risultano dagli archivi messicani*, Rome: Editrice Pontifica Università Gregoriana, 2003, 194 p.

¹⁹⁷ José Othón Nuñez y Zárate (1867-1941), prélat mexicain originaire de Oaxaca dans le sud du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1892 et consacré évêque de Zamora dans le Michoacán (ouest du Mexique) en 1909. En 1922, il fut nommé archevêque coadjuteur d’Antequera (nom donné à Oaxaca, ville capitale de l’Etat du même nom). Cette même année, il reçut la charge d’archevêque suite à la mort de monseigneur Eulogio Gregorio Clemente Gillow y Zavalza.

¹⁹⁸ Maximino Ruiz y Flores (1875-1949), prélat mexicain originaire d’Atzacmulco dans l’état du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1901 et fut consacré évêque de Chiapas dans le sud du Mexique en 1913. En 1920, il renonça à sa charge et fut consacré évêque auxiliaire de Mexico, capitale du Mexique comme évêque de Derbe.

¹⁹⁹ Conférence de San Antonio- Mort de l’Archevêque de Mexico-Election de monseigneur Ruiz à la présidence du Comité Épiscopal. Additif au rapport n°760-b du délégué apostolique envoyé à Rome le 10 mai 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.228.

2	Francisco Orozco y Jimenez	Archevêque Guadalajara	de	De nature ardente et tendant à l'exagération et à l'intransigeance. Il serait disposé à accepter n'importe quel accord décent pour l'Eglise. Le problème est de savoir ce qu'il entend par "décent".
3	Pedro Veray Zurúa	Evêque de Puebla		tempéré et modéré dans les conditions qui doivent être exigées pour l'accord.
4	José Othon Núñez y Zarate	Archevêque d'Oaxaca		tempéré et modéré dans les conditions qui doivent être exigées pour l'accord.
5	José González Valencia	María y Durango	de	Fameux pour sa disposition d'esprit contradictoire, pour son intransigeance et sa sympathie pour la défense armée.
6	Jesús Echavarria Aguirre	María y	Evêque de Saltillo	Tempéré et modéré. Trouve décent ce qui l'est pour le Saint Sièg: ennemi de la défense armée.
7	Ignacio Placencia y Moreira	Evêque Zacatecas	de	Tempéré et modéré. Insiste comme l'archevêque Tritschler, qu'il faut obtenir une réforme de la loi.
8	Miguel María De la Mora y Mora	Evêque de San Luís		Tempéré, au sens de discipliné et accepte tous les arrangements jugés décents par les évêques et par le Pape. Dit que les réformes des lois seront difficiles à obtenir.
9	Francisco Uranga y Saenz	Evêque Cuernavaca	de	Tempéré et modéré. Se contente de n'importe quel accord décent.
10	Francisco Banegas y Galvan	Evêque Querétaro	de	Tempéré et modéré. Ennemi de la défense armée.
11	José Guadalupe Ortiz y Lopez	Auxiliaire Monterrey	de	N'est pas en relation avec les évêques mais nous avons des raisons de croire qu'il est tempéré et modéré.
12	Vicente Castellanos Nuñez	Evêque Tulancingo	de	N'est pas en relation avec les évêques mais nous avons des raisons de croire qu'il est tempéré et modéré.
13	Leopoldo Lara y Torres	Evêque Tacambaro	de	Intransigeant et est de ceux qui prétendent l'impossible mais est discipliné.
14	Manuel Azpeitia y Palomar	Evêque de Tepic		Intransigeant et est de ceux qui prétendent l'impossible mais est discipliné.
15	Rafael Guizar y Valencia	Evêque de Veracruz		Tempéré et modéré
16	Antonio Guizar y Valencia	Evêque Chihuahua	de	Tempéré et modéré comme son frère tel qu'on peut le constater dans certaines lettres qu'il a envoyées au secrétariat d'Etat.
17	Manuel Fulcheri y Pietrasanta	Evêque de Zamora		Pour ce qu'il écrit, est tempéré et modéré.
18	Francisco González Arías	Evêque Campeche	de	Tempéré et modéré au même sens que pour l'évêque précédent.
19	Gerardo Anayay Diez de Bonilla	Evêque de Chiapas		Tempéré et modéré.
20	Juan Navarrete Guerrero	María y	Evêque de Sonora	Tempéré, modéré et très discipliné, spécialement après l'incident qui le toucha et à la suite du processus de Tucson Texas [avant, il était en faveur du conflit]
21	José de Manríquez Zarate	Jesús y	Evêque de Huejutla	Fameux pour son intransigeance, pour sa grande imprudente à l'instar de l'archevêque González et sa sympathie pour la défense armée.

22	Nicolás Corona y Corona		Evêque de Papantla		Tempéré et modéré
23	Jenaro del Río Méndez		Evêque Tehuantepec	de	Tempéré et modéré
24	Luís Altamirano y Bulnes	Maria	Evêque Huajuapam	de	Tempéré et modéré
25	Luis Martínez Rodriguez	María	Auxiliaire Morelia	de	Tempéré et modéré
26	Maximino Flores	Ruiz y	Auxiliaire de la ville de Mexico.		Tempéré et modéré
27	Francisco Campos y Angeles	María	Démissionnaire		Tempéré et modéré
28	Luis Cabañas	Benítez y	Auxiliaire Tulancingo	de	Semble être modéré.
29	José Lopez y Gonzalez	de Jesús	Auxiliaire Aguascalientes	d'	Semble être modéré.
30	Leopoldo Flores	Ruíz y	Archevêque Morelia	de	Tempéré et modéré (Ne vient pas dans le document)
31	Pascual Barreto	Díaz y	Evêque de Tabasco		Tempéré et modéré (Ne vient pas dans le document)
	Total tempérés				22 évêques de 31 référenciés
	Total indécis				4 évêques de 31 référenciés
	Total intransigeants				5 évêques de 31 référenciés

Il manque dans ce tableau les positions de l'évêque de Colima, José Amador²⁰⁰ de celui de León, Emeterio Valverde Téllez, d'Agustín Aguirre Ramos de Sinaloa et de Serafín Armora, évêque de Tamaulipas. Il convient de mentionner également que depuis le début de la persécution et jusqu'au mois de mai 1928, sont morts: Mgr Herrera, archevêque de Monterrey le 16 juin 1927, Mgr Mora y del Río, archevêque de Mexico, 22 avril 1928 à San Antonio, Texas; Mgr Ignacio Valdespino y Díaz, évêque d'Aguascalientes, 12 mai 1928, à San Antonio, Texas.

Le 4 juin 1928, Mgr Leopoldo Ruiz y Flores remet à Rome un mémorandum sur le conflit religieux. Il y expose deux volets: le premier énumère les besoins du Mexique, le second souhaite démontrer la bonne volonté du président Calles, de l'ambassadeur Dwight Morrow et du gouvernement américain quant à la résolution du conflit²⁰¹.

²⁰⁰ José Amador Velasco y Peña (1856-1949), prélat mexicain originaire de la Villa de la Purificación dans l'état du Jalisco dans l'ouest du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1879 et consacré évêque de Colima en 1903, charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

²⁰¹ Leopoldo Ruiz y Flores. Mémorandum sur le conflit religieux au Mexique. Rome 4 juin 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.229.

L'archevêque de Morelia rappelle que la majorité des évêques a décidé la suspension du culte, suspension motivée par l'impossibilité de l'Eglise d'avoir une vie publique conformément à la Constitution et aux lois. Ont été proposés pour sortir de cette situation, soit la défense armée, soit la réforme pacifique de la Constitution, soit un arrangement officiel, soit encore un *Modus Vivendi*. Pour l'évêque, le triomphe de la défense armée semble impossible. Après 20 mois, elle n'a pu s'organiser, ni occuper une ville importante et ne dispose toujours pas d'un chef militaire unique. S'il semble que l'évêque ne prenne pas en compte le rôle joué par Enrique Gorostieta, comme le démontent clairement l'historienne mexicaine Martaelena Negrete²⁰² et Jean Meyer²⁰³, on ne peut pas nier que la situation des *Cristeros* ne permet pas de parler d'un contrôle militaire réel du pays. Sur ce point, il est important de prendre en compte le soutien inconditionnel apporté au gouvernement mexicain par les Etats-Unis, comme le souligne Leopoldo Ruiz y Flores. L'archevêque ne critique pas ouvertement la défense armée. Il reconnaît que si le gouvernement se montre disposé à négocier, cela est dû à la force des *cristeros*.²⁰⁴

Quant à la réforme pacifique de la Constitution et des lois, l'archevêque de Morelia ne se fait guère plus d'illusions. Pour lui, le gouvernement se sait suffisamment fort pour résister aux pressions des catholiques. Il craint par contre davantage la réaction des radicaux que les pressions pouvant être exercées par les éléments conservateurs de la société. Restent donc seulement les possibilités soit d'un arrangement officiel, soit celle du *Modus Vivendi*. Le président du comité épiscopal rejette l'idée d'un arrangement officiel car la Constitution mexicaine ne reconnaît aucune personnalité juridique à l'Eglise catholique et par conséquent, n'aurait personne avec qui traiter ou se mettre d'accord. De fait, le gouvernement mexicain a toujours évité d'avoir la moindre communication officielle avec le Saint Siège. Quel que soit le type de relation, celle-ci se fera sur un mode personnel. Si un président ne souhaite pas approuver ce que son prédécesseur a fait, il peut le changer de par les pouvoirs que lui octroie la Constitution. La meilleure solution semble le *Modus Vivendi*. Cette proposition était celle que lui-même, mais aussi le président Calles et le Délégué

²⁰² Negrete, Martaelena, "Enrique Gorostieta: un cristero agnostique", in les *Cristeros*, Conférences du cycle de Printemps de 1996, CONDUMEX, Mexico, 1996, pp. 61-70

²⁰³ Meyer, Jean, *La Christiade, 1- La guerre des Cristeros*, XXI siècle éditeurs, 18^e Ed., Mexico, 1999.

²⁰⁴ Leopoldo Ruiz y Flores. Mémoire sur le conflit religieux au Mexique. Rome 4 juin 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.229

Apostolique aux Etats-Unis avaient toujours défendue. Selon les termes du mémorandum, l'attitude des évêques s'opposant à un accord et l'insubordination des fidèles constituaient un obstacle au *Modus Vivendi*. Pour lui, il importait de donner des instructions aux évêques pour tirer profit des circonstances actuelles favorables et de se mettre d'accord avec le délégué sur toute déclaration, instruction, etc., relative aux lois et aux relations avec l'Etat²⁰⁵.

Une des préoccupations majeures de Mgr Leopoldo Ruiz y Flores, était le sous-comité épiscopal dirigé par Miguel de la Mora. Dans une lettre du 21 août 1928, il demanda au Délégué Apostolique de mettre fin à l'attitude du directeur du sous-comité, jugée semblable à celle de la Ligue.

*Le mémorial présenté à Mr. Morrow par Armora au nom de monseigneur de La Mora, évêque de San Luis Potosí, représente fidèlement l'opinion intransigeante de la "Ligue Nationale de la Défense Religieuse" et de ceux qui soutiennent la dite Ligue. Cela ne représente pas l'opinion des évêques ni du peuple en général, comme je vous l'ai fait observer dans mes derniers mémorandums. Je pense que par le biais du secrétariat d'Etat ou par celui de la délégation apostolique, on rappelle à monseigneur de la Mora les instructions données aux évêques qui se trouvaient au Mexique comme à ceux qui étaient aux Etats-Unis en date du 14 novembre 1927, sur les relations entre la Ligue et les évêques, et sur la requête de tranquilliser l'état d'esprit du peuple pour le préparer à accepter tout accord qui semblerait décent au Saint Siège même sans représenter une victoire complète.*²⁰⁶

Au cours du mois d'août 1928, Monseigneur Ruiz exprime dans une lettre son désaccord sur le fait que Mgr Miguel de la Mora²⁰⁷ ait communiqué le contenu du télégramme que lui avait adressé Pietro Gasparri disant que c'est un "Message consolateur de Sa Sainteté Pie XI au vénérable clergé et au peuple mexicain". Mgr Miguel de la Mora assume le soutien du Pape envers les catholiques mexicains. Pour l'archevêque de Morelia, cette attitude est peu convenable à un moment où n'est pas encore clairement définie la voie que les évêques du comité et du sous-comité veulent emprunter. La division reste en effet un problème majeur et pendant que

²⁰⁵ Leopoldo Ruiz y Flores. Mémorandum sur le conflit religieux au Mexique. Rome 4 juin 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.229

²⁰⁶ Observations sur le mémorandum du 31 juillet. 21 août 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.233

²⁰⁷ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores. 8 août 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.232

certaines évêques comme Leopoldo Lara y Torres, demandent de patienter davantage avant d'accepter un accord, d'autres comme l'évêque Manuel Fulcheri, soulignent les besoins à satisfaire avant de prétendre arriver à un accord :

Malgré toutes nos craintes, la persécution n'a pas disparu, elle a diminué d'une certaine manière et il ne semble pas qu'il faille s'attendre à une recrudescence. Les partisans d'Obregón se rapprochent un peu de nous, ils semblent dominer la situation présente et pouvoir le faire dans l'avenir. Il est devenu possible qu'Aarón Sáenz soit président provisoire et que pour la prochaine période de six ans Calles reste au pouvoir. Le désir de mettre fin à notre conflit croît de jour en jour mais la dérogation des lois semble encore hors d'atteinte. [...] [Il réaffirme sa fidélité envers le Pape mais il avertit que l'opinion du peuple dépend des prêtres et ces derniers agissent selon les instructions des évêques et de leurs supérieurs. Dans la grande angoisse présente, on peut affirmer l'innocence du clergé mais on est inquiet à cause de quelques uns²⁰⁸.

En 1928, un accord entre les évêques s'impose. Le Pape charge Leopoldo Ruiz d'y parvenir.

Le Saint Père désire et souhaite que tous les évêques mexicains s'unissent dans une même façon de sentir en ce qui concerne la solution possible au conflit religieux que nous lamentons; car sa Sainteté s'est rendue compte des deux courants d'opinion parmi les prélats, l'un tempéré et l'autre d'une intransigeance plus ou moins explicite, ce qui non seulement divise les prélats mais aussi les fidèles, et cela ne peut qu'entraver la liberté d'action du Pape au moment de concerter un accord, et être préjudiciable aux fidèles opposés à toute transaction. Voilà la tâche du Pape. Maintenant, je me permets d'ajouter quelques réflexions dont j'assume toute la responsabilité. La tâche du Pape se réfère, selon moi, au cas où il serait nécessaire d'accepter un accord qui n'implique pas la réforme de la Constitution ni la dérogation des lois relatives à l'Eglise. Nous devons faire preuve de transigeance dans l'hypothèse, pour intransigeants que nous soyons dans la thèse et dans ses principes. Nous devons être préparés pour accepter sincèrement tout accord que le Pape jugerait décent, sans conditions ni réparations. Il faudra instruire notre clergé et le peuple dans ce sens pour que tous accueillent avec sincérité la solution qui sera choisie. Aux défenseurs armés et à leurs sympathisants, il faudra montrer clairement qu'il est

²⁰⁸ Lettre de Manuel Fulcheri à Leopoldo Ruiz y Flores. Original en latin. Traduction à l'espagnol de la traduction en italien réalisée par Leopoldo Ruiz y Flores. Mexico, 1 août 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.233

*injuste ni dû que le sort de l'Eglise et les intérêts spirituels du peuple dépendent du succès de leur entreprise.*²⁰⁹

Cette mission est compliquée par le manque de confiance exprimé depuis juin 1928 envers sa personne et celle de Pascual Díaz. Leopoldo Lara y Torres, évêque de Tacambaro, est très clair sur ce point:

*Parce qu'il semble qu'ils aient pris l'adresse du comité et la représentation de tous les prélats qui se trouvent aux Etats-Unis, selon la teneur des documents que nous avons reçus et des déclarations que la presse a attribuées à monseigneur Ruiz lors de son passage à Rome, l'archevêque de Michoacán et Díaz, qui influenceront naturellement la direction des affaires mexicaines devant la délégation apostolique de Washington, pour leur remettre des données et informations indispensables; et comme ces mêmes prélats, pour l'accord sur la question religieuse avec le gouvernement mexicain, ne jouissent pas de toute la confiance nécessaire parmi les prélats, parmi de nombreux prêtres et de très nombreux laïcs: de là les craintes, de là le manque de confiance qui nous tourmenta ces jours-ci sur les nombreuses peines qui nous rendent la vie amère.*²¹⁰

Les choses vont de nouveau changer avec l'assassinat du président Alvaro Obregón par un jeune catholique, José de León Torral²¹¹. Cela permet aux radicaux du gouvernement d'influencer le pouvoir exécutif pour éviter un possible accord. Malgré les accusations publiques de Calles contre l'Eglise, les transactions continuent. Une fois de plus la presse se fait l'écho tant des déclarations du gouvernement mexicain que de celles, moins prudentes et venant de Rome, de Mgr Leopoldo Ruiz y Flores²¹². Alejandro Traslosheros, membre de la Ligue, devient durant cette période l'un des principaux informateurs du Saint-Siège. Il envoie une série de rapports au Saint Siège au sujet des succès de la guérilla et des élections aux EE.UU. Entre juin 1928 et 1929, seize rapports d'Alejandro Traslosheros destinés au Pape sont parvenus aux Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires. Y figurent une

²⁰⁹ Projet de minute de monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores sur la nécessaire union de l'Episcopat mexicain. 6 septembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.233

²¹⁰ Rapport secret de monseigneur Leopoldo Lara y Torres à Pedro Gasparri secrétaire d'Etat. 21 juin 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.233

²¹¹ Espinosa, Luis Humberto. "De La Bombilla al espectacular jurado: José de León Torral visto por *Excelsior* en el año 1928" conferencia dada en el ciclo Coincidencias y Divergencias: Relaciones Estado-Iglesias en la Historia del Siglo XX Mexicano. 13 y 14 de octubre del 2004. México: Instituto Nacional de Estudios Religiosos de las Revoluciones Mexicanas. Voir également Gonzalez, Fernando Manuel, *Op. Cit.*

²¹² *The World*, (Etats-Unis d'Amérique) jeudi 19 juillet 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.231.

partie de l'information que le laïc put trouver. Traslosheros est proche du courant défendu par l'archevêque de Durango, José María González y Valencia, qu'il nomme dans son premier rapport. Cependant ce catholique mexicain, qui réside à Los Angeles, a pour principe: "laisser par précaution la porte ouverte avec le gouvernement"²¹³.

Dans son deuxième rapport, Alejandro Traslosheros affirme que ce serait une erreur de céder car les catholiques attendent beaucoup du candidat catholique à la présidence des Etats-Unis, Al Smith²¹⁴, et davantage après l'assassinat d'Álvaro Obregón, étant donné l'absence de contrepoids « personnel » au Mexique contre Calles²¹⁵. De fait, John Burke et Leopoldo Ruiz y Flores se consultaient pour trouver une solution à ce malentendu, aggravé par la publication de l'*Osservatore Romano* jugé, non sans raison, comme l'organe de presse officiel du Saint Siège et selon lequel Calles aurait été directement impliqué dans l'assassinat d'Obregón. Dans la correspondance échangée en août 1928 entre le père Burke et l'archevêque de Morelia, apparait la préoccupation de n'écarter aucune possibilité d'accord avec le président Calles²¹⁶. Après la mort d'Obregón, Calles fait une première déclaration qui s'en prend aux catholiques. Durant toute cette période, Dwight Morrow maintient le contact avec le Département d'Etat qui lui confirme que pour le moment les choses vont avancer lentement mais qu'il garde l'espoir que cela s'améliorera²¹⁷.

Le mouvement armé semble progresser, il compte trente mille soldats réorganisés, utilisant le mieux possible le matériel pris aux fédéraux. Le plus étrange étant que ce mouvement profondément religieux n'a aucun lien, à part quelques exceptions, avec la hiérarchie cléricale, comme peut l'affirmer Jean Meyer dans son étude sur la Christiade²¹⁸. Les évêques restés au Mexique s'organisent et le leader du Sous-

²¹³ Premier rapport d'Alejandro Traslosheros, Juin 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²¹⁴ Alfred Emanuel Smith (1873-1944), politicien nord américain. De famille irlandaise, il fut Shérif et gouverneur de l'Etat de New York. Catholique, Candidat pour le parti démocrate pour l'élection présidentielle de 1928, il fut battu par le républicain Herbert Hoover.

²¹⁵ Second rapport d'Alejandro Traslosheros. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²¹⁶ Correspondance entre Burke et Ruiz y Flores. Août 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.233

²¹⁷ Additif au rapport N°1281-h. John Burke. Août 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.233

²¹⁸ Meyer, Jean, *La Cristiada, 1- La guerra de los Cristeros*, Siglo XXI editores, 18° Ed., México, 1999.

comité Miguel de la Mora ne respecte pas les accords de Leopoldo Ruiz y Flores.²¹⁹ Pour l'historien italien Andrea Mutolo, le Sous-comité Épiscopal pèse de manière considérable sur cette année 1928. A cause de la conjoncture et de l'absence des évêques, nait entre le Sous-comité et le Comité Épiscopal une rivalité qui réduit la force des tentatives catholiques²²⁰. Dans ce contexte, plusieurs évêques soutiennent, ou du moins, ne condamnent pas l'utilisation de la force pour résoudre le conflit religieux. Les recours à la violence sont assez forts et les fidèles tout comme les prêtres, ont à subir l'hostilité du gouvernement.

Les différences de point de vue au sein de la hiérarchie catholiques étaient nombreuses. Notamment en ce qui concernait la résolution du conflit, certains se montrèrent très optimistes quant à la conduite à suivre, d'autres plus perplexes.

A cause de leur exil, les évêques ont des nouvelles de leurs frères par les rapports qu'ils reçoivent, un tel procédé étant évidemment source d'inévitables déformations, comme de malentendus qui peuvent créer parfois des frictions et des ruptures. La meilleure solution, c'est le contact direct que l'on parvient parfois à obtenir avec l'intéressé.

Il est hors de doute que certaines divergences de critère qui se présentèrent au début entre nous, furent traduites ou plutôt connues très clairement de nombreux laïcs; et ceci par certains événements publics qui allaient évidemment être connus, car nous autres, ne jugeant pas que la chose devait peut-être rester secrète, nous exprimâmes notre point de vue en toute franchise.²²¹

L'insubordination des prêtres et des curés aggrave une situation déjà bien tendue. Ce phénomène affecte aussi les Congrégations et les ordres religieux comme la Compagnie de Jésus, dont Pascual Díaz est un membre éminent. Francisco Orozco y Jiménez tient au courant monseigneur Díaz, jésuite et secrétaire du Comité Épiscopal, pour tenter d'arranger la situation.

J'ai été très occupé depuis que j'ai su qu'on a présenté des accusations contre vos frères, autant dans le sens qu'ils n'obéissent pas aux ordres de leurs supérieurs, que parce qu'ils auraient été les promoteurs de certaines rumeurs et plaintes contre quelques évêques.

²¹⁹ Mutolo, Andrea, "El episcopado mexicano durante el conflicto religioso, 1926-1929", *Cuicuilco*, septembre-décembre, año/vol.12, 2005, número 35, México, Escuela Nacional de Antropología e Historia, pp. 117-136.

²²⁰ *Ibid.*

²²¹ AHAM, Fonds d'archives conflit religieux et correspondance entre évêques, Caisse G-L, Chemise N° 4. Liasse de l'archevêque de Guadalajara, Monseigneur Francisco Orozco y Jiménez, Lettre du 9 août 1928, adressée à Pascual Díaz, signée JAS.

Préoccupation qui est née en moi non seulement pour la grande tendresse en laquelle je vous tiens, comme vous le savez très bien, sinon parce qu'il était nécessaire que les pauvres qui ont certainement travaillé avec tant d'acharnement pour soutenir l'esprit catholique au milieu de graves dangers à cause de la situation actuelle, obtiennent comme fruit de leur labeur, une reconversion.²²²

Dans le groupe des intransigeants, ne restaient que quatre membres. Selon Leopoldo Ruiz y Flores et Pascual Díaz y Barreto, José María González y José de Jesús Manríquez sont les seuls à pouvoir causer des problèmes. Leopoldo Lara y Torres et Manuel Azpeita y Palomar ne les préoccupaient pas autant sur le plan de la discipline. Juan María Navarrete y Guerrero avait déjà cessé de soutenir la défense armée. Le seul cas qu'ils ne parvenaient pas à comprendre était celui de Francisco Orozco y Jimenez, jugé peu clair par le Délégué Apostolique Pietro Fumasoni-Biondi.

Le second groupe n'était composé que de deux évêques, Martin Tritschler et Ignacio Placencia.

Les vingt cinq autres évêques considérés sont dans le camp des modérés. Dix neuf d'entre eux le sont en toute certitude alors que les autres le montrent par leurs prises de position publiques et par conséquent se trouvent assimilés à ce groupe, et il est entendu que Ruiz et Díaz appartiennent également à ce dernier groupe, tout comme Francisco Orozco y Jimenez et Juan María Navarrete.

Pour le Saint Siècle, il est évident que la situation au sein de la hiérarchie catholique est très problématique. L'archevêque de Guadalajara en est conscient car, dans une lettre du 9 septembre 1928, il met en avant la nécessaire union et fermeté de position des évêques mexicains.

On pourrait bien dire que le changement a eu lieu lorsqu'on a vu que la voie suivie n'était pas la bonne. On pourrait répondre à cela que ce n'était peut-être pas la bonne voie étant donné que ce sujet prêtait facilement à controverse, et en pareilles circonstances le changement a été vu par beaucoup comme un manque de caractère ou de conscience dans les actes produisant une division très profonde, et quand bien même il serait clair que c'était bien la bonne voie, faire marche arrière revient à admettre la déroute et à tout perdre, si tant est que quelque chose fut jamais gagné. [...] mon cher frère insiste fermement pour que vous méditez ces raisons, pour que vous souteniez l'attitude première dans toutes ses

²²² *Ibidem.*

conséquences; que vous conserviez l'unité qui nous a maintenus avec prestige jusqu'à présent et qu'après tant de peines, vous ne perdiez pas tout alors que le jour de la libération n'est peut-être pas si loin. Pour le reste, je suis vraiment perplexe en considérant la voie qui est actuellement proposée. ²²³

Dans le troisième rapport d'Alejandro Traslosheeros du 14 novembre 1928, il n'y a aucun doute que l'espoir d'avoir un président des Etats-Unis intéressé par les affaires catholiques du Mexique, a disparu. Herbert Hoover²²⁴ gagne les élections avec vingt millions de votes contre les quatorze millions de Al Smith, candidat catholique démocrate. Ce triomphe donne à Calles une plus grande marge de manœuvre. L'unique avantage que perçoit Traslosheeros est que le gouvernement mexicain est divisé²²⁵. «De telle manière que le gouvernement se trouve chaque fois plus éloigné du peuple mexicain, plus que ne l'a jamais été aucun gouvernement révolutionnaire, qu'il soit blanc ou rouge, et par conséquent réflexivement séparé de la presse, organe de l'opinion publique (censures présidentielles à l'Universal et l'Excelsior et mort de l'Excelsior au moment du procès *Toral*. L'Excelsior fut suspendu pour avoir présenté trop bénévolement León Torral)»²²⁶.

Le 20 novembre, l'archevêque de Morelia a l'impression que la mission unificatrice a réussi. Conformément au cinquième rapport de Traslosheeros, la situation devient très difficile pour Calles en décembre 1928, en grande partie à cause des difficultés avec le « bloc obregoniste »²²⁷.

²²³ Lettre de Francisco Orozco, archevêque de Guadalajara à Pascual Díaz y Barreto. 9 septembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.234

²²⁴ Herbert Hoover (1874-1964) fut le trente neuvième président des Etats-Unis de 1929 à 1933. Républicain, il gagna les élections contre le démocrate catholique Al Smith grâce aux votes protestants du sud des Etats-Unis d'Amérique.

²²⁵ Troisième rapport d'Alejandro Traslosheeros. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²²⁶ *Ibidem*

²²⁷ Cinquième rapport d'Alejandro Traslosheeros. 9 décembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

III. Les accords de juin et la reprise du culte

1. La dernière chance d'accord Burke – Morrow - Calles

Selon ce rapport, l'arrivée d'Emilio Portes Gil à la présidence provisoire du Mexique est porteuse de nouveaux espoirs. De fait, dès novembre 1928, des négociations ont lieu entre les Etats-Unis et le Mexique pour trouver une solution au conflit religieux, cela avant même la passation de pouvoir entre Calles et Emilio Portes Gil. Dans une traduction en français d'un télégramme rédigé en anglais destiné à Joseph Wilfrid Parson²²⁸, une étude fut réalisée pour estimer la volonté de parvenir à un accord avant le 1^{er} décembre 1928.

J'ai consulté mes amis étrangers ici et par téléphone à longue distance. Ils demandent d'urgence acceptation officielle de la concession avant jeudi prochain. Ils disent, et je le crois, que l'acceptation après jeudi prochain n'est pas pratique parce qu'elle nuirait à Calles et ne serait pas acceptée. Leur langage est plus fort mais voilà sa signification. Ils désirent la reprise des services du culte de suite et pas plus tard que jeudi. L'acceptation officielle pourrait citer le télégramme du 4 septembre qui autorise la reprise donnant le temps ensuite pour l'enregistrement, le but étant d'arriver à une solution avant Jeudi. M.T est parti hier soir et arrivé là-bas mardi soir. Le rapport aurait dû vous parvenir jeudi dernier. Si possible, des nouvelles seraient appréciées. Georges fut malade jusqu'à hier. Salut. Maclengeer²²⁹.

Le plus intéressant vient du commentaire de ce télégramme, véritable traduction pour les néophytes, et qui offre au chercheur un éclairage sur les motifs et intentions de Calles. Ce commentaire montre clairement l'importance du moment quant à la politique nationale et quant à la victoire des partisans de Calles. S'y réaffirme l'importance du poids des banquiers américains sur la politique nationale mexicaine et par conséquent sur les négociations préalables, en particulier celles de Dwight

²²⁸ Joseph Wilfrid Parson (1887-1958) jésuite nord américain, éditeur en Chef du magazine *America*, hebdomadaire national du monde catholique. Il écrivit également divers livres et documents qui dénonçaient la situation des catholiques au Mexique.

²²⁹ Télégramme de Maclengeer à Wilfred Parson. 25 novembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.234

Morrow. Il semble qu'une fois de plus, dans les politiques et les accords de Mexico, au-delà des croyances ou des doctrines politiques, ce qui pèse le plus, c'est le poids des intérêts en relation avec la terre et le pétrole, parfois éloignés du « fétichisme institutionnel » déjà cité et orgueilleusement défendu par Calles.

Commentaire: L'auteur du télégramme est un catholique américain qui a vécu longtemps au Mexique, ami de Calles et de son demi-frère Arturo Elías, consul général à New York. Il a été intermédiaire dans des négociations qui ont eu lieu entre Elías et M. George Mac Donald. A la connaissance du Cardinal [Patrick Joseph] Hayes²³⁰, qui a je crois, envoyé le résultat au Secrétariat d'Etat- 2. Mes amis étrangers sont ceux du consulat mexicain à New York, surtout le consul général, Arturo Elías, demi-frère de Calles. Téléphone à longue distance veut dire à Mexico, probablement avec le ministère des affaires étrangères, avec lequel M. Mc Loughlin est très lié. 3. la concession est un télégramme envoyé par Calles le 4 septembre, selon lequel il permettrait l'enregistrement du clergé par les évêques mêmes, à condition que les évêques retournent au Mexique. Jeudi prochain. Il est à rappeler que Calles quittera la Présidence à minuit le jeudi de cette semaine. Le rapport est celui des économistes, envoyé par Morgan et Cie pour étudier la question mexicaine. Ci-joint le chapitre qui a trait à L'Eglise.²³¹

Bien que le président provisoire ait affirmé que les lois sur le culte seraient maintenues, il laisse la porte ouverte: il ne censure plus les catholiques et fait preuve de davantage de liberté dans son discours inaugural du 1er décembre 1928, permettant que les journaux (Excelsior ressuscité et Universal, écrivent "C'est justice de laisser s'exercer la liberté de culte et que " Calles" commence à remettre d'actualité la question de la justice due aux catholiques"²³². Cette idée est partagée par Miguel de la Mora qui, dans une lettre de décembre 1928 adressée à Pascual Díaz, affirme que l'intensité des persécutions n'a jamais autant diminué comme à présent. Elles ont presque disparu dans la ville de Mexico - selon ce rapport - et elles sont moins fréquentes au Jalisco²³³. Le poids des Etats-Unis est évident dans ce rapport. La plupart de ceux qui peuvent améliorer la situation après tant d'années de

²³⁰ Patrick Joseph Hayes (1867-1938), prélat nordaméricain originaire de New York. Il fut ordonné prêtre en 1892, puis en 1914, évêque auxiliaire de New York et évêque titulaire de Thagaste. En 1917 il fut nommé archevêque pour les services militaires. Suite à la mort du Cardinal Farley, il occupa la charge d'Archevêque de New York. Il fut créé cardinal-prêtre par Pie XI en 1924.

²³¹ Commentaires de Wilfred Parson au sujet du télégramme de Maclengeer à Wilfred Parson. 29 novembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.234

²³² Cinquième rapport d'Alejandro Traslosheros. 9 décembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²³³ Lettre de Pascual Díaz à Francesco Borgongini Duca. 20 décembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.235

conflit, à savoir les députés et autres hommes politiques mexicains, sont fatigués car ces conflits, nécessairement coûteux, réduisent leur « part du gâteau » des budgets extras. “Les frais de la lutte contre les milliers de *Cristeros* fait une coupe dans ce que ces politiques pensent pouvoir s’approprier car, à cause de la guerre, chaque député, sénateur, etc. perçoit moins d’extras”²³⁴. D’après Trasloheros, le gouvernement ne tarderait pas à faire des propositions pour arriver à un accord. Pour lui, il suffit d’attendre que les garanties offertes soient suffisantes. Il pense aussi que nombreux sont ceux qui se sont rendu compte que s’il est plus lent de “décatholiciser” les esprits via l’enseignement scolaire, c’est aussi un moyen plus sûr et plus efficace que la méthode brutale utilisée depuis 1926. Pour Pietro Fumassoni-Biondi, “Les moyens suggérés par Morrow sont insuffisants et dénotent le peu de connaissance qu’il a de la valeur et de la fonction de l’Eglise catholique, ainsi que du Saint Siège. Il est utile de maintenir une bonne relation avec l’ambassadeur Morrow [mais il serait bon de trouver d’autres voies pour obtenir une résolution]”²³⁵.

2. L’union entre le comité épiscopal et le sous-comité épiscopal

C’est le 20 décembre que les évêques du sous-comité épiscopal signent, finalement la lettre envoyée par les onze évêques réunis à San Antonio le 20 novembre, et s’unissent à leur demande de soutien au Saint Siège. Cette lettre fut signée à Mexico le 20 décembre 1928, et y apparaissent les signatures de José Othon Nuñez, archevêque de Antequera, Vicente Castellanos évêque de Tulancingo, Miguel de La Mora, évêque de San Luís Potosí, Manuel Fulcheri y Pietrasanta, évêque de Zamora, Maximino Ruíz y Flores, évêque titulaire de Derbe, Auxiliaire de Mexico, Leopoldo Lara y Torres, évêque de Tacambaro, Luis Benitez y Cabañas, évêque titulaire d’Isba, auxiliaire de Tulancingo. Miguel de la Mora signa aussi à la place de Francisco Orozco y Jimenez archevêque de Guadalajara (absent), pour Francisco Banegas évêque de Querétaro, José de Guadalupe Ortiz y López,²³⁶ Vicaire Apostolique de

²³⁴ Cinquième rapport d’Alejandro Trasloheros. 9 décembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²³⁵ Oggeto Circa situazioni in Messico N°1951-h. 9 janvier 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.235

²³⁶ José de Guadalupe Ortiz y López (1867-1951) fut un prélat mexicain originaire de Mómox, Zacatecas, dans le nord du Mexique. En 1919, il fut consacré évêque de Ciudad Victoria, Tamaulipas dans le nord du pays. En 1923, il fut proposé pour être évêque de Chilapa. En 1926, il fut proposé

Monterrey, évêque titulaire d'Ancusa, et administrateur apostolique de Chilapa, Nicolás Corona y Corona évêque de Papantla, Luís María Martínez auxiliaire de Morelia, José de Jesús y González évêque titulaire de Dádima et administrateur apostolique d'Aguascalientes. Monseigneur Lara marqua son opposition. Signer la lettre ne fut pas simple pour tout le monde comme le démontra la missive qu'il adressa au Saint Père le 23 décembre 1928²³⁷.

Le 28 décembre, Leopoldo Ruiz y Flores tente de répondre aux doutes de Francisco Orozco, réponse qui peut servir d'argument pour réussir une union réelle, nécessaire au Saint Siège, comme cela avait déjà été exprimé le 5 décembre.

Le pape souhaite que nous autres, laissant les politiques et avec plus de raison encore, les autres, qu'ils fassent ce qu'ils peuvent et ce qu'ils veulent, nous conserverons notre unité de critère, car lui a pu se rendre compte des deux courants de transigeance et d'intransigeance, et bien qu'il compte avec la bonne disposition de tous pour atteindre tout accord qui lui semblera bon, cela ne peut se concrétiser avec toute la liberté voulue de sa part et sans danger de la part du peuple si nous ne sommes pas unis et ne procurons pas d'entretenir un bon état d'esprit, les intransigents ne veulent pas prendre en compte la science de perdre en gagnant. On vient de nous annoncer le nom du nouveau président pour les années d'intervalle: cela ne semble pas donner beaucoup d'espoir mais lorsque Dieu dira "ça suffit" personne ne pourra résister : prions et espérons.²³⁸

Dans une lettre du 28 décembre 1928, Leopoldo Ruiz y Flores tente, dans un texte peu convainquant par rapport à celui des intransigeants, de justifier et d'expliquer ce qu'est la transigeance licite.²³⁹

pour être évêque auxiliaire de Monterrey. En 1929, il fut chargé de l'archevêché de Monterrey. Il renonça en 1940 et fut consacré évêque de Pompei.

²³⁷ Lettre de monseigneur Lara y Torres à Sa Sainteté Pie XI: 23 décembre 1928. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.236.

²³⁸ Extrait de la communication de Leopoldo Ruiz y Flores archevêque de Morelia, de novembre 1928 extraite de la réponse à la lettre de Leopoldo Ruiz y Flores, de Leopoldo Lara et de Torres, Evêque de Tacambaro du 1er décembre 1928, ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.235

²³⁹ Réponse aux observations du 8 novembre de l'Ilme. Sr. Archevêque de Guadalajara. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.235

3. La rupture de l'épiscopat avec le mouvement armé

Durant l'intérim d'Emilio Portes Gil et au moment des nouvelles élections, plusieurs évêques se séparent du mouvement armé. Certains condamnent en effet l'attentat du train présidentiel de février 1929. Dans un appendice aux rapports envoyés en 1929, Alejandro Traslosheros mentionne clairement les déclarations de plusieurs évêques du Mexique au secrétariat d'Etat du gouvernement, en donnant leurs domiciles. L'évêque de Zamora dit que "Il n'a pas de connexion avec les mouvements armés" alors que l'évêque auxiliaire de Mexico ne donne que son domicile et ne fait aucune déclaration²⁴⁰. L'évêque de Querétaro, déjà connu pour sa posture contre la défense armée, déclare "je réprovoque l'attentat et je ne prends part à aucun mouvement armé" et l'évêque de Papantla dit que "tous les catholiques non fanatisés ont réprovoqué l'attentat". Dans le huitième rapport qu'il remit au Vatican, Alejandro Traslosheros mentionne la difficulté et le danger que représente pour les combattants la méconnaissance d'une partie de la hiérarchie²⁴¹.

Et alors la note irritée de certains dignitaires catholiques. Nous avons cru qu'ils ne protestaient pas contre l'attentat des Cristeros sinon qu'ils le faisaient pour qu'on ne les prenne pas pour des complices dudit attentat, chose qui n'a jamais été supposée. Mais l'évêque de Chihuahua dit: "J'ai protesté pour l'attentat, félicitant le président d'en être sorti indemne". (Excelsior, 20 février 1929). [...] C'est une révolution catholique contre la rébellion catholique libératrice de l'Eglise.²⁴²

Traslosheros demanda aux évêques de se souvenir de leur pastorale du *Non-Possumus*, de la nécessité d'union des évêques et de suivre les normes du comité épiscopal. Cette division était connue du Saint Siège mais c'est la manière de certains évêques qui surprend, si abrupte et si directe, de parler de leurs « frères ». Le problème causé par la démonstration d'affection des catholiques durant les funérailles de José de León Torral et la publication du message de Manríquez, a pour effet que le gouvernement demande aux évêques de s'enregistrer, tout comme leurs prêtres.

²⁴⁰ Alejandro Traslosheros. 5 mars 1929. De l'appendice au huitième rapport. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²⁴¹ Alejandro Traslosheros. Huitième rapport. 29 février 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²⁴² *Ibidem*.

Dans les huitième et neuvième rapports, Traslosheros mentionne aussi la possibilité que les *Cristeros* s'unissent aux révolutionnaires opposés au gouvernement, faisant référence au mouvement *escobarista* (sans les mentionner). Une telle alliance est dangereuse selon lui car les capacités d'accomplissement réel d'Escobar, une fois la victoire obtenue, sont infimes²⁴³. Il fait également référence à un élément très peu étudié dans ce contexte, le rôle que le Japon peut jouer en tentant d'empêcher les Etats-Unis de profiter de la situation pour annexer la Basse Californie²⁴⁴. Dans son dixième rapport Traslosheros mentionne l'intérêt commun du Japon et le Mexique dans la lutte contre l'influence nord-américaine. Il est persuadé que le Japon peut venir en aide aux *Cristeros* et même leur fournir des armes. En avril 1929, apparaît un autre facteur pouvant transformer la situation, à savoir le fait que le général Juan Andreu Almazán²⁴⁵ pourrait présenter sa candidature aux élections²⁴⁶. Selon lui, le général aurait la force suffisante pour réaliser une politique sans rien demander à Calles. Cette période de rébellion *escobarista*, rapidement contrôlée, marque un tournant et une accélération des négociations avec le gouvernement.

La rébellion fut étouffée par le gouvernement. Au début du mois de mai 1929, les déclarations faites par monseigneur Ruiz produisirent une excellente impression non seulement dans le camp des catholiques mais aussi sur les membres du gouvernement et surtout sur le président qui manifesta à son tour son intention de négocier. Le moment semblait propice à un accord sur la possible reprise du culte et serve de base à la modification de la Constitution et des lois du culte.²⁴⁷

Dès février 1929, les négociations entre le gouvernement et l'Eglise s'accélérent. Le jeu diplomatique et les réseaux de communications s'amplifient. Le 16 mars, en l'absence du père Burke, le département d'Etat des Etats-Unis se mit d'accord avec William Montavon, directeur du département légal de la *National Catholic Welfare Conference*.

²⁴³ Alejandro Traslosheros. Neuvième rapport. 11 mars 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²⁴⁴ *Ibidem*.

²⁴⁵ Juan Andreu Almazán (1891-1965) militaire, un politique et un homme d'affaires mexicain fut ministre des Communications et Œuvres publiques, puis candidat Présidentiel pour les élections de 1940. Elections polémiques orchestrées par Gonzalo N. Santos pour appuyer le candidat du président Cárdenas, Manuel Avila Camacho.

²⁴⁶ Alejandro Traslosheros. Onzième rapport. 24 avril 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²⁴⁷ Introduction à la Pos. 530, Nouvel essai de pacification avec le président Portes Gil. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.243.

Celui-ci dut utiliser les services de la délégation apostolique du Caire pour faire parvenir au père Burke l'information nécessaire afin qu'une nouvelle tentative d'accord ait lieu après le refroidissement ayant fait suite au conflit qui opposa les forces de la famille révolutionnaire, suite à la mort d'Obregón²⁴⁸. Il envoya un télégramme et un mémorandum portant sur la conversation qu'il avait eue avec Dwight Morrow.²⁴⁹

Le gouvernement mexicain avait déjà son représentant officiel pour s'occuper du rapprochement de l'Eglise et de l'Etat: Agustín Legorreta²⁵⁰, directeur de la banque du Mexique²⁵¹, bon connaisseur des Etats-Unis²⁵² ayant ses entrées au Saint Siège et au sein l'Eglise mexicaine.²⁵³ De son côté, Agustín Legorreta jouissait de très bonnes relations avec le gouvernement français qui lui avait remis la légion d'honneur pour avoir réussi à renégocier la dette mexicaine. Ses relations étaient aussi excellentes avec Luigi Maglione²⁵⁴, Nonce Apostolique de France²⁵⁵. Dans un mémorandum du 19 mars 1929, William Montavon parle de l'entretien qu'il eut avec Agustín Legorreta et Esmond Ovey.²⁵⁶

²⁴⁸ Loyola Díaz, Rafael, *Op. Cit.* pp 90-117.

²⁴⁹ Correspondance entre Wiliam Montavon et le père Burke, 18 mars 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiatica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.236

²⁵⁰ Agustín Legorreta García (1881-1937), propriétaire de la Banque Nationale du Mexique créée durant le porfiriat avec des capitaux français (à ne pas confondre avec la Banque du Mexique créée par Calles). Il s'intégra en 1902 à la Banque Nationale du Mexique (aujourd'hui connu comme Banamex). En 1912, il obtint la direction générale. En 1926, il négocia avec Albert Pani, secrétaire des finances du gouvernement mexicain, les dettes du gouvernement avec la Banque Nationale du Mexique (Banamex). Des 77 millions de Pesos que voulait la Banque, le gouvernement ne reconnu seulement que 40 millions de dettes, quantité qui fut payée par le gouvernement. Legorreta, banquier catholique avait donc un impact clair sur le gouvernement mexicain. Il aida également le gouvernement français pour la même négociation. En 1934 il occupa la présidence du Conseil d'administration de la Banque Nationale du Mexique. En 1936 il fut président de l'association des banquiers du Mexique. Il mourut en 1937 à New York, d'une pneumonie.

²⁵¹ Huerta-Nava, Raquel, *Agustín Legorreta García, Líder empresarial*, Vila Editores, México, 2007.

²⁵² Marichal, Carlos, *The Rapid Rise of the Neobanqueros: Mexico's New Financial Elite*, NACLA, Vol. 30, May 1997 No. 6

²⁵³ Mémorandum de W. Montavon. 19 mars 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiatica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.236

²⁵⁴ Luigi Maglione (1877-1944), prélat catholique d'origine italienne, ordonné prêtre en 1901. Il étudia de 1905 à 1907 à l'Académie Pontificale Ecclésiastique, où il fut professeur de 1915 à 1918. Officier du Secrétariat d'Etat du Vatican, dès 1910 il occupa le poste de Chambellan puis en 1918 celui de Prélat Domestique. Représentant provisoire du pape devant la Société Des Nations, en 1920, ce dernier le nomma Nonce pour la Suisse. En 1926 il devint Nonce pour la France. En 1935 il fut créé cardinal puis en 1938, préfet de la Sacrée Congrégation du Concile. Il participa au conclave de 1939.

²⁵⁵ ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiatica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.243

²⁵⁶ Esmond Ovey était l'ambassadeur de Grande Bretagne au Mexique et, en mars 1928, il avait participé avec Aarón Saenz à la solution des différents pécuniaires entre le Mexique et la Grande Bretagne « Convention between Great Britain and Mexico » *The American Journal of International Law*, Vol. 23, No. 1, Supplement: Official Documents (Jan., 1929), pp. 13-17

En mars 1929, l'affaire est compliquée par la manifestation des catholiques au cours des funérailles de José de León Torral et à cause de la lettre de monseigneur Manríquez y Zarate, message « au monde civilisé ». Leopoldo Ruiz y Flores envoie au sous-secrétaire d'Etat du Saint Siège une lettre relative aux événements du Mexique et aux difficultés que connaissent les évêques.²⁵⁷ Le 18 mai, Mgr Pietro Gasparri informe Pietro Fumasoni-Biondi que le Pape décide de nommer Leopoldo Ruiz y Flores au poste de Délégué Apostolique du Mexique pour la durée du conflit. Il le prie d'informer exclusivement les intéressés sur le fait que l'archevêque de Morelia a été et était l'unique représentant du Saint Siège dans cette affaire. Est confirmé le même jour le rôle que va jouer Cruchaga, nommé intermédiaire officiel par le Saint Siège²⁵⁸. Pour Mgr Pietro Fumasoni-Biondi, Délégué Apostolique à Washington, et pour son secrétaire, monseigneur Paolo Marella²⁵⁹, cela représente une grande victoire diplomatique et une raison de se réjouir.

C'est une grande joie de voir votre Eminence et je remercie de tout cœur le Saint Père d'avoir fait cette nomination qui servira si bien à assainir les âmes des évêques et leur donnera un guide sûr et responsable. En ce qui me concerne, je continuerai à apporter mon soutien à monseigneur Ruiz dans la mesure de ce qu'il me sera possible dans sa difficile charge, mettant à sa disposition, comme je l'ai fait jusqu'à présent, les services de la délégation apostolique. Pendant ce temps, j'ai envoyé une circulaire à tous les évêques mexicains pour leur communiquer la nomination de monseigneur Ruiz et pour les inviter à coopérer efficacement avec le nouveau délégué en ce qui concerne la solution au conflit religieux. Pour le moment, il n'a pas paru opportun de publier la nouvelle aux journaux: cela pourrait être fait de suite. J'annexe à la présente une lettre de monseigneur Ruiz demandant à votre Eminence de la faire parvenir à Sa Sainteté.²⁶⁰

L'archevêque de Morelia avait déjà effectué un rapprochement avec les autorités mexicaines à Washington :

²⁵⁷ Lettre de Leopoldo Ruiz à Francisco Borgongini-Duca, mars 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.236

²⁵⁸ Chiffré de Gasparri à Fumasoni-Biondi. 18 mai 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 534, fasc.249

²⁵⁹ Paolo Marella (1895-1984), prélat italien membre de la Curie romaine. De 1922 à 1924, il fut officier de la Congrégation de Propagation de la Foi puis auditeur du Saint-Siège et secrétaire de Fumasoni-Biondi durant son mandat de Délégué Apostolique aux Etats-Unis d'Amérique. En 1933 il fut Chargé d'Affaires de cette délégation avant l'arrivée d'Amleto Cicognani, le nouveau Délégué Apostolique.

²⁶⁰ Rapport N°2072-h de Fumasoni-Biondi à Pedro Gasparri. 22 mai 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 534, fasc.249

Je ne sais pas encore s'il sera nécessaire de retourner à Mexico car, le 16 courant, sur conseil du délégué, j'ai vu l'ambassadeur du Mexique pour obtenir du président du Mexique que la conférence ait lieu ici, à Washington, où il était plus facile de maintenir le secret et où les communications avec Mexico et Rome étaient plus faciles, tout comme d'éviter l'entremise de personnes intéressées à combattre cette affaire. Par malheur, la première chose qui manqua fut de maintenir le secret car le New York Times du 18 courant publia la nouvelle en provenance de Mexico, en disant que l'ambassadeur Téllez était la personne autorisée par le gouvernement mexicain pour traiter avec moi, mais je n'avais pas obtenu de réponse de l'ambassadeur. La nuit du 15 courant, le père Walsh me téléphona depuis la ville de Mexico pour me transmettre les instructions venant de Rome: je lui répondis ne disposer encore d'aucune autorisation ou instruction mais que j'étais tout à fait prêt et de bonne volonté pour prendre acte de la solution qui serait approuvée par le Saint Père. Cruchaga ajouta que le père Walsh avait beaucoup obtenu et qu'il avait l'autorisation de négocier avec l'ambassadeur Morrow avant qu'il ne quitte Mexico. Au département d'Etat ici, à Washington, on sait que les gestions du père Walsh ne sont pas bien vues par Morrow. Je fais mon possible pour que V.E.R soit bien informé de tout. ²⁶¹

Cette information permet une économie d'énergie et évite de heurter les susceptibilités, du fait que le nouveau délégué soit mexicain. Le 10 mai, Miguel Cruchaga montre à Pietro Gasparri que l'on peut tirer profit de la situation et que le gouvernement semble bien disposé envers le Vatican:

Strictement confidentiel pour être déchiffré par votre seigneurie. J'ai trouvé une atmosphère favorable au Vatican. D'importantes déclarations du Président de la République [mexicaine] furent publiées aujourd'hui par les journaux européens sur la question religieuse que je considère de grande importance et de bon augure. Je considère urgent d'accepter l'invitation qu'il fait pour changer les idées et chercher une solution. Mon opinion bien réfléchie est que le câble du Vatican au professeur Walsh qui est ici, apporterait beaucoup de satisfaction car le professeur serait habilité à changer les idées avec autorité et compétence et à dégager un projet de solution. L'exhibition dudit câble aux autorités concernées accrédirait sa personnalité. Pour éviter toute susceptibilité, le câble pourrait donner à Walsh pouvoir pour écouter les vicaires, archevêques et évêques mexicains avec qui il est en contact ici.

Au mois de mai, Leopoldo Ruiz y Flores et Emilio Portes Gil font état, dans Excelsior, Universal, New York Times et dans la presse étrangère, de leur volonté

²⁶¹ Chiffré du 19 mai 1929 de Leopoldo Ruiz y Flores à Monseigneur Gasparri Secrétaire d'Etat. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 534, fasc.249

de renouer le dialogue. Pendant ce temps, Miguel Cruchaga²⁶² met à la disposition de l'Eglise, et en particulier du père Edmundo Walsh²⁶³, les moyens de la diplomatie chilienne.²⁶⁴

Le 18 mai 1929, Pietro Gasparri fait savoir à Miguel Cruchaga que monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores ferait le voyage au Mexique pour discuter avec le président Emilio Portes Gil²⁶⁵. De fait, le 18 mai 1929, l'ambassadeur du Chili devant le Saint Siège, Subercaseaux, fait savoir à Giuseppe Pizzardo, sous-secrétaire d'Etat du Saint Siège, qu'ils peuvent dès à présent faire abstraction de tout contact avec les Etats-Unis étant donné que la légation chilienne est la seule qui soit reconnue par le gouvernement du Mexique²⁶⁶. Le canal chilien fonctionne aussi bien avec Edmundo Walsh qu'avec Leopoldo Ruiz y Flores.

Le 18 mai, Miguel Cruchaga dit à Pietro Gasparri que le départ de Dwight Morrow contraint à donner des instructions claires quant à la manière dont Leopoldo Ruiz y Flores doit procéder²⁶⁷. Mgr Luigi Maglione envoie à Gasparri l'information reçue d'Agustín Legorreta en provenance de Mexico. Cette information tardait à venir à cause du changement d'horaire: s'ils l'envoyaient le 18, elle ne parviendrait à destination que le 19.

J'ai reçu ce jour, de Mexico "N°4, se référant à notre télégramme N°2. A) attitude du gouvernement mexicain est encore favorable à un accord. B). Ambassadeur Morrow partira pour New York mercredi prochain 22 mai et moi quelques jours après. Sa coopération pour obtenir la réponse du président Gil à la lettre de monseigneur Ruiz est extrêmement importante. C) Bien qu'il y ait et qu'il y a encore entre les évêques des divergences d'opinion quant à la nature de l'accord qui est sur le point de conclure, nous faisons savoir que forse prima volta tutti desiderano giungere intesa e tutti proveranno sollievo à la suite de n'importe quel accord approuvé par le Saint Siège. Je me permets de suggérer ce qui suit: 1) Autorisation de Mons. Ruiz pour envoyer la lettre pour entamer un essai d'une façon

²⁶² Sánchez Dávalos, Roberto. *El conflicto religioso y sus arreglos*, México: Ed. Privada, 2001, 242 p.

²⁶³ Télégramme de Cruchaga à l'ambassadeur chilien à Rome, Montini. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.243

²⁶⁴ Pietro Gasparri à Montini. 11 mai 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.243

²⁶⁵ Télégramme du 18 mai 1929 de Gasparri à Subercaseaux destiné à Cruchaga. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.243.

²⁶⁶ Télégramme de l'ambassadeur chilien devant le Saint Siège à monseigneur Pizzardo. 18 mai 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.243.

²⁶⁷ Télégramme de Cruchaga pour Gasparri. 18 mai 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.243

ou d'une autre, si possible avant lundi pour s'assurer de la collaboration de l'ambassadeur avant son départ. 2) pour éviter des déclarations compliquées dans la presse, que chacune des parties soit limitée au strict nécessaire afin que quelque chose de définitif en résulte".
*Legorreta.*²⁶⁸

Agustín Legorreta, montre à quel point le président Emilio Portes Gil avait vu d'un bon œil la nomination de Leopoldo Ruiz y Flores:

*Le Président Portes Gil a la meilleure impression quant à la nomination de monseigneur Ruiz car il souhaite que sur ce thème n'interviennent que des personnes mexicaines. Pour votre information, j'a également traité avec le général Calles qui se montre en accord sur tout avec le président Portes Gil. Je suis en relation avec monseigneur Ruiz au sujet de son voyage pour nous retrouver ensemble soit ici ou à Washington car le président Gil désire que je sois le premier à parler avec lui de la question religieuse.*²⁶⁹

En juin 1929, Agustín Legorreta est envoyé par Portes Gil à Washington pour rencontrer Leopoldo Ruiz y Flores.

*Monseigneur Ruiz communique à V.E.R. ce qui suit: "Suite à la conférence tenue à Washington avec Legorreta au sujet de l'état d'esprit du président du Mexique, je me permets de demander au Saint Père l'autorisation pour reprendre le culte si j'obtiens du président un décret officiel qui reconnaisse le droit de l'Eglise à son existence et liberté, déclarant qu'ont débuté des conférences pour étudier l'application et l'interprétation, avant les modifications des lois en accord avec le principe susdit, et donnant toutes les garanties pour tous les prêtres qui sont enregistrés par leurs évêques respectifs. Ceci semble être le maximum qu'il soit possible d'obtenir pour le moment, le reste dépendra de la conférence et de la bonne volonté. Il me semble opportun d'activer la reprise du culte pour éviter que les esprits ne s'échauffent des deux côtés. Je pars demain pour Mexico. Je vous prie de répondre directement à Mexico en passant par Cruchaga ou mieux, par Legorreta.*²⁷⁰

4. Les conférences avec le président

Le 10 juin commencèrent les réunions avec le président mexicain. Le 12 juin 1929, Miguel Cruchaga fait savoir à Pietro Gasparri que: "De la part du Délégué Apostolique (Ruiz y Flores) je prie V.S. de communiquer ce qui suit au cardinal

²⁶⁸ Télégramme de Legorreta pour Gasparri envoyé par Luigi Maglione Nonce Apostolique de France. 18 mai 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.243

²⁶⁹ *Ibidem*

²⁷⁰ Télégramme de Fumasoni-Biondi pour Gasparri. 3 juin 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.244.

secrétaire d'Etat. "Cérémonial de style, l'évêque Díaz eut le premier entretien avec S.E. le président de la République. Très bonne impression dans tous les sens du terme et bon espoir d'un accord rapide. S.E. le président de la République accepte que soient soulignés les droits et libertés de l'Eglise dans le cadre de lois interprétées et appliquées dans un esprit amical et juste, cités demain pour discuter de l'application immédiate de ce principe et de points particuliers." Cruchaga.²⁷¹

A partir du 15 juin, Subercaseaux doit partir en voyage et cela ralentit les communications. Le 16, Cruchaga fait savoir à Gasparri que

L'ambassadeur des EE.UU. obtiendra sûrement de S.E. le président de la République un acte officiel disant: "1°. L'archevêque Ruiz me [signale] que la loi de registre a été interprétée comme étant contraire à l'existence de l'Eglise, la soumettant à l'Etat, et il en a été de même pour le nombre de prêtres. Je m'assure que le [culte] pourrait réellement être rétabli si l'Eglise était assurée d'obtenir la liberté de vivre et d'exercer sa mission spirituelle dans le cadre des lois. 2°. Par conséquent, le président m'a chargé de déclarer publiquement que ce n'est pas l'objectif de la Constitution ni des lois, pas plus que du gouvernement de détruire l'identité de l'Eglise catholique ni d'intervenir dans ses fonctions spirituelles. 3° Le président promet que les lois s'appliqueront dans un esprit raisonnable et sans sectarisme et qu'il prendra en compte les plaintes de tout dignitaire de l'Eglise. En particulier, le président déclara que la loi de registre n'essaie pas d'accepter un ministre qui soit suspendu par son évêque. 4°. Que la loi n'interdira pas l'instruction religieuse des [enfants] dans n'importe quel lieu approprié ou dans quelque temple que ce soit. 3° Il est reconnu au clergé le droit de requête pour modifier les lois, donnant au gouvernement la solution en accord avec ce que dictent l'expérience et les raisons sur lesquelles elle se fonde. A mon avis, pour le moment il ne me semble pas possible d'obtenir davantage mais je crois que c'est suffisant pour commencer et pour le bien des âmes. J'attends réponse de grande urgence grave problème de délation. Je me permets de suggérer la nomination immédiate de l'archevêque de Mexico, monseigneur Pascual [Díaz] que je juge tout à fait apte à sauver la situation s'il prend possession de la charge immédiatement. Signé Ruiz. Walsh dit: J'accepte pleinement comme Modus Vivendi et loue acceptation immédiate. Cruchaga dit: Je considère entièrement acceptable le projet antérieur pour démarrer activité postérieure de l'Eglise. Cruchaga.²⁷²

²⁷¹ Télégramme de Cruchaga à Gasparri. 12 juin 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.244.

²⁷² Télégramme de Cruchaga à Gasparri par le biais du général Ledochowski. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.245.

N'obtenant pas de réponse, Edmund Walsh se voit contraint de recourir directement au général jésuite, Vladimir Ledóchowski²⁷³, pour s'assurer que ses demandes parviennent bien au Saint Sièges²⁷⁴.

*Accord contenant cinq points pour votre Eminence et tous les points référencés dans mes télégrammes de samedi passé ont été acceptés aujourd'hui par le gouvernement en conférence avec l'ambassadeur américain. S.E le président de la République prêt à signer accord officiel aujourd'hui même 19 juin et demandons autorisation immédiate car ambassadeur américain en conférence ce jour, convaincu d'avoir retardé un seul jour très dangereux. Si S. Eminence télégraphiait immédiatement pourrions finaliser cette nuit.*²⁷⁵

Pietro Gasparri répond à la requête de Leopoldo Ruiz y Flores - Pascual Díaz – Miguel Cruchaga y Edmund Walsh, ce qui suit:

*Prenant au sérieux considération 5 points du dernier télégramme et semble devoir répondre: 1° Saint Père a grand désir de parvenir à un accord pacifique et juste. 2°. N'est pas assurée la pleine amnistie des évêques, des prêtres et des simples fidèles, 3. N'apparaît pas pour l'Eglise la reconnaissance du droit à la propriété au moins d'églises, de séminaires et d'évêchés et maisons paroissiales; 4° des relations libres entre le Saint Sièges et l'Eglise mexicaine ne sont pas assurées, 5° Pour la nomination de l'archevêque, se mettre d'accord avec le délégué. Ce n'est qu'avec ces réserves que nous donnons l'autorisation de signer si vous croyez que c'est le mieux*²⁷⁶.

Suite à cette requête, Cruchaga demanda à Gasparri de clarifier certains points:

Expliquez-moi signification dernier mot premier point. Vous prie expliquer point deux qui je suppose, ne fait pas référence à la défense armée, ce qui serait très dangereux. Usufruit a été obtenu. Droit de propriété impossible à présent mais assuré dans déclaration S.E. le président de la République droits de continuer pour réformer dispositions actuelles. " urgent réponse de S.E. le président de la République cité pour le vendredi 21 juin 16h pour

²⁷³ Vladimir Ledóchowski (1866-1942), aristocrate polonais qui fut le 26ème Supérieur Général de la Compagnie de Jésus entre 1915 et 1942. Il vécut comme général les deux guerres mondiales et la crise économique. Il prit les décisions qui allaient marquer la Compagnie face aux communistes et aux totalitarismes fascistes ou encore nazis. Il agit dans le cas mexicain et les jésuites furent les principaux formateurs du clergé mexicain durant la période du Modus Vivendi. Il fut très proche de Pie XI, Achille Ratti et Pie XII, Eugène Pacelli.

²⁷⁴ Dans l'ARSI, se trouve pour l'année 1929, dans le dossier de particuliers un dossier entier consacré à Walsh, dans lequel se trouvent des lettres et des télégrammes. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1009. 1928-1929. XI. (22) Prep. Provin. (1929).

²⁷⁵ Télégramme de Walsh-Cruchaga-Ruiz-Díaz a Gasparri par le biais du général Ledóchowski. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.244.

²⁷⁶ Réponse de Gasparri au télégramme de Ruiz-Wlash-Díaz-Cruchaga. Juin 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.245.

*conférence dans laquelle il espère signer et publier la déclaration que nous considérons
sauvegarde amplement points essentiels télégramme votre Eminence*²⁷⁷.

Le 21 juin, la situation est telle que Pietro Gasparri doit utiliser un certain Rodríguez pour faire parvenir sa réponse au Délégué Apostolique. “Premier point et dernier mot signifie: avec justice. Second point: L’amnistie se réfère à tous sauf à ceux qui resteraient armés. Troisième point: Oui, obtenez déclarations du président qui assurent l’usufruit durable obtenu et promesses de réformer les dispositions actuelles contraires au droit de la propriété²⁷⁸.”

Tout cela permet que le 21 juin aient lieu les fameuses déclarations d’Emilio Portes Gil et de Leopoldo Ruiz y Flores dans la presse. Le 22 juin, Edmund Walsh envoie à Rome un télégramme dans lequel il dit “Question religieuse heureusement terminée avec signature règlement vendredi. Stop. Considère ma mission comme accomplie et compte partir dans quelques jours. Stop. Si vous avez instructions contraires câbler adresse Calle Amberes 53. Walsh”²⁷⁹. Ce même 22 juin, les jésuites reçurent de la part d’Agustín Legorreta la confirmation de ce qui avait été obtenu dans les accords sur la question religieuse. “Avec grande satisfaction vous communique accord question religieuse Mexique. Salutations affectueuses.”²⁸⁰ Après avoir assisté à la première messe publique à Mexico, il partit pour Washington puis, de là, pour Rome où il devait arriver le 24 juillet 1929.

5. Le “Modus Muriendi”

La reprise du culte est possible tout comme le retour des évêques. Le 22 juin, Luigi Maglione peut féliciter Pietro Gasparri pour l’accord obtenu sur la question mexicaine.²⁸¹ Ce même jour, le Délégué Apostolique envoie son rapport sur ce qu’avait été la résolution du conflit, et que l’évêque Pascual Díaz et lui-même se sont sentis mis quelque peu à l’écart.

²⁷⁷ Réponse de Cruchaga aux instructions de Gasparri. juin 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.245.

²⁷⁸ Réponse de Gasparri à la sollicitude de clarification. 21 juin 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.245.

²⁷⁹ Télégramme de Walsh. 22 juin 1929. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1009. 1928-1929. XI. (22) Particulares. (1929).

²⁸⁰ Télégramme de Legorreta à Camilo Criveldi. Reçu le 22 juin 1929 à 20 heures.. ARSI (Archivum Romano S.I.) Province Mexicaine. 1009. 1928-1929. XII. (3) Esterni. (1929).

²⁸¹ Télégramme de Luigi Maglione à Gasparri. 22 juin 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, México, periodo IV-11, Pos 530, fasc.245.

Je suis sorti de Washington accompagné de Mgr. Díaz le 5 juin. L'Ambassadeur Morrow prit le même train que nous, de San Luis à San Antonio et nous eûmes quatre conversations pour l'informer de nos requêtes. Le 12 juin, eut lieu la première conférence avec le président Portes Gil, et nous en eûmes une autre le 13. Dans la première fut consigné le mémorandum et dans la seconde lui me consigna son mémorandum. Après cette entrevue, Morrow prit toute l'affaire en mains sans rien dire et vint nous chercher ensuite à notre résidence pour nous donner les résultats. Le révérend père Walsh et Cruchaga avaient travaillé avec l'ambassadeur et celui-ci l'avait fait ensuite avec le président. Une fois arrivé le chiffré dans lequel étaient indiquées les conditions pour obtenir la signature, le père Walsh le montra immédiatement à l'ambassadeur qui fait savoir que tout était accepté par le président, prenant devant lui la parole en des termes plus favorables pour nous. C'est ainsi qu'ils préparèrent eux-mêmes, le président et Morrow, les déclarations que les deux parties devraient signer. Le 21 fut concédé un rendez-vous avec le président. Je lui ai présenté le mémorandum avec les points qu'il restait à discuter après la signature et il accepta les points sans aucune difficulté, au milieu de l'entretien arriva le chiffré qui lui demandait de s'engager, il lui fut lu et il l'accepta. ²⁸².

Mgr Jesús María Echavarría²⁸³, évêque de Sinaloa, organisa le retour de plusieurs évêques. Il offrit un soutien financier à ceux n'ayant pas de ressources suffisantes²⁸⁴. Sont rapidement obtenus les permis des évêques de Saltillo, de Chiapas Mgr Gerardo Anaya, et de l'évêque de Cuernavaca, Mgr Francisco Uranga²⁸⁵, qui peut rentrer au Mexique sans soucis. L'évêque Jesús María Echavarría prie le Délégué Apostolique d'informer les archevêques de Puebla et du Yucatán, respectivement Don Pedro Vera y Zuría²⁸⁶ y Martín Tritschler, de la bonne nouvelle.

Malgré cela, plusieurs laïcs et évêques restent en désaccord et ne peuvent rentrer. Pour d'autres, le *Modus Vivendi* signifie l'exil. Dans son rapport du 5 août 1929,

²⁸² Rapport sur le conflit religieux au Mexique. 22 juin 1929. Leopoldo Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Mons Leopoldo Ruiz y Flores nuovo Delegato Apostolico del Messico. Fasc 252

²⁸³ Jesús María Echavarría y Aguirre (1858-1954), prêtre et évêque mexicain originaire de Bacubirito dans l'Etat de Sinaloa dans le nord-ouest du Mexique. En 1905 il fut évêque de Saltillo, dans le nord du Mexique, charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

²⁸⁴ Télégramme de Monseigneur Echavarría monseigneur Leopoldo Ruiz. ASV, Archive de la Délégation Apostolique de Mexico, Busta 72, Fasc. 377

²⁸⁵ Francisco Uranga y Saenz (1863-1930) prélat mexicain originaire de Santa Cruz de Rosales dans l'Etat de Chihuahua dans le nord du Mexique. En 1903 il fut consacré évêque de Sinaloa et en 1919 il devint évêque auxiliaire de Guadalajara et évêque titulaire de Tlos. En 1922 il fut évêque de Cuernavaca charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

²⁸⁶ Pedro Vera y Zuría (1874-1945), prélat mexicain originaire de Querétaro dans la partie centrale du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1897. En 1924 il fut nommé archevêque de Puebla de los Angeles dans le centre est du Mexique. Puebla est l'une des zones les plus catholiques du Mexique. Il occupa sa charge jusqu'à sa mort.

Alejandro Traslosheros, rend évident le mécontentement de nombreux catholiques au sujet des accords, mécontentement partagé par les *Cristeros*²⁸⁷.

A son apogée, le conflit *cristero* mobilise cinquante mille soldats du Christ. En 1929, l'Etat et l'Eglise signent quelques accords qui mettent fin au conflit. Mais l'opposition entre l'Etat et l'Eglise ne disparaît pas. Il faut attendre la présidence de Lazaro Cárdenas²⁸⁸ pour voir les premiers signes du véritable *Modus Vivendi*. Le *Modus Vivendi* reflète une réalité de haute importance car il permet de démontrer comment les Institutions, l'Eglise et l'Etat ont influencé la société mais aussi comment ses acteurs ont réussi à transformer les institutions. Les conservateurs de tous bords restent opposés à cette décision de se tolérer entre catholiques et Callistes. "Les explications institutionnelles, bien que conçues comme alternatives aux explications individualistes des événements politiques, doivent contenir un certain mécanisme pour se relier au comportement individuel. Et cela s'applique dans les deux sens. C'est-à-dire que doit exister un mécanisme au travers duquel l'institution modèle le comportement des individus et un autre mécanisme par lequel les individus sont capables de former et de réformer les institutions."²⁸⁹

²⁸⁷ Alejandro traslosheros, quinzième rapport, 5 août 1929.ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, México, periodo IV-11, Pos 521, fasc.230

²⁸⁸ González y González, Luis. *Historia de la revolución mexicana. Tomo 14. Los artífices del cardenismo*. El Colegio de México, México, 1979. González y González, Luis. 271 p. *Historia de la revolución mexicana, periodo 1934-1940. Tomo 15. Los días del presidente Cárdenas*, El Colegio de México, México, 1981.381 p.

²⁸⁹ Peters, B. Guy. *El nuevo institucionalismo Teoría institucional en ciencia política*. Trad. Veronica Terrota. Barcelona: Gedisa editorial, 2003, p.58

Chapitre deuxième: La situation de la hiérarchie catholique durant la période de la délégation apostolique de Leopoldo Ruiz y Flores. (1929-1935)

290

I. La situation après les accords de 1929.

Avec les accords, si la situation n'avait pas empiré on ne peut tout de même pas parler d'une amélioration²⁹⁰. Premièrement, le gouvernement s'était engagé puis ne respectait plus sa parole, maintenant, il ne répondait pas aux requêtes du Délégué Apostolique de Mexico, Leopoldo Ruíz y Flores. Les évêques qui étaient en exil restaient en exil, les séminaires, les maisons paroissiales et les propriétés de l'Eglise n'étaient pas restituées. Aucun changement des lois anticléricales n'était en vue et l'ambassadeur des Etats-Unis au Mexique, Dwight Whitney Morrow, se trouvait sur le point de partir et l'influence qu'il exerçait sur le Président allait cesser. Cette situation ne fit qu'augmenter les tensions entre les catholiques, car elle semblait

²⁹⁰ Officiellement la période de Leopoldo Ruiz y Flores s'acheva en 1937. Même s'il est accepté que sa démission fut le 17 août 1935, le Saint Siège commença à lui chercher un successeur et accepta sa démission, la rendant effective dès qu'un nouveau Délégué Apostolique qui puisse négocier avec Lázaro Cárdenas serait disponible.

²⁹¹ Note introductive au fascicule 251. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

donner raison aux intransigeants. Ils diffusaient des livres, des opuscules qui considéraient contradictoires les déclarations de l'Église en 1926, lors de la suspension du culte et celles de 1929, au moment de la reprise du culte. Il semblait alors qu'un message du Saint Père prenant position sur la lutte de l'Église contre le gouvernement, serait opportune. L'année 1929 marquait d'autre part une lutte à mort pour les élections du nouveau président de la République (17 novembre 1929). Le président élu, malgré de sérieux doutes sur la légalité des élections, fut Pascual Ortiz Rubio, une nouvelle créature de Plutarco Elías Calles, chef suprême du Mexique²⁹². Entre 1929 et 1932, et malgré les bons pronostics, tant monseigneur Pascual Díaz y Barreto, archevêque de Mexico que monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores, archevêque de Morelia et Délégué Apostolique, durent reconnaître dans leurs rapports que la situation ne s'améliorait pas et ce, malgré l'accord, et qu'on ne voyait pas très bien non plus comment l'améliorer.²⁹³ Quelques concessions minimalistes ne pouvaient effacer des épisodes inquiétants comme le furent les affirmations faites par le président dans une réunion maçonnique ou lors de l'insertion de la loi Plutarco Elías Calles dans l'article 130 de la Constitution et dans le code de droit pénal ou encore dans l'institution d'une commission chargée de réécrire l'Histoire. La nouvelle présidence du général Pascual Ortiz Rubio suivit parfaitement la ligne du précédent même si, lors d'une conversation privée avec le père Edmund Walsh, S.J. directeur du département des Relations Extérieures de l'université de Gerogetown, il réaffirma qu'il était plus que disposé à traiter avec les évêques, à condition que cela se fasse dans la plus grande discrétion²⁹⁴. En fait, durant les derniers mois du mandat du président Ortiz Rubio, furent acceptées des lois chaque fois plus restrictives pour le clergé. La situation s'aggrava davantage durant le mandat de la présidence du général Abelardo Rodríguez²⁹⁵, qui débuta le 4 septembre 1932. L'encyclique *Acerba Animi* de Pie XI, du 30 septembre 1932,

²⁹² *Ibidem*.

²⁹³ Note introductive aux fascicules 252-253. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Mons. Leopoldo Ruíz y Flores nuovo Delegato Apostolico del Messico. Fasc 252

²⁹⁴ Lettre de Burke à Ruiz y Flores. 3 juin 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil.. Messico. Fasc. 246.

²⁹⁵ Abelardo Luján Rodríguez (1889-1967) fut un politicien et un général révolutionnaire mexicain. Il lutta aux côtés d'Alvaro Obregón à partir de 1913 et seconda le plan d'Agua Prieta avec Obregón et Calles contre le président Carranza. En 1921 il fut désigné chef militaire de Baja California. En 1923 il fut gouverneur de cet état puis ministre de l'Industrie du Commerce et du Travail ainsi que ministre de la Guerre et de la Marine de Pascual Ortiz Rubio. Il fut le 52ème président du Mexique entre le 4 septembre 1932 jusqu'au 30 novembre 1934 suite a la demission de Pascual Ortiz Rubio.

contraignit le président à faire des déclarations qui provoquèrent le mécontentement et les protestations du Délégué Apostolique et son arrestation, puis son expulsion le 4 octobre 1932, bien que dans ce document le pape condamna l'action armée. Ce bilan de la situation fut aggravé, selon les jésuites, par les rapports d'Enrique del Valle, S.J, sur la division du monde catholique à la suite de la publication des fameux accords du 21 juin 1929. La situation au Mexique fin 1929 n'était pas très bonne, il y avait beaucoup de divisions et un certain malaise quant à l'image perçue de l'archevêque de Morelia et du Délégué Apostolique²⁹⁶. Selon le jésuite en effet, le mécontentement des gens envers le Délégué Apostolique s'amplifiait. Même destin pour le nouvel archevêque du Mexique nommé le 25 juin 1929, c'est-à-dire 4 jours après l'annonce officielle des accords religieux. Pour le jésuite, les gens percevaient l'Action Catholique de l'archevêque avec froideur, d'autres ne croyaient pas à son succès.

Malgré les lettres d'encouragement du cardinal Pietro Gasparri²⁹⁷, secrétaire d'Etat du Saint Siège et les rapports du Délégué Apostolique, le premier point noir concernait quelques évêques qui ne pouvaient pas regagner leurs diocèses. Le 22 juin 1929, un jour après la publication dans les journaux de la solution et de l'annonce des accords, connus comme accords du 21 juin 1929, le premier Délégué Apostolique mexicain du Mexique fit un résumé des événements au cardinal Pietro Gasparri²⁹⁸. Dans le précédent chapitre, l'accent fut mis sur la signature et sur le sentiment du Délégué Apostolique quant à ce qui avait été mis de côté lors des négociations. Cet aparté était destiné à montrer comment, depuis la signature des accords, le président intérimaire du Mexique Emilio Portes Gil, obtint, entre 1928 y 1929, de nombreuses concessions de la part de l'Episcopat.

1. L'expulsion des évêques "gênants"

Une des grandes réussites du président mexicain Emilio Portes Gil fut, avec une tolérance relative et des promesses d'amnistie, d'obtenir que le représentant de la

²⁹⁶ Lettre d'Enrique del Valle au père Provincial. 7 janvier 1930. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. I. (1) Prep. Provin. (1930).

²⁹⁷ Lettre de Gasparri à Leopoldo Ruiz y Flores. 23 juillet 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536, 1928-1932. Raportii di Monsignor Ruiz, Delegato Apostolico. fasc.252.

²⁹⁸ Rapport sur le conflit religieux au Mexique. 22 juin 1929. Leopoldo Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 252

hiérarchie catholique Leopoldo Ruíz y Flores et le secrétaire du comité épiscopal Pascual Díaz y Barreto, acceptassent non sans lutte il est vrai, l'exil de trois évêques que le gouvernement trouvait gênants.

Le président manifesta ensuite sa détermination de ne pas permettre le retour dans leurs diocèses de l'archevêque Mons. Orozco, parce qu'il le pensait directement impliqué dans la défense armée, ainsi que l'archevêque de Durango Mons. González pour la même raison et l'évêque de Huejutla Mons. Manríquez pour son attitude contre le gouvernement et en faveur de la défense armée. Je montrais que l'opinion sur Orozco était injuste, et j'apportais des preuves de cela, et monseigneur Díaz en fournit d'autres en défense de monseigneur González, je lui montrais que depuis le début de cette année il s'était abstenu de toute déclaration. Dans le cas de monseigneur Manríquez, je dis simplement ma conviction qu'il accepterait l'approbation du Pape puisqu'il disait clairement que c'était une condition pour la signature, qu'il pensait impossible par ailleurs. Il me répondit alors [...] qu'il était positif d'attendre un peu avant qu'ils regagnent leurs diocèses, pour le bien du gouvernement et de l'Eglise car il y avait beaucoup d'hostilité venant des autorités locales, qu'il pouvait y avoir des problèmes s'ils revenaient immédiatement dans leurs résidences²⁹⁹.

Pour l'évêque, il était essentiel de faire tout ce qui serait possible avec monseigneur Francisco Orozco y Jimenez qui lui avait toujours fait part de son point. Il était également très important d'avoir l'appui de cet évêque qui jouissait d'un grand prestige et de beaucoup de poids auprès des catholiques, en particulier des radicaux. Sa mauvaise réputation auprès du gouvernement n'était rien comparée à celle dont il jouissait parmi les medias catholiques, sans parler du prestige dont l'honoraient, entre autres, les *cristeros* et ceux de la Ligue. Après avoir parlé une heure de ce thème, le président Portes Gil accepta l'organisation d'une réunion avec Francisco Orozco y Jimenez. Quant aux évêques José de Jesús Manríquez et José María Gonzalez y Valencia, le Délégué Apostolique accepta qu'ils patientent un peu avant de regagner leur patrie, se chargeant lui-même de les informer le moment venu.

L'exil des évêques serait de nouveau motif de difficultés pour l'Eglise. Le 27 juin 1929, le Délégué Apostolique réussit à organiser une réunion entre Francisco Orozco et Portes Gil. Malgré les efforts déployés, cette réunion ne permit pas d'obtenir le maintien de Francisco Orozco dans le pays.

Après la dernière entrevue avec le président, j'ai écrit à Mons. Orozco, Archevêque de Guadalajara pour l'inviter à venir expliquer au président sa conduite, très différente à ce

²⁹⁹ *Ibidem.*

que croit le président. J'ai écrit ensuite aux deux prélats Mons. González, archevêque de Durango qui est à Chicago et Monseigneur Manríquez, évêque de Huejutla, qui se trouve à Los Angeles en California, leur faisant savoir qu'il serait prudent de rester au-dehors du Mexique quelques temps encore. Monseigneur Orozco arriva ici le 27 juin et le 29 nous fûmes reçus tout trois par le président, monseigneur Díaz, archevêque de Mexico, Monseigneur Orozco et moi. Il nous a fallu une bonne heure pour convaincre le président que Monseigneur Orozco ne s'était pas impliqué dans la défense armée, ce qui est un fait. Le président semble être convaincu par la vérité mais a rappelé l'atmosphère créée par les révolutionnaires contre monseigneur Orozco, insistant toujours sur la nécessité de rester éloignés de la République pour quelques temps. Monseigneur Orozco commence à préparer son voyage pour Rome où il compte attendre le moment propice pour son retour. Nous voudrions tenter, comme dernier recours, d'obtenir la médiation de l'ambassadeur américain. L'archevêque de Durango et l'évêque de Huejutla ont répondu qu'ils se résignaient à rester en dehors du Mexique dans l'attente d'une autorisation de retour dans leurs diocèses.³⁰⁰

Francisco Orozco y Jimenez, après être resté presque un mois dans la ville de Mexico, partit pour³⁰¹ Laredo, Texas. On fit le nécessaire pour que ce départ passe inaperçu mais cela ne servit à rien, selon Ruiz y Flores. La figure si polémique et le poids de Mgr Francisco Orozco aurait constitué un argument supplémentaire pour dénoncer les accords dans le cas où cet exil eut été connu, comme le confirma la plainte reçue par le jésuite Nazaire Faivre ou par le bulletin de V.I.T.A. faisant référence au dit exil³⁰².

De fait, la position de Francisco Orozco y Jimenez serait déterminante. En effet, il y eut une polémique car l'évêque exprima le souhait de profiter de son éloignement pour se rendre à Rome mais le cardinal secrétaire d'Etat, par le biais de la délégation apostolique aux Etats-Unis, lui fit savoir qu'il était préférable de choisir une autre destination, l'Espagne par exemple. Le 30 juillet, Mgr Francisco Orozco demanda par écrit à Mgr Leopoldo Ruiz y Flores quelques éclaircissements et de réaffirmer sa

³⁰⁰ Rapport de Leopoldo Ruiz y Flores à Pedro Gasparri. 2 juillet 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Messico. Fasc. 245.

³⁰¹ Rapport N°3. 20 août 1929. Leopoldo Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc. 252

³⁰² Lettre de Nazirre Faivre à Rome. 20 octobre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Messico. Fasc. 245.

soumission³⁰³. Le 5 août 1929, le Délégué Apostolique écrivit à Pietro Gasparri pour effacer le doute de l'archevêque de Guadalajara et lui préciser que ce voyage lui avait été suggéré par Portes Gil le 27 juin 1929, afin que Francisco Orozco y Jiménez puisse s'en aller sans honte³⁰⁴. le 23 août 1929, Pietro Gasparri, par le biais de Mgr Pietro Fumasoni-Biondi, fit savoir à Francisco Orozco y Jimenez qu'il serait le bienvenu au Vatican³⁰⁵. L'expulsion de Francisco Orozco y Jimenez, malgré ses déclarations, constitua un autre motif de discussion et les déclarations contradictoires entre V.I.T.A et ceux qui participèrent à l'accord, comme Edmund Walsh S. J. constituèrent un facteur supplémentaire de désunion. Ce fait fut réflété dans un mémorandum à caractère privé de l'archevêque mexicain, daté de novembre 1929, dans lequel il exprimait et faisait un résumé de la situation du Mexique³⁰⁶.

En septembre 1929, l'archevêque de Morelia et le Délégué Apostolique du Mexique avaient tenté une nouvelle fois d'obtenir le retour des évêques, sans obtenir de réponse. Monseigneur Orozco y Jimenez rencontra Morrow à San Luís, au Missouri³⁰⁷. Dès son arrivée au Mexique, l'ambassadeur américain put discuter avec le Délégué Apostolique au sujet de sa rencontre avec l'archevêque de Guadalajara. Ce dernier s'était ingénié à démontrer son innocence. L'ambassadeur lui dit alors qu'au lieu de se défendre, ce qui n'était pas nécessaire, il valait mieux qu'il démontrât par des faits sa volonté de suivre la politique de rapprochement et de concorde exigée par l'accord auquel on était parvenu. Francisco Orozco y Jimenez assura alors à l'ambassadeur que tous les évêques étaient disposés à le faire et que lui-même s'était proposé de soutenir cette ligne de conduite adoptée par le délégué. Dwight Morrow lui promit d'intercéder en sa faveur pour accélérer son retour au Mexique. Lorsque le délégué commenta à l'ambassadeur qu'il avait eu un entretien le 6 septembre et qu'il pensait envoyer une nouvelle lettre au président pour lui

³⁰³ Lettre de monseigneur Orozco y Jiménez à monseigneur Leopoldo Ruíz y Flores. 30 juillet 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil.. Messico. Fasc. 245.

³⁰⁴ Lettre de monseigneur Ruiz y Flores à Pedro Gasparri. 5 août 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil.. Messico. Fasc. 245.

³⁰⁵ Lettre du cardinal Gasparri à Pedro Fumasoni-Biondi. 23 août 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil.. Messico. Fasc. 245.

³⁰⁶ Echange épistolaire entre Pacelli et Orozco. Mars 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Messico. Fasc. 246.

³⁰⁷ Rapport N°4 de Leopoldo Ruiz à Gasparri. 2 novembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 535. 1929-1930. Raportii di Mons. Ruiz. Delegato Apostolico. Messico. Fasc. 253.

demander de rappeler les trois évêques manquants, Dwight Morrow lui demanda d'attendre que lui-même aie vu le président avant d'entreprendre cette démarche. Suivant cette voie, Dwight Morrow dit à Ruiz y Flores que le président était satisfait des évêques et des catholiques, et qu'il pensait à un retour rapide de ceux-ci après les élections et non avant, estimant que ce pourrait être dangereux pour la paix sociale.

Dans le rapport n° 5 du 10 décembre 1929, le délégué insistait de nouveau sur le départ de Francisco Orozco y Jimenez qui avait entraîné une certaine agitation dans les milieux catholiques. "A Guadalajara, j'a vu une grande excitation pour la rumeur qui courait concernant la destitution de l'archevêque Francisco Orozco y Jimenez et que son sucesseur serait nommé dans les jours suivants. J'ai reçu des lettres et des télégrammes me demandant d'intervenir pour éviter sa destitution. J'ai répondu en disant que ces bruits étaient totalement infondés."³⁰⁸

En novembre 1929, dans un mémorandum pour le président, le Délégué Apostolique demandait le retour des évêques absents en se basant sur leur droit à bénéficier de l'amnistie générale. Pour l'évêque, leur retour était très important, il permettrait de pacifier les esprits, inquiets de l'absence de leurs prélats. Je demandais aussi au président qu'il intervienne auprès du procureur général de la nation pour obtenir le désistement du jugement en cours contre l'évêque de Tacámbaro, Leopoldo Lara y Torres, qui se voyait interdire le retour dans son diocèse.

Le contact avec le candidat vainqueur allait se trouver compliqué par la nécessité de maintenir des apparences anticléricales, et par les intentions réelles du président. Il y avait plusieurs cas à traiter avec urgence. Emilio Portes Gil montra aux Etats-Unis sa volonté de pactiser et obtint ainsi une réelle diminution de l'opposition armée, tout comme la désapprobation par les évêques de la lutte armée, et il permit la reprise du culte sans prendre en compte les *cristeros* ni la Ligue. Dans son rapport du 1^{er} février, monseigneur Ruiz y Flores fit référence aux événements de décembre 1929³⁰⁹. En décembre en effet, il avait demandé le retour des évêques exilés. N'obtenant aucune

³⁰⁸ Rapport N°5 de Leopoldo Ruiz à Gasparri. 10 décembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 535. 1929-1930. Mesagio pontificio. Messico. Fasc. 251.

³⁰⁹ Lettre du cardinal Gasparri à Pedro Fumasoni-Biondi. 23 août 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 534. 1929-1933. Ruiz nuevo delegado. Fasc. 249.

réponse, il écrivit au président Portes Gil. Dans une réponse jugée déconcertante par sa froideur, le président l'informa que le moment n'était pas encore venu.

Sur instructions du président de la République, je donne réponse à vos lettres des 10 et 16 décembre de cette année, adressées, la première, au haut fonctionnaire et au secrétariat du gouvernement, la seconde dans laquelle vous insistez à propos du retour des évêques se trouvant actuellement hors du pays, vous demandez la dévolution des temples et de leurs annexes et accusez une certaine situation dans l'Etat de Tabasco qui affecterait les intérêts que vous représentez. En ce qui concerne la gestion relative au retour des évêques se trouvant à l'étranger, je dois vous communiquer que le gouvernement estime que leur retour n'est pas opportun pour le moment.³¹⁰

L'archevêque pensait que cette opposition du président était provoquée par le mémorandum de Francisco Orozco y Jiménez, écrit pour se justifier des accusations mortifères dont il avait été l'objet et envoyé au président, dans une lettre peu diplomatique.

Le 22 mars 1930, le président Ortiz Rubio autorisa le retour des évêques à l'exception de José de Jesús Manríquez³¹¹. Orozco y Jimenez avisa Giovanni Pacelli³¹² de son retour et de sa participation à la publication du mémorandum de novembre 1929.

C'est avec une grande satisfaction que je me réfère à la respectable communication de V. Eminence du 10 mars de cette année. N°666/30 et avec beaucoup de peine je vous manifeste que le "Mémorandum" cité fut publié par moi-même en novembre de l'année présente, par ignorance des désirs de Sa Sainteté qui ne souhaitait pas qu'une telle publication se fit: plus d'un mois avant sa publication, je l'ai envoyé à l'Excme. Sr. Délégué Apostolique, qui ne m'avertit pas davantage d'annuler cette publication. Bien que je

³¹⁰ Lettre de Manuel Collado à Leopoldo Ruiz y Flores. 7 janvier 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Fasc. 246.

³¹¹ Télégramme de Leopoldo Ruiz y Flores à Pacelli. 22 mars 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Fasc. 246.

³¹² Eugenio Maria Giuseppe Giovanni Pacelli (1876-1958) fut ordonné prêtre en 1899. En 1901 il entra à la Congrégation des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires, recommandé par le Cardinal Vannutelli. En 1911 il devint sous-secrétaire aux Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires et en 1912 il fut nommé secrétaire adjoint puis secrétaire le 1^{er} février 1914. Il maintint sa charge durant le pontificat de Benoît XV. En 1917 Benoît XV le nomma Nonce Apostolique en Bavière. En 1920 avec la création de la nonciature allemande, il cumula aussi la fonction de nonce de Prusse. Il fut chargé par le nouveau Pape, Pie XI (Achille Rati) de négocier plusieurs concordats : l'un avec la Lettonie en 1922, un autre avec la Bavière en 1924, puis la Pologne en 1925, et la Roumanie en 1927. En 1929 il fut élevé à la dignité de Cardinal avec le titre de cardinal-prêtre de Saint Jean et Paul et fut nommé cardinal secrétaire d'Etat. En 1933 il signa le concordat avec l'Allemagne du Chancelier Hitler et un autre avec l'Autriche. En 1935 il signa un concordat avec la Yougoslavie. Il participa à l'écriture de l'encyclique condamnant le nazisme « Mit Brennender Sorge ». Le 2 mars 1939 il fut élu pape au troisième tour du scrutin et pris le nom de Pie XII.

regrette, comme je l'ai dit, de l'avoir fait publier alors que le Saint Siège aurait souhaité autre chose, j'espère que cette publication n'a pas causé de préjudices étant donné que les éléments catholiques la reçurent positivement; et les non catholiques, et les mêmes éléments officiels ne s'en sont pas offusqués, comme semble le confirmer le fait d'avoir déjà obtenu, par la miséricorde divine, le retour dans mon diocèse. Je remercie au plus haut point V. Eminence pour ses prières en faveur de mon retour et je suis sûr que maintenant vous m'aidez à bénir Ntre. Seigneur de m'avoir accordé de retrouver les miens, que j'ai rejoint sans avis préalable et où j'espère, avec le soutien divin, travailler avec acharnement pour la cause du Christ Notre Seigneur. Pour terminer, je dois communiquer à V. Eminence ce qui a été un très grand motif de consolation pour moi dans les moments que nous vivons, c'est qu'en arrivant dans mon diocèse, j'ai retrouvé un mouvement religieux si intense à l'occasion du Carême qu'il n'y a pas assez de prêtres pour entendre la confession des fidèles, qui restent dans les confessionaux jusque tard dans la nuit, une multitude de personnes qui étaient restées éloignées depuis plusieurs années sont revenues aux Saints Sacrements. Je profite de cette occasion pour renouveler mes remerciements à V. Eminence pour toutes les faveurs qui m'on été concédées par le Saint Siège [...]. S.S. q.b.s.r.p.³¹³

Quant à José de Jesús Manríquez, on ne savait pas très bien quand aurait lieu son retour, à cause des différentes déclarations et discours qu'il avait tenus³¹⁴.

2. L'échec apparent des "accords"

L'accord fut signé le 21 juin, mais après la signature, les négociations continuèrent avec le Ministre de l'Intérieur. Le président demanda à celui-ci de procéder à la libération des personnes présentes sur les îles Marias, au motif de la question religieuse. Quant aux catholiques armés, une amnistie pleine et entière fut accordée à tout le monde, sous condition de se rendre et de déposer les armes. Jean Meyer montra que ce point ne fut que partiellement respecté, les décisions du président restant sujettes à la force des pouvoirs locaux. Le délégué était convaincu qu'on

³¹³ Lettre de Francisco Orozco y Jiménez à Pacelli. 11 avril 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Fasc. 246.

³¹⁴ Rapport n° 11 de Mons. Ruiz. 30 juin 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932. Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253

allait annoncer une nouvelle ère de paix et de prospérité³¹⁵. De fait, la réunion continua sur la question de l'interprétation de la loi et de la Constitution.

Le *Modus Vivendi* fut perçu par le représentant de Rome devant les évêques mexicains, comme une reconnaissance de l'existence des droits et de la liberté de l'Eglise. En acceptant la reprise du culte, l'Eglise ne devenait pas l'esclave de l'Etat. Quant à l'application pratique des droits de l'Eglise, et en attendant les modifications souhaitées, on convînt d'interpréter les lois et la Constitution sans aucun sectarisme. Les catholiques obtinrent également le droit de demander plus tard la modification des lois, et, point très important, par l'intermédiaire du représentant officiel des droits de l'Eglise, à savoir le Délégué Apostolique lui-même. A partir du 22, le délégué commença les entretiens sur la révision des lois avec l'objectif d'obtenir qu'elles soient interprétées dans un sens plus juste. Ruiz y Flores avait l'illusion que le gouvernement serait disposé à réformer ces lois. Cependant, à six mois des élections, le délégué restait conscient de l'attitude plutôt réfractaire des députés face à toute réforme des lois. Toute l'attention et toute l'énergie politique restaient donc axées sur ce que dirait le président.

Le délégué se mit d'accord avec le Ministre de l'Intérieur mexicain, Felipe Canales, sur la réalité de l'application de l'enregistrement des prêtres.

Quant à l'interprétation et à l'application des lois actuelles, nous avons eu plusieurs entretiens avec le ministre du gouvernement, Canales. La première chose atténuante fut qu'ils déclarèrent sans substance, car contraire à la Constitution, les conditions sollicitées dans quelques Etats pour que les prêtres puissent exercer leur ministère. La consigne de l'Eglise concernant la nomination des prêtres par les évêque a commencé: les prêtres avec seize personnes reçoivent de la Commission actuellement en charge d'une Eglise selon inventaire et ensuite font savoir à l'autorité municipale du lieu où fut donné l'accord avec l'inventaire dont ils doivent envoyer une copie, le prêtre demeurant responsable de tout ce qu'il a reçu. Les journaux utilisent des pages et des pages pour parler de la solution de ce conflit. Cela semble beaucoup activer les radicaux et, pour ne pas les agiter davantage, le président imposa le silence non seulement aux journaux mais aussi au Bureau du télégraphe, les intimant de ne donner aucune nouvelle concernant cette question. L'enthousiasme du peuple de cette ville nous console: les églises ouvertes de nouveau au culte sont et se voient pleines de gens du peuple qui pleurent, chantent et prient. Pour le

³¹⁵ Rapport sur le conflit religieux au Mexique. 22 juin 1929. Leopoldo Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc. 252

*moment, il faut supporter de nombreuses dispositions des lois actuelles, telles la limitation du nombre de prêtres selon les lois de certains Etats, la notification des baptêmes et mariages célébrés dans quelques églises paroissiales, solliciter une attestation d'enregistrement civil de naissance avant le baptême ou le mariage, etc., etc. J'ai donné des instructions aux évêques sur ce qui doit être fait dans les cas cités plus haut, accompagnées d'une copie de cette circulaire.*³¹⁶

Le 3 juillet 1929, on se mit d'accord avec le gouvernement sur deux points concernant la restitution des édifices de l'Eglise aux personnes adéquates, le processus étant supervisé par la hiérarchie catholique, avec l'accord de l'évêque local.

*1° qu'un même prêtre pouvait avoir sous sa responsabilité trois églises dans certaines villes de plus de 40 000 habitants, deux églises dans celles ayant plus de 10 000 habitants et toutes les églises dans les autres lieux. Dans les endroits où il n'y a pas de prêtres enregistrés, les églises seront à la charge d'un citoyen catholique désigné par l'évêque avec l'autorisation de l'autorité. 2°. Le gouvernement fédéral indiquera aux gouverneurs des Etats qu'ils doivent autoriser un nombre de prêtres qui réponde aux besoins des fidèles. Et souhaiter que les requêtes des évêques, présentées dans les gouvernements locaux de chacun des Etats de la République, soient correctement distribuées.*³¹⁷

Ce dernier point représenta en 1929 une difficulté entre le président et l'Eglise. Le délégué était en effet conscient que si dans certains diocèses le problème religieux tendait à disparaître, il existait d'autres Etats et donc plusieurs diocèses dans lesquels le problème n'était toujours pas résolu³¹⁸ et ne le serait pas avant 1938. Ce qui nous autorise à relativiser la théorie avancée par certains auteurs selon laquelle ce serait à la suite de la démonstration de foi populaire lors du IV centenaire de l'anniversaire de l'apparition de la vierge de Guadalupe, que se serait réactivée l'opposition à l'Eglise. En effet, "si l'enregistrement des prêtres nommés par leurs évêques respectifs se fit sans plus de problèmes dans plusieurs Etats, tels Veracruz, Tabasco, Guerrero et Michoacán, les gouverneurs ont dressé beaucoup d'obstacles

³¹⁶ Rapport de Leopoldo Ruiz y Flores à Pedro Gasparri. 2 juillet 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil.. Messico. Fasc. 245.

³¹⁷ Rapport de Leopoldo Ruiz y Flores à Pedro Gasparri. 9 juillet 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil.. Messico. Fasc. 245.

³¹⁸ Rapport N°3. 20 août 1929. Leopoldo Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 252

avant d'obéir au gouvernement fédéral³¹⁹." Dans d'autres Etats au contraire, les gouvernements respectifs firent preuve de tolérance. Au district fédéral, à Puebla, Oaxaca, Querétaro, Guanajuato, San Luís Potosí, Nuevo León, Aguascalientes, Jalisco, Nayarit, etc., les choses s'accommodaient sans difficulté. Deux lois étaient spécialement considérées comme un grave obstacle à la pacification: La loi limitant le nombre de prêtres (avec des différences d'un Etat à l'autre) et celle qui régulaient les conditions pour administrer les baptêmes et les mariages. Selon l'archevêque, le gouvernement fédéral tentait de faire pression sur les Etats où s'appliquaient les lois et, parmi les plus fameux, se trouvaient ceux de Veracruz³²⁰ et Tabasco, contrôlés respectivement par Tejeda³²¹ et Garrido Canabal. Quant au district fédéral, une telle mesure n'existait pas. Dans plusieurs Etats, les gouverneurs ne se préoccupaient pas du nombre fixé et laissaient les prêtres s'administrer eux-mêmes malgré la loi de limitation. En ce qui concernait les lois de régulation des baptêmes et des mariages, le gouvernement avait publié une circulaire ordonnant la stricte application de la loi. Les entretiens avec le Ministre de l'Intérieur eurent lieu deux fois par semaine³²². Y participaient le secrétaire de gouvernement et deux avocats catholiques, Manuel Herrera Lazo³²³ et Fernando Noriega³²⁴.

Dans la lettre envoyée le 12 juillet 1929 par le Délégué Apostolique à ses frères évêques apparaît la difficulté de la reprise de contact entre les fidèles et les prêtres³²⁵. Selon lui, les prélats avaient une grande responsabilité dans cette tâche. Il expliquait plus loin dans cette lettre ce que devait être la relation des évêques avec la délégation apostolique et que les prélats pouvaient le consulter à la moindre

³¹⁹ *Ibidem*

³²⁰ John B Williman fut l'historien qui a étudié avec plus de précision la relation entre l'Eglise et l'Etat à Veracruz. Williman, John B., *La Iglesia y El Estado en Veracruz, 1840-1940*, SepSetentas : México: 1976. 189 p.

³²¹ Gouverneur de l'Etat de Veracruz connu pour son fort anticléricalisme.

³²² Rapport N°3. 20 août 1929. Leopoldo Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 252

³²³ Manuel Herrera Lazo (ou y Lazo), avocat, consitutionaliste et homme politique mexicain. Il fut l'avocat chargé par l'Eglise Catholique de la gestion de la récupération des biens ecclésiastiques suite aux accords religieux de 1929. Il fut l'un des fondateurs du Parti d'Action Nationale, Parti formé par les forces catholiques en 1939 avec Manuel Gómez Morín.

³²⁴ Fernando Noriega, avocat mexicain qui participa à la fondation en 1917 de *l'orden de Abogados Mexicanos et de la Barra Mexicana de Abogados*. En 1930, il fut chargé de réorganiser l'Academia Mexicana de jurisprudencia y legislación. Durant cette période, il fut l'un des avocats désignés par la hiérarchie catholique mexicaine pour récupérer les biens confisqués à l'Eglise Catholique durant la présidence de Calles et la Christiade. Il fonda en 1934 la société Noriega y Escobedo.

³²⁵ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores aux évêques mexicains. 12 juillet 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc. 252

difficulté concernant le nombre limité de prêtres, les cas de restitution de maisons épiscopales, de maisons et de séminaires. Toute requête adressée au gouvernement devait d'abord passer par lui, et c'est lui qui transmettait ensuite aux avocats officiellement nommés par le gouvernement. En septembre 1929, les jésuites informaient que la situation restait très préoccupante.

Situation générale: Pour bien comprendre le "Modus Vivendi" entre l'Eglise et l'Etat au Mexique, il convient d'avertir: 1°. Que le conflit religieux reste entier car étant de caractère essentiellement légal il n'aura pas de solution avant que les lois mexicaines ne soient réformées, établissant alors le principe de la séparation amicale entre les deux puissances; 2° que le conflit religieux, en son caractère abstrait, a substantiellement changé de forme étant donné que maintenant, contrairement à ce qui se passait du temps de Calles on reconnaît, de fait seulement, à travers les déclarations du président, la pérennité de l'Eglise dans sa constitution (son identité), son indépendance dans son régime interne, sa juridiction pour nommer des évêques, des prêtres et sa hiérarchie, et à la fois on reconnaît aux catholiques le droit de réclamer dans les cas d'application indue des lois et surtout de demander la réforme de celles-ci. 3: que l'Eglise a reconnu que les lois antireligieuses étaient toujours en vigueur et qu'on s'est soumis provisoirement à celles-ci en vue de l'interprétation qu'on en a fait, condamnant toujours leur sens d'intrusion, et proclamant que la réforme en serait demandée. 4° que de fait la situation de l'Eglise est pour l'instant très précaire et même humiliante car la majeure partie des dispositions antireligieuses restent en vigueur et s'appliquent donc, ce à quoi il faut ajouter les vexations illégales et arbitraires de beaucoup d'autorités inférieures que les supérieures ne peuvent corriger. 5° Il en ressort que la situation générale de l'Eglise est pour le moment très triste, bien qu'avec la consolation que représente la ferveur des catholiques à l'occasion de la reprise du culte et avec l'espoir que dans un avenir pas trop lointain, on parvienne à une solution définitive. Entre temps, la situation politique était très instable. Certains groupes jacobins se prévalaient de leur pouvoir politique et militaire et, mécontents de cette liberté au rabais obtenue pour l'Eglise, ont menacé la paix publique et il s'en est fallu de peu ces dernières semaines pour qu'éclate une révolution de caractère impie. L'avenir politique est complètement troublé. On ne sait qui triomphera aux élections ni si l'imposition d'Ortiz Rubio sera consommée. On ignore bien entendu quelle sera la conduite du candidat vainqueur.³²⁶

³²⁶ Nouvelles de la province de Mexico. Septembre 1929. Leopoldo Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di monsignor Ruiz. Fasc 252

En octobre 1929, monseigneur Ruiz y Flores et Felipe Canales³²⁷ travaillaient sur l'interprétation et l'application plus tolérable des lois religieuses, lesquelles étaient consignées dans la circulaire n° 33 du Secrétariat et qui fut envoyée aux évêques avec les commentaires des avocats catholiques. Le délégué fit une déclaration judiciaire dans laquelle il établissait que tout acte religieux survenu au domicile privé était interdit par la loi. Il restait convaincu de la bonne volonté de l'exécutif et avait l'illusion de penser qu'en effet il pourrait faire pression sur les pouvoirs locaux réticents pour ce qui était annoncé par le pouvoir fédéral, comme dans le cas de Tabasco ou de Veracruz. L'intérêt de ce rapport était de montrer la disparition progressive de l'ingénuité du prélat, étant donné qu'après un aussi long laps de temps, il réussit à s'entretenir avec le président et se rendit compte du décalage important entre les engagements pris et signés et les actions réelles de celui-ci. Dans la conférence du 6 septembre 1929, le président annonça qu'il pensait à la suppression de la partie religieuse contenue dans le code pénal et le Ministre de l'Intérieur fit savoir à Mgr Ruiz y Flores que dans l'agenda du président, cela serait inséré textuellement et entrerait en vigueur par le biais d'un article transitoire. Quant aux récupérations des maisons paroissiales, épiscopales ou des séminaires, l'unique réponse fut qu'un décret allait bientôt sortir. Dans le mémorandum que le Délégué Apostolique remit au président, il souligna son désaccord sur les différences notables entre les déclarations du pouvoir fédéral et les applications de celles-ci au niveau local.

Nous pensons nécessaire d'attirer votre attention sur l'impossibilité de la vie de l'Eglise dans beaucoup d'endroits et de cas, à cause du nombre réduit de prêtres que les législatures ont signalés, avec ce que la Constitution prévoit dans l'article 24 sur la liberté de chaque citoyen de pratiquer la religion qui lui convient, comme dans l'article 130 sur la prise en compte des besoins de chaque lieu. Au Chiapas, au lieu d'augmenter le nombre, ils l'ont fixé à un prêtre par fraction de 40 000 habitants. Dans aucun Etat n'a été respectée la possibilité d'augmentation des prêtres prévue par le secrétariat du gouvernement. Dans les diocèses de Morelia, Zamora, León et d'autres, le culte n'a pas été rétabli dans les cathédrales à cause du nombre fixe de prélats, etc.; de nombreux villages ne peuvent

³²⁷ Rapport N°4. de monseigneur Ruiz y Flores à Gasparri. 8 octobre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di monsignor Ruiz. Fasc 252

obtenir de prêtre et de nombreux prêtres sont privés du nécessaire pour vivre par faute de liberté d'exercice de leur ministère.³²⁸

La situation était similaire sur les autres points des accords.³²⁹ Selon le délégué, il était impossible de respecter fidèlement ce qui a été prévu en matière de baptêmes et de mariages. Il y avait notamment des droits excessifs prélevés par le Registre Civil. La critique était si ponctuelle que le délégué mentionner même les prix exorbitants des certificats médicaux et des vaccinations ayant pu être pratiquées. La situation scolaire en Oaxaca, au Chiapas et dans d'autres Etats rendait impossible l'accès aux écoles privées.

En octobre 1929, les jésuites mexicains firent savoir à Rome que la propagande pour déraciner la foi et dégrader les coutumes bénéficiait de fonds gouvernementaux³³⁰.

Dans la vie du clergé et de l'Eglise, l'intromission de l'Etat avance d'un bon pas: tout les 5 jours, les paroissiens doivent rendre compte des baptêmes et mariages consacrés, ils doivent informer le ministère de l'intérieur (secrétariat du gouvernement) sur les recettes, en incluant les aumônes; comme les églises sont de nouveau occupées, ils exigent des inventaires qui comprennent les acquisitions récentes, aux paroissiens il a été demandé ou il sera demandé le paiement de l'Income Tax [impôt sur le revenu]; la limitation du nombre dans cet archidiocèse (Mexico) n'a pas encore été inventé semble t-il; dans d'autres (Tabasco, Campeche) cela a été appliqué en toute rigueur, indiquant un nombre pour les villes.³³¹

Dans son rapport du 4 novembre, l'évêque fit référence à la proximité des élections et souligna une nouvelle fois le rôle important de Dwight Morrow dans les relations difficiles avec l'Etat. Il semblait parfois que Morrow jouait avec l'ingénuité du délégué qui semblait se contenter du peu que le gouvernement lui concédait.

Le 14 octobre, l'ambassadeur des Etats-Unis rentra de ses vacances et m'invita à des entretiens avec lui le 16, entretiens dans lesquels il me demandait avec beaucoup d'intérêt si je n'avais pas rencontré de difficultés avec le gouvernement fédéral dans les affaires religieuses. Je lui répondis que le gouvernement fédéral faisait preuve de bonne volonté même si la restitution des maison paroissiales, épiscopales et des séminaires avançait

³²⁸ Mémoire pour l'audience avec le président, le 6 septembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di monsignor Ruiz. Fasc 252

³²⁹ *Ibidem.*

³³⁰ Situation au Mexique. 3 octobre 1929. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strordinari, Messico, periodo IV-11, Pos ⁵³⁶. 1928-1932. Raportii di Monsignor Ruiz, Delegato Apostolico. ^{fasc.252.}

³³¹ *Ibidem.*

*trop lentement ; que la relation avec quelques gouverneurs d'Etat ou avec certaines autorités municipales, dans les villes ou dans les villages, était très difficile car ils obéissaient aux instructions données par le gouvernement. Je lui demandais de faire remarquer au président qu'il conviendrait de donner un peu plus de liberté à l'enseignement dans les écoles et qu'on soit plus tolérant avec les lois, tant qu'une réforme de celles-ci n'aurait pas encore abouti.*³³²

De fait, Dwight Morrow profita de l'occasion pour faire comprendre au délégué qu'il serait plus profitable pour les catholiques de soutenir le candidat Pascual Ortiz Rubio que José Vasconcelos, aux élections de novembre. Il disait attendre d'Ortiz Rubio la réforme des lois agraires, des lois sur le pétrole et de celles concernant la religion. Le délégué répondit que sur ordre du Souverain Pontife, l'Episcopat et les prêtres avaient pour instruction de ne pas participer, ni de soutenir aucun parti. Morrow fit savoir à Ruiz y Flores qu'il ne fallait pas croire les promesses de Vasconcelos et que le Mexique ne méritait pas d'avoir une politique religieuse similaire à celle des Etats-Unis mais bien plutôt un Concordat, à l'instar de ce qui se pratiquait dans les autres pays d'Amérique Latine. "Ortiz Rubio représente la politique commencée par Portes Gil. Mexico ne devrait pas se contenter de la liberté religieuse des Etats-Unis: il a droit à un Concordat avec le Saint Siège, comme c'était le cas pour d'autres nations d'Amérique Latine, et cela on l'obtiendrait d'un gouvernement véritablement national et non d'un parti, et je crois que le chemin pour l'obtenir n'est pas celui de l'opposition au gouvernement sinon celui d'une prudente coopération"³³³.

Mais à fin 1929, et après la victoire d'Ortiz Rubio, les promesses ne furent pas tenues. Le gouvernement ne prenait plus la peine de répondre au délégué. Ce qui surprit le plus le délégué ne fut pas tant le rejet de la proposition de retour des évêques, que la réponse faite à la requête de restitution des maisons paroissiales et épiscopales ou des séminaires, limitant ces restitutions aux édifices vides; En juin, le président Gil avait dit qu'il fallait toutes les restituer. Pascual Díaz en faisait foi, ainsi que le ministre du gouvernement. Pour Ruiz y Flores, cela signifiait qu'il reniait l'accord conclu. Par "malheur", selon l'expression qu'il employa dans son

³³² Rapport N°5. de monseigneur Ruiz y Flores à Gasparri 2 novembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di monsignor Ruiz. Fasc 252

³³³ Rapport N°4 de Leopoldo Ruiz à Gasparri. 5 novembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932. Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.

rapport de février 1930, la mort de Felipe Canales le 26 décembre 1929 marquait pour l'Eglise la perte d'un homme qui, dans les limites de ses fonctions, avait toujours fait son possible pour appuyer les requêtes des évêques³³⁴. Portes Gil ayant obtenu tout ce qu'il voulait de l'Eglise et celle-ci, n'ayant rien à lui offrir, elle ne lui paraissait plus importante dans ses plans politiques. Le Délégué Apostolique savait qu'il n'obtiendrait plus rien d'Emilio Portes Gil qui devrait laisser son poste à son successeur le 5 février 1930.

Début 1930, Pietro Fumasoni-Biondi lui fit savoir que John Burke avait eu un entretien avec le président Ortiz Rubio. Etaient présents William Montavon, Lane, Morrow et le secrétaire particulier³³⁵. Ils se séparèrent en d'excellents termes et Dwight Morrow s'en réjouit avec John Burke. Pietro Fumasoni-Biondi le félicita d'avoir contribué à pacifier les esprits. Il espérait également qu'au cours de l'année, les choses allaient s'améliorer. John Burke le mit au courant du contenu des conversations avec Pascual Ortiz Rubio.

*Après que mon ami (Mr. Montavon) vous envoya par cable et reçu votre réponse, j'ai commence a tout organizer pour parler avec l'homme en question (Mr. Ortiz Rubio) quant aux points que vous avez écrit dans votre letter. L'opportunité est arrive il ya peu et j'en ai profité. Il etait en effet present à Washington et notre ami commun (Mr. Morrow) se trouvait là également. [...] J'ai avancé surdeux points: d'abord pour eviter des malinterpretations (Ortiz Rubio) ne parlera pas avec vous ni avec notre ami du sud (Monseigneur Díaz) directement. Ensuite il reconnut qu'il y avait des extrémistes des deux cotés. Il est favorable à un changement, mais le faire maintenant ou même juste l'annoncer serait un désastre. Il recomande la patience. Je suis agreablement surprise. J'enverrai un rapport plus précis au Délegué Apostolique à Washington et aux autres personnes interéssées. (Le Vatican)*³³⁶

Dans son rapport n° 9, le Délégué Apostolique faisait savoir qu'il y avait beaucoup de promesses mais qu'en fait, peu se réalisaient³³⁷. Le 7 avril, durant une conférence

³³⁴ Rapport de monseigneur Ruiz y Flores à Gasparri. 1 février 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Fasc. 246.

³³⁵ Lettre de Fumasoni-Biondi à Leopoldo Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Fasc. 246.

³³⁶ Lettre de Burke à Leopoldo Ruiz y Flores. 3 janvier 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Fasc. 246.

³³⁷ Minute au rapport de Mons. Ruiz, du 7 mai 1930. 25 mai 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932. Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.

entre Leopoldo Ruiz y Flores et le président Pascual Ortiz Rubio, ce dernier lui dit que tout devrait être traité directement avec le Procureur Général de la République, José Aguilar y Maya³³⁸. Le Procureur confirma avoir reçu le mémorandum que le délégué avait laissé au président³³⁹. Il lui assura que le président était ouvert à une politique de tolérance et de conciliation avec l'Eglise mais qu'il était nécessaire de se montrer très prudent pour ne pas réveiller l'hostilité des radicaux. Comme le président souhaitait éviter tout accroch avec l'Eglise, il devait attendre un peu car selon lui son gouvernement n'était pas encore prêt. De plus, en juillet il y aurait les élections de la moitié du Congrès, donc tout acte du président en faveur de l'Eglise pourrait avoir une influence sur les élections et nuire à l'application de sa politique. Cette situation était compliquée par Emilio Portes Gil. En effet, immédiatement après sa nomination, il avait envoyé deux circulaires demandant l'application urgente des lois antireligieuses, spécialement celles relatives au nombre de prêtres, et il brandissait la menace de peines établies par Calles envers les autorités qui n'appliqueraient pas les dites lois. Dans presque tout les Etats, le nombre de prêtres dans leurs ministères dépassait de beaucoup le nombre fixé par les lois. Leopoldo Ruiz y Flores pensait que les circulaires ne servaient qu'à contenter certains éléments radicaux³⁴⁰. Ce qui faisait problème entre les déclarations publiques et les déclarations privées était que le pouvoir réel se trouvait dans les mains de Calles, et non dans celles de Pascual Ortiz Rubio.³⁴¹ Cela permettrait à tout gouverneur ou à toute autorité qui le souhaiterait de faire peser sur l'Eglise tout le poids de la loi. Le Délégué Apostolique montrait une certaine ingénuité, lui qui pensait que ces mesures étaient prises uniquement dans le but de contenir les radicaux alors qu'en fait, cela donnait à tous les gouverneurs une base légale pour continuer la persécution religieuse. Le Délégué Apostolique fit remarquer que dans certains cas, des gouverneurs avaient sollicité le changement d'un prêtre parce qu'ils l'avaient

³³⁸ José Aguilar y Maya (1897-1966), avocat et politicien mexicain, et il étudia au séminaire de Morelia, puis à Guanajuato. Il étudia après à la faculté de Droit de l'Université Nationale Autonome du Mexique. Il fut chef du département de Justice et d'instruction publique de Guanajuato. Il fut député de cet état. Durant le gouvernement d'Emilio Portes Gil, il fut procureur du District et des Territoires Fédéraux puis procureur général de la République sous le gouvernement de Pascual Ortiz Rubio (1930-1932, 1940-1946) puis gouverneur de Guanajuato entre 1949 et 1955.

³³⁹ Rapport n°9 de Mons. Ruiz. 7 mai 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932. Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.

³⁴⁰ Rapport n°9 de Mons. Ruiz. 7 mai 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932. Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.

³⁴¹ Tzvi Medi. *El minimato presidencial, una historia del maximato*. Ed. Era. México. 1982.

trouvé trop turbulent ou considéré comme un ennemi de l'autorité locale. La recommandation que le délégué avait envoyée aux évêques lorsqu'un cas semblable se présentait, avait été celle d'obtempérer. Selon le rapport du 7 mai 1930, de tels cas se présentèrent à Guanajuato, un autre au Michoacán. Dans cet Etat, le gouverneur annula l'enregistrement d'un prêtre car celui-ci avait été rendu responsable d'avoir organisé un pèlerinage au sépulcre d'un prêtre assassiné par les troupes du gouvernement, au temps de la persécution. Cela n'empêcha pas le délégué de consulter le représentant du Ministre de l'Intérieur, puis le Procureur de la République. La défense de l'évêque reposait sur deux points: "1) que cela n'était pas interpréter ni appliquer les lois dans un esprit de concorde 2) que si la hiérarchie était connue par l'enregistrement elle devait l'être aussi par l'annulation de cet enregistrement"³⁴².

Le gouvernement continuait sa politique de promesses non tenues. Quant au nombre de prêtres, le gouverneur disait que pour le moment il serait possible de parler avec quelques gouverneurs amis afin de les inciter à se montrer plus tolérants, ajoutant qu'en matière de restitution des biens immobiliers, il faudrait faire preuve de plus de patience. Conscient de la situation, le prélat n'osa pas demander au Procureur Général l'application des lois.³⁴³

Emilio Portes Gil avait renoncé au poste de Ministre de l'Intérieur pour se placer à la tête du Parti National Révolutionnaire fondé par Calles, en l'absence de tout parti d'opposition. Après la défaite de Vasconcelos, le parti anti-réélectionniste ne donna plus signe de vie. Le successeur d'Emilio Portes Gil au ministère de l'intérieur (secrétariat du gouvernement) fut Carlos Riva Palacio³⁴⁴, un fidèle de Plutarco Elías Calles.

Dans son rapport du 30 juin 1930, le Délégué Apostolique parlait des bonnes intentions du président Ortiz Rubio. Il précisait que la politique concernant les affaires ecclésiastiques reposait sur trois points. Premièrement, le président voulait

³⁴² Rapport n°9 de Mons. Ruiz. 7 mai 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932. Raportii di mons. Ruiz. Delegato Apostólico. Fasc. 253.

³⁴³ *Ibidem*.

³⁴⁴ Carlos Riva Palacio (1892-1936) fut député entre 1922 et 1924 puis gouverneur constitutionnel de l'Etat du Mexique élu de 1925 à 1933. Il occupa son poste de 1925 à 1929. De 1929 à 1931 il fut ministre de l'intérieur (secretario de gobernación) et remplaça Emilio Portes Gil, président intérimaire. En 1932, il fut sénateur. Considéré l'un des hommes de confiance de Calles, en 1933 il fut nommé président du Parti National Révolutionnaire (P.N.R.) fondé par Calles en 1929. Il fut ambassadeur du Mexique au Chili et au Costa Rica, pays où il mourut.

éviter des conflits ou difficultés ultérieures. Deuxièmement, il voulait réduire les conflits existants et voir la possibilité de parvenir à la réforme des lois de manière prudente. Le lien privilégié entre le président et le délégué serait une fois de plus le procureur général. Ce qui importait à ce moment-là, c'était de travailler au cas par cas. Dans celui du Jalisco où existait la tolérance, l'idée était de maintenir simplement cette tolérance. A Durango, le gouverneur était plutôt intransigeant et le Délégué allait, accompagné du procureur, parler avec le gouverneur. Cette façon de procéder fonctionnait assez bien, selon Ruiz y Flores, qui avait reçu de Mgr González une lettre lui disant qu'il commençait à percevoir des signes de tolérance. Pour le prélat, le grand signe d'"apaisement" venait de la restitution de l'église Cathédrale et la celle de la Soledad. Cette dernière, après avoir été donnée au « patriarche Pérez », avait été finalement transformée en bibliothèque populaire³⁴⁵. C'est durant cette période qu'aux Etats-Unis, dans le but de soutenir l'élection de Morrow au poste de sénateur de l'Etat du New Jersey, parut la publication de ses "bons offices" religieux et son rôle dans l'assainissement des finances mexicaines.

Globalement, les relations avec le gouvernement restaient difficiles. Ce dernier aimait toujours à se faire appeler "gouvernement révolutionnaire" mais, selon le prélat, n'était rien de plus qu'un parti socialiste avide de pouvoir³⁴⁶. Avant d'abandonner son poste de président, Calles avait fondé le Parti National Révolutionnaire pour continuer sa politique. La rupture entre le P.N.R, maintenant dirigé par Emilio Portes Gil et ceux de la Confédération Régionale Ouvrière Mexicaine C.R.O.M., dirigée par Morones, était consommée. L'important était qu'Ortiz Rubio n'avait pas le contrôle réel. P.N.R. et C.P.R. luttait l'un contre l'autre lors des élections de juillet. Ces moments de tension étaient peu propices à une réforme des lois. A un an des accords, le bilan restait négatif. Du côté du gouvernement, le succès était plus grand car la paix avait été obtenue. Une fois encore, les élections n'avaient pas permis aux catholiques d'avoir un représentant aux chambres législatives. Selon l'évêque, ce n'était pas si grave car "les chambres n'ont rien fait d'autre que d'obéir car tout se faisait selon le bon vouloir du président,

³⁴⁵ Rapport n°11 de Mons. Ruiz. 30 juin 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932. Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253

³⁴⁶ *Ibidem*.

et celui-ci n'arrangerait pas cette affaire tant qu'il n'aurait pas défini sa propre situation³⁴⁷».

L'échec des accords était tel que le Délégué Apostolique avait demandé à la Sacrée Congrégation du Concile d'accorder aux catholiques un droit d'acheter les biens ecclésiastiques³⁴⁸. Dans un chiffré du 1^{er} août 1930, le secrétariat d'Etat du Saint Siège fit savoir à la Sacrée Congrégation du Concile qu'il jugeait opportun d'accorder, en toute discrétion, cette faculté. Si l'Etat ne restituait pas à l'Eglise ses biens, il faudrait passer par des prête-noms.

En septembre 1930, le délégué tenait un discours un peu plus positif. La situation s'améliorait, certains Etats accordaient davantage de liberté sous l'impulsion du président mais aussi à cause d'une moindre aversion des "révolutionnaires" pour les catholiques.³⁴⁹ Les évêques considéraient qu'il fallait faire preuve de prudence. Mais cette prudence était critiquée parce qu'elle était considérée comme une soumission de l'Eglise au gouvernement. L'Eglise tentait de coopérer avec le gouvernement pour améliorer les conditions de vie des ouvriers et le délégué avait écrit au président pour qu'il manifestât de la bonne volonté envers l'Eglise. Mais la chambre législative élue n'était pas favorable aux revendications de l'Eglise. Le délégué continuait à réclamer un accord officiel avec le Saint Siège mais la Constitution et les lois n'ayant pas été réformées, le Secrétariat d'Etat ne se faisait guère d'illusion³⁵⁰. Morrow recommandait aux évêques d'éviter tout heurt avec l'Etat et de continuer sur la voie de la tolérance. Il disait que le général Calles quitterait bientôt le pays car son influence diminuait chaque jour et qu'il voulait cesser d'être un obstacle à la liberté d'action du président Ortiz Rubio³⁵¹. Morrow insistait sur le rôle qu'allait jouer le général Joaquín Amaro et il recommandait un rapprochement avec lui³⁵². Le délégué avait demandé au président Ortiz Rubio de faire une déclaration

³⁴⁷ *Ibidem*.

³⁴⁸ Lettre du secrétaire de la Sacrée Congrégation du concile au secrétaire de la Sacrée Congrégation des AA.EE.SS. Francisco Pizzardo. 13 juillet 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932.Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.

³⁴⁹ Semplici informazi sulla situaciones del raporto N°16 de Messico. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932.Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.

³⁵⁰ *Ibidem*.

³⁵¹ Rapport N°16 de Leopoldo Ruiz y Flores à Eugenio Pacelli. 17 septembre 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932.Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.

³⁵² Vision du Délégué Apostolique sur le général Amaro: le général Amaro était un indien de la tribu Yaqui de laquelle étaient sortis de nombreux soldats pour la révolution actuelle. Il était très ignorant

qui démontrât sa bonne volonté, dans son message du 1 septembre à l'occasion de l'ouverture du Congrès³⁵³. Au lieu de cela, le président fit une déclaration intransigeante³⁵⁴. Comme déjà mentionné, le délégué continuait à penser que le mieux était d'obtenir un accord officiel entre le Saint Siège et le gouvernement. Le cardinal Eugenio Pacelli lui envoya un chiffré le 21 octobre dans lequel il lui disait considérer inopportun d'envoyer une lettre au président pour proposer un accord officiel entre le Saint Siège et le gouvernement³⁵⁵.

Les mauvaises interprétations et les plaintes apparaissaient toujours dans certains courriers privés. Dans une lettre du 24 avril 1931 à Camilo Crivelli³⁵⁶, Marie-Joseph Lagrange³⁵⁷ et Francisco Gutiérrez del Olmo, Martínez, faisaient savoir que les accords n'avaient rien apporté mais pire encore, que beaucoup les avaient vus comme la manifestation des intérêts particuliers des évêques, étant donné qu'ils avaient été acceptés par eux.

Regardez, les accords se réduisent à ce que ces deux messieurs aient obtenu les postes qu'ils occupent à présent; mais ne vous scandalisez point, plusieurs évêques me l'ont dit personnellement, et même deux archevêques. L'un d'entre eux me laissa entendre que c'est celui de Guadalajara, lequel a des plaintes de Pascual du temps où il était supérieur de la Sacrée Famille, car il intrigua contre lui par le biais de Mons. Philippi, le père Crivelli était alors provincial, et l'autre, González, me dit qu'en affaires, il était impossible de croire que Dieu l'ait guidé à trouver des solutions. Azpeitia Palomar, avec qui j'ai parlé, s'exprime

et durant toute la révolution, il porta le vêtement typique des indiens encore non « civilisés ». Il avait fait preuve d'une véritable haine contre le clergé et traitait de manière infâme l'archevêque de Durango, Mgr. Mendoza, et défiait Dieu en l'offensant de manière sacrilège comme un athée. Il semblait qu'on ait obtenu chez lui un changement d'attitude et qu'il était prêt à être instruit. Il désirait plus que tout la paix et ne serait plus hostile au clergé si on lui faisait comprendre l'utilité de la religion dans le gouvernement du peuple. (Extrait du Rapport N°16 de Leopoldo Ruiz y Flores à Eugenio Pacelli. 17 septembre 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932.Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.)

³⁵³ Lettre de Leopoldo Ruiz à Pascual Ortiz Rubio. 21 août 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932.Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.)

³⁵⁴ Message présidentiel. 1 septembre 1930. *Excelsior. Universal. La Prensa. El Nacional*. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932.Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.)

³⁵⁵ Chiffré N°7. Cardinal Pacelli à Monseigneur Ruiz. Délégué Apostolique. 21 octobre 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 536. 1929-1932.Raportii di mons. Ruiz. Delegato Aposolico. Fasc. 253.)

³⁵⁶ Camilo Crivelli (1874-1954) fut un prêtre jésuite originaire de Chiusa dans le Piémont, en Italie. En 1919, il fut provincial du Mexique en succession du Père Renaud jusqu'en 1925. En 1931 il écrivit un ouvrage sur les protestants en Amérique Latine, le *Directorio Protestante de la America Latina*.

³⁵⁷ Marie-Joseph Lagrange (1855-1938) théologien français de grand renom de l'ordre des dominicains et fondateur de l'Ecole Biblique et Archéologique Française de Jérusalem et de la Revue Biblique. Il fut l'un des grands thomiste français.

*de manière terrible à son sujet et voyez qu'ils sont du même séminaire et du même archevêché.*³⁵⁸

Tout au long de 1931, les rapports du provincial jésuite S. J. Luís Vega³⁵⁹ faisaient état de la précarité de la paix religieuse.³⁶⁰ Une convention maçonnique eut lieu dans le ville de Mexico le 1^{er} juin 1931. Y fut exprimée l'idée de reprendre les persécutions contre les évêques, les religieux et tous les catholiques. Il s'agissait de promouvoir des décrets pour expulser les prêtres étrangers du territoire mexicain, ce qui affecterait en premier lieu les jésuites. Y fut précisé que dès le 21 juillet 1929, les signes annonciateurs de la persécution religieuse étaient de nouveau réels³⁶¹. Dans l'Etat de Veracruz, un nouveau décret avait réduit le nombre de prêtres à treize pour tout l'Etat, ce qui faisait donc un prêtre pour cent mille fidèles. Le père Rafael Soto³⁶², de Jalapa, souffrait de ces mesures. Le jésuite indiqua que Mgr Rafael Guizar y Valencia avait dit que la présence du père Soto était nécessaire à Jalapa. Dans la province du Yucatán, ils voulurent établir un décret similaire et interdire les baptêmes ainsi que l'accès aux églises pour les mineurs. Il citait l'exemple du père Ignacio Orvañanos qui fut incarcéré durant quelques heures. Après l'expulsion de tous les évêques de Veracruz, ne restaient que deux jésuites cachés³⁶³, Rafael Soto à Jalapa et Antonio Sánchez à Orizaba. La rumeur des persécutions gagnait les autres Etats.

En septembre 1931, Enrique del Valle résumait la pénible situation vécue dans plusieurs lieux du Mexique³⁶⁴. Il disait qu'à la suite des problèmes de Veracruz, l'évêque considéra la loi comme inadmissible. Il fit suspendre l'exercice du culte dans cet Etat. Les autorités poursuivaient les prêtres et les obligeaient à quitter l'Etat. Rafael Soto racontait qu'il était poursuivi par la police secrète et que la population

³⁵⁸ Lettre de Martínez à Gutiérrez del Olmo, Lagrange y Crivelli. 24 avril 1931. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. XI. (4) Particulares. (1931).

³⁵⁹ Luis Vega (1881-1951), jésuite mexicain originaire de Tlaxcala dans le centre est du Mexique. Il étudia en Espagne Humanités et Philosophie. Il fut provincial du Mexique. Il fut professeur au Collège de Puebla puis à Innsbruck en Autriche et à Dublin en Irlande. Il fut recteur du Séminaire de San Salvador au Salvador de 1921 à 1925 puis provincial de la province du Mexique de 1925 à 1931. Il fut professeur et père spirituel au séminaire de Montezuma au Nouveau Mexique.

³⁶⁰ Rapport de Luis Vega. 7 juin 1931. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. VII. (15) Prep. Provin. (1931).

³⁶¹ Rapport de Luis Vega. 21 juillet 1931. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. VII. (17) Prep. Provin. (1931).

³⁶² Rafael Soto, jésuite mexicain qui souffrit les vexations du gouvernement en 1931.

³⁶³ Rapport de Luís Vega. 2 août 1931. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. VII. (18) Prep. Provin. (1931).

³⁶⁴ Lettre d'Enrique del Valle au P. Crivelli. 25 septembre 1931. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. VII. (18) Prep. Provin. (1931).

locale avait pris sa défense³⁶⁵. En septembre, la législature du Chiapas réduisait le nombre de prêtres à un pour quarante mille habitants, soit onze prêtres pour la totalité de l'Etat. La loi prévoyait également l'enregistrement et les noms furent publiés dans le Bulletin Officiel de l'Etat. Cet évêque tolérait la loi. Les onze prêtres officiaient alors que les autres demeuraient cachés. Gerardo Anaya avait décidé de maintenir l'exercice du culte par tous les moyens. Il gardait l'espoir qu'en ne le suspendant pas il pourrait encore négocier avec le gouverneur. "La suspension du culte aurait eut des conséquences désastreuses pour nous: naturellement, elle aurait lieu en cas de besoin mais en attendant il est préférable de travailler pour le bien des fidèles qui souffrirent grandement lors de la dernière suspension du culte"³⁶⁶. Pour le jésuite Enrique del Valle, au cours du même mois de septembre au Yucatán, la législature réduisit le nombre de prêtres à un pour quarante mille habitants, l'Etat n'en admettant que neuf.

Selon l'archevêque du Yucatán, Martín Tritschler, des cent dix prêtres de 1914, il n'en restait que quarante en 1926 et neuf en septembre 1931³⁶⁷. La situation empira par le fait que les envoyés de Tejeda, le gouverneur de Veracruz avaient invités les autres gouverneurs à obtenir la même réduction du nombre de prêtres. Selon Enrique del Valle³⁶⁸, il était fort probable que la majorité des gouverneurs allaient le faire si l'ordre arrivait du centre. Pour le district fédéral par exemple, la loi semblait imminente. On parlait d'une réduction d'un prêtre pour cinquante mille habitants. L'Etat voulait rendre nulle toute action du clergé. La formule alors employée au sein du gouvernement était celle de "défanatiser" le peuple. Pour les jésuites qui s'étaient longuement entretenus avec le Délégué Apostolique et avec l'archevêque de Mexico, il était clair que ces prélats allaient accepter la loi. Cela représentait un danger car même si la majorité de la population ne se sentait pas concernée par ce qui était en train de se passer dans les milieux ecclésiastiques, la décision d'accepter de l'archevêque de Mexico viendrait renforcer les divisions et la lutte ouverte. Par contre, si l'attitude des prélats était dictée par Rome et que le peuple venait à le

³⁶⁵ Correspondance de Rafael Soto avec Luis Vega. Juillet 1931. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. VII. (17) Prep. Provin. (1931).

³⁶⁶ Lettre de Gerardo Anaya à José Anaya. 29 septembre. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Archivo Delegación Apostólica México. Busta 55 Fasc 292.

³⁶⁷ Lettre d'Enrique del Valle au P. Crivelli. 25 septembre 1931. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. VII. (18) Prep. Provin. (1931).

³⁶⁸ Enrique del Valle fut un jésuite mexicain. En 1869, il composa un opéra sur la vie de Saint Eustache Martyr.

savoir, celui-ci obéirait. C'est pourquoi il était important pour les jésuites que le délégué et l'archevêque de Mexico procédassent sous la direction bien comprise du Vatican. Une fois de plus la division au sein de la hiérarchie mettait un doute sur l'attitude qu'il convenait d'adopter à propos des lois. D'un côté, on avait l'évêque de Veracruz, qui rejetait la loi jusqu'à suspendre le culte et d'un autre côté, l'archevêque du Yucatán qui acceptait celle-ci. Fait qui pourrait paraître étrange car le Souverain Pontife approuvait l'attitude énergique et résolue de l'évêque de Veracruz³⁶⁹.

Fin 1931, le Délégué Apostolique envoya au général Calles ainsi qu'au président une lettre dans laquelle il donnait les raisons de son espoir d'obtenir la réforme des lois. Tellez, nouvel élu au poste de Ministre de l'Intérieur, lui répondit de manière informelle et orale que dans les circonstances présentes, il ne pouvait pas lui donner réponse mais qu'il le remerciait pour le compliment. De fait, grâce aux bons offices de Miguel Cruchaga, le Délégué Apostolique accompagna monseigneur Díaz et put avoir un entretien avec Téllez. Durant cette rencontre, Cruchaga lui précisa le rôle qu'il avait joué lors du *Modus Vivendi* et expliqua au nouveau Ministre de l'Intérieur à quel point le Pape était insatisfait de ce *Modus Vivendi*. Très diplomatiquement, Díaz suggéra la nécessité de se montrer tolérant. De son côté, le délégué parla de quelques points qui avaient été abordés avec le général Calles lors des entretiens qu'il avait eu avec lui. Téllez se montra bien intentionné mais comme ses prédécesseurs, il avoua l'existence au sein du gouvernement d'éléments radicaux qui représentaient un obstacle sérieux à l'établissement d'une véritable liberté pour l'Eglise³⁷⁰. En décembre 1931, le Ministre de l'Intérieur lui dit vouloir un entretien avec quelques personnes qui le représentaient. Le délégué envoya l'avocat Manuel Herrera Lazo qui avait déjà participé à la signature des accords. Le Ministre de l'Intérieur avait quatre recommandations:

- 1°: *il n'était pas favorable aux discussions mais si, aux solutions pratiques.*
- 2°: *ces affaires devaient être traitées de manière orale et non pas par courrier.*
3. *il était nécessaire de garder présent à l'esprit le critère politique de son ministère d'où*

³⁶⁹ Lettre d'Enrique del Valle au P. Crivelli. 25 septembre 1931. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1010. 1930-1931. VII. (18) Prep. Provin. (1931).

³⁷⁰ Rapport N°36. Sur les conditions de l'Eglise. 22 décembre 1931. . ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

partaient les solutions.

*4. il était disposé à parvenir, dans tous les cas, à une résolution amicale.*³⁷¹.

En décembre 1931, les réductions du nombre de prêtres devinrent effectives au Chihuahua, Etat dans lequel la proportion fut d'un prêtre pour quarante conq mille habitants³⁷². Malgré la protestation de Mgr Antonio Guizar y Valencia, la nouvelle loi fut approuvée le 8 décembre 1931³⁷³. Les chiffres de cet Etat n'affectaient que les jésuites de la ville de Chihuahua, sans toucher à la mission Tarahumara, qui ne représentait aucune menace pour le gouvernement.

Dans le district fédéral, la loi du 30 décembre autorisait seulement vingt cinq prêtres, ce qui représentait un prêtre pour cinquante mille habitants³⁷⁴. Le 31 décembre, les cultes furent suspendus. Trois prêtres qui transgressèrent la loi allèrent en prison et durent payer une amende de cinq cent pesos³⁷⁵. D'après le rapport d'Enrique del Valle, (qui avait remplacé Luís Vega à la suite de la nomination de ce dernier comme recteur du collège Angelopolitano), l'archevêque de Mexico avait accepté la loi. Comme il fallait s'y attendre, cela causa scandale. Seul le curé de la Sagrada Familia (élevée au rang de paroisse sur la demande de Pascual Díaz en 1931), pouvait exercer le culte.

En 1932, le gouvernement passait ouvertement à de nouvelles persécutions religieuses, tant au niveau fédéral que local. Le 24 janvier, Mgr Orozco y Jiménez fut expulsé³⁷⁶. Fin mai, la législature de l'Etat de Mexico avait promu une loi réduisant le nombre de prêtres de cent cinquante à trente quatre³⁷⁷. L'archevêque de México, Pascual Díaz y Barreto avait publié sa proposition de conciliation et inscrit les prêtres au registre, comme il convenait. Dans l'Etat de Michoacán, la loi de réduction des prêtres fut proclamé le 12 mai mais fut publiée 10 jours plus tard et

³⁷¹ *Ibidem.*

³⁷² Lettre d'Enrique Del Valle à Ledochowski. 8 janvier 1932. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. I. (1) Prep. Provin. (1932)

³⁷³ Rapport N°36. Sur les conditions de l'Eglise. 22 décembre 1931. . ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

³⁷⁴ Pour tout ce qui a à voir avec le district fédéral, se référer à l'excellente étude de Martaelena Negrete, sur la ville de Mexico et son archidiocèse entre 1929 et 1940.

³⁷⁵ Rapport N°36. Sur les conditions de l'Eglise. 22 décembre 1931. . ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

³⁷⁶ Situation des diocèses en 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Arch. Deleg. Messico Busta 55 Fascicolo 288 Situazioni delle Diocesi Messicane Nel 1935

³⁷⁷ Rapport N°44. Sur les dernières lois qui réduisirent le nombre de prêtres. 24 juin 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

entra en vigueur le 13 juin. La loi antérieure laissait un prêtre pour cinquante mille habitants. Cette nouvelle loi fixait un prêtre pour trente trois mille habitants et limitait à trois le nombre de prêtres pouvant exercer leur ministère dans chacun des onze districts que comptait cet Etat. Restaient alors trente trois prêtres. Le territoire du Michoacán était divisé en trois diocèses : Morelia, Zamora y Tacámbaro. Cette loi du Michoacán ne se limitait pas à fixer le nombre de prêtres, contre la Constitution même, elle avait beaucoup d'articles dont l'objectif était de détruire l'Eglise et sa hiérarchie. Les prêtres ne devaient plus s'enregistrer mais déclarer qu'ils demandaient l'autorisation d'administrer et le gouverneur décidait ensuite qui pourrait exercer le ministère. Celui qui avait obtenu le poste par un évêque, un archevêque ou par le Délégué Apostolique n'avait pas le droit de s'enregistrer, et ceux qui officiaient dans l'ombre en respectant la juridiction hiérarchique, seraient passibles de six mois de prison. Aucun prêtre ne pouvait occuper les maisons de cure appartenant à l'Eglise et tous les édifices devaient être destinés aux services publics.³⁷⁸

Le délégué écrivit au président pour lui montrer que tout cela était contraire à la Constitution et que les évêques se verraient contraints à une résistance passive, ce à quoi le président répondit qu'il avait donné l'ordre au Ministre de l'Intérieur de faire une étude de ladite loi³⁷⁹. Le délégué organisa alors une réunion avec l'évêque de Zamora Manuel Fulcheri et avec son auxiliaire à Morelia, Luís María Martínez. Ils décidèrent d'informer le gouverneur Lázaro Cárdenas que si l'on ne laissait pas aux évêques la liberté de choisir eux-mêmes les prêtres qui devaient être enregistrés, le culte serait suspendu. Le gouverneur aurait alors fait preuve de bonne volonté pour remédier à cette situation. La réclamation fut signée par les deux évêques et les prêtres commencèrent à s'enregistrer. Monseigneur Lara s'était rendu à Rome justement au moment où cette loi était promulguée et où sa présence aurait été la plus utile³⁸⁰. Avant la publication de la loi, Luís María Martínez lui avait écrit en lui disant qu'il avait cru qu'on réduirait le nombre de prêtres à trente trois sans autre condition et que par conséquent on pouvait envisager de tolérer la loi. Lorsque le

³⁷⁸ Lois du 12 mai 1932. Michoacán. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

³⁷⁹ Rapport N°44. Sur les dernières lois réduisant le nombre de prêtres. 24 juin 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

³⁸⁰ *Ibidem*.

délégué avait envoyé la lettre de Martínez à Lara, Leopoldo Ruiz y Flores lui avait dit qu'il partageait l'opinion de son auxiliaire. Lorsque Luís María Martínez prit connaissance du texte de loi avant sa publication, il écrivit à l'archevêque de Morelia pour lui signifier que cela était totalement inacceptable. Leopoldo Ruiz y Flores disait avoir informé Lara et qu'il partait pour Rome dans le but d'informer le Saint Père de ses difficultés pour gouverner son diocèse, décidant de renoncer si cela s'avérait nécessaire. Lara ne pouvait rentrer dans son diocèse car il était retenu par un procès légal contre sa personne³⁸¹. A Hidalgo, ils réduisirent le nombre de prêtres à un par municipalité et à deux pour Tulancingo et Pachuca sans autres conditions, de telle manière que le culte ne fut pas suspendu. Le gouverneur de l'Etat de Guanajuato fut déposé pour avoir refusé d'appliquer trois choses que le PNR voulait lui imposer, à savoir la distribution des grandes propriétés agricoles, l'expropriation des propriétés pour le bien public et la réduction des prêtres à vingt cinq pour la totalité de l'Etat, qui comptait plus d'un million d'habitants. On craignait que des lois similaires ne soient votées pour les quelques Etats qui avaient encore échappé à la réduction du nombre de prêtres.

En juin 1932, la population était de nouveau divisée à propos des prélats. Ces opinions divergentes reflétait en grande partie la division de l'Episcopat mexicain. Dans une lettre au père général Ledochowsky, Enrique del Valle mentionna que l'état d'esprit variait selon les régions, selon les pensées et les sentiments des prélats concernés. Le Délégué Apostolique demanda alors aux évêques de se montrer plus obéissants. "Erga Excum Archiepiscopum Mexicanum et eius dispositiones eadem servatur vera obedientia. Eum parum amant NN., ut bene novit PV.; immo et sunt qui ab eo animum aversum habent".³⁸² L'opinion de la majorité était contraire à celle du délégué et de l'archevêque du Mexique. Selon le jésuite, la volonté de lutter par tous les moyens contre les lois iniques restait vive. On avait l'impression que le Délégué Apostolique ne transmettait pas un panorama correct de la situation au Saint Père. Le Pape devait s'exprimer. Cette acceptation apparemment sans résistance aucune du délégué et de l'archevêque divisait les catholiques. De fait, tout au long de l'année, la situation ne fit qu'empirer. En juillet

³⁸¹ Rapport N°46. Sur les conditions de l'Eglise. 4 août 1932.. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, período IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

³⁸² Lettre d'Enrique del Valle à Ledochowski. 27 juin 1932. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. I. (6) Prep. Provin. (1932)

1932, ce fut le tour du Coahuila, où la loi de limitation du nombre de prêtres ne s'appliquait pas encore, et même de la mission jésuite de Tarahumara. Seul le père Galván était autorisé, les autres durent exercer leur ministère hors la loi. Dans la ville de Chihuahua la situation était pire étant donné qu'aucun jésuite ne pouvait exercer³⁸³.

La position des évêques, déjà peu claire au moment de tolérer la loi alors qu'elle ne concernait que la réduction du nombre de prêtres puis son rejet lorsque les conditions changèrent, augmentait la division comme jamais depuis la suspension du culte en 1926.

En 1932, les catholiques utilisèrent les recours légaux et juridiques. La Cour de Justice eut à étudier vingt cinq mille recours et en écarta près de quatre mille, utilisant une belle lettre spécialement préparée pour cette occasion. On ne connaissait pas une seule requête qui ait été résolue favorablement³⁸⁴. Monseigneur Orozco y Jimenez demanda au délégué d'insister pour obtenir du président le droit de regagner sa patrie, ce que le président ne considérait pas opportun pour le moment. Aggravant encore la situation, Mgr Orozco y Jimenez avait publié à Los Angeles le récit minutieux de sa déportation. Le président s'en était indigné et fit publier dans les quotidiens un rapport officiel pour démentir l'archevêque. A la suite de ce problème, le président ne recevait plus les requêtes des représentants ecclésiastiques afférentes au retour de Mgr Orozco y Jimenez. Quant à Monseigneur Lara y Torres, il était toujours en procès (et ce depuis 1926) devant les tribunaux du Michoacán, et il préféra prendre la fuite et perdre la caution qui lui avait jusque là permis de rester en liberté.

Le 3 septembre 1932, le président Ortiz Rubio présenta sa démission et Calles choisit comme président le général Abelardo Rodríguez qui occupait le poste de ministre de la guerre. Le 5 septembre, le délégué lui envoya un télégramme de félicitation³⁸⁵ lui souhaitant un gouvernement de paix et de prospérité ; il n'eut pas

³⁸³ Lettre d'Enrique del Valle à Ledochowski. 3 juillet 1932. . ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. I. (8) Prep. Provin. (1932)

³⁸⁴ Rapport N°46. Sur les conditions de l'Eglise. 4 août 1932.. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

³⁸⁵ Télégramme de Leopoldo Ruiz y Flores à Abelardo Rodríguez président de la République. 5 septembre 1932. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

de réponse³⁸⁶. Le 15 septembre, le délégué lui écrivit pour qu'il remédie à la situation causée par le gouvernement d'Ortiz Rubio. Le président répondit qu'il s'en tiendrait aux lois et à la Constitution et que c'était du ressort de chaque entité locale de décider du maniement de la question religieuse³⁸⁷.

3. « A la recherche d'un message de Sa Sainteté »

Le délégué n'avait voulu publier aucune instruction dans l'attente d'une parole du Saint Père, en accord avec ce qui lui avait été communiqué à propos de l'intention du Saint Père d'envoyer un message. Au vu des difficultés de la situation, confirmées clairement dans les rapports envoyés à Rome par les jésuites, il devenait nécessaire et opportun d'envoyer un message unificateur montrant que la suspension du culte dans les églises était due aux lois qui détruisaient l'existence même de l'Eglise et sa sécurité et qu'au moment où l'Eglise obtint d'être reconnue, ainsi que sa hiérarchie, il devint impossible de continuer avec cette suspension et qu'en ce qui avait trait aux lois contraires à la liberté de l'Eglise, celles-ci devaient être tolérées pour le bien des âmes sans être pour autant approuvées. Selon Leopoldo Ruiz y Flores le message devait insister sur la nécessité de travailler pacifiquement à l'obtention des dites réformes d'autant que le gouvernement reconnaissait explicitement ce droit de requête et se montrait disposé à interpréter et à appliquer ces lois, tant qu'elles ne seraient pas réformées, dans un esprit de tolérance et de bonne volonté³⁸⁸.

Entre 1929 et 1930, on chercha le moment idéal et les mots appropriés pour que ce message parvienne enfin aux catholiques mexicains et aux évêques, permettant une réelle union du monde catholique qui serait alors capable de lutter pleinement contre le gouvernement oppresseur qui aggravait la situation en ne maintenant pas le compromis accepté lors des conférences de juin. Dans un chiffré de juillet 1929,

³⁸⁶ Rapport N°51. Leopoldo Ruiz y Flores. 3 octobre 1932. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

³⁸⁷ Lettre de Abelardo Rodríguez à Leopoldo Ruiz y Flores. 29 septembre 1932. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodianri, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

³⁸⁸ Rapport N°6 de Leopoldo Ruiz y Flores à Pedro Gasparri. 1° février 1930. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos 530. 1929-1933. Nuevo tratative con il presidente Portes Gil. Fasc. 246.

Pietro Gasparri demanda au délégué Pietro Fumasoni-Biondi s'il lui semblait opportun ou non d'envoyer un message pontifical à l'Episcopat, au clergé et au peuple mexicain. Il lui avait demandé à l'évêque de Dioclea, qu'il veuille bien interroger Leopoldo Ruiz y Flores, Délégué Apostolique du Mexique, Pascual Díaz y Barreto, archevêque du Mexique et le père John Burke, étant donné que tous trois avaient été impliqués dans les accords de juin 1929³⁸⁹. Dans un chiffré du 26 août 1929, le cardinal Pietro Gasparri était encore plus clair. Il se demandait en effet s'il était vraiment opportun d'envoyer le message demandé avec force par monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores, avant les élections³⁹⁰. Fumasoni Biondi, dans son rapport n°3337-h du 20 août, parvint à répondre au chiffré n°22 qui fut en sa possession le 2 août³⁹¹. Tous, y compris le Délégué Apostolique aux Etats-Unis, pensaient qu'il était opportun d'envoyer un tel message. De fait, Pascual Díaz, Leopoldo Ruiz y Flores et John Burke avaient deux propositions quant au contenu qu'un tel message devrait avoir. Les deux propositions n'étaient pas très différentes, selon le délégué Pietro Fumasoni-Biondi: on peut dire sans se tromper que celle du père Burke était une amplification de la première et constituait un guide plus efficace pour la compilation du document pontifical.

La différence la plus importante était la suivante: dans la proposition de l'archevêque était clairement mentionnée la Défense Armée à laquelle le Saint Père avait, au moins indirectement, adressé un éloge dans un document d'août 1929³⁹² alors que dans celle du père Burke il n'y était pas fait référence. Pour le Délégué Apostolique ce serait une imprudence de la part du Saint Père de toucher, même légèrement, un sujet aussi délicat qui fut la cause de tant de scissions douloureuses et de récriminations, selon les propres mots du prélat. Comme l'a démontré Jean-Dominique Durand³⁹³ au cours du colloque sur Achille Ratti, Pape Pie XI,

³⁸⁹ Chiffré N°22 de Gasparri à Fumasoni Biondi. 31 juillet 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

³⁹⁰ Chiffré N°32 de Gasparri à Fumasoni Biondi. 26 août 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

³⁹¹ Rapport N°3337-h de Fumasoni Biondi à Pedro Gasparri. 20 août 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

³⁹² *Ibidem*.

³⁹³ Jean Dominique Durand (Né en 1950) est docteur d'Etat en Histoire. Il est professeur d'histoire contemporaine à l'université Jean Moulin Lyon 3. Ancien conseiller culturel de l'ambassade de France près le Saint Siege et directeur du Centre culturel français de Rome, il est spécialiste de l'Histoire religieuse de l'Italie. Actuellement il est président de la Fondation Fourvière.

« l'ensemble des écrits, des discours et des actes de Pie XI révèlent une préoccupation de tous les instants pour l'instauration d'une paix solide, "juste et durable".³⁹⁴ »

Pour Pietro Fumasoni-Biondi, Délégué Apostolique aux Etats-Unis, si l'archevêque Leopoldo Ruiz y Flores s'était trouvé avec lui à Washington, il n'aurait pas inclus ledit argument, qu'il lui avait sûrement été suggéré depuis Mexico, influencé par un quelconque évêque qui devait encore penser que la défense armée constituait toujours un dogme de foi qu'il convenait de défendre, d'une certaine manière. Le Délégué Apostolique des Etats-Unis expliquait qu'en parlant l'autre jour avec monseigneur Francisco Orozco y Jimenez, archevêque de Guadalajara qui lui rendait visite à la délégation, que l'archevêque mexicain affirma clairement que ceux qui avaient pris les armes contre le gouvernement espéraient une reconnaissance ou un remerciement. Même si le Saint Père fut toujours de l'avis de ne pas condamner le droit des catholiques à prendre les armes, il s'était cependant toujours refusé à les encourager ou à leur donner des bénédictions particulières. Selon Pietro Fumasoni-Biondi, une telle disposition devait se maintenir, surtout après l'accord convenu. Il était heureux que le Saint Père soit enthousiaste au sujet du peuple mexicain, mais les remerciements et les félicitations devaient être adressés à tous les fidèles qui avaient prié et souffert, sans mentionner divers groupes organisés.

La très opportune proposition du père Burke était de réaffirmer la concorde et l'union des évêques sous la direction du Délégué Apostolique. Point très important et nécessaire car la rupture existait entre plusieurs évêques et les deux prélats Ruiz y Flores et Diaz Barreto, à propos de la solution donnée au conflit. En tant que nouveau Délégué Apostolique, Ruiz y Flores avait besoin tout d'abord de rassembler. Pietro Fumasoni-Biondi était assez critique dans cette partie de son rapport. Pour lui, une partie des problèmes venait du manque d'union des évêques. Il était certain, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, que la construction hiérarchique de l'Eglise et la relation pasteur troupeaux, ainsi que le type d'organisation pyramidale propre à l'Eglise, se voyait affecté lorsque les « têtes » montraient tant de désunion. Il fallait que la « tête » soit parfaite et infaillible (ce qui lui avait été

³⁹⁴ Durand, Jean Dominique, "Pie XI, la paix et la construction d'un ordre international", in *Achille Rati, Pape Pie XI*, Actes du colloque organisé par l'Ecole Française de Rome en collaboration avec l'Université de Lille III-Greco n°2 du CNRS, l'Universita degli Studi di Milano, l'Universita degli Studi di Roma, "la Sapienza", la bibliothèque Ambrosina, pp. 873-892, Ecole Française de Rome, 1996.

reconnu en matière doctrinale au concile Vatican I, par le Saint Siège), symbole d'un véritable système monarchique³⁹⁵, pour consolider dans plusieurs pays les liens diplomatiques de l'Église et le rôle de ses représentants, que ce soit en Asie, en Europe ou aux Amériques, rappelleraient à l'ordre ses représentants au Mexique. Pietro Fumasoni-Biondi disait alors qu'en la matière la plus importante, les évêques avaient fait preuve de désunion et il mentionnait qu'aujourd'hui, même après les accords, quelques évêques continuaient à faire des déclarations qui soutenaient ce point. Il cita clairement monseigneur Lara y Torres, évêque de Tacámbaro. Si le Saint Père se devait de recommander l'union, la prudence et la soumission à son représentant, il devait aussi insister sur cette obéissance quant il s'agissait des affaires traitées avec le gouvernement du Mexique. Ce message devait être envoyé directement à Monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores, Archevêque de Morelia et Délégué Apostolique, sous la forme d'une lettre. Le père Burke disait qu'il faudrait profiter de l'établissement des bureaux de la Délégation Apostolique dans la ville de Mexico. Pour le Délégué Apostolique, il fallait profiter d'une occasion plus solennelle et de caractère religieux que la fête de la Madonne de Guadalupe le 12 décembre. Pour le délégué, il n'y avait pas urgence. Quant à savoir s'il était opportun de parler de cette affaire avec le père Edmundo Walsh, le Délégué Apostolique n'hésitait pas à critiquer le jésuite et à parler de "bluff". Pietro Fumasoni-Biondi et Leopoldo Ruiz y Flores pensaient qu'Edmundo Walsh était egocentrique.³⁹⁶

Il était alors évident que Pietro Fumasoni-Biondi ignorait les problèmes de Leopoldo Ruiz y Flores au Mexique. A réception du rapport de Leopoldo Ruiz y Flores et du chiffré n° 32 de Pietro Gasparri, il lui demanda, le 15 septembre 1929, s'il était opportun que le Pape envoie son message avant les élections du 1^{er} dimanche de novembre³⁹⁷. Le 16 septembre, Pietro Gasparri lui répondit qu'à cause du manque

³⁹⁵ On peut voir sur ce thème l'article de Fabrice Bouthillon, « D'une théologie à l'autre: Pie XI et le Christ Roi », in *Achille Rati, Pape Pie XI*, Actes du colloque organisé par l'École Française de Rome en collaboration avec l'Université de Lille III-Greco n°2 du CNRS, l'Università degli Studi di Milano, l'Università degli Studi di Roma, "la Sapienza", la bibliothèque Ambrosiana, pp. 293-303, Ecole Française de Rome, 1996.

³⁹⁶ Chiffré de Fumasoni-Biondi à Gasparri. N°81. 15 septembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

³⁹⁷ *Ibidem*

de temps, il lui semblait improbable de pouvoir disposer d'un texte suffisamment bien préparé et réfléchi³⁹⁸.

A cette période, le Secrétariat d'Etat prit un certain nombre de notes sur différentes publications faites au Mexique, publications qui parlaient précisément de la nécessité de prendre une décision sur le fait de donner ou non un message et, dans l'affirmative, de se montrer prudent avec le contenu³⁹⁹. D'après les rapports de monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores, la situation était de nouveau critique. Dans son rapport n°5, il insistait en effet sur les difficultés et la division du monde catholique, insistant une fois de plus sur la nécessité d'obtenir une indication de la part du Saint Père. Plusieurs livres, tels "*Los Arreglos religiosos y la Pastoral de ilmo. Delegado Apostólico Mons. Leopoldo Ruiz y Flores examinados a la luz de la Doctrina Católica*"; de Arquímedes, ou "*El Modus Vivendi*". *La verdad sobre los arreglos de la cuestión religiosa, celebrados entre el Lic. E. Portes Gil, y los Ilustrísimos Sres. Leopoldo Ruiz y Flores y Pascual Díaz*, publiés tout deux au Mexique en 1929, venaient plutôt jeter de l'huile sur le feu.

La relation avec la Ligue et la création d'une Action Catholique, n'aidait pas à assainir la situation de division de la hiérarchie catholique mexicaine et par conséquent, la division du monde catholique. Le Secrétariat d'Etat reconnaissait le caractère véridique du livre d'Arquímedes, et il saluait son caractère zélé, mais y voyait cependant une série de sophismes et une satire irrespectueuse envers l'autorité ecclésiastique et par conséquent, envers le Souverain Pontife. Ce livre s'intéressait à la lettre pastorale de monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores qui notifiait la réalisation des accords entre le Saint Siège et Mexico, accords qui permettent la reprise du culte. Selon le Secrétariat d'Etat, c'était l'oeuvre d'une personne mécontente affirmant que cet accord avait été absurde et contradictoire, et qui étayait son affirmation sur une interprétation très personnelle de plusieurs documents de l'Episcopat.

Selon le Secrétariat d'Etat, l'auteur de l'opuscule regrettait que monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores, par son action, ait pu légitimer le gouvernement mexicain

³⁹⁸ Chiffré N°36 de Gasparri à Fumasoni-Biondi. N°36. 16 septembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

³⁹⁹ Appunto Della Segreteria di Statu a proposito del Libello di Arquímedes. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

qui était un gouvernement usurpateur, le Délégué Apostolique incitant les catholiques à coopérer avec le tyran. Dans ce livre, le fameux Arquimedes disait aussi que la pastorale était un échantillon de doctrine gallicane et libérale. C'est ici que le Secrétariat d'Etat allègua, pour défendre l'archevêque, que l'auteur usait d'un sophisme comme par exemple dire que monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores approuvait la séparation de l'Eglise et de l'Etat et que le gouvernement était bien content de le lui accorder. D'autre part, il le rangeait dans les libéraux car Leopoldo Ruiz y Flores faisait preuve d'attention et de timidité face à un gouvernement aussi plein de bonne volonté. Il terminait par la constatation que l'Episcopat mexicain, usant les accords comme d'un argument de base, avait montré sa couardise face au gouvernement car il avait conclu l'accord alors que les catholiques étaient sur le point de défaire le tyran. L'auteur considérait que l'Episcopat mexicain avait fait preuve d'ingratitude face à tant de héros ayant pris les armes pour défendre la religion et l'Episcopat lui-même. Il ajoutait que les évêques, après avoir déclaré licite en 1926 la lutte armée contre Plutarco Elías Calles abandonnaient à présent les héroïques défenseurs de cette cause. La publication prenait un ton satyrique, raillant la lettre du Délégué Apostolique et disant qu'elle montrait une dévotion craintive du gouvernement maçonnique et de ses lois iniques.

La situation de l'archevêque de Morelia était encore plus difficile étant donné que les événements semblaient confirmer cette thèse : ainsi du discours maçonnique d'Emilio Portes Gil ou du retard dans l'application de ce qui avait été accordé. Certains pensaient que le Saint Père n'aurait pas accepté l'accord et ne croyaient pas ce que disait le délégué, à savoir que le Saint Père était au courant de tout. C'est pourquoi il était important que le Saint Père fit une déclaration officielle relative aux événements du Mexique, précisant sa bonne connaissance de la situation et son soutien à l'accord. L'argumentation utilisée dans ce livre était semblable à celle qui prévalait dans les années 30 et jusqu'à nos jours, selon laquelle le souverain Pontife avait été trompé, en l'occurrence par Leopoldo Ruiz y Flores et Díaz, tout comme Jacob l'avait fait avec Isaac⁴⁰⁰. Pour le Saint Siège, restait le choix difficile du moment le plus opportun. L'envoi d'un message dans une période d'indécision politique due au caractère provisoire de la présidence d'Emilio Portes Gil, peut se

⁴⁰⁰ Appunto Della Segreteria di Statu a proposito del Libello di Arquímedes. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

montrer contreproductif étant donné que le nouveau président Pascual Ortiz Rubio n'avait pas encore fait connaître sa position sur la question de la religion catholique. De fait, l'urgence du Délégué Apostolique était due aussi à la rumeur croissante selon laquelle le Saint Père ne s'était pas exprimé parce qu'il n'avait pas approuvé les accords.

Un autre livre fut analysé par le Secrétariat. Il s'agit du livre intitulé "*Le Modus Vivendi*". Le Secrétariat précisait que ce livre avait été écrit parce que nombre de catholiques trouvaient contradictoires les déclarations faites en 1926 et celles de 1929. Contrairement au précédent, ce livre leur paraissait un opuscule serein. Le fait qu'y soit présentée, de manière objective et documentée, la solution des négociations entre l'Eglise et le gouvernement était salué. Comme l'avait dit le Délégué Apostolique, ce livre affirmait que le conflit s'était substantiellement transformé à la suite des déclarations officielles de l'autorité civile. En fait cet opuscule fut estimé très opportun parce qu'il développe l'argument selon lequel il n'y a aucune contradiction entre la posture du "*non possumus*" de 1926 et la reprise du culte de 1929. Le livre exposé également que le Saint Père a toujours maintenu une ligne de conduite placée au-dessus des diverses tendances qui défendaient tantôt la défense armée, tantôt les accords avec le gouvernement. Egalement défendue l'idée que si l'application par le gouvernement a échoué ce n'était pas faute de volonté de ce dernier mais parce qu'existaient plusieurs éléments anticléricaux opposés à la concorde⁴⁰¹. Quant à la Ligue, ce document louait sa discipline et ses efforts, et prenait acte aussi de sa soumission et de son obéissance au Saint Siècle.

Dans son rapport n° 5 du 10 décembre 1929, le Délégué Apostolique ne disait rien de nouveau, selon le Secrétariat d'Etat du Saint Siècle. Le problème était que le gouvernement non seulement ne tenait pas ses engagements mais surtout qu'il ne répondait pas aux requêtes du Délégué Apostolique⁴⁰². Le Secrétariat insistait sur les problèmes déjà mentionnés de l'exil des évêques, de la restitution des biens de l'Eglise, de la relation avec Dwight Morrow, qui n'assurait toujours rien de concret et se trouvait sur le point de partir, mais mettait aussi en relief les données relatives

⁴⁰¹ Breve Riassunto dell'opuscolo "modus Vivendi". ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

⁴⁰² Informazioni di Mons. Delegato Apostolico del Messico ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

au nouveau président du Mexique, notamment, d'après le rapport de monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores, le fait que le nouveau président était issu d'une famille catholique et était allé au séminaire mais a perdu par la suite la vocation religieuse. Il était divorcé et remarié. C'est Plutarco Elías Calles qui l'a amené à la politique et en a fait son instrument. Le Secrétariat d'Etat craignait qu'Ortiz Rubio suive la politique de ses prédécesseurs puisque de fait, il n'a inclus dans son programme aucune déclaration en matière religieuse. Ce qui est intéressant c'est que le Secrétariat mentionnait que le délégué n'était pas trop préoccupé parce qu'il a eu l'occasion de faire la connaissance d'Ortiz Rubio lorsque celui-ci était encore gouverneur du Michoacán, il le considérait comme quelqu'un de tolérant, impression partagée d'ailleurs par Morrow.

C'est avec la Ligue qui refusait de s'aligner que le délégué a un gros problème. C'est pourquoi il attendait impatiemment que le Saint Père s'exprimât sur les accords pour en terminer enfin avec l'opposition des catholiques intransigeants. Il n'a pas reçu non plus l'approbation des statuts qu'il a envoyés de l'Action Catholique Mexicaine. Le délégué était préoccupé par l'attitude des catholiques envers les opposants au gouvernement et par le soutien qu'ils peuvent donner aux vasconcelistes.⁴⁰³ Sur demande de l'ambassadeur Morrow, le délégué envoya aux évêques une circulaire dans laquelle il leur demandait leur aide pour que les catholiques se maintinssent éloignés des manifestations qui se terminaient toujours avec des blessés et des morts. Il fit référence aux fraudes durant l'élection, qui avaient empêché les opposants de voter.

Avant que Morrow ne parte, l'évêque lui adressa trois requêtes: la première se référant au retour des évêques, la seconde en relation avec la restitution des maisons de cure épiscopales et des séminaires qui étaient toujours consignés par l'Etat, la troisième concernant la réforme des lois. Une fois de plus, Morrow s'engageait à parler avec le président et croyait possible le retour immédiat des évêques, quant aux dévolutions de biens, cela devrait se faire plus progressivement, pensait-il. Pour la modification des lois, il faudrait attendre davantage encore et il fallait entretenir la bonne volonté du gouvernement. Le délégué lui demanda aussi de s'entretenir avec le président Hoover afin que ce dernier recommande au gouvernement mexicain de

⁴⁰³ Rapport N°5 de Leopoldo Ruiz y Flores à Gasparri. 10 décembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

prendre en compte la requête des catholiques. Morrow lui annonça sa prochaine nomination au poste de gouverneur mais il voulait savoir si l'archevêque pensait que son retour serait bénéfique s'il a lieu avant sa nomination officielle. Le délégué lui dit que cela était non seulement utile mais nécessaire, démontrant par là que la relation avec le gouvernement n'était pas encore très solide et que le fameux "Modus Vivendi" était davantage un jeu de déclarations officielles qu'une réalité.

Le danger d'une impossibilité de traiter avec les Institutions du Mexique apparaissait de nouveau. La relation entre la hiérarchie catholique et l'Etat ne dépendait pas du jeu institutionnel mais du poids d'un homme politique étranger et des pressions qu'il pourrait exercer sur le gouvernement pour favoriser les intérêts de l'Eglise. Son départ signifiait pour les évêques la perte des garanties du pacte conclu moins de six mois auparavant, et le mettait en position de faiblesse face aux critiques des catholiques, et des évêques ayant accepté davantage par soumission et obéissance que par conviction personnelle. Une fois de plus, le silence du Saint Père affaiblissait le pouvoir déjà précaire du nouveau Délégué Apostolique mexicain. De fait, cela était reflété dans les réponses négatives du président Emilio Portes Gil au délégué⁴⁰⁴. Le président, soit parce qu'il envisageait de faire un voyage, soit parce qu'il était très occupé, recommandait à Ruiz y Flores de discuter de tout cela avec Felipe Canales. Le gouvernement commençait à mettre à distance le Délégué Apostolique. Malgré la promesse de Morrow qui ne lui avait rien dit de son entretien avec Emilio Portes Gil, les réponses du Ministre de l'Intérieur laissaient entendre que le retour des évêques ne serait pas obtenu maintenant. Cela se ferait avec Ortiz Rubio.

Le message papal allait finalement arriver le premier janvier 1932, avec des instructions pour les fidèles, puis un message plus fort le 30 septembre 1932, réaffirmait ces instructions dans une encyclique sur la situation de l'Eglise au Mexique : *Acerba Animi*. Ce texte n'allait pas avoir l'effet escompté étant donné que la première conséquence fut l'exil du délégué Apostolique vers les Etats-Unis où il demeura jusqu'en 1937. Le 27 septembre 1932, pourtant trois jours avant sa publication, Il avait écrit au cardinal Pizzardo pour réaffirmer son obéissance et commenter au Saint Père que l'encyclique avait été opportune, qu'il la considérait

⁴⁰⁴ Rapport N°5 de Leopoldo Ruiz y Flores à Gasparri. 10 décembre 1929 Rapport N°5 de Leopoldo Ruiz y Flores a Gasparri. 10 décembre 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 535. 1929-1930. Messaggio Pontificio. Fasc 251

adéquate autant comme protestation contre la recrudescence des persécutions que comme réaffirmation aux fidèles de la nécessité de suivre les instructions du Pontife Suprême, de s'impliquer davantage dans l'Action Catholique et d'agir avec prudence⁴⁰⁵. L'expulsion du délégué avait déjà été décidée et il ne manquait plus qu'une occasion pour qu'elle devienne un fait. Le secrétaire de la délégation apostolique fit savoir au secrétaire d'Etat que les archives, documents et chiffrés se trouvaient en sécurité.

Le Délégué Apostolique fut déporté aujourd'hui. L'archevêque de Mexico m'a chargé d'offrir au Saint Père son adhésion complète et celle de tous les catholiques qui s'unissent au coeur endolori du Saint Père. J'étais le secrétaire du délégué. ⁴⁰⁶

Le délégué envoya aussi un télégramme au Saint Siège pour mentionner son expulsion et préciser que les documents se trouvaient en sûreté, dans l'attente d'envoyer un rapport plus détaillé⁴⁰⁷.

Le 30 septembre, Monseigneur Pizzardo fit savoir au délégué que le Saint Père publiait une encyclique sur la situation délicate de l'Eglise au Mexique. Le délégué envoya alors la nouvelle à la presse mais celle-ci ne la publia pas. L'encyclique papale "Acerba Animi" sur les affaires du Mexique allait augmenter les problèmes et fut interprétée comme une offense par le gouvernement mexicain⁴⁰⁸. Le 3 octobre, le président fit publier dans tous les quotidiens des déclarations contre le Saint Père. "De façon inespérée et absurde, l'encyclique Acerba Animi a été publiée, dont le ton ne nous surprend pas car il est caractéristique de la Papauté d'employer des procédés pleins de fausseté contre notre pays"⁴⁰⁹. En accord avec l'archevêque de Mexico, le délégué Leopoldo Ruiz y Flores envoya le même jour une lettre de protestation à la presse.

⁴⁰⁵ Lettre de Leopoldo Ruiz à Pizzardo. 27 septembre 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴⁰⁶ Chiffré du 4 octobre 1932 de Gerardo Anaya au secrétaire d'Etat. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325

⁴⁰⁷ Chiffré du 8 octobre 1932 avec le N°176 de Fumasoni au secrétaire d'Etat. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴⁰⁸ Lettre d'Enrique del Valle à Iedochowski. 10 octobre 1932. . ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. I. (22) Prep. Provin. (1932)

⁴⁰⁹ Le gouvernement du Mexique et l'encyclique de Pie XI. Déclarations du Président de la République. A. L. Rodríguez. 3 octobre 1932. ASV (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 536. 1929-1932. Raportii di Monsignor Ruiz. Delegato Apostolico. Fasc 253

Le président Abelardo Rodríguez en profita pour ordonner l'expulsion du Délégué Apostolique et appliquer les lois de limitation du nombre de prêtres non seulement dans le district fédéral ou dans les Etats contrôlés par des gouverneurs « radicaux », mais dans tous les Etats de la République. Le 4 octobre 1932, Leopoldo Ruiz y Flores quitta le Mexique.

4. De « mouton noir à blanche colombe » : L'adhésion de González y Valencia aux instructions papales de 1932.

Les évêques étaient toujours divisés. Les actions de Pascual Díaz différaient beaucoup de celles de Manríquez. Celles de l'archevêque de Mexico, jugées trop conciliantes par certains catholiques contrastaient avec celles de l'évêque de Veracruz, ou encore avec celles de l'archevêque de Durango. En 1932, ce dernier exprima son opposition aux instructions venant du Saint Siège et montra comment ce qui avait été réalisé par le Délégué Apostolique dans l'archidiocèse de Morelia, puis dans celui de Tacámbaro, lui paraissait objet de scandale pour les catholiques.

Le 24 janvier, ignorant son supérieur hiérarchique le Délégué Apostolique, il avait adressé une lettre au Pape⁴¹⁰. Celle-ci fut publiée et vint plus tard à la connaissance de Ruiz y Flores. Plusieurs projets de réponses aboutirent, le 13 octobre à une lettre du vatican destinée à José María González.

Le Saint Père a reçu votre lettre du 24 juin 1932, dans laquelle vous manifestiez quelques doutes et demandiez une explication à propos de la note de consignes envoyée par le Saint Siège le 1^{er} janvier 1932, et communiquée par le Délégué Apostolique. [...] il avait à l'esprit de publier une encyclique sur la persécution au Mexique et il n'a cessé d'avoir présent à l'esprit les difficultés que cette encyclique présentait, spécialement quant à la crainte qu'elle soit perçue comme un acte de coopération formelle avec le fait que les prêtres demandent à l'autorité civile la permission de pouvoir célébrer en public. Nous attirons particulièrement l'attention de votre excellence sur ce qui est écrit aux pages 9 et 10 de l'encyclique mentionnée, faisant savoir qu'il s'agit de la volonté du Saint Père qu'évêques et fidèles se conforment à cette directive. De fait, il souhaite qu'entre les

⁴¹⁰ Lettre de José María González Valencia au Saint Père. 24 janvier 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Opposizione dell'Arcivescovo Mons. Gonzalez alle istruzioni della Santa Sede.. Fasc 326

pasteurs mexicains soient maintenues l'uniformité et la concorde sans lesquelles d'incalculables dommages seraient causés aux fidèles et à la cause pour laquelle ils souffrent et sont malmenés. Nous attirons également l'attention de votre excellence sur le point de l'encyclique signalé en bleu, se référant aux apparentes contradictions Dans les conduites de l'Episcopat comme sur son insistance pour que le clergé continue dans cette unité d'intention et d'obéissance [...] Pa devoir de conscience je dois finalement manifester que el Saint Père fut affligé lorsqu'il prit connaissance que ce que vous aviez exposé, et qui devait rester secret, fut au contraire rendu public. Sa Sainteté espère que votre excellence remédie à ce grave inconvénient en faisant par exemple adhésion inconditionnelle aux principes exposés dans l'encyclique "Acerba Animi"⁴¹¹.

Leopoldo Ruiz y Flores, alerté, se mit en relation avec le Saint Siècle. L'affaire qui devait rester secrète ou pour le moins discrète, avait été diffusée publiquement parmi les catholiques à un moment où, à cause de l'échec apparent du *Modus Vivendi* de 1929, il était essentiel que le Saint Siècle soutint le Délégué Apostolique⁴¹². Le délégué en profita alors pour rappeler l'histoire de monseigneur González et sa participation aux évènements depuis 1926.

Mgr González se trouvait à Rome, invité par Mgr Valverde y Téllez lorsque celui-ci fut nommé, en 1926, par le Comité des évêques en tant que représentant pour aller à Rome dans le but d'informer le Saint Siècle sur les très graves difficultés du moment. Mgr Mora, alors archevêque de Mexico, nomma pour accompagner les dits évêques, à Mgr Méndez, évêque de Tehuantepec. Mgr González prit la présidence de la commission qui devint un véritable organe de la Ligue. [...] Une fois à Rome, González publia une pastorale louant la défense armée. C'est à cette lettre que les évêques durent leur exil d'avril 1927. Lorsque le Saint Père se rendit compte du travail de Mgr González, il dissolut la commission des évêques à Rome et leur conseilla de regagner les Etats-Unis. En juin 1928, Mons. González donnait encore des conférences en Allemagne en faveur de la défense armée et le Saint Père l'invita à retourner au plus tôt en Amérique. Aux Etats-Unis, il alla à San Antonio Texas et ceux de la Ligue continuèrent à trouver chez lui aide et faveurs. Pour sortir du trouble, il partit à Chicago où il se trouvait en juin 1929 lorsqu'on parvint au Modus Vivendi. Le président Portes Gil demanda à monseigneur González d'attendre un peu avant de regagner sa patrie et, durant sa présidence, l'évêque n'obtint jamais l'autorisation

⁴¹¹ Lettre de Pacelli à Mons. González. 14 octobre 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Opposizione dell'Arcivescovo Mons. Gonzalez alle istruzioni della Santa Sede.. Fasc 326

⁴¹² Rapport N°48. Intorno de una letrera dei Mons. González, Arcivescvo di Durango. 24 août 1932. Leopoldo Ruiz à Pacelli. Rapport N°48. Intorno de una letrera dei Mons. González, Arcivescvo di Durango. 24 août 1932. Leopoldo Ruiz à Pacelli.

d'un retour. Cela advint juste après la nomination d'Ortiz Rubio. Mgr González s'est toujours montré obéissant et discipliné avec moi mais je sais avec certitude que ceux de la Ligue ont toujours pu compter sur lui et qu'il existe beaucoup d'indices de sa protection envers la Ligue⁴¹³.

Selon les études de Moisés Gonzalez Navarro et de Jean Meyer, à aucun moment Ruiz y Flores ne mentionnait l'attentat contre le train de la Barca comme possible explication à l'expulsion des évêques, dont il attribuait la responsabilité à Mgr Gonzalez.

Quant à la lettre, monseigneur González se montrait inquiet car il se refusait à voir la différence existant entre la tolérance et l'approbation d'une loi. Leopoldo Ruiz y Flores pouvait affirmer qu'à part quatre évêques, les autres réprouvaient la conduite de la Ligue.

Il expliquait aussi que dans le cas du Michoacán, on avait pu tolérer la loi car tout ce que celle-ci établissait était contre la hiérarchie et on avait déjà obtenu du gouverneur que les prêtres soient nommés par les évêques et qu'au moment de présenter leur sollicitude d'inscription, ils protesteraient contre la loi et déclareraient être nommés par leurs évêques. L'unique condition posée par le gouverneur était que la réclamation soit présentée dans un écrit séparé de la demande d'inscription.

L'argumentation de Ruiz y Flores était que la Ligue avait de grands espoirs d'obtenir du Saint Père l'approbation de son programme qui était d'une intransigeance absolue et prônait la suspension générale du culte ainsi que le recours aux armes. On avait demandé à monseigneur Lara de devenir l'avocat de cette cause. Selon l'archevêque de Morelia, ils avaient également obtenu l'intervention de l'archevêque d'Oaxaca et se trouvaient prêts d'obtenir un soi-disant rapport de monseigneur Guizar, évêque de Veracruz. Ruiz y Flores disait que la Ligue propageait de nombreuses rumeurs sur lui et sur l'archevêque de Mexico⁴¹⁴. Le 3 septembre 1932, il répondit point par point aux affirmations de González Valencia⁴¹⁵. Entre autres arguments, il trouvait exagéré de dire que la traditionnelle estime entre les catholiques mexicains s'était perdue et, plus encore, le simple respect envers les

⁴¹³ *Ibidem*.

⁴¹⁴ Rapport N°48. Intorno de una lettrera dei Mons. González, Arcivescvo di Durango. 24 août 1932. Leopoldo Ruiz à Pacelli. Rapport N°48. Intorno de una lettrera dei Mons. González, Arcivescvo di Durango. 24 août 1932. Leopoldo Ruiz a Pacelli

⁴¹⁵ Rapport N°49 de monseigneur Ruiz y Flores à Pacelli. 3 septembre 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Opposizione dell'Arcivescovo Mons. Gonzalez alle istruzioni della Santa Sede.. Fasc 326

évêques. Il est vrai que certains fascicules circulaient clandestinement mais ils n'avaient pas la diffusion annoncée, ni un grand succès. L'idée de Ruiz y Flores était que ce que disait Mgr González était fondé mais que son analyse était exagérée. Pour Ruiz y Flores, la tolérance évitait des maux plus grands et, même si les persécuteurs abusaient de cette tolérance, à aucun moment il ne fallait tomber dans les inconvénients de l'intransigeance et de la défense armée. Le fait était que le gouvernement perdait du crédit auprès de l'opinion publique et qu'il était nécessaire qu'il en perde chaque jour un peu plus, impuissant qu'il paraissait face à la tranquillité des catholiques.

Le Saint Siège n'avait d'autre option que de rappeler à l'ordre l'archevêque de Durango, non pas tant pour sa plainte que pour avoir publié quelque chose qui faisait encore plus de mal à l'Eglise au Mexique.

Le 19 novembre 1932, José Maria González écrivit au cardinal Pizzardo qu'il avait parfaitement compris son message et qu'il s'était toujours montré fidèle et obéissant. Il annexa à sa lettre une instruction pastorale dans laquelle ce point était clairement mis en évidence.⁴¹⁶ Il affirmait et démontrait en sept points son obéissance et sa soumission au Saint Siège ainsi qu'à son représentant, le Délégué Apostolique.

- *Premièrement, que la liberté religieuse et les droits de l'Eglise ne soient pas défendus par des moyens violents.*
- *Deuxièmement, que les catholiques s'unissent et travaillent pour obtenir par des moyens pacifiques la dérogation des lois.*
- *Troisièmement, que pendant ce temps on n'accepte pas de tolérer ces lois.*
- *Quatrièmement, qu'avec la pénitence et la prière on s'attache à appliquer la justice divine.*
- *Cinquièmement, que les catholiques soient obéissants et soumis envers leurs prélats.*
- *Sixièmement, qu'on fomente un esprit de concorde et de charité.*
- *Septièmement que l'Action Catholique soit promue.*⁴¹⁷

Par cette attitude, González y Valencia allait améliorer sa relation avec le Délégué Apostolique et de nouveau intégrer le groupe qui allait participer à la création du Comité Exécutif Épiscopal en 1934.

⁴¹⁶ Instruction Pastorale aux Evêques et fidèles de l'archidiocèse de Durango. 30 octobre 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Opposizione dell'Arcivescovo Mons. Gonzalez alle istruzioni della Santa Sede.. Fasc 326

⁴¹⁷ *Ibidem.*

II. La situation à la suite de l'expulsion de monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores

En publiant son encyclique, le pape accomplissait l'un des plus grands désirs de son Délégué Apostolique. Mais au lieu de résoudre la question religieuse comme l'aurait voulu le prélat, cela causa son expulsion immédiate et la réactivation de la persécution religieuse, plus forte encore que celle de 1926⁴¹⁸. Les hommes politiques catholiques proches du président durent même abandonner leurs postes au gouvernement. Selon Enrique del Valles, il y avait des propositions sérieuses pour déclarer tous les prêtres "étrangers" et n'importe quel opposant était taxé de favorable à l'"étrangeté" et de manquement au respect de la patrie. Information qui fut confirmée par le Délégué Apostolique dans son premier rapport envoyé au Saint Siècle le 16 octobre 1934⁴¹⁹. La dernière messe donnée par le délégué datait du 3 octobre, dans le temple jésuite de la Sagrada Familia à l'occasion des solennités de Sainte Thérèse de l'Enfant Jésus. Le 4 octobre, après une brève détention, il fut envoyé en exil. Le délégué relata au Saint Siècle son expulsion d'une manière très similaire à la version publiée dans les journaux de l'époque. Le 3 octobre eut lieu une session des députés dans laquelle ils décidèrent d'autoriser le président à l'expulser et celui-ci, sans plus attendre, ordonna son arrestation immédiate et sa reconduction à la frontière. Le 4 octobre, il fut déporté en avion de la ville de Mexico à Tampico, puis il voyagea en train de Tampico jusqu'à Laredo⁴²⁰.

Le départ du Délégué Apostolique ne passa pas inaperçu. Dès le 3 octobre plusieurs journaux comme l'*Excelsior*, le *Nacional* ou l'*Universal*. Il fallut attendre le 4 pour que le texte intégral de l'encyclique fut publié dans les journaux (le *Nacional*

⁴¹⁸ Lettre d'Enrique del Valle à Ledóchowski . 20 octobre 1932. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. I. (22) Prep. Provin. (1932)

⁴¹⁹ Nouvelles sur le Mexique. Résumé du premier rapport de monseigneur Ruiz réalisé par le secrétariat d'Etat. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴²⁰ Rapport sur ma déportation et sur la conduite de monseigneur Manríquez évêque de Huejutla. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

inclus)⁴²¹ mais ce ne fut que le 5 que son départ⁴²² motivé par l'article 33 constitutionnel fut publiquement annoncé⁴²³. Le gouvernement en profita pour publier son point de vue « illustré ». Il n'y eut aucune protestation publique contre l'expulsion du délégué. Le Saint Siège fut très surpris qu'aucun commentaire positif en relation avec la publication de l'encyclique ne lui soit parvenu. Tout ce qu'il obtint, fut simplement des plaintes et quelques protestations envoyées par voie télégraphique à propos de l'expulsion du délégué et de Mgr Orozco y Jiménez⁴²⁴.

En 1933, les membres de la hiérarchie, tant au Mexique qu'aux Etats-Unis, furent très préoccupés par cette nouvelle période de persécutions. On suggéra une nouvelle intervention du président des Etats-Unis. La manière et le moment devaient être laissés à la discrétion du président. Il existait en effet une véritable méfiance des mexicains à propos de l'ingérence des Etats-Unis pour résoudre les problèmes du Mexique⁴²⁵. Une fois de plus par manque de prudence, la tentative d'accord qui devait être maintenue secrète termina dans les pages des journaux, aggravant par conséquent la situation. Le gouvernement pouvait maintenant évoquer l'existence d'un complot catholique, d'une trahison envers la patrie et reprendre les persécutions de manière plus libre.

A la suite des pressions exercées par les catholiques américains sur le président Franklin Roosevelt⁴²⁶, se profilait une tentative ad referendum avec le président Cárdenas. Avant d'aller plus loin, le Saint Siège souhaitait vérifier lui-même la situation. Cette indécision dura cinq ans jusqu'à ce qu'en 1937 la politique de Cárdenas changea: libérée du callisme, l'Eglise interpréta la nouvelle politique de

⁴²¹ *El Universal*, (México), Mardi 4 octobre 1932. *El Excelsior*, (México), Mardi 4 octobre 1932. *El Nacional*, (México), Mardi 4 octobre 1932. Le 3 octobre des extraits avaient été présenté dans *l'Universal Grafico* et *l'Excelsior*. Le 4 octobre, *l'Excelsior* publia également la lettre que Leopoldo Ruiz y Flores avait envoyé aux medias dans lequel il esperait que l'encyclique soit la Pierre angulaire des nouvelles relations entre l'Eglise catholique et l'Etat mexicain.

⁴²² *El Universal*, (México), Mercredi 5 octobre 1932

⁴²³ Lettre d'Enrique del Valle à Ledóchowski . 20 octobre 1932. . ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. I. (22) Prep. Provin. (1932)

⁴²⁴ Nouvelles sur le Mexique. Résumé du premier rapport de monseigneur Ruiz réalisé par le secrétariat d'Etat. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴²⁵ Note introductrice à la POS. 563. 1933-1937. Nouvelles tentatives pour la pacification du Mexique. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337-340

⁴²⁶ Franklin Delano Roosevelt (1882-1945) fut le trente-deuxième président des États-Unis. Il vit dans l'expropriation pétrolière du Mexique un moyen de convaincre les autres pays d'Amérique des bonnes volontés des Etats-Unis et ainsi ouvrir nouvellement le marché sud américain aux exportations des Etats-Unis.

Cárdenas comme une tentative pour “mettre un terme aux abus et à la bolchévisation qui tirait le pays vers la gauche”⁴²⁷. Le successeur de Pietro Fumasoni-Biondi aux Etats-Unis, Mgr Amleto Cicognani, allait jouer un rôle essentiel.

1. La situation religieuse d’octobre 1932 à octobre 1934

Entre le 30 septembre 1932, lorsque fut publiée l’encyclique *Acerba Animi* et le 3 octobre 1934, quand Mgr Ruiz y Flores fit des déclarations à la presse, la situation de l’Eglise et des évêques s’était aggravée. Le 17 octobre 1932, Ruiz y Flores, exilé aux Etats-Unis, recommanda à Pizzardo de recevoir à Rome le chanoine José Gutiérrez⁴²⁸. Gutiérrez insistait plus que tout sur la situation d’Abelardo Rodríguez, la relation de Calles avec Herbert Hoover et leur projet d’autoriser l’annexion de la Basse Californie par les Etats-Unis, projet qui serait par la suite imputé à Pascual Díaz sans aucun fondement⁴²⁹.

Impression optimale de l’encyclique. Calles qui naquit pauvre est maintenant très riche. Il résida aux Etats-Unis sous le prétexte d’être malade mais c’était pour convenir avec Hoover de la cession de la Basse Californie, qui fut l’objet d’une longue campagne dans les journaux de Hearst. Le Nouveau président Rodríguez est une créature de Calles, il naquit dans la ville de Nogales, toute proche de la frontière américaine. Il connaît peu l’espagnol. Calles se rendit à Boston pour parler avec Rodríguez et Calles prit l’avion pour Washington où il eut une entrevue avec Hoover pour nommer Rodríguez au poste de président. Campagnes anticléricales pour distraire l’attention des mexicains. Mère et sœurs de Rodríguez sont de très bonnes personnes. Le prêtre les connaît très bien car il fut curé de San Diego. Il leur donna la communion. Une sœur est présidente des dames catholiques de Tijuana où il fit construire une église. Le gouvernement voulait la convertir en bureau de poste mais la sœur obtint de la laisser dans son état d’origine. Rodríguez a marié religieusement une catholique qui est maintenant divorcée. Expulsion de monseigneur Ruiz déjà décidée et l’encyclique ne fut qu’un simple prétexte. Une dame (Monroe) américaine

⁴²⁷ Note introductrice à la POS. 563. 1933-1937. Nouvelles tentatives pour la pacification du Mexique. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337-340

⁴²⁸ José Gutiérrez Pérez fut le secrétaire de l’archevêché de Guadalajara et de l’archevêque monseigneur Francisco Orozco y Jiménez.

⁴²⁹ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores à Pizzardo. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

connaissant monseigneur Orozco et ce prêtre voyagea six mois avec Calles en Méditerranée et en Palestine. Il semblerait que Calles avait une syphilis dans l'épine dorsale. Tout espoir pour l'Eglise mexicaine repose sur le nouveau président des Etats-Unis, spécialement si c'est le catholique Smith, alors qu'Hoover envoya plusieurs ministres protestants au Mexique, qui agissent en toute tranquillité. Etant étrangers, quelques uns furent expulsés pour sauvegarder les apparences. Calles naquit dans une famille hébraïque avec le nom de Plutarco Elías, annexant le nom de Calles porté par la personne qui fut chargée de son éducation. Grandes infiltrations de juifs. A envoyé des étudiants en Russie. La persécution améliore les catholiques mais ne doit pas trop durer à cause des dommages causés par la laïcisation de l'école⁴³⁰. [Il est important de noter que la « pseudo » naissance de Calles dans une famille hebraïque ainsi que les mentions d'une infiltration juives ne reposent sur aucune base documentaire et sont clairement des inventions du chanoine].

Devant cette situation, le secrétariat d'Etat commença à solliciter l'appui du Délégué Apostolique des Etats-Unis. On attendait que le président Roosevelt mit un point d'honneur à résoudre cette question, et qu'Alfred Smith, qui avait été le malheureux candidat catholique des élections précédentes, saurait le conseiller efficacement. Voyant les dégâts causés par la persécution "lamentable", le Saint Père croyait bon d'utiliser tout moyen ayant une chance de l'empêcher. Le Pontife souhaitait qu'Amleto Cicognani intercédât avant que Smith n'intervienne par l'intermédiaire de son ami Roosevelt⁴³¹.

En 1932 à Guadalajara, la réglementation sur la loi dite des cultes qui entra en vigueur le 30 octobre 1932, rendit la situation de l'Eglise beaucoup plus difficile⁴³². Les jésuites avaient du se disperser et se cacher dans des maisons privées. La loi établissait que la maison dans laquelle un culte aurait lieu serait immédiatement confisquée. Dans le cas de Guadalajara :

Le décret fut imprimé dans le Journal officiel le samedi 29 octobre mais contrairement à l'habitude et avec une intention délibérée, il ne fut publié qu'au tout dernier moment, pour que ni les fidèles ni les prêtres n'aient le temps de se rendre, le jour suivant, à la grande

⁴³⁰ Information amenée par le chanoine José Gutierrez Pérez de l'archidiocèse de Guadalajara. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴³¹ Secrétariat d'Etat à Fumasoni Biondi. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc

⁴³² Rapport sur la situation à Guadalajara. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. I. (23) Prep. Provin. (1932)

fête du Christ Roi, en violation de la loi par les prêtres qui se trouveraient alors assujettis aux peines afférentes. Le premier numéro du Journal officiel ne fut disponible qu'après vingt et une heures. De cette manière, ils évitaient que nous prenions des précautions ou que nous recherchions de l'aide. Nous fûmes tous extrêmement occupés cet après-midi avec un grand nombre de confessions car l'enthousiasme pour la fête du Christ Roi nous empêcha de faire quoi que ce soit d'autre. La S. Mitra. Au courant de tout, ordonna, dans le but d'éviter toute profanation, de retirer le Dépôt Sacré des temples et de supprimer tout acte de culte. A 1h30 un ami nous avisa savoir avec certitude qu'au petit matin des forces fédérales prendraient possession des temples. Quelques uns d'entre nous célébrèrent à 4h45, portes closes, pour retirer le Dépôt Sacré.

A Guadalajara, n'étaient autorisés que sept prêtres pouvant avoir à leur charge trois églises chacun. Le problème pour les jésuites était que de par l'exil d'Orozco y Jiménez, celui-ci avait laissé la décision ultime aux mains de son vicaire général, le chanoine Alvarado, qui n'était pas très favorable aux jésuites. De fait, on ne les prit pas en considération. Monseigneur Garibi, l'évêque auxiliaire, peiné pour les jésuites, se mit en relation avec eux, les informant qu'il n'avait pas été consulté.

A Mexico, l'archevêque Pascual Díaz reçut une amende pour avoir officié sans s'être enregistré et le 8 octobre, il dut s'y résoudre⁴³³. Le 9 octobre en effet, l'archevêque de Mexico fut détenu par des agents de police au motif d'avoir enfreint la loi du 26 décembre 1931⁴³⁴. Dans le récit de son arrestation, Díaz acceptait les châtiments de l'autorité mais réaffirmait son obéissance à l'Eglise et non à l'Etat.

Etant donné que V. m'assure que ce qu'ils cherchent maintenant c'est de calmer l'agitation qu'ils ont provoquée à nouveau dans le but de mettre le pays sur la voie de l'ordre et de la justice, j'accepte de payer les 500 pesos, avec un clair avertissement cependant: que je vais raconter ce qui s'est passé ici à ceux qu'il me semble important d'informer; et si le gouvernement manque une autre fois à ses promesses, comme ce fut le cas du président Portes Gil et de ceux qui lui ont succédé, je ferai savoir à tout le monde l'unique raison pour laquelle j'ai changé d'intention.⁴³⁵

Dans une lettre du 29 novembre 1932, dans laquelle il félicitait Vladimir Ledóchowski pour le nouvel an, l'archevêque de Mexico indiqua qu'après sa

⁴³³ Amende imposée à l'archevêque. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. I. (22) Prep. Provin. (1932)

⁴³⁴ Lettre de Monseigneur Díaz à Leopoldo Ruiz y Flores. 10 octobre 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincrudimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴³⁵ *Ibidem.*

détention au commissariat de police où il dut payer une amende, il s'était résolu à prendre directement à sa charge l'entretien de la cathédrale. Il exerçait alors les fonctions d'un chapelain, disait la messe, confessait, prêchait et faisait tous les actes de culte. Il dénonçait déjà à cette époque le problème de l'éducation de la petite enfance, car, selon lui, les "ennemis de l'Eglise au gouvernement" faisaient tout leur possible pour détruire l'enseignement religieux⁴³⁶. A la suite des problèmes causés par la publication de l'encyclique *Acerba Animi*, Pascual Díaz dut en assumer les conséquences et fut accusé d'exercer le ministère sacerdotal sans autorisation.

Tous les catholiques n'allaient pas accepter cette version des faits. Le Saint Siège en avait conscience, lui qui continuait à recevoir les bulletins que la Ligue lui envoyait régulièrement. Dans cette revue, on donnait une version totalement différente et décrivait un archevêque peureux et soumis à une autorité tyrannique, laissant penser qu'il s'était laissé facilement convaincre par ses amis de payer au lieu de souffrir en prison, même si cela avait été sa première intention⁴³⁷. Pour le secrétariat d'Etat du Saint Siège, cette divergence de récit montrait la tension qui existait entre les catholiques et la haine de la Ligue pour l'archevêque.⁴³⁸

A la fin de l'année, Monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores eut l'opportunité de passer Noël avec le Délégué Apostolique des Etats-Unis Pietro Fumasoni-Biondi et avec monseigneur Marella, qui l'avaient toujours soutenu et continuaient à le faire. Là-bas, il eut des nouvelles du chanoine José Gutiérrez Pérez qui lui parla de la conférence qu'il avait eu à Rome et lui indiqua que le Saint Père était peiné de sa déportation. Personne n'avait donné crédit aux explications du gouvernement selon lequel la publication de l'"insultante" encyclique avait été la cause des expulsions, mais que tous savaient que cela n'était qu'un prétexte⁴³⁹. Le 27 janvier 1933, Giuseppe Pizzardo communiqua à Leopoldo Ruiz y Flores que le Saint Père le

⁴³⁶ Lettre de Pascual Díaz à Vladimir Ledóchowski. 29 novembre 1932. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1011. 1932-1933. V. (8) Particulares. (1932)

⁴³⁷ *La época*.(México) 12 octobre 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴³⁸ Arresto e liberazione di Mons. Díaz arcivescivi di Messico. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴³⁹ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores à Pizzardo. 27 décembre 1932. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

félicitait pour la vigueur d'esprit qui lui avait permis de supporter son troisième exil⁴⁴⁰.

La situation était jugée si grave en janvier 1933 que la Congrégation Sacrée des séminaires et de l'université demanda au cardinal Eugenio Pacelli comment communiquer avec les ordinaires de Mexico⁴⁴¹. Eugenio Pacelli montra son appui à Ruiz y Flores en disant qu'il était le plus approprié pour s'en occuper⁴⁴². C'est à la fin janvier que la Congrégation informa Eugenio Pacelli que le séminaire de Saltillo avait été fermé⁴⁴³, sachant que ce fait était une réalité depuis le 24 octobre 1932 et avait été communiqué par Jesús María Echevarría dès le 13 décembre 1932. Pour Eugenio Pacelli, un évènement si "douloureux" ne surprenait point si l'on prenait en considération la recrudescence des persécutions au Mexique⁴⁴⁴.

Entre décembre 1933 et janvier 1934, le Parti National Révolutionnaire formula un plan sexennal pour mettre en place les principes de la Révolution⁴⁴⁵. Le point fondamental de ce plan concernait la réforme de l'article III de la Constitution dans lequel était dit que l'éducation était laïque. Le nouveau plan voulait que cette éducation fût rationaliste et socialiste. En substance, cette éducation socialiste voulait combattre la religion et abolir toute foi en Dieu. Cette réforme avait provoqué de très nombreuses démonstrations populaires que le gouvernement avait réprimées par la violence, les attribuant au « fanatisme » et à l'influence des évêques et du clergé.

⁴⁴⁰ Chiffré de Pizzardo à Ruiz. 27 janvier 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴⁴¹ Lettre de Rulfini à Pacelli. 12 janvier 1933.

⁴⁴² Chiffré de Pacelli à Bisleti. 28 janvier 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴⁴³ Lettre de Rulfini à Pacelli. 27 janvier 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴⁴⁴ Chiffré de Pacelli à Bisleti. 3 février 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 559. 1932-1934. Rincruddimenti della persecuzione. Espulsione del Delegato Apostolico.. Fasc 325.

⁴⁴⁵ Rapport N°9773-1. de monseigneur Cicognani à Pizzardo 25 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

2. Les nouvelles tentatives d'apaisement

a) La proposition de Monseigneur Kelley.

Le 20 février 1933, Leopoldo Ruiz y Flores fit savoir au secrétariat d'Etat du Saint Siège que monseigneur Francis Kelley⁴⁴⁶, évêque d'Oklahoma, souhaitait aider l'Eglise mexicaine⁴⁴⁷. L'idée de Kelley était de faire participer des hommes politiques des Etats-Unis pour faire pression sur le gouvernement américain afin que ce dernier fasse de même avec le gouvernement mexicain dans le but de le faire renoncer à la persécution religieuse. Selon le Délégué Apostolique du Mexique aux Etats-Unis, à la suite de sa déportation du 4 octobre 1931, Mons. Francis Clement Kelley était disposé à se rendre à Rome pour exposer son idée au Saint Père. Pour le secrétariat d'Etat, il était plus judicieux que monseigneur Kelley couchât son projet par écrit afin que le Saint Siège puisse l'examiner. Le secrétariat savait aussi par expérience des "accords" de 1929 que les mexicains ne voyait pas d'un bon oeil l'intervention des Etats-Unis dans leurs affaires intérieures. Il n'existait aucun motif pour empêcher les Etats-Unis d'intervenir dans l'accord maintenu jusque là et qui n'était pas favorable à l'Eglise mexicaine. Si le délégué Ruiz y Flores pensait que la proposition de monseigneur Kelley avait des chances de succès sans outrager le sentiment national mexicain⁴⁴⁸. Monseigneur Francis Clement Kelley, en accord avec Leopoldo Ruiz y Flores, avait été chargé par Mgr Quigley, Archevêque de Chicago, d'écrire un livre sur la situation au Mexique; en 1914, il rédigea la protestation des évêques américains, publiée le 12 décembre 1917, contre la Constitution du Mexique.

Le 10 mars 1933, monseigneur Giuseppe Pizzardo fit savoir à Leopoldo Ruiz y Flores que pour éviter de tomber dans les mêmes erreurs, et en tenant compte de la réalité mexicaine, il semblait préférable au Saint Père que l'évêque Kelley lui envoie

⁴⁴⁶ Francis Clement Kelley (1870-1948) fut un prélat nord américain originaire de Vernon River au Canada. En 1893 il fut ordonné prêtre. En 1924, il fut ordonné évêque d'Oklahoma, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort. Grand défenseur des catholiques mexicains.

⁴⁴⁷ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores à Francisco Pizzardo. 20 février 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 337

⁴⁴⁸ Notes du secrétariat d'Etat sur la lettre de Leopoldo Ruiz y Flores. 7 mars 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

tout d'abord sa proposition par écrit. Le 17 avril, Kelley le fit⁴⁴⁹. En 1929, il avait conçu un plan de rapprochement entre le marquis Jorge Macdonald⁴⁵⁰ et Arturo Malvido Elías⁴⁵¹, le demi-frère du président Calles, rapprochement dans lequel s'était également impliqué le cardinal américain Patrick Hayes. L'idée de Kelley était de réactiver la relation entre les trois hommes. A cette fin, Kelley aurait besoin d'une autorisation claire du Saint Siège. Son plan consistait à faire pression sur le Sénat et sur le Congrès par le biais des évêques américains qui feraient à leur tour pression sur les sénateurs et sur les députés de leurs diocèses, sans oublier d'utiliser la presse catholique. Le 17 mai 1933, Giuseppe Pizzardo l'avisa qu'il ne pouvait ni autoriser ni soutenir sa proposition à cause de la situation très délicate dans laquelle se trouvait le Mexique⁴⁵². Kelley rappela à Giuseppe Pizzardo qu'il avait entrepris une action de grande aide pour les catholiques durant les persécutions de Carranza. Il rappelait également sa fidélité et sa soumission au Saint Siège. Selon lui, le seul espoir des mexicains venait des catholiques nord-américains qui, à leur tour, ne savaient que faire. Il voulait d'abord faire le bilan des forces sur lesquelles il était possible de compter puis s'entretenir ensuite avec ses collègues⁴⁵³.

Pietro Fumasoni-Biondi, à qui le secrétariat d'Etat des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires demanda un rapport sur Kelley, disait que l'intérêt de l'évêque était personnel étant donné qu'Oklahoma était un petit diocèse et que l'évêque voulait travailler en dehors⁴⁵⁴. Le 23 juin 1933, Ruiz y Flores envoya son opinion au Saint Siège. Il était allé à Washington pour se présenter au nouveau Délégué Apostolique des Etats-Unis, Amleto Cicognani. Il voulait également trouver la manière de suggérer au gouvernement américain de traiter amicalement le gouvernement mexicain afin de mettre un terme aux persécutions. Cette médiation qu'on souhaitait

⁴⁴⁹ Lettre de Francis Kelley à Pizzardo. 17 avril 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

⁴⁵⁰ Jorge Macdonald fut président de l'association des Chevaliers de l'ordre de Malte aux Etats-Unis.

⁴⁵¹ Arturo Malvido Elías demi-frère de Plutarco Elías Calles, fils de Plutarco Elías Lucero et Lydia Malvido. Il fut consul général du Mexique à New York

⁴⁵² Lettre de Francisco Pizzardo à Francis Kelley. 17 mai 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

⁴⁵³ Lettre de Francis Kelley à Francisco Pizzardo. 2 juin 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

⁴⁵⁴ Commentaire de la lettre de Francis Kelley à Francisco Pizzardo. 2 juin 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

diplomatique et discrète, pour éviter les problèmes antérieurement survenus avec le père Burke, explorerait le terrain par des démarches préliminaires auprès de personnes du Département d'Etat, afin de mieux connaître l'état d'esprit du président Roosevelt, qui pourrait devenir le médiateur recherché.

La personne qui aurait une entrevue avec le président Roosevelt devrait venir de la part de quelques évêques des Etats-Unis, être au courant du projet et ne rien divulguer pour éviter d'accroître l'agitation et les problèmes. En cas d'échec, on pourrait avoir recours à la requête signée par un grand nombre de catholiques de chaque paroisse des Etats-Unis qui, sans faire mention de leur religion, demanderaient au gouvernement d'intervenir aimablement pour que la Constitution mexicaine reconnaisse la liberté politique et religieuse propre à chaque pays civilisé. L'archevêque pensait que cette voie ne présentait pas de difficulté majeure étant donné que les persécutions étaient publiques et que le président Roosevelt et l'ambassadeur étaient bien disposés⁴⁵⁵. Le 9 avril 1934, Kelley⁴⁵⁶, qui se trouvait à Rome, envoya un mémorandum à Pizzardo réaffirmant ce qu'il lui avait écrit dans ses lettres de 1933, ajoutant qu'en cas d'acceptation de son plan, il se proposait comme intermédiaire et que si l'on jugeait nécessaire la nomination d'un autre évêque, il pensait au cardinal de New York avec qui il avait écrit la pastorale de la hiérarchie américaine⁴⁵⁷. Le 20 avril 1934, Pizzardo lui répondit qu'il avait informé le Saint Père et lui suggéra d'informer à son tour Mgr Amleto Cicognani, en restant aussi discret et prudent que possible⁴⁵⁸.

Le 10 avril 1934, le secrétariat d'Etat fit un résumé de la situation et donna ses impressions⁴⁵⁹. Il réaffirmait qu'on avait toujours été contre l'intervention des Etats-

⁴⁵⁵ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores à Monseigneur Francisco Pizzardo. 23 juin 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 337

⁴⁵⁶ Francis Kelley avait été choisi par le gouverneur d'Oklahoma pour aider à coordonner les Institutions d'Education Supérieure, tant publiques que privées, dans l'Etat. Pour ce faire, il devait voyager à Laval et Toronto ainsi qu'à Oxford et Louvain. Il voulait en profiter pour se rendre à Rome et expliquer ses plans pour le Mexique à Pizzardo. Lettre de Kelley à Pizzardo. 17 avril 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁵⁷ Mémorandum de Kelley à Pizzardo. 9 avril 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁵⁸ Lettre de Pizzardo à Kelley. 20 avril 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁵⁹ Mexico. Trattative tra Mons. Kelley e Roosevelt. 10 avril 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

Unis auprès du gouvernement mexicain. Le Délégué Apostolique insistait pour provoquer cette intervention, tout comme le montrait son appui à la proposition de Kelley. Le secrétariat ne trouvait cela inopportun pour quatre raisons. La première était que cette solution ne plaisait pas aux mexicains, à l'exception peut-être des catholiques. La seconde était que si le gouvernement mexicain devait céder aux pressions des Etats-Unis, il se vengerait des catholiques à la première occasion. Il rappelait aussi le vieil épisode de Maximilien lorsqu'il fut reproché aux conservateurs catholiques d'avoir soutenu un gouvernement étranger qui contrôlait Mexico. Le troisième point, c'est qu'il ne croyait pas que si les Etats-Unis apportaient leur aide ce serait par idéal mais bien plutôt avec des arrières pensées d'ordre économique. Finalement, Pacelli pensait que l'évêque d'Oklahoma était la personne ad hoc.

Suivant le principe de toujours laisser la porte ouverte, on peut explorer le point de vue de Roosevelt qui ne soutenait en rien le projet. Il était préférable d'exclure l'intervention des évêques et des cardinaux, ce qui serait su tôt ou tard par les mexicains et par leur gouvernement, toujours informés des plans du Saint Siège. Il pensait que le père Burke pourrait en charger un ami de Roosevelt.

Le 21 avril 1934, Pacelli fit savoir à Amleto Cicognani⁴⁶⁰ que Ruiz y Flores et Kelley proposaient une intervention du président des Etats-Unis⁴⁶¹. Le mode et le moment de cette intervention devaient être laissés au jugement du président. Quant à la personne pouvant influencer celui-ci, on fit référence au cardinal Hayes. Le Saint Siège avait pensé qu'une intervention des Etats-Unis pourrait être dangereuse étant donnée la bien connue défiance des mexicains envers leur puissant voisin du nord mais Sa Sainteté avait le désir de ne pas laisser de côté les moyens qui pourraient s'avérer utiles. Le secrétaire d'Etat demanda au Délégué Apostolique aux Etats-Unis son opinion. Il estimait judicieux qu'il passât par une personne de toute confiance qui puisse savoir, discrètement et en secret, ce que Roosevelt penserait. Le 8 juin 1934, Mgr. Amleto Cicognani répondit à Pacelli⁴⁶². Quant à l'idée de Kelley

⁴⁶⁰ Seulement les parties relatives aux noms et pays ou lieux furent codifiées Dans cette correspondance du 21 avril 1934.

⁴⁶¹ N°1248/34. Lettre de Pacelli à monseigneur Cicognani. 21 avril 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

⁴⁶² Rapport N°8571-i. Lettre de monseigneur Cicognani à Pacelli. 8 juin 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

concernant une action avec les sénateurs, le Délégué Apostolique pensait que ce serait très difficile sans le soutien de l'opinion publique. Cicognani pensait qu'il était très difficile d'imaginer que les catholiques des Etats-Unis puissent s'unir sur une question de politique extérieure étant donné que sur les questions de politique intérieure, ils avaient déjà montré leurs divisions.

Si les Etats-Unis étaient autrefois en mesure de se montrer exigeants envers le Mexique, ce n'était pas possible en ce moment. De plus, il pensait qu'une telle intervention irriterait le gouvernement mexicain, ce qui ne manquerait pas d'avoir les plus néfastes conséquences sur les catholiques sans compter la susceptibilité nationaliste du peuple. Pour lui, monseigneur Kelley n'était pas la personne appropriée pour cette mission⁴⁶³. Amleto Cicognani était sûr que l'utilisation de toute cette publicité porterait préjudice aux tentatives d'accord étant donné que tout le monde saurait que les Etats-Unis s'y étaient impliqués. Il disait que le soutien du gouvernement des Etats-Unis ne suffirait pas, qu'il faudrait avoir celui des banquiers. Ces derniers finançaient l'industrie mexicaine et le gouvernement des Etats-Unis permettait à Calles d'obtenir des armes. Il critiquait aussi le manque de jugement de Kelley envers Morrow. Amleto Cicognani disait que Morrow avait démontré avant même de se rendre au Mexique, ses talents de diplomate, notamment lors d'une mission à Cuba et que s'il défendait les intérêts américains cela n'était pas sa seule motivation. Durant la période des négociations qui amenèrent aux accords de 1929, il avait payé tous les voyages de Burke et de Montavon et avait obtenu deux fois leur retour au Mexique pour s'entretenir avec Calles⁴⁶⁴.

Dans sa longue réponse, Cicognani insistait sur le fait que les Etats-Unis avaient des investissements au Mexique à hauteur de 694 786 000 dollars alors que l'Angleterre y avait investi 937 295 700 dollars. Pour lui, le Mexique tentait de faire croître la part d'investissement en capital européen pour contrebalancer autant que possible le poids financier de son puissant voisin⁴⁶⁵. Si en 1922 90% des échanges extérieurs du Mexique se faisaient encore avec les Etats-Unis, en 1932 ceux-ci ne représentaient plus que 20%. Quant aux armes, seul le gouvernement était autorisé à en posséder et

⁴⁶³ Progetti per rimediare alle condizioni Della Chiesa nel Messico. 20 de junio de 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 337

⁴⁶⁴ Rapport N°8571-i. de monseigneur Cicognani à Pacelli. 8 juin 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 337

⁴⁶⁵ Ibidem.

le port d'arme était très contrôlé. Ce point pourrait être discuté car dans les campagnes, de nombreux *cristeros* conservèrent leurs armes⁴⁶⁶. Les gouverneurs eux-mêmes maintenaient leur propre armée. Selon le Délégué Apostolique, le plus puissant était le gouverneur de Veracruz, Tejeda, catalogué comme communiste, donc peu susceptible d'obtenir le soutien des Etats-Unis⁴⁶⁷. Le délégué essayait de montrer que les Etats-Unis n'avaient plus le poids qui était le leur lorsque Kelley avait obtenu le retour des évêques mexicains en 1917, et son dernier argument fut l'opposition du gouvernement mexicain au projet de barrage sur le Río Colorado. Dans le cas où ce projet se concrétiserait, Mexico menaçait de faire un barrage similaire sur le Río Grande. Cicognani rappelait que les mexicains n'avaient jamais pardonné aux Etats-Unis l'annexion de l'Etat du Texas de 1845, ni celle de Californie, Nevada, Utah, Arizona, Nouveau Mexique et une partie du Colorado en 1848. Existait donc une rancœur que le gouvernement révolutionnaire pourrait facilement mobiliser.

b) La proposition de Monseigneur Francisco Orozco y Jimenez.

Le 9 avril 1934, le Délégué Apostolique aux Etats-Unis fit savoir au cardinal Pacelli qu'il avait reçu la visite de Mgr Orozco y Jiménez⁴⁶⁸, baptisé « Chamula »⁴⁶⁹ par les anticléricaux, pour son labeur d'évêque au Chiapas entre 1902 et 1912. Il avait dit au Délégué Apostolique qu'il venait d'écrire à Rome⁴⁷⁰ pour informer des conditions du Mexique et qu'il avait exposé son projet au Délégué Apostolique des Etats-Unis. Il pensait que le Japon voulait faire du Mexique un centre communiste pour nuire aux Etats-Unis⁴⁷¹. Cette idée semble extravagante puisque le Japon est connu pour

⁴⁶⁶ Meyer, Jean, *La Christiade*, Paris, Payot, 1975

⁴⁶⁷ Mémoire de Burke sur la situation du Mexique. 14 mai 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove trattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 337

⁴⁶⁸ Rapport N°8020-i. de monseigneur Cicognani à Pacelli. 9 avril 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove trattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 337

⁴⁶⁹ Les chamulas sont des indiens des Hauts du Chiapas. La défense de cette ethnie Maya par monseigneur Orozco lui valut le surnom de Chamula.

⁴⁷⁰ Lettre de Francisco Orozco à Pie XI. 4 avril 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove trattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 337

⁴⁷¹ L'idée du rôle du Japon et sa volonté de causer des problèmes aux Etats-Unis avait aussi été exprimée dans ses rapports par Alejandro Traslosheros.

son militarisme anticommuniste⁴⁷². Cependant, ses objectifs impériaux en Asie pouvaient bénéficier d'une possible destabilisation politique en Amérique du Nord. Pour Orozco, il fallait profiter de cette situation pour contraindre les États-Unis à intervenir et contribuer à ce que le Mexique retrouve une certaine tranquillité, même s'il fallait en passer par les armes.

Cette idée était celle du P. Charles Coughlin⁴⁷³, le fameux "radio priest" de Detroit et de Louis B. Ward, homme de confiance et biographe du père Coughlin. Grâce à Louis B. Ward l'archevêque avait eu accès au Postmaster General James Farley⁴⁷⁴, catholique influent, pour que Roosevelt en soit avisé, étant donné que selon Orozco y Jimenez, il avait une grande influence sur le Cardinal Hayes. En avril 1934, Orozco y Jimenez se rendit à New York pour rencontrer Louis B. Ward dans l'espoir de pouvoir parler de son plan avec le cardinal Hayes. Il voulait que le Délégué Apostolique soit informé de tout⁴⁷⁵ ce qui serait dit ou fait. Exprimant toute sa sympathie pour le Mexique, Amleto Cicognani répondit à Orozco y Jimenez que son plan dépassait ses compétences, que sa mission de Délégué Apostolique ne lui permettait pas de s'immiscer dans des activités politiques et que par conséquent il ne voulait pas que Ward lui donnât des informations à ce sujet.

Si le cardinal Hayes ou monseigneur Ruiz y Flores lui écrivait, il lirait leurs lettres avec beaucoup d'attention. Il ajouta qu'un délégué ne peut s'impliquer dans de telles mesures sans instructions explicites du Saint Siège. En fait, le plan de Mgr Orozco y Jimenez était jugé très dangereux et pouvait avoir des conséquences fâcheuses. Le père Coughlin passait pour un bon prêtre mais il s'était occupé de questions politiques et financières plus que de questions religieuses et ses discours, à base de politique monétaire, avaient été beaucoup critiqués. Pour le délégué, il était étrange

⁴⁷² Le 25 novembre 1936 fut signé entre l'empire du Japon et l'Allemagne Nazi le pacte antikomintern.

⁴⁷³ Charles Edward Coughlin (1891-1979) prêtre catholique canadien. Il fut l'un des premiers à atteindre une grande audience, grâce à la radio, pendant la période de la Grande dépression. Coughlin utilisa son programme de radio pour appuyer Franklin Delano Roosevelt puis les propositions du New Deal. Il faisait référence à la justice sociale. Au cours des années trente, l'attitude de Coughlin se radicalisa et il devint un fervent opposant du new Deal et de Roosevelt.

⁴⁷⁴ James Aloysius Farley (1888-1976) homme politique nord américain, un homme d'affaire et dignitaire du Parti Démocrate. En 1928 il dirigea la campagne de Roosevelt pour devenir gouverneur de l'État de New York. En 1932 il dirigea la campagne présidentielle. Roosevelt le nomma *Postmaster General* de 1933 à 1940. (Chef du service postal). Ce poste ouvrait au Cabinet présidentiel et était souvent confié au directeur de la campagne du nouveau président élu. Le *Postmaster General* était en charge des cérémonies gouvernementales de mécénat et pour autant avait beaucoup d'influence sur le Parti.

⁴⁷⁵ Louis B. Ward (1892-1942) fut le représentant du "Radio Priest" Charles Coughlin, son aide et son confident. Il écrivit une biographie autorisée du prêtre d'origine canadienne.

de faire appel à lui pour inciter le gouvernement des Etats-Unis à se mêler des affaires internes du Mexique. Selon le délégué, le gouvernement américain était trop préoccupé par ses propres difficultés pour s'impliquer dans des questions externes. De tels plans, qui viendraient à être connus tôt ou tard du public, serviraient plutôt la cause du gouvernement mexicain qui en profiterait pour accuser le clergé de faire de la politique et de demander une intervention étrangère. Ce projet ne ferait qu'augmenter les dissensions au sein de l'Episcopat mexicain.⁴⁷⁶

c) La "proposition" de Mgr Pascual Díaz.

Selon une dénonciation d'Antonio López Ortega, représentant de la Ligue Nationale de Défense de la Liberté à Rome, en 1934 Pascual Díaz fit une proposition de rapprochement avec le gouvernement de Washington pour trouver une solution à la crise. L'idée était d'inviter à Washington Luís Cabrera⁴⁷⁷, ancien homme politique mexicain, afin qu'il propose à la Maison Blanche l'acquisition de la Basse Californie et de la Baie de la Magdalena, en échange de la liberté religieuse qui ne pourrait être effective sans l'intervention de Etats-Unis⁴⁷⁸. Les personnes qui invitèrent Luís Cabrera ne représentaient pas, selon López, la volonté de la nation et la proposition de Mgr Pascual Díaz était une calomnie. Selon López Ortega, les mexicains avaient l'obligation de défendre l'intégrité territoriale du Mexique tout comme les catholiques avaient celui de défendre l'intégrité de la doctrine du Christ. Il disait qu'aucun mexicain ne reconnaîtrait ni ne soutiendrait cette tentative de Luís Cabrera. Ortega demanda alors à Pizzardo de faire opposition. Aucun document trouvé dans les archives du Mexique (archevêché-Condumex) ou à Rome (Archive Vaticane ou ARSI) ne permettait pour le moment d'étayer cette hypothèse. Dans les archives consultées par Jean Meyer à la UNAM, et pour les gens de la Ligue, c'était une calomnie⁴⁷⁹. Les archives de la Ligue sont pleines de documents accusant Díaz,

⁴⁷⁶ Progetti per rimediare alle condizioni Della Chiesa nel Messico. 20 de junio de 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁷⁷ Luis Cabrera (1876-1954), avocat, écrivain et politicien mexicain. Partisan de Francisco I. Madero en 1913 il se rapprocha du constitutionnalisme de Carranza. Il fut nommé agent confidentiel aux Etats-Unis et en 1915 il occupa le poste de ministre des Finances et du Crédit Publique. En 1933, il fut proposé pour être candidat à la présidence par le Parti Anti-réélectionniste.

⁴⁷⁸ Lettre de López Ortega à Pizzardo. 15 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁷⁹ Jean Meyer, courrier électronique pour Yves Solis, 6 mars 2008.

rejeté par la majorité des jésuites, par plusieurs évêques et par les ligueurs. Mgr Diaz maintenait une bonne relation avec le secrétariat d'Etat et le Général jésuite, tous deux très au courant de ses problèmes avec ses pairs. Le plus probable était que la haine envers Pascual Díaz y Barreto, qui avait abandonné la Ligue à son destin, était telle qu'ils étaient disposés à croire n'importe quelle rumeur pouvant servir leurs intérêts. En 1935, ils publièrent plusieurs opuscules, faisant un amalgame entre le traité de MacLane Ocampo et ce que supposément Cabrera et Burke étaient en train de faire⁴⁸⁰.

d) La première proposition de Cicognani et Burke

Le 8 juin 1934, consulté sur la question religieuse, Mgr Cicognani, rejeta les projets d'Orozco y Jimenez et de Ruiz y Flores - Kelley, et proposa son propre projet⁴⁸¹. Il était essentiel pour lui d'atteindre un accord par la voie diplomatique et sans aucune publicité, que ce soit avec Roosevelt ou avec Calles, qui, sans être président, restait tout de même l'homme fort du Mexique. Son idée était que par l'intermédiaire du père Burke, l'on approchât en premier lieu Roosevelt. Une fois acquises les garanties et l'adhésion de celui-ci, le plan consistait à demander à l'ambassadeur Daniels⁴⁸² de faire le nécessaire pour permettre le retour au Mexique de Mgr Ruiz y Flores et de Mgr Orozco y Jimenez. Ensuite, il était pour le changement de Délégué Apostolique et qu'un prélat italien remplace Ruiz y Flores qui n'avait pas fait le nécessaire pour imposer aux évêques et aux catholiques la vision du Saint Siègre, pas plus qu'il n'avait su contrôler son harcèlement contre le gouvernement. L'idée de Cicognani, qui portait son choix sur Burke, était justifiée par le fait qu'il le considérait comme celui qui, aux Etats-Unis, connaissait le mieux la situation mexicaine⁴⁸³. Il pensait aussi que sa position de Secrétaire Général de la *National*

⁴⁸⁰ Lettre de José Rivera Leal, représentant intérimaire en Europe de la Ligue de Défense de la Liberté au secrétariat d'Etat du Vatican. 2 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcoaple. Fasc 355

⁴⁸¹ Rapport N°8571-i. de monseigneur Cicognani à Pacelli. 8 juin 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁸² Josephus Daniels (1862-1948) fut un éditeur de journaux de Caroline du Nord. Il fut ministre de la marine durant la première guerre mondiale et durant cette période Franklin Delano Roosevelt fut son secrétaire particulier. Quand Roosevelt fut élu, Daniels fut nommé ambassadeur du Mexique de 1933 à 1941 et Roosevelt put ainsi appliquer sa politique de « bon voisinage ».

⁴⁸³ Rapport N°8571-i. de monseigneur Cicognani à Pacelli. 8 juin 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

Catholic Welfare Conference lui conférait autorité et prestige, et il jouissait de la confiance du président et de quelques membres du gouvernement. C'était un homme très vertueux, prudent et réservé.

Même si Cicognani savait que le cardinal Hayes pourrait être "utile", lui qui jouissait de l'estime et de l'amitié du président, mettait Hayes en deuxième place car il lui était plus difficile d'approcher le président qui se trouvait à New York alors que Roosevelt était à Washington, mais aussi parce que le danger d'une indiscretion journalistique était plus grand. De plus, le père Burke pouvait être le porte-parole du Saint Siège comme du cardinal Hayes. Le plan et l'intervention de Roosevelt devaient s'effectuer après l'élection présidentielle au Mexique, prévue le premier dimanche de juillet. Pour Cicognani, qui se basait sur la conférence du père Burke avec l'ambassadeur Daniels le 7 mai 1934, le vainqueur serait Lázaro Cárdenas, candidat du Parti National Révolutionnaire⁴⁸⁴.

Profitant du passage de Daniels à Washington fin juin 1934, le père Burke demanda une audience avec le président pour le prier, au nom de la délégation apostolique des Etats-Unis et du Saint Siège, de donner l'ordre à l'ambassadeur de traiter avec le nouveau gouvernement mexicain pour obtenir de meilleures conditions pour l'Eglise, ainsi que le retour de Ruiz y Flores et d'Orozco y Jimenez. L'argument principal serait d'une part que la baisse de foi religieuse risquait de faciliter l'introduction des idées communistes, d'autre part, le besoin pour les Etats-Unis d'avoir comme voisin un pays en ordre et en paix. Il lui semblait facile de permettre le retour de Ruiz y Flores comme archevêque plutôt qu'au poste de Délégué Apostolique. Burke était celui qui critiquait le plus fortement Ruiz y Flores. Selon lui, seul un Délégué Apostolique étranger et de préférence italien, capable de remplir sa mission avec un esprit calme, équilibré, prudent et tact pourrait avoir quelque chance de succès. Pour l'archevêque, l'important était de savoir si le président était disposé à aider et quelle serait la réaction du gouvernement à sa requête.

Eugenio Pacelli pensait que monseigneur Cicognani avait raison au sujet des propositions de Leopoldo Ruiz, de Flores - Kelley et celle d'Orozco y Jimenez⁴⁸⁵.

⁴⁸⁴ Relation du Père Burke à la conférence qu'il eut avec Daniels. 7 mai 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

⁴⁸⁵ Progetti per rimediare alla condizioni Della chiesa nel México. 20 de junio de 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

Pacelli était par contre plus circonspect au sujet de la proposition de Cicognani. Il ne voyait pas très bien ce que Roosevelt, dans ces circonstances de crise vécues par les Etats-Unis, pourrait gagner en soutenant l'Eglise au Mexique. L'ambassadeur Daniels ne semblait pas davantage convaincu du bien fondé de cette action⁴⁸⁶. Un rapport de Mgr. Armora, de juillet 1934, montrait au contraire que l'ambassadeur Daniels détenait d'amples informations très documentées sur la situation religieuse mexicaine⁴⁸⁷. Pour lui, l'ambassadeur pensait qu'il faisait preuve de bonne volonté et qu'en mettant fin au conflit religieux, la question économique et financière s'arrangerait du même coup. Cependant, quelques points étaient difficiles à satisfaire. Pacelli pensait impossible qu'Orozco y Jimenez et Ruiz y Flores puissent rentrer au Mexique. Il lui semblait aussi que la mauvaise opinion de Cicognani sur Leopoldo Ruiz y Flores était exagérée⁴⁸⁸. Pour le secrétariat d'Etat du Saint Siège, dire que les évêques mexicains n'étaient pas unis ne venait certainement pas de Ruiz y Flores. Il recommandait que, quelque soit la réponse, elle soit la plus secrète possible⁴⁸⁹.

Le 10 juillet 1934, Serafín Armora envoya un bref rapport sur la situation religieuse mexicaine à Mgr Pizzardo⁴⁹⁰. Les lois étaient toujours hostiles à l'Eglise, mais L'évêque insistait sur le fait que son application variait d'un gouverneur à l'autre. Au Tabasco, le culte resta suspendu jusqu'au 30 avril 1934. Dans le diocèse de Veracruz, les prêtres devaient travailler cachés mais dans certains villages, la tolérance était plus grande. Au Sonora, où le gouverneur Rodolfo était le fils de Calles⁴⁹¹, les prêtres furent tous expulsés parce qu'on leur avait attribué la protestation publique

⁴⁸⁶ Rapport N°8571-i. de monseigneur Cicognani à Pacelli. 8 juin 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁸⁷ Très bref rapport sur la situation religieuse au Mexique, que présente à l'Excme. et Rvdme. archevêque de Nicea, Dr. Giuseppe Pizzardo, Secrétaire de la Sacrée Congrégation des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires, l'évêque de Tamaulipas. Serafín Armora 10 juillet 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337-340

⁴⁸⁸ Progetti per rimediare alla condizioni Della chiesa nel México. 20 juin 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁸⁹ *Ibidem*.

⁴⁹⁰ Très bref rapport sur la situation religieuse au Mexique que presenta à l'xcme. Y Rvdme. archevêque de Nicea, Dr. Giuseppe Pizzardo, Secrétaire de la Sacrée Congrégation des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires, l'évêque de Tamaulipas. Serafín Armora 10 juillet 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337-340

⁴⁹¹ Rodolfo Elías Calles (1900-1965) fut un politicien mexicain. Il était le fils du président Plutarco Elías Calles. Il fut gouverneur constitutionnel de l'Etat de Sonora de 1931 à 1934. Il prit des décisions drastiques pour résoudre les problèmes agricoles et ouvriers. Il s'attaqua en particulier aux travailleurs chinois. Il prit des décisions qui augmentèrent le problème religieux dans l'Etat de Sonora. Il fut ministre des Communications et Œuvres Publiques. Il renonça en 1935 lors de la rupture entre les généraux Lazaro Cárdenas et Plutarco Elías Calles.

des pères de famille contre l'éducation sexuelle. Le gouvernement central niait l'existence et la promulgation de la loi sur l'éducation sexuelle, mais son application mesurée avait été mise en place. Dans la majorité des Etats, San Luís Potosí, Saltillo, Tamaulipas, Puebla, Aguascalientes, México, Durango, existait une bonne tolérance et les prêtres pouvaient officier. Dans d'autres Etats comme Nuevo León où le gouverneur était Calles Jr., un radicalisme total régnait. Seuls pouvaient exercer les quelques prêtres enregistrés et reconnus par le gouvernement civil. A Monterrey, on s'attendait à ce que pour le mois de décembre tous les temples de cet archidiocèse soient fermés. C'est dans l'Etat de Tabasco que se vivait une des situations les plus difficiles, car Tomás Garrido menait une politique blasphématoire contre l'Eglise⁴⁹². Avec l'élection de Cárdenas, la persécution augmenta et se généralisa⁴⁹³. Cette persécution était présente dans tous les Etats où cette disposition était lettre morte et, dans ceux où elle était appliquée, elle fut plus restrictive, laissant un nombre insignifiant de prêtres. Avec méthode et constance, le gouvernement tentait aussi de promouvoir l'éducation socialiste pour les jeunes, malgré l'opposition des pères de familles⁴⁹⁴. Dans son discours de juin 1934 à Guadalajara, Calles réaffirma la nécessité pour les révolutionnaires d'impliquer les enfants et les jeunes, de s'impliquer dans l'éducation et à l'école pour ne pas laisser celle-ci aux mains du clergé et des réactionnaires⁴⁹⁵. Les révolutionnaires étaient les véritables maîtres du gouvernement et celui-ci avait déjà la force nécessaire pour résister à ses ennemis, même si comptaient sur le soutien des Etats-Unis. Il semblait donc inutile d'attendre une amélioration de la situation, un changement des lois ou une modification de la Constitution en faveur de l'Eglise⁴⁹⁶. L'idée d'obtenir l'aide amicale d'autres nations était peu partagée. L'Italie par exemple, semblait très satisfaite de l'élection du président Cárdenas qualifié, dans le rapport sur la persécution mexicaine, de présomptueux ignorant. L'Italie n'interviendrait donc pas de manière favorable aux

⁴⁹² Rapport N°9109-i. de Cicognani à Pizzardo. 23 août 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁹³ La persecuzione messicana. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁹⁴ *Ibidem*

⁴⁹⁵ Rapport N°9773-1. de monseigneur Cicognani à Pizzardo 25 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁹⁶ La persecuzione messicana. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

catholiques. Quant aux Etats-Unis, un travail se faisait avec le Délégué Apostolique Cicognani⁴⁹⁷. La question était alors de savoir s'il pouvait être avantageux pour le Saint Siège de protester à nouveau. Après la sortie de l'encyclique *Acerba Animi* en septembre 1932, toute protestation directe ou indirecte faite lors d'une conférence ou par le biais d'un article de presse ne ferait qu'augmenter l'intensité des représailles et des persécutions. D'autre part, ces protestations donnaient au gouvernement un bon prétexte pour justifier l'oppression envers le clergé. Par contre cela montrerait aux catholiques que le Saint Siège s'intéressait à leur sort, et au monde, ce qui était en train de se passer au Mexique⁴⁹⁸. Il semblait donc qu'en terme de protestation, la plus opportune devait venir du Saint Père. Utiliser les moyens de communication ne semblait pas le plus judicieux par manque de contrôle, même en Italie. On pensa même reprendre les exemples de la Russie et de la Révolution française et laisser les persécutions exciter le zèle des prêtres afin que par leur exemple, soit maintenue la foi de la population. Il était essentiel d'obtenir que les informations provenant du Mexique fussent dignes de foi. Beaucoup disaient (le gouvernement, *El Nacional*, Cicognani) que si la persécution durait, cela était dû à l'action des catholiques contre le gouvernement et à la discorde régnant entre les catholiques.

Le 19 octobre, la Chambre des Députés avait approuvé à l'unanimité une proposition à présenter au président dans laquelle tous les évêques et archevêques du Mexique devaient être expulsés du pays⁴⁹⁹. Cette proposition avait pour fondement l'analyse selon laquelle les évêques déclaraient dépendre du Vatican. On n'attendait plus que la signature du président pour que cette proposition puisse prendre effet.

En accord avec le père Burke, un plan d'action fut établi.⁵⁰⁰ Il fallait obtenir une entrevue avec le président Roosevelt. Le père Burke lui exposerait la situation et les dangers que cela pourrait représenter pour les Etats-Unis. En second lieu, on préparerait un bref opuscule pour éclairer, sur une base historique et informative, l'opinion publique sur la question religieuse. L'opuscule devrait contenir des dates et

⁴⁹⁷ Rapport N°9773-1. de monseigneur Cicognani à Pizzardo 25 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁹⁸ La persecuzione messicana. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁴⁹⁹ Rapport N°9773-1. de monseigneur Cicognani à Pizzardo 25 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 337

⁵⁰⁰ *Ibidem*

des faits pour éviter autant que possible des discussions et des polémiques. Le troisième point concernerait la publication d'une pastorale par l'Épiscopat mexicain ou par Mgr Ruiz y Flores, et au nom de toute la hiérarchie catholique. Elle devrait exposer les motifs pour lesquels les lois ne pouvaient être acceptées, c'est-à-dire le fait qu'elles niaient la liberté de culte et d'éducation. Répéter que les catholiques, les évêques, le clergé et les fidèles aimaient sincèrement leur patrie et protestaient contre les accusations les faisant passer pour des ennemis de la nation. Il faudrait soutenir les instructions du Saint Père selon lesquelles le clergé devait rester hors du champ de la politique et reproduire les principes de la Quadregesimo Anno, mettant spécialement l'accent sur la nécessité économique et sociale actuelle du Mexique. Cette pastorale ne devait pas constituer une attaque contre le gouvernement mais une défense de l'Église, dans le but de démontrer que la hiérarchie catholique mexicaine était désireuse de contribuer à la grandeur nationale du Mexique et à toute initiative en faveur des pauvres, de leur travail, et que les temps présents devaient être l'occasion d'exprimer l'amertume et la douleur ressenties par l'épiscopat, montrant par là qu'il n'était nullement l'ennemi de la patrie⁵⁰¹. Ruiz y Flores n'était pas du tout convaincu par ce plan et se montrait plus favorable aux « fantaisies » de Kelley⁵⁰².

Cicognani expliqua que le rapprochement avec le président commença vers le mois d'octobre bien que l'instruction ait été donnée dès le mois de juillet, mais il était impossible d'aller plus vite car Roosevelt s'était absenté durant un mois et n'avait pu recevoir Burke que le 22 octobre 1934.

Burke avait demandé une déclaration très forte et explicite sur la liberté du culte et de l'enseignement. Roosevelt lui dit qu'il valait mieux attendre. Burke mentionna la possibilité de changer de délégué. Roosevelt lui avait demandé si le délégué aux États-Unis connaissait l'affaire et quelle était son autorité sur cette question. Burke lui expliqua que Cicognani était tout à fait au courant et qu'il agissait avec l'autorité conférée par le Saint Siège. Burke ajouta qu'il ne serait pas convenable que Cicognani assumât officiellement ce rôle, ce sur quoi le président fut d'accord. Il se présenta ensuite comme son envoyé et expliqua au président la pensée du Saint père sur la question mexicaine. L'Église ne souhaitait pas s'immiscer dans les affaires

⁵⁰¹ *Ibidem.*

⁵⁰² *Ibidem.*

politiques mais lorsque la politique s'en prenait aux droits de l'Eglise, l'autorité ecclésiastique se devait de protester. Le Saint Père souhaitait arriver à une solution pacifique, obtenue par la voie du dialogue, et qu'il pourrait, si cela s'avérait nécessaire, prendre en considération la nomination d'un Délégué Apostolique qui ne soit pas mexicain.

Le président ne croyait pas que le gouvernement ait comme objectif de détruire l'Eglise⁵⁰³. Burke mit en évidence le danger représenté par le fait que l'ambassadeur des Etats-Unis ait soutenu ouvertement le plan sexennal de Calles et l'éducation socialiste. Le président, convaincu de la gravité de l'affaire, s'engagea à intervenir personnellement et à impliquer officieusement Calles⁵⁰⁴. En octobre 1934, le père Burke avait la certitude de la bonne disposition des Etats-Unis⁵⁰⁵. Le 23 octobre, Burke eut un entretien avec William Phillips⁵⁰⁶, "sous secrétaire d'Etat" qui lui manifesta son accord pour appuyer les tentatives du président. Le 25 octobre, il avait une nouvelle entrevue avec Roosevelt. Après cette réunion, il écrivit à l'ambassadeur des Etats-Unis au Mexique. Les évêques et prêtres reçurent toute l'attention des autorités nord-américaines. Leurs passeports furent régularisés et ils n'eurent pas à pâtir des lois sur l'immigration⁵⁰⁷. Selon le Délégué Apostolique, il était nécessaire de maintenir la plus grande discrétion possible⁵⁰⁸.

Dans son rapport du 8 novembre, les craintes exprimées par l'archevêque se confirmèrent lors de la protestation publique faite par Ruiz y Flores et par la publication de ses lettres, provoquant dans les journaux la révélation du « complot catholique ». Le problème était que la protestation publique de Ruiz y Flores puis la publication de ses courriers à Pascual Díaz et à certains jésuites avaient changé la

⁵⁰³ Récit de la conférence du père Burke avec le président Roosevelt. 22 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

⁵⁰⁴ Chiffre N°43 de Cicognani à Pizzardo. 23 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

⁵⁰⁵ Rapport N°9773-1. de monseigneur Cicognani à Pizzardo 25 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

⁵⁰⁶ William Phillips (1878-1968) fut diplomate des Etats-Unis d'Amérique qui en deux occasions Sous-secrétaire d'Etat.

⁵⁰⁷ Rapport N°9896-i de monseigneur Cicognani à Pizzardo. 8 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁰⁸ Rapport N°9773-1. de monseigneur Cicognani à Pizzardo 25 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 337

situation⁵⁰⁹. Selon Cicognani, pour obtenir quelque chose du président, il fallait aller dans le sens de son rapport du 23 octobre. La situation du gouvernement des Etats-Unis était trop délicate pour des raisons de politique intérieure et de politique extérieure. Une intervention directe des Etats-Unis ne serait jugée ni amicale ni diplomatique. Pour les Etats-Unis, il était alors fondamental de s'assurer de la sympathie des Républiques d'Amérique du sud afin de pouvoir conclure des traités commerciaux offrant une sortie à la surproduction nord-américaine. Cette sympathie serait obtenue, selon Cicognani, à la condition que Franklin Delano Roosevelt et le secrétaire d'Etat Cordell Hull⁵¹⁰ n'imposent leur volonté à aucune nation. On pourrait citer comme exemple le retrait des garnisons américaines de Cuba et d'Haiti ainsi que le travail qui était en cours pour préparer l'indépendance complète des Philippines. C'est pourquoi il apparaissait improbable d'intervenir avec la force armée au Mexique, absurde et contreproductif de vouloir propager une telle idée.

Cette menace d'intervention ne conduirait qu'à susciter des doutes dans les républiques d'Amérique du sud. Quant à leurs politiques internes, la situation des Etats-Unis n'était pas des plus aisées. Grâce à la victoire du Parti Démocrate Roosevelt avait obtenu la présidence, ce Parti prédominait dans le sud des Etats-Unis où les catholiques étaient peu nombreux, donc avec un pouvoir limité, et où beaucoup de protestants étaient franchement anticatholiques. Une intervention publique des Etats-Unis dans les affaires religieuses du Mexique provoquerait la protestation et le ressentiment des protestants. Le Délégué Apostolique rappelait que pendant que la médiation de Morrow avait provoqué l'envoi plus de 10 000 lettres de protestation au Département d'Etat⁵¹¹.

Les intérêts de beaucoup de capitalistes et d'industriels n'avaient pas souffert durant la guerre des *cristeros* et la « persécution » religieuse ne les avait pas du tout affectés. Le prélat ne jugeait pas que l'ambassadeur américain au Mexique, Josephus Daniels, ait jamais eu ni la conviction ni l'habileté pour obtenir les résultats souhaités. Le département d'Etat était également convaincu de cela mais il devait soutenir son

⁵⁰⁹ Rapport N°9896-i de monseigneur Cicognani à Pizzardo. 8 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵¹⁰ Cordell Hull (1871-1955) fut un politicien americain de l'Etat de Tennessee. Il fut le secrétaire d'état qui occupa le service le plus long a se poste de 1933 a 1944 durant l'administration du Président Franklin Delano Roosevelt.

⁵¹¹ Rapport N°9896-i de monseigneur Cicognani à Pizzardo. 8 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

ambassadeur. Daniels avait initié l'actuel président Roosevelt à la vie politique, en le nommant sous-secrétaire de la Marine lorsqu'il en était lui-même secrétaire. Il avait également soutenu Roosevelt lors de la dernière campagne présidentielle, tous deux étaient avocats et partageaient une franche amitié. Il était donc difficile que Roosevelt fesse rentrer l'ambassadeur Josephus Daniels. Il était de fait impossible qu'il l'appelle maintenant car il ferait état de sa désapprobation du discours qu'il fit le 26 juillet 1934, ce qui serait vu par les révolutionnaires comme un soutien de l'ambassadeur des Etats-Unis à l'idéologie socialiste, et comme un appui au gouvernement persécuteur du point de vue des catholiques. Lorsque les problèmes liés à son discours auraient disparus et qu'il serait à une place moins difficile et meilleure, il le rappellerait et le remplacerait par quelqu'un de plus capable. Les nord-américains n'étaient pas satisfaits de son travail au Mexique car il ne défendait pas leurs intérêts de manière très adéquate.

Une fois connue au Mexique la protestation publique de Leopoldo Ruiz y Flores ainsi que les lettres publiées dans le *Nacional*, le père John Burke put avoir une conférence avec Phillips qui remplaçait provisoirement le secrétaire d'Etat absent de Washington. Burke craignait une entrevue difficile étant donnée la grande différence entre, d'une part ce qui avait été déclaré par Leopoldo Ruiz y Flores et ce qui avait été publié, d'autre part ce que Burke avait annoncé au président, c'est-à-dire que le Saint Siège souhaitait arranger l'affaire par la voie pacifique. On attendait aussi que Phillips exprimât le ressentiment de son gouvernement à propos des expressions agressives de l'archevêque de Morelia. Burke se sentit alors contraint d'expliquer comment les choses s'étaient passées et que Leopoldo Ruiz y Flores ne les avait commentées qu'au Délégué Apostolique des Etats-Unis et à lui, ce qu'il avait fait après la conférence du 25 octobre. Le 27 octobre justement. William Phillips dit à Burke qu'il le croyait et qu'il conservait ses sentiments de pleine confiance dans la rectitude du Saint Siège et que celui qui traitait en son nom la question était le père Burke. Ce dernier lui demanda alors quels avaient été les résultats des messages confidentiels entre le président et Plutarco Elías Calles, et si l'ambassadeur était disposé à faire une déclaration en faveur des catholiques. Phillips le dit que, toutes choses bien considérées, il ne croyait pas utile pour la cause des catholiques mexicains que Josephus Daniels fit au Mexique une nouvelle déclaration en faveur

de la liberté religieuse et éducative, ce qui ne manquerait pas d'augmenter les persécutions religieuses.

Il était donc nécessaire d'attendre une amélioration de la situation pour pouvoir faire quelque chose sur ce que Roosevelt et Calles étaient en train de travailler. Ce qui était clair, c'était que Josephus Daniels et Calles ne peuvent pas travailler ensemble, même si Phillips n'en expliqua pas la raison. Lorsque Daniels avait montré à Calles le message du président Roosevelt, celui-ci avait exhibé la publication du *Nacional*. A la suite des événements avec Josephus Daniels et Leopoldo Ruiz y Flores il devenait nécessaire de laisser passer un certain temps pour renouveler la tentative auprès de Roosevelt. Mgr Giuseppe Pizzardo donna l'instruction de suspendre toute rencontre avec Roosevelt⁵¹².

3. "Le complot catholique" de 1934

En 1934, la situation paraissait plus complexe encore. Une des grandes craintes de l'Eglise se représenta sous la forme de la publication et de la diffusion, par la presse, de ses négociations avec les Etats-Unis. Le 20 octobre 1934, le Délégué Apostolique du Mexique avait pris la parole contre la violence des autorités mexicaines envers l'Eglise⁵¹³. Ce message de protestation, rapporté par Enrique del Valle et publié le 24 octobre 1934, marquait selon le jésuite, une rupture avec son attitude de tolérance et soulignait une série de problèmes ainsi que la recrudescence de la persécution au Mexique⁵¹⁴. Dans ce document, il critiquait la position antireligieuse des persécuteurs de l'Eglise. Il rappelait l'importance de la Constitution de 1917 et la contradiction entre celle-ci et les lois iniques destinées à limiter le nombre de prêtres (1 pour 100 000 habitants dans certains Etats). Le surprenait davantage encore les contradictions du discours de campagne du général Cárdenas. Il se demandait ce qu'il restait des promesses de liberté de conscience, de liberté d'enseignement, annoncées par le candidat. Dans cette lettre il critiquait aussi le socialisme et

⁵¹² Instruction de Pizzardo à Cicognani. 12 juillet 1934.

⁵¹³ Protestation du Délégué Apostolique. 20 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove trattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 338

⁵¹⁴ Enrique del Valle. Notes sur la situation politico-religieuse au Mexique. Novembre 1934. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1012. 1934-1935. I. (39) Prep. Provin. (1934).

réaffirmait l'impossibilité pour tout catholique d'être ou de partager les idées socialistes.

En Octobre 1934, à la suite des déclarations faites par le Délégué Apostolique Ruiz y Flores, le journal *El Nacional* publia dans ses éditions du samedi 27 et du dimanche 28 octobre, des articles, des lettres du Délégué Apostolique et de catholiques, intitulant le tout comme "Une ténébreuse conspiration du clergé du Mexique contre le régime révolutionnaire"⁵¹⁵. Le journal 28 octobre 1934 explique "comment s'est organisée la conspiration cléricale", à partir d'une lettre de catholiques oeuvrant aux Etats-Unis et dénonçant les « exactions » du gouvernement⁵¹⁶. Le même jour, l'archevêque de Mexico publia une lettre qui, au lieu d'être comprise comme une clarification, fut jugée par *El Nacional* comme une confirmation de ce qui avait été annoncé, et dans laquelle Díaz faisait porter la responsabilité sur Ruiz y Flores, donc indirectement sur le Saint Siègre alors que l'intention de l'archevêque avait été de réaffirmer que les évêques et archevêques étaient restés dans les limites imposées par la loi et dans leur droit de défendre l'Eglise. En réponse aux accusations du *Nacional*, Ruiz y Flores déclara à l'Associated Press son opposition à la défense armée⁵¹⁷. Dans ces déclarations, il percevait chez le *Nacional* la volonté de préparer l'opinion publique de telle façon qu'au lieu de voir l'éviction d'éléments jugés indésirables par le gouvernement et qui pourraient être éliminés par celui-ci, l'opinion en vienne à accuser les catholiques. Pour lui, les affirmations de n'importe quel catholique n'avaient aucunement l'assentiment de l'Episcopat ou du Saint Siègre. Un point de grande importance dans ce contexte de fuite de l'information fut la nécessité de faire croire que ces déclarations avaient été faites à San Antonio Texas, lieu de résidence de Ruiz y Flores, et non à Washington. Ceci dans le but d'éviter une plus grande diffusion et de mettre en lumière la recherche du soutien américain pour tenter

⁵¹⁵ El Nacional, Samedi 27 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 338

⁵¹⁶ El Nacional, Dimanche 8 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 338

⁵¹⁷ Déclarations de Leopoldo Ruiz y Flores à l'Associated Press en réponse aux accusations du Nacional. 30 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 338

d'obtenir la résolution du conflit⁵¹⁸. Le 6 novembre, le délégué Ruiz y Flores réaffirma son désaccord pour les lettres "violées", le mieux étant pour lui de toujours rechercher des voies de communication très discrètes justifiant les mesures à respecter, ou bien le latin et les chiffres pour les communications confidentielles. Il réaffirma publiquement que cela n'avait pas été ni n'était l'intention de l'épiscopat, du clergé ou des catholiques, d'utiliser des moyens violents pour défendre leurs droits. Il précisa aussi ce qu'était l'épiscopat.

*Le Comité Épiscopal est resté le même que celui qui fonctionna depuis 1924 jusqu'en 1929, et sa mission est d'être un organe officiel de l'épiscopat pour tout ce qui a trait à l'instruction et à la direction des catholiques dans leur conduite durant les circonstances présentes, toujours dans des termes pacifiques lorsqu'il s'agit de défendre leurs droits. Il serait erroné de croire que ce comité est un centre de rébellion ou d'opposition systématique au gouvernement.*⁵¹⁹

Dans ce même document, Ruiz y Flores affirma qu'à aucun moment il n'avait recherché l'intervention du gouvernement américain, qu'il devait traiter des affaires ecclésiastiques de la délégation apostolique à Washington et que par conséquent, il était plus que normal qu'il traitât ces affaires avec le secrétaire de la N.C.W.C. John Burke, afin de définir ce que ce dernier pourrait faire pour le Mexique. Après les déclarations du président Portes Gil, tout le monde connaissait ce qui s'était passé en juin 1929, ainsi que les réunions de Calles en 1928 avec le père Burke. Ce dernier étant *persona grata* auprès du gouvernement mexicain, le Délégué Apostolique Ruiz y Flores se trouvait dans l'obligation de lui demander de l'aide. Le ton de cette lettre évoquait l'apaisement et la réconciliation.

Dans son long rapport du 8 novembre 1934 au secrétariat d'Etat du Saint Siège, monseigneur Cicognani s'intéressait aux événements internes du Mexique, aux prises de position de Ruiz y Flores sur les Etats-Unis, à la bonne volonté des Etats-Unis ainsi qu'à l'action du père Burke⁵²⁰.

⁵¹⁸ Note à la déclaration de Leopoldo Ruiz y Flores. 8 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵¹⁹ Lettre ouverte au président Abelardo Rodríguez. 6 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵²⁰ Rapport N°9896-i de monseigneur Cicognani à Pizzardo. 8 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

Par la voie de son secrétariat d'Etat, le Saint Père décida le 21 novembre 1934 la suspension des tractations en cours avec le président Roosevelt, faisant part d'un certain mécontentement à propos de l'interprétation du Délégué Apostolique sur le fait que le Saint Siège avait donné l'ordre d'approcher Roosevelt⁵²¹. Le 20 novembre 1934, le secrétariat d'Etat avait beaucoup réfléchi sur le long rapport de Cicognani. Ruiz y Flores avait également exposé les difficultés engendrées par cette situation dans ses rapports 68, 69 et 70. Pour le Saint Siège, cette situation avait été aggravée par les imprudences commises par Ruiz y Flores qui avait envoyé une lettre traitant d'affaires extrêmement délicates par la voie traditionnelle, permettant ainsi que ces informations soient interceptées et publiées par le gouvernement. Si Calles avait ordonné la persécution sans le prétexte des lettres, celles-ci lui donnaient une justification supplémentaire pour continuer la persécution par le côté vraisemblable d'un soi-disant complot catholique.

Les déclarations postérieures de Mgr Ruiz y Flores s'avèrent totalement inefficaces aux yeux du secrétariat d'Etat du Saint Siège, en prétendant tenir le gouvernement dans sa nouvelle initiative de persécution⁵²². De fait, le Saint Siège s'était tenu informé en permanence. Parmi ces moyens, citons les communications de monseigneur Ottaviani, qui envoyait des informations à Pizzardo, secrétaire de la Congrégation Sacrée des Affaires Ecclésiastiques Extraordinaires. En effet, Pizzardo recevait régulièrement les bulletins du *News Service* de la *National Catholic Welfare Conference* par le biais de Mgr Ottaviani qui, à son tour, les recevait des Etats-Unis. Le délégué commentait la suspension de l'exercice du culte dans l'Etat de Chihuahua à partir du 25 octobre, ainsi que l'exil aux Etats-Unis de l'évêque Antonio Guizar Valencia. Ce fut la même chose avec l'Etat de Colima, d'où furent expulsés tous les prêtres et l'évêque Amador Velásco qui se trouvait dans de Mexico. Le 28 octobre, deux cent mille personnes manifestèrent en faveur de la politique antireligieuse,⁵²³ même si l'évêque relativisait en disant qu'ils étaient tous « obligés ».

⁵²¹ Chiffré 3731/34 envoyé la première fois sans numéro, de Pizzardo à Cicognani 21 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵²² Commentaire au rapport n°9896. 20-XI-1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵²³ *El Nacional*, (México) Lundi 29 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

Ce qui préoccupait le plus Amleto Cicognani, c'était la publication des lettres du Délégué Apostolique et en particulier celles qu'il avait adressées au père Romero, au provincial des jésuites et à l'archevêque Díaz. Dans la première, il faisait référence au comité épiscopal et disait que Mgr Díaz, Mgr González et Antonio Guizar devaient l'intégrer. L'archevêque de Durango avait toujours été connu pour son soutien à la défense armée et s'était opposé aux démarches ayant conduit au *Modus Vivendi* de 1929. Quant à l'évêque de Chihuahua, il était déjà en exil. Dans la lettre au provincial, Ruiz y Flores souhaitait la participation des jésuites à un groupe de soutien au comité directeur du comité épiscopal.

A propos de cette lettre, Enrique del Valle S.J. rapportait au père général Ledóchowski en 1934 qu'à la suite des problèmes liés à la question religieuse surgit l'idée d'organiser une nouvelle fois un comité représentatif des évêques qui étudierait et aurait pour tâche de résoudre les problèmes du moment, pour la vie et la liberté de l'Eglise⁵²⁴. Selon lui, c'est à ce moment-là que le délégué lui demanda, dans une lettre dont une copie fut interceptée par le gouvernement avant d'être publiée par *El Nacional*, la coopération des jésuites à l'organisation et au fonctionnement dudit comité. Dans sa lettre à Mgr Díaz, Ruiz y Flores s'en prenait au gouvernement américain et au PNR, disant que le gouvernement était tyrannique, despotique et il le condamnait pour sa doctrine socialiste et antireligieuse.

Cicognani montrait son mécontentement envers Ruiz y Flores qui ne lui donna cette lettre, diffusée au Mexique le 20, que le 27 octobre, 5 jours après que John Burke ait commencé les négociations avec Roosevelt⁵²⁵. Le problème était que cette lettre n'aidait en rien la volonté déclarée de Ruiz y Flores d'agir avec paix et concorde, elle donnait au contraire plus de poids à la position du gouvernement. Il fallait ajouter à cela la gêne de voir des affaires si importantes circuler dans les mains d'une dame, cela donnant l'impression que le Délégué Apostolique prenait les affaires mexicaines à la légère et sans les indispensables mesures de précaution. *El Nacional* en effet montrait clairement le rôle joué par Sofía del Valle⁵²⁶, dans le « complot catholique ». Sofía del Valle était membre de l'Union des Dames

⁵²⁴ Lettre d'Enrique del Valle à Wlodimiro Ledochowski. 4 janvier 1935. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1012. 1934-1935. I. (1) Prep. Provin. (1934).

⁵²⁵ Rapport N°9896-i de monseigneur Cicognani à Pizzardo. 8 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove tratative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 338

⁵²⁶ Olimon Nolasco, Manuel. *Sofía del Valle, una mexicana universal*. México: Instituto Nacional de las mujeres. 2009. 162 p.

Catholiques, secrétaire des oeuvres du père Alfredo Méndez S. J.⁵²⁷, personne de confiance de l'archevêque de Morelia et délégué apostolique, Leopoldo Ruiz y Flores.⁵²⁸ Cicognani lui reprochait aussi ce qu'il disait des Etats-Unis dans ses lettres, "une expression qui aurait pu être évitée, spécialement en vue de la voie que le Saint Siège avait mis en place avec le président Roosevelt." A quoi il fallait ajouter les lettres parlant clairement de la propagande anti-gouvernementale aux Etats-Unis. Celle de Ruiz y Flores à Díaz et sa protestation du 20 octobre reprochaient au gouvernement américain d'avoir toujours soutenu la révolution mexicaine.

Monseigneur Ruiz y Flores avait quitté insatisfait le Délégué Apostolique aux Etats-Unis, mais il semblait surtout gêné par la publication inattendue de sa lettre. Lorsqu'arrivant à Washington il proposa un plan d'action pacifique et conciliateur, Mgr Leopoldo Ruiz y Flores se trouva en difficulté. Le père Burke fut très clair et demanda à Ruiz y Flores de ne pas insister. Ce dernier n'avait exposé clairement son plan ni à Burke ni à Cicognani mais après la protestation publique et les différents documents publiés au Mexique, le Délégué Apostolique à Washington avait l'impression de voir plus clairement l'intention réelle du prélat mexicain. Pour Cicognani, Ruiz y Flores souhaitait organiser au Mexique une forte opposition au gouvernement avec le soutien du gouvernement et des catholiques des Etats-Unis. La direction dudit organisme serait à la charge d'un triumvirat d'évêques (Díaz-González-Guizar) et l'exécution reviendrait à un comité composé de prêtres ou de laïcs plus les P. P. Romero et Iglesias. Ce comité devrait diriger et assister les associations déjà constituées au Mexique et en fonder une nouvelle qui organiserait l'ensemble des forces catholiques sous une direction unique. Le point sensible restait l'utilisation jugée dangereuse de laïcs dans des affaires aussi graves.

Pour le délégué, l'utilisation de Sofia del Valle⁵²⁹ par le Délégué Apostolique allait provoquer la méfiance de l'opinion publique mais surtout, celle du gouvernement des Etats-Unis. La publication faite par *El Nacional* portait gravement atteinte aux

⁵²⁷ Alfredo Méndez Medina (1877-1968, prêtre jésuite mexicain. Il fut également sociologue et étudia principalement en Europe. Il fut le promoteur du syndicalisme moderne au Mexique. Il fonda en 1911 la Confédération de Ouvriers Catholiques de la République Mexicaine. Il fut conseiller de la Ligue Nationale de Défense de la Liberté Religieuse (NDLR) auteur de nombreux livres et articles sur les thèmes sociaux ou eucharistiques.

⁵²⁸ Entrevue avec mademoiselle Sofía del Valle et Alicia Olivera de Bonfil, le 3 novembre 1972 et le 14 février 1973 dans la ville de Mexico.

⁵²⁹ Sofía del Valle (1891-1983), une des femmes catholiques les plus actives du Mexique du XX^{ème} siècle. Elle fut chargée par Leopoldo Ruiz y Flores de rendre publiques les frustrations que vécurent les catholiques après les accords religieux de 1929.

tentatives bien avancées et tout cela à cause d'un manque de rigueur de Ruiz y Flores. Il lui semblait que celui-ci était toujours sous l'influence du projet de monseigneur Kelley. Ruiz y Flores ne montrait aucune foi en une intervention pacifique et diplomatique du gouvernement américain et pensait que la résistance des catholiques mexicains et le poids de l'opinion publique aux Etats-Unis obtiendraient un meilleur résultat. Le gouvernement américain décida de ne pas apporter son soutien. Le problème était que dans aucune de ses lettres il ne condamnait l'action armée prohibée par le Saint Siège et quelques évêques en 1928. Une lettre de Mgr Díaz⁵³⁰ réaffirma la condamnation de la défense armée, suivi d'une déclaration de Ruiz y Flores à l'Associated Press⁵³¹, préparée avec l'aide de Burke, et d'une lettre ouverte au président Rodríguez. Pour le Délégué Apostolique, tout cela montrait que, même bien organisée, la résistance des catholiques mexicains ne serait pas soutenue par le gouvernement de Washington, ni par l'aide financière des catholiques américains, pas plus que par l'opinion publique aux Etats-Unis⁵³². Selon Cicognani, le pouvoir du PNR et de Calles étaient indiscutables. Aux élections de juin 1934, le parti avait gagné avec un million de voix alors que les partis d'opposition n'avaient obtenu que trente mille votes. Calles contrôlait l'Armée, les principales industries et les principaux syndicats du pays. Il était le véritable homme fort du Mexique. Cicognani reconnaissait que la situation de Ruiz y Flores n'était pas facile⁵³³. Lorsqu'en 1928 il s'était montré contre la défense armée, il avait été traité de renégat et de traître à la cause catholique. Nombreux furent ceux qui firent pression sur pour qu'il condamnât le gouvernement mexicain. Selon l'archevêque, sa position était être rendue délicate par la force des intérêts et des amitiés. Cela provoqua de fortes spéculations sur son comportement. La divergence de vue entre Cicognani et Ruiz y Flores ne facilitait pas la recherche d'une solution, même si

⁵³⁰ Déclarations faites à la presse, 25 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 338

⁵³¹ Déclarations de Leopoldo Ruiz y Flores à l'Associated Press en réponse aux accusations du Nacional. 30 octobre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 338

⁵³² Rapport N°9896-i de monseigneur Cicognani à Pizzardo. 8 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 338

⁵³³ *Ibidem*

dans son rapport Cicognani persistait à dire qu'il n'avait aucun ressentiment personnel⁵³⁴.

Malgré les accords de 1929, il n'y avait aucun véritable *Modus Vivendi* et c'est l'Etat qui semblait être en meilleure situation et le vrai bénéficiaire des accords conclus. La non observation des accords était un problème très complexe à résoudre. Il était clair que le gouvernement ne s'y plierait qu'en cas de nécessité. Pour les catholiques, cela signifiait l'urgence de faire preuve de discipline et d'obéissance, ce qui était impossible à obtenir des évêques. Dans ce rapport, il mentionnait aussi Mgr Manríquez et le rapport N°6199-h de Pietro Fumasoni-Biondi sur les prêtres et évêques qui continuaient à aider et à patronner la lutte armée, ou à la proposition de monseigneur Orozco y Jimenez de soutenir une intervention armée des Etats-Unis. Cicognani pensait qu'il pourrait être bon de demander la médiation d'un nonce apostolique d'une des républiques d'Amérique du sud, et de son l'ambassadeur. Il serait également judicieux de pouvoir compter sur un informateur objectif de la situation mexicaine. Pour le Saint Siège, il était de la plus haute importance de reprendre l'idée du Délégué Apostolique des Etats-Unis selon laquelle il fallait rester bien informé de la situation⁵³⁵. Pour Eugenio Pacelli, il fallait disposer d'un informateur. Il pensait d'ailleurs envoyer la personne adéquate et capable ayant l'apparence d'un commerçant ou d'un archéologue⁵³⁶. Il prit considéra l'idée de traiter avec un nonce et un diplomate mexicain qui aient de bonnes relations avec Calles. Pacelli souhaitait profiter de l'excellente relation de Francisco Borgongini Duca⁵³⁷, Secrétaire de la Sainte Congrégation des Affaires Extraordinaires de l'Eglise avec l'ex-ambassadeur du Mexique à Rome, Julio Madero González et avec l'ambassadeur en poste, Manuel C. Tellez (1933-1935)⁵³⁸.

⁵³⁴ *Ibidem*.

⁵³⁵ Commentaire au rapport n°9896. 20-XI-1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵³⁶ *Ibidem*.

⁵³⁷ Francisco Borgongini Duca (1884-1954) prélat italien originaire de Rome, fut ordonné prêtre en 1906. En 1909 il occupa le poste de secrétaire de la Pénitencierie Apostolique, puis fut membre de la Curie Romaine et secrétaire de la Sainte Congrégation des Affaires Extraordinaires à partir de 1922. En 1929, suite au rétablissement des relations entre le Saint-Siège et l'Italie on le nomma Nonce Apostolique en Italie.

⁵³⁸ Commentaire au rapport n°9896. 20-XI-1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

Le 6 décembre 1934, l'archevêque envoya de nouvelles informations à Pacelli⁵³⁹. Le 14 novembre 1934, lors de son assemblée annuelle à Washington, la hiérarchie américaine fit une déclaration sur les conditions religieuses au Mexique⁵⁴⁰. Elle réaffirmait le droit inaliénable de toute personne à professer sa religion et à exprimer sa manière de sentir les choses⁵⁴¹. L'ensemble de la presse se fit l'écho favorable à cette déclaration. Diverses organisations protestantes et juives s'unirent aux catholiques pour condamner les articles et les discours relatifs à la persécution religieuse⁵⁴². La presse libérale se montra plus favorable encore. Une politique de boycott des produits mexicains avait commencé. En novembre, le Procureur Général de la République, avec l'accord de Calles, envoya un ordre d'arrestation de monseigneur Ruiz y Flores⁵⁴³, un autre contre Mgr Manríquez y Zarate, pour avoir promu des mouvements sédicioux parmi les catholiques du Mexique. Le 1^{er} décembre, le général Cárdenas avait pris possession de la charge présidentielle et avait déclaré qu'il voulait agir pleinement en matière éducative, sociale et économique, en accord au programme du PNR. Même si plusieurs personnes disaient que le nouveau président n'était pas dans les meilleurs termes avec Calles et qu'une rupture entre les deux hommes pouvait se présenter. Ruiz y Flores partageait ce point de vue. William Montavon travaillait sur un opuscule relatif à la persécution religieuse et qui serait publié par la N.C.W.C. Selon monseigneur Pizzardo, les négociations avec le président Roosevelt étaient au point mort. Cicognani estompa le doute du secrétariat d'Etat quant à l'ordre donné par le Saint Siège, insistant sur le fait qu'était repris ce qui avait été dit à Roosevelt afin de commencer les entretiens avec lui, et aussi pour faire ressortir le caractère officiel de la tentative autorisée par le Saint Siège et à la charge du père Burke. Cicognani restait persuadé que Burke

⁵³⁹ Rapport N°10094-i. De Cicognani à Eugenio Pacelli. 6 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴⁰ Chiffré N°50. Cicognani. 18 novembre. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴¹ Statement of the Cardinals, Archbishops and Bishops of the United Status issued at their General Meeting, November 14-15. 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴² Rapport N°10094-i. De Cicognani à Eugenio Pacelli. 6 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴³ Text of indictment of his Excellency, Archbishop Ruiz. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

était la personne idéale pour parler avec Roosevelt. La question était de savoir quand et comment.

Le journal italien *Il Lavoro*, dans son édition du samedi 22 décembre 1934, reprit le thème de la question religieuse, montrant que les intérêts du clergé et du Saint Siège quant à la pseudo liberté religieuse, étaient purement intéressés et financiers⁵⁴⁴. Une fois encore la possibilité d'un scandale médiatique oblige l'Eglise à redoubler de discrétion. Le Saint Siège peut de nouveau nourrir certains espoirs d'une amélioration de la situation⁵⁴⁵. Pour le secrétariat d'Etat et en particulier pour Eugenio Pacelli, l'impact qu'avait eue la déclaration des prélats américains contre le gouvernement persécuteur était de première importance. Le 27 décembre 1934, Cicognani fit savoir à Pacelli⁵⁴⁶ que l'ambassadeur Daniels avait déjà fait une déclaration au Mexique pour soutenir la liberté religieuse, sans oublier la libre expression de pensée, et la liberté de la presse⁵⁴⁷. Il envoya à Montavon⁵⁴⁸ l'opuscule écrit sur la situation de l'Eglise, suivant ainsi le plan de Burke et de Cicognani. Le 10 janvier 1935, Pacelli dit à Mgr Cicognani qu'il considérait favorablement l'intérêt montré par les américains pour la situation mexicaine et il espérait que cette attitude influencerait l'opinion publique⁵⁴⁹.

4. La "réactivation" du comité épiscopal.

La réactivation du comité épiscopal avait été perçue par l'Etat mexicain comme un danger potentiel. Ce comité allait effectivement rendre plus difficiles les relations entre le Délégué Apostolique et le Saint Siège, entre le Délégué Apostolique et son

⁵⁴⁴ *Il Lavoro*. Samedi 22 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴⁵ N°4146/34. Chiffre de Pacelli à Cicognani. 29 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴⁶ Rapport N°10329-i de Cicognani à Eugenio Pacelli. 27 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴⁷ Extract from Thanksgiving address by Josephus Daniels at the Union Evangelical Church, Mexico City, Mexico, Thursday, November 29, 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴⁸ The Church in Mexico protests. NCWC. 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

⁵⁴⁹ Chiffre N°70/35 de Pacelli à Cicognani. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

principal allié Mgr Pascual Díaz, entre le délégué et les évêques, entre les évêques et le Saint Siège. Ce qui aurait du représenter un facteur d'union apparaissait, en 1934, puis en 1935, comme un nouveau facteur de rupture. Le comité épiscopal avait été constitué en 1926 sur la demande du Délégué Apostolique Caruana, dans le but de coordonner les activités des évêques durant les persécutions. Le succès, patent durant la présidence de Mgr De la Mora avait montré ses limites sous la présidence de Ruiz y Flores⁵⁵⁰. Le comité avait été suspendu en 1929, après l'accord. En 1934, les choses revinrent à la situation de 1926 et s'aggravèrent en 1935, le comité se reconstruisant sans aucune instruction du Saint Siège⁵⁵¹. La situation était complexe: désaccord entre le Délégué Apostolique et monseigneur Díaz pour la présidence du Comité, imprudentes déclarations du Comité présidé par un chef absent (le délégué se trouvait en exil). Informé de la naissance d'un parti anticommuniste qui se proposait de donner sa liberté à l'Eglise après une rapide révolution, le comité épiscopal affirmait ne pas avoir l'intention de s'immiscer dans la politique mais se montrait cependant favorable à la naissance de ce parti.

a) La formation du comité en 1934

Les jésuites eurent un rôle décisif. Le père Romero fut le premier à concevoir l'idée de réunir les évêques de tout le pays sous l'égide d'un comité représentatif et exécutif qui fonctionnerait régulièrement, tant que durerait la situation actuelle. Le délégué demanda à plusieurs reprises au provincial Enrique Del Valle de laisser le père Romero se charger de rencontrer les prélats, de prendre note de leurs avis sur l'adéquation d'un tel comité ainsi que sur le personnel qui devrait l'intégrer⁵⁵². Enrique Del Valle permit au père Romero de s'en occuper⁵⁵³.

Ce n'est que début mai 1935 que Ruiz y Flores écrivit à Pacelli à propos du comité épiscopal, sans savoir à ce moment-là qu'Eugenio Pacelli lui demandait une

⁵⁵⁰ Voir la partie sur les accords religieux.

⁵⁵¹ Nouvelle préliminaire à la Pos. N°572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcoaple. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcoaple. Fasc 355-358

⁵⁵² Lettre d'Enrique del Valle à Wlodimiro Ledochowski. 4 janvier 1935. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1012. 1934-1935. I. (1) Prep. Provin. (1934).

⁵⁵³ Lettre d'Enrique del Valle à Wlodimiro Ledochowski. 16 novembre 1934. ARSI (Archivum Romano S.I.) Province Mexicaine. 1012. 1934-1935. I. (40) Prep. Provin. (1934)

explication sur la circulaire quatre du comité⁵⁵⁴. Dans le document de 1935, faisant un résumé de la situation religieuse et politique de 1934, les jésuites insistèrent sur le fait que la protestation du délégué en octobre 1934 coïncida avec les travaux de formation du nouveau comité épiscopal formé par trois prélats qui, représentant l'ensemble de l'épiscopat, devraient étudier et résoudre d'une manière uniforme pour tous les diocèses, les graves problèmes du moment. Ce comité était le résultat des efforts faits pour unifier l'épiscopat car, une fois cette union rendue effective, l'action d'ensemble serait plus puissante.

Cette idée et cette rupture étaient renforcées par quelques plaintes venant de Manuel Echeverría, banquier et homme de Veracruz, à ne pas confondre avec l'évêque de même nom qui se proclamait l'ami des présidents et du clergé et qui avait voulu participer aux accords de 1929, soutenant et faisant pression sur Rafael Guizar y Valencia⁵⁵⁵. Après les accords, Echeverría avait rompu avec Rafael Guizar⁵⁵⁶, reprochant à ce dernier une humilité et une pauvreté apparente alors qu'il jouissait soit disant d'affaires multimillionnaires et investissait dans des ranchs et des maisons; accusations fausses pour certains, mais on lui reprochait surtout son attitude négative⁵⁵⁷. Alors que Pascual Díaz œuvrait pour tenter d'améliorer la situation par son attitude de "concorde", selon Manuel Echeverría, en suspendant le culte à Veracruz, Rafael Guizar pouvait mener l'Église à la ruine⁵⁵⁸. Dans cette lettre, Echeverría allait jusqu'à accuser l'évêque de Veracruz de soutenir ceux de Tacámbaro et de Huejutla.

En octobre 1934, Ruiz y Flores put annoncer l'établissement du comité exécutif de l'épiscopat, désignant les prélats qui devraient en faire partie et ce, malgré la rupture apparente avec l'archevêque de Mexico⁵⁵⁹.

⁵⁵⁴ Rapport N°75 sul Comitato Episcopale. Leopoldo Ruiz y Flores à Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova ripresa Della "Difensa Armata" Comitato Episcoaple. Fasc 355

⁵⁵⁵ Lettre d'Echeverría à Pizzardo. 22 août 1934. ASV(Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 539. 1929-1934. Lamenti contro il vescovo. Fasc 355.

⁵⁵⁶ Peñalosa, Joaquin Antonio. *Rafael Guizar a sus ordenes*. Ediciones "Rafael Guizar y Valencia". Xalapa. 1995. p. 79.

⁵⁵⁷ Baez-Jorge, Felix. *Olor de Santidad*. San Rafael Guizar y Valencia: articulations historiques, politiques et symboliques d'une dévotion populaire. Universidad Veracruzana. Jalapa. México. 2006. p.255.

⁵⁵⁸ *Ibidem*.

⁵⁵⁹ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores à Enrique del Valle. 16 octobre 1934. ARSI (Archivum Romano S.I.) Province Mexicaine. 1012. 1934-1935. I. (40) Prep. Provin. (1934)

Malheureusement, l'attitude résolue du délégué contrastait avec celle de l'archevêque de Mexico. A cause de sa charge et du fait qu'il résidait dans la ville de Mexico, par son habileté et son astuce, il influence constamment et souvent de manière décisive dans les affaires politico-religieuses de toute la nation; et d'autre part, il se montre décidément arrangeant. L'attitude actuelle du délégué, vu que toutes les condescendances passées, ont eu pour résultat de conduire l'Eglise vers un esclavage extrême et la destruction dans laquelle elle se trouve, il proteste avec énergie et résiste valeureusement, la masse du peuple catholique est avec lui, on ne le voit plus dans la soumission au gouvernement mais plutôt dans un véritable suicide moral. L'attitude actuelle de l'archevêque de Mexico est de continuer à se taire et à se montrer tolérant pour éviter de plus grands maux; le peuple le tient pour véritable complice (matériel) du gouvernement⁵⁶⁰.

De fait, dans son rapport de janvier 1935 au général de la Compagnie à Rome, Enrique del Valle insistait sur le fait qu'en novembre 1934, le président du comité s'opposait à son fonctionnement⁵⁶¹. L'archevêque de Mexico jugeait le comité inopportun, donnait à entendre que le comité serait peut-être une gêne pour la gestion des affaires, arguments que Díaz enverrait plus tard au secrétariat d'Etat de Sa Sainteté pour montrer son désaccord avec le comité dont il avait cependant soutenu la formation en octobre 1934. Del Valle pensait que l'archevêque voulait continuer à diriger la politique religieuse en liaison avec le gouvernement selon son propre système consistant à chercher une solution aux conflits qui sauverait les principes et conduirait l'Eglise à ne pas opposer une résistance trop franche à l'Etat, dans le but de ne pas provoquer sa colère et d'éviter sa propre expulsion du pays. Cette hypothèse semblait être confirmée étant donné qu'en 1935, comme le faisait savoir le secrétariat d'Etat en préparant le rapport sur le comité épiscopal du Mexique:

Monseigneur Díaz fut arrêté avant d'être envoyé en exil mais le gouvernement, en apprenant que la nouvelle avait provoqué une mauvaise impression aux Etats-Unis, s'était contenté d'imposer une amende qui n'avait pas été payée.

Depuis la mi-mars, on n'avait pas de nouvelles de persécutions au district fédéral et le culte s'exerçait librement. Cela était la conséquence de l'intervention des Etats-Unis qui avaient envoyé des observateurs au Mexique pour s'assurer d'en finir avec les persécutions. Le gouvernement avait publié un livre de texte dans l'école hostile à la religion [mais par le

⁵⁶⁰ Notes sur la situation político-religieuse au Mexique Novembre 1934. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1012. 1934-1935. I. (39) Prep. Provin. (1934)

⁵⁶¹ Lettre d'Enrique del Valle à Wlodimiro Ledochowski. 4 janvier 1935. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1012. 1934-1935. I. (1) Prep. Provin. (1934).

*biais de l'archevêque de Mexico] on avait obtenu que la doctrine socialiste ne soit enseignée que dans deux ou trois écoles de la ville de Mexico*⁵⁶².

Depuis 1934, les critiques envers Mgr Díaz étaient vives. C'est fin 1934 que surgit l'idée de faire une information documentée sur l'attitude des évêques et sur la nature des problèmes les plus urgents. Les trois prêtres de la commission auxiliaire établirent un questionnaire qui, après quelques modifications, servirait au délégué pour prendre une décision quant au comité⁵⁶³.

C'est pourquoi dans son rapport au secrétariat d'Etat, Mgr Ruiz y Flores affirmait que si beaucoup d'affirmations lui semblaient infondées, cela n'empêchait pas que la présidence de Monseigneur Díaz eut été un obstacle aux travaux du comité et il préféra s'autoproclamer président du comité.⁵⁶⁴ En janvier 1935, Enrique del Valle envoya à Ledóchowski un rapport relatif à la création du comité épiscopal qui avait été en grande partie promu par le père José Antonio Romero et le père Iglesias, les deux membres de la Compagnie. Il disait qu'à partir des « accords » de juin 1929 sur la reprise du culte et la fin de la défense armée, les évêques avaient agi presque toujours séparément dans leurs diocèses respectifs.⁵⁶⁵ Selon le provincial, à mesure que se révélèrent les accords comme un contrat d'honneur violé par le gouvernement mexicain, la situation de l'Eglise devint de plus en plus dure. Dernièrement, la persécution religieuse s'était accrue de telle manière que le peuple demandait que les évêques donnassent des normes et des directives. Les distances faisaient que les évêques ne se réunissaient pas. D'autre part, Enrique del Valle disait que tout le monde savait qu'il n'y avait aucune uniformité de pensée entre eux. Dans le but d'éviter si possible que monseigneur Díaz se sente prisonnier, Ruiz y Flores se réserva la présidence du comité autorisant celui-ci à se servir de son nom dans les documents qui seraient approuvés par le comité, et Monseigneur Núñez, arzobispo de Oaxaca, fut nommé vice-président.

⁵⁶² Messico Comitato Episcopale. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355.

⁵⁶³ Lettre d'Enrique del Valle à Wlodimiro Ledochowski. 4 janvier 1935. ARSI (Archivum Romano S.I.) Province Mexicaine. 1012. 1934-1935. I. (1) Prep. Provin. (1934).

⁵⁶⁴ Rapport N°75 sul Comitato Episcopale. Leopoldo Ruiz y Flores à Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁶⁵ Lettre d'Enrique del Valle à Wlodimiro Ledochowski. 4 janvier 1935. ARSI (Archivum Romano S.I.) Province Mexicaine. 1012. 1934-1935. I. (1) Prep. Provin. (1934).

Le problème était que, comme d'habitude, l'éloignement de l'archevêque de Mexico de sa charge de président avait commencé à être connu de certains cercles de prêtres, notamment les jésuites, qui participaient à ce comité⁵⁶⁶. Les jésuites comprenaient que cela avait du être douloureux pour l'archevêque, mais que c'était "un grand bénéfice de pouvoir enlever des mains de cet archevêque le pouvoir absolu qu'il avait acquis et souhaitait conserver dans le maniement de toutes les affaires politico-religieuses"⁵⁶⁷.

Ce comité avait été dénoncé à grand bruit par *El Nacional* en octobre 1934.⁵⁶⁸ Le fonctionnement du Comité et de sa Commission auxiliaire n'étaient pas parvenus à se normaliser et cependant, il devenait urgent pour les évêques de trouver réponse aux problèmes⁵⁶⁹ comme ceux de la tolérance ou de la résistance au nouveau plan d'Education Publique, la fameuse école socialiste⁵⁷⁰.

Table 1: La composition du comité épiscopal en 1934⁵⁷¹

Président
Délégué Apostolique Ruiz y Flores
Vice président
Archevêque di Antequera José Othon Núñez
Secrétaire
Evêque de Tulancingo
Conseiller avec voix et vote
Archevêque de Durango et Archevêque titulaire de Bósforo
Conseiller avec voix
Archevêque de Mexico, Archevêque de Guadalajara et Archevêque de Puebla
Commission de prêtres consultants
José Antonio Romero S.I, Eduardo Igleisas S.I., Chanoine Emanuel Yerena, Dr. en théologie et en

⁵⁶⁶ *Ibidem.*

⁵⁶⁷ *Ibidem.*

⁵⁶⁸ Rapport N°75 sul Comitato Episcopale. Leopoldo Ruiz y Flores à Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcoaple. Fasc 355

⁵⁶⁹ Lettre d'Enrique del Valle à Wlodimiro Ledochowski. 4 janvier 1935. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1012. 1934-1935. I. (1) Prep. Provin. (1934).

⁵⁷⁰ Pour mieux comprendre l'importance du problème scolaire lié à la question de l'éducation socialiste et sexuelle, trois auteurs principaux peuvent être consultés : Valentina Torres Septién, Josefina Zoraida Vázquez y Victoria Lerner. Torres Septién, Valentina. *La educación privada en México* (1903-1976). El colegio de México, México. 1997. 436 p. Zoraida Vázquez, Josefina. *Nacionalismo y educación en México*. El colegio de México, México. 1975. 331 p. *Ensayos sobre historia de la educación en México*. Colegio de México, México. 1981. 234 p. *Nacionalismo y educación en México*. El colegio de México, México. 1975. 331 p. Lerner, Victoria, *Historia de la revolución mexicana, Periodo 1934-1940. Tomo 17. La educación socialista*. El Colegio de México, México. 1979. 199 p. Au niveau de l'université, Garcia Diego a très bien analysé la période révolutionnaire montrant ainsi la force des groupes réactionnaires au sein de l'université nationale. Garcadielgo Dantan, Javier. *Rudos contra científicos: la Univesidad Nacional durante la Revolución Mexicana*. México: UNAM, 1996, 2000. 455 p.

⁵⁷¹ Bref compte-rendu de la formation et activité du comité exécutif épiscopal. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcoaple. Fasc 355

Ainsi on comprenait mieux la colère de Mgr Pascual Díaz et son opposition à la circulaire n°4 du comité. Selon Ruiz y Flores, le comité reçut l'approbation générale des instructions, normes et documents spécialement consacrés aux écoles. Le délégué put noter que depuis le début Pascual Díaz n'était pas en phase avec le comité parce que ses tendances le conduisaient plutôt à suivre le principe de tolérance, utilisant n'importe quel recours pour que les maîtres puissent rester dans les écoles officielles, pour que les écoles privées ne soient pas fermées et qu'il soit permis aux parents d'envoyer leurs enfants à l'école tant qu'on ne leur imposerait pas un enseignement socialiste, alors que le comité et le délégué s'étaient montrés d'une opinion contraire⁵⁷². La requête du P.A.M.⁵⁷³ permit alors à monseigneur Díaz de manifester son désaccord avec le comité, estimant la circulaire dangereuse. Il demanda au comité que dans l'avenir, on ne fasse plus circuler dans son diocèse des documents n'ayant pas reçu son approbation. Ruiz y Flores tenta de résoudre l'affaire de la meilleure manière possible, mais la rupture était consommée. Il dicta au comité certaines normes pour éviter, chaque fois que cela serait possible, d'autres altercations. Dans le fond, il était conscient de la division au sein de l'Épiscopat⁵⁷⁴. Il rappelait que c'était précisément à ce comité que faisait référence le courrier qui lui avait été volé en octobre 1934, puis qui avait été repris par Portes Gil dans son livre "la lutte entre l'Etat et le Clergé".

Francisco Orozco⁵⁷⁵, José María González⁵⁷⁶, Pascual Díaz⁵⁷⁷, Martín Tritschler⁵⁷⁸, Othon Núñez⁵⁷⁹, Ignacio Manríquez⁵⁸⁰ ainsi que tous les évêques donnèrent leur

⁵⁷² Rapport N°75 sul Comitato Épiscopal. Leopoldo Ruiz y Flores à Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Épiscopale. Fasc 355

⁵⁷³ Un point intéressant dans les archives vaticanes est la question du parti pro-catholique, P.A.N qui apparaît comme P.A.M. C'est le seul document que j'ai rencontré dans le fond de la Délégation Apostolique.

⁵⁷⁴ Rapport N°75 sul Comitato Épiscopal. Leopoldo Ruiz y Flores à Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Épiscopale. Fasc 355

⁵⁷⁵ Lettre de Francisco Orozco. 3 octobre 1934. Citée en bref compte-rendu de la formation et activité du comité exécutif épiscopal. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Épiscopale. Fasc 355

⁵⁷⁶ Lettre de José María González. 9 octobre 1934. Citada en Breve reseña de la formación y actividad del Comité Ejecutivo Episcopal. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcoaple. Fasc 355

⁵⁷⁷ Lettre de Pascual Díaz. 9 octobre 1934. Citée en bref compte-rendu de la formation et activité du comité exécutif épiscopal. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Épiscopale. Fasc 355

soutien à la création du comité. Le 25 septembre 1934, Ruiz y Flores chargea le jésuite José Romero de rendre visite aux archevêques et aux évêques de la République pour leur soumettre le projet de fondation et d'organisation du comité épiscopal⁵⁸¹. Le 12 décembre 1934, le comité exécutif épiscopal prenait ses fonctions.

Considérant l'urgente nécessité pour le comité, unanimement approuvée par tous les Excme. Prélats, fonctionne dès que possible, et me rendant parfaitement compte de l'obstruction faite par le gouvernement contre le comité et contre la personne de son Excme. Mr. Díaz, il m'a semblé opportun d'être moi-même président du dit comité et de nommer comme vice-président à l'Excme. Mr Altamirano [...] Il faudra garder dans le plus grand secret le nom des personnes intégrant le comité et la commission, et c'est moi qui signerait depuis San Antonio les normes, lettres, circulaires, etc., que ce comité jugera convenable de publier⁵⁸².

b) Le comité épiscopal et la défense armée

En 1934, de nombreux catholiques exprimaient leur désaccord avec la hiérarchie catholique. On dénonçait les rapprochements entre John Burke et Luis Cabrera, faisant une comparaison avec le fameux et si « haï » traité de MacLane-Ocampo, traité du XIX^e siècle entre le gouvernement libéral mexicain dirigé par Benito Juárez et le gouvernement des États-Unis, dans lequel il était stipulé qu'en échange d'argent, les États-Unis contolerait l'Isthme de Tehuantepec. Luis Cabrera, Pascual Díaz et John Burke étaient considérés, en particulier par la Ligue, comme faisant partie de ceux qui étaient disposés à négocier avec les États-Unis la pacification du

⁵⁷⁸ Lettre de Martín Tritschler. 10 octobre 1934. Citée en bref compte-rendu de la formation et activité du comité exécutif épiscopal. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁷⁹ Lettre d'Othon Núñez. 10 octobre 1934. Citée en bref compte-rendu de la formation et activité du comité exécutif épiscopal. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁸⁰ Lettre d'Ignacio Manriquez. 11 octobre 1934. Citée en bref compte-rendu de la formation et activité du Comité Exécutif Épiscopal. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁸¹ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores aux archevêques et évêques de la République. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁸² Lettre de Monseigneur Leopoldo Ruiz. 12 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

Mexique en échange de la Basse Californie⁵⁸³. La Ligue continuait son travail d'agitation⁵⁸⁴. Dès le 15 octobre 1934 et sous le nom de Dick-Nathan, sortaient des attaques directes contre toute tentative d'accord. En novembre 1934, Félix Vázquez remit à Sa Sainteté plusieurs documents explicitant la complexité du cas des catholiques mexicains, mal compris en Europe⁵⁸⁵. A Mexico le 14 novembre 1934, le message suivant arriva:

Nous, catholiques mexicains, ne sommes pas désobéissants au Saint Père si nous reprenons les armes contre le mauvais gouvernement. En nous lançant dans la lutte pour reconquérir nos indiscutables droits naturels et civiques, nous n'élevons aucun étendard religieux. L'Eglise, nous ne la défendons pas parce qu'on nous l'interdit, que la défendent ceux qui l'enchaînent devant le tyran ! Nous défendons spécialement nos enfants contre l'enseignement catholique⁵⁸⁶.

Pour les catholiques, les rumeurs d'un nouvel accord étaient incompréhensibles. Comment pouvait on parler à la fois de temporisations et de traités avec le gouvernement⁵⁸⁷. Il montrait son opposition à la participation des Etats-Unis, jugés comme les éternels voleurs apportant leur soutien en échange du sol et de la concession des richesses naturelles du Mexique. “ Les mexicains n'en ont-ils pas assez de la triste expérience des accords de 1929, par lesquels notre ennemi, par la voix d'Emilio Portes Gil, se limita à promettre [...]?”⁵⁸⁸ Des catholiques réaffirmaient leur confiance dans le Saint Père, leur critique amère envers ceux qui firent l'accord de 1929, Ruiz y Flores et Díaz notamment, et manifestaient leur volonté de sacrifice et d'acceptation du martyre à la condition de pouvoir vivre leur foi. Ils ne pensaient pas qu'au moyen de notes de chancellerie on puisse réaliser la “paix de Jésus-Christ”. Pour eux, aucun gouvernement révolutionnaire ne tiendrait

⁵⁸³ Voir le paragraphe relatif à la “proposition” de Díaz.

⁵⁸⁴ Lettre de José Rivera Leal, représentant interimaire en Europa de la Ligue de Défense de la Liberté au Secrétariat d'Etat du Vatican. 2 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della “Difensa Armata” Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁸⁵ Lettre de Vázquez à Sa Sainteté. 26 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della “Difensa Armata” Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁸⁶ Les catholiques mexicains. México 14 novembre MCMXXXIV. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della “Difensa Armata” Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁸⁷ Lettre de José Corona, Valentín Ibarrola, Martín Pérez Ríos, Luís L. Rosales, Juan Manuel Ruiz, Gabriel López et Rafael Frigueros à Sa Sainteté Pie XI. Mexique 1 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della “Difensa Armata” Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁸⁸ *Ibidem*.

parole et les Etats-Unis ne pourraient pas davantage offrir de garanties. Le 25 mars 1935, Mgr Díaz, en désaccord avec le comité épiscopal, envoya une lettre et plusieurs autres documents à Pacelli, dénonçant le communiqué du Comité Exécutif Épiscopal (C.E.E) et sa réponse à quelques considérations sur l'aide à la formation d'un nouveau parti politique ainsi que sur sa position quant à la défense armée⁵⁸⁹.

Pour Pacelli, la rupture était consommée entre Díaz et le comité. Fallait-il répondre à Pascual Díaz ou directement au Délégué Apostolique ? La seule chose claire était qu'il fallait donner des instructions. Le délégué avait montré dernièrement quelques tendances à la rébellion mais pour le Saint Siège, la guerre contre le gouvernement mexicain n'avait aucune chance de succès.⁵⁹⁰ Or, le Comité Épiscopal récemment réactivé était favorable à la défense armée. A la suite de la critique et des documents envoyés par l'archevêque de Mexico, Pacelli put en tirer quelques conclusions et les présenter au Pape: le Délégué Apostolique avait créé un Comité Épiscopal dans le but de coordonner l'activité des évêques face à la persécution. En second lieu, ce comité avait reçu l'information de la création d'un parti anti-communiste dans le but, entre autres, de rendre sa liberté à l'Eglise, par le biais d'une « rapide révolution ». Soulignant bien que cette révolution n'aurait rien de rapide⁵⁹¹. En troisième lieu, le comité était assez favorable aux actions de ce parti, qui n'était en fait que le futur Parti d'Action Nationale de Manuel Gómez Morín⁵⁹². Le document présente un changement dans le texte. La M de P.A.M était originalement un N.

Communiquez aux EE. Prélats ce que ce Comité a répondu aux initiateurs d'un Parti politique qui a pour but de détenir la vague asservissante du communisme par les moyens de la révision et de la réforme de la Constitution de 1917, en faisant valoir pour cela une révolution rapide formant ensuite une dictature militaire qui s'engagerait (les élections se faisant par système corporatif) à garantir des élections vraiment libres, pour que les personnes désignées fissent la révision et la réforme de la Constitution. Dans celle-ci

⁵⁸⁹ Lettre de monseigneur Pascual Díaz, Archevêque de Mexico à Eugenio Pacelli. México. 25 mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁹⁰ N°1318/35. Messico. Decisioni del Comitato Episcopale. Critica fatte da Mons. Arciv. De Messico. 15 de mayo de 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁹¹ Le conflit passé commencé à la suite de la suspension du culte en 1926, avait duré 3 ans, sans succès militaire de grand impact, même si plusieurs zones clés avaient été occupées, ce qui avait permis en partie un rapprochement avec la hiérarchie catholique mexicaine et le gouvernement de l'époque. Voir chapitre II.

⁵⁹² Manuel Gómez Morín (1897-1972), politicien mexicain fondateur du Parti d'Action Nationale en 1938/1939. Il fut l'un des « sept sages ». R en 193. – 193., il avait auparavant fondé el Banco de México sous la présidence de Calles.

naturellement, on laisserait la plus grande liberté à l'Eglise en lui garantissant un Concordat.

La réponse donnée par le C.E.E. fut la suivante:

1°. Le C.E.E. no voit aucun inconvénient dans le but que le P.A.M [Sic] se propose ni dans la réforme constitutionnelle qu'il tente s'il croit que pour résoudre définitivement le problème religieux, le P.A.M [sic] doit concrétiser davantage son programme, que ce soit de manière publique ou privée.

2°. Au sujet de ce que se propose le P.A.M [Sic] à savoir de réussir sa tentative par le biais d'une révolution rapide, le C.E.E. n'approuve ni ne réproouve laissant le P.A.M [Sic] juger si avec cela il réussira sa tentative, s'il en a les moyens.

3°. Le C.E.E., ne pouvant pas se mettre dans la politique ne veut pas dire par là qu'il approuve le P.A.M [sic] mais il verrait d'un bon œil que les catholiques l'intégrassent en tant que simples citoyens⁵⁹³.

En prenant cette position, le comité ne respectait pas les instructions du Délégué Apostolique⁵⁹⁴. Mgr Díaz se félicita de la volonté des mexicains de détenir la vague asservissante du communisme mais, reprenant les observations et ordres du Pontife transmises à l'épiscopat mexicain par le Délégué Apostolique le 12 février 1932, il réaffirma que la défense armée ne pouvait pas être soutenue par les prélats. Il rappela aussi que l'Eglise devait rester hors et au-dessus de tout parti politique et de toute politique partisane. Il relevait également que la réponse donnée par les membres du comité épiscopal pourrait être interprétée comme une ingérence de l'Episcopat dans une organisation politique, et son appui à une organisation voulant une « révolution rapide » ce qui, par conséquent, ferait paraître l'Episcopat comme lié à un mouvement armé⁵⁹⁵. Il savait d'autre part que de nombreux prélats mexicains n'accordaient aucun espoir de succès aux tentatives de coups d'Etat. Díaz voulait par là dénoncer et mettre en évidence que le comité exécutif prenait ses décisions et positions sans consulter le président, mis en exil aux Etats-Unis.

Pour Pacelli, il était ridicule pour le comité d'affirmer qu'il n'approuvait pas le parti parce qu'il ne pouvait pas faire de la politique, mais qu'il voyait d'un bon œil que

⁵⁹³ Comité Exécutif Episcopal. Circulaire N°4. Mexico, D.F. 23 mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁹⁴ N°1318/35. Messico. Decisioni del Comitato Episcopale. Critica fatte da Mons. Arciv. De Messico.15 de mayo de 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁹⁵ Lettre de monseigneur Díaz au vice-président du comité épiscopal. José Othon Núñez. Mexico. 26 mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

les catholiques y participassent. Pour le secrétaire d'Etat " si cela n'est pas une approbation, que fallait-il entendre par approbation ? Elever le parti au niveau d'une personne juridique ecclésiastique?⁵⁹⁶ " Le 19 avril, Pacelli dit au Délégué Apostolique qu'une copie de la circulaire n° 4 du Comité Exécutif Épiscopal datée du 23 mars 1935 était arrivée au Secrétariat d'Etat, se gardant bien d'indiquer que cela avait été envoyé par Mgr Díaz. Dans cette circulaire, le comité épiscopal donnait une réponse officielle à la création d'un parti politique anti-communiste ; il considérait avantageux que les catholiques y soient intégrés. Il montrait au délégué que cette réponse officielle était en contradiction avec les instructions données par le Saint Siège et que cette manière d'agir du Comité Épiscopal donnait au gouvernement un motif pour confirmer ses accusations contre l'Eglise, soit-disant favorable à une révolution armée. Il recommandait vivement au Comité Épiscopal de se tenir hors de tout parti politique, de s'abstenir de toute déclaration qui puisse être interprétée comme un soutien positif à un parti⁵⁹⁷. Cette réponse ne fut pas envoyée mais Giuseppe Pizzardo fut chargé de préparer une réponse plus fraternelle et compréhensive, une mise en garde à Leopoldo Ruiz y Flores.

Que votre excellence me permette de lui exprimer confidentiellement la préoccupation que cette réponse [faisant référence à la réponse donnée par le comité épiscopal] officielle puisse, lorsqu'elle sera connue, comme elle se sera à n'en pas douter, donner un motif facile au gouvernement pour confirmer son accusation selon laquelle l'Eglise catholique soutient la révolution armée. De fait, je me permets de recommander à votre excellence de conseiller à ce comité de se maintenir dans une ligne d'absolue discrétion et de prudence en s'abstenant de toute déclaration qui pourrait être interprétée comme un possible soutien à la révolte armée⁵⁹⁸.

Le 7 mai 1935, Ruiz y Flores put faire à Pizzardo sa recommandation du 22 avril relative l'activité du comité épiscopal et à sa circulaire numéro 4⁵⁹⁹. Dans cette lettre,

⁵⁹⁶ N°1318/35. Messico. Decisioni del Comitato Episcopale. Critica fatte da Mons. Arciv. De Messico. 15 de mayo de 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁹⁷ N°1318/35. Lettre d'Eugenio Pacelli secrétaire d'Etat à Monseigneur Ruiz. 19 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁹⁸ Lettre privée de Pizzardo à Ruiz. 22 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁵⁹⁹ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores à José Pizzardo. 7 mai 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

Ruiz y Flores l'informait que monseigneur lui avait également fait part de sa propre préoccupation, ainsi que son coadjuteur de Morelia, Luís María Martínez. Le délégué avait alors envoyé au comité des instructions pour laisser les catholiques libres de former des partis politiques ou d'y entrer, mais tant les évêques que les prêtres devaient s'abstenir d'approuver un parti en particulier, et il fallait leur recommander de ne pas s'impliquer dans la défense armée. Il demandait aussi aux évêques de surveiller quelques prêtres et de les tenir loin de toute activité belliqueuse⁶⁰⁰.

La situation était préoccupante car les évêques et les prêtres avaient répondu aux pétitions des catholiques pour savoir s'ils jugeaient licite ou non de recourir aux armes, sous un drapeau civil et non religieux. De fait, des groupes armés avaient fait leur apparition dans les Etats de Durango et Zacatecas. Pour le Saint Siège, cela était tout à fait logique⁶⁰¹, car Durango correspondait au diocèse de l' v que González y Valencia, nouvel homme fort du comité, favorable à la résistance arm e⁶⁰². Il ne se plaignait plus de Mgr Manríquez, en exil depuis 1926, car il était impossible de lui faire entendre la moindre chose. Ruiz y Flores dit à Giuseppe Pizzardo qu'il profiterait du motif de sa lettre du 22 avril pour parler de nouveau avec Mgr Manríquez et pour demander de toute urgence aux évêques de respecter à la lettre les instructions reçues. Le 18 avril en effet, monseigneur Ruiz y Flores avait réaffirmé qu'en matière d'action politique:

*L' piscopat doit se maintenir loin de la politique des partis. Aucun groupement politique ne pourra compter sur une approbation spéciale et encore moins exclusive, mais tous pourront compter sur l'approbation générale que méritent les catholiques s'intéressant à un bon gouvernement. Bien qu'il soit naturel de nourrir des sympathies personnelles, il ne semble pas convenable que les prélats le montrent, et moins encore officiellement. Il faudra veiller à ce que le clergé observe cette même conduite.*⁶⁰³

⁶⁰⁰ Lettre de Leopoldo Ruiz y Flores   José Pizzardo. 7 mai 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁶⁰¹ Messico Comitato episcopale. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁶⁰² Voir la partie sur les accords religieux.

⁶⁰³ Normes spéciales pour mieux coordonner les travaux du C.E.E. 18 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

Le délégué profita aussi de ces normes spéciales pour réaffirmer ce que devait être la position officielle des évêques, sachant parfaitement que plusieurs d'entre eux continuaient à penser que la défense armée était seule capable de forcer un gouvernement à changer d'attitude ou que cette action armée serait capable de vaincre le gouvernement.

Parlant de défense armée, il est absolument nécessaire que nous soyons sincèrement et loyalement dans la ligne proposée, à savoir: ni l'aider ni lui nuire. Par conséquent, il faut éviter de faire des déclarations publiques et de participer à des conversations avec des politiques, etc. toute réflexion qui puisse se traduire pour ou contre l'usage de moyens violents. Dans le cas d'avoir à réprover l'usage de moyens condamnés par la morale, le comité sera la meilleure voie pour attirer l'attention des catholiques.

Comme malgré tous les interdits, certains prêtres se trouvent impliqués et d'autres semblent agir comme de véritables directeurs des séculiers qui travaillent dans ce champ, le comité devra s'informer le mieux possible et aviser les prélats supérieurs respectifs pour que ces derniers y appliquent le remède approprié⁶⁰⁴.

III. La difficile année 1935.

1. Borah, les Chevaliers de Colón et l'implication des Etats-Unis en 1935

a) "L'assaut" catholique au Congrès

En 1935, la situation restait tendue mais de nombreux changements allaient obliger le Saint Siège à prendre position. Dans un long rapport du 18 février 1935, Cicognani expliqua la situation aux Etats-Unis quant à la persécution religieuse au Mexique⁶⁰⁵. Après la publication de l'opuscule de Montavon, le News Service de la N.C.W.C continua à informer la presse catholique à propos des événements survenus au Mexique et les protestations qui étaient organisées aux Etats-Unis par les catholiques mais aussi par les non-catholiques. En accord à l'ordre de monseigneur Giuseppe Pizzardo du 21 novembre 1934, le père John Burke n'eut plus de contact

⁶⁰⁴ *Ibidem.*

⁶⁰⁵ Rapport N°118/35 de Monseigneur Cicognani à Eugenio Pacelli. 18 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove trattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

avec le président Roosevelt ou avec le Département d'Etat des Etats-Unis. Lors de la première semaine de janvier, commença la nouvelle session du Congrès fédéral (Sénat et Chambres des représentants) et le 14 janvier, le sénateur Wagner de l'Etat de New York, protesta vigoureusement contre la persécution religieuse conduite par le gouvernement mexicain au Mexique. Le 21 janvier les choses s'accéléchèrent et les Chevaliers de Colomb demandèrent une audience au président Roosevelt pour discuter de la question religieuse mexicaine. Le président refusa et les invita à parler avec le secrétaire d'Etat Cordell Hull. Après leur entrevue avec le secrétaire d'Etat, Daniel Judson Callahan⁶⁰⁶, trésorier suprême des Chevaliers de Colomb, s'adressa au père John Burke pour lui communiquer que les Chevaliers avaient chargé le sénateur William Edgar Borah⁶⁰⁷ de présenter au Sénat une résolution afin que soit ordonnée une investigation sur les persécutions au Mexique.

Quand Burke lui demanda s'ils avaient consulté les évêques, Daniel Callahan lui dit que non. Burke répondit alors qu'en tant que secrétaire de la N.C.W.C, il ne peut soutenir aucune initiative ne venant pas du Comité Administratif de la N.C.W.C. Le 31 janvier 1935, l'ambassadeur mexicain au Mexique donna à la presse une déclaration dans laquelle il niait l'existence au Mexique de la moindre persécution religieuse⁶⁰⁸. Burke lui répondit le 1er février 1935, en protestant et en confrontant les lois mexicaines relatives au culte religieux avec tous les procédés pris contre l'Eglise catholique au Mexique, démontrant ainsi que dans cette République oui, la persécution existait bien⁶⁰⁹. Au même moment à Mexico, le président Cárdenas, passant par son secrétaire particulier, émit une déclaration similaire à celle de l'ambassadeur mexicain à Washington, niant lui aussi l'existence d'une persécution religieuse et disant que le gouvernement mexicain avait du prendre des mesures restrictives contre l'Eglise catholique parce que l'Eglise, durant quatre siècles, avait tenté de prendre le pouvoir politique et s'était alliée avec le capitalisme et le despotisme pour abuser du peuple et le laisser dans l'ignorance et dans un quasi

⁶⁰⁶ Daniel Judson Callahan (1890-1942) il fut membre du Comité Exécutif du *National Catholic War Council* puis devint Trésorier Suprême de l'Ordre des Chevaliers de Colomb.

⁶⁰⁷ William Edgar Borah (1865-1940) fut un avocat républicain et durant de nombreuses années Sénateur pour l'Idaho. Il fut reconnu pour ses dons d'orateur. De 1925 à 1933 eut la charge du Comité des Affaires Etrangères du Sénat. Il fut connu pour ses positions prosoviétiques.

⁶⁰⁸ Statments of the Mexican embassy. 31 janvier 1935. . ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁰⁹ Father John J. Burke, made the following statement today. 1 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

esclavage⁶¹⁰. Mgr Ruiz y Flores envoya le 2 février une lettre ouverte au général Lázaro Cárdenas, réfutant ses déclarations et montrant avec des exemples concrets ce qu'était réellement la persécution⁶¹¹. Emilio Portes Gil, ministre de la Justice, publia alors un opuscule en langue anglaise pour défendre la thèse de Cárdenas et comme réponse à l'opuscule de Montavon, "The church in México protests".

Le 1er février 1935, le puissant sénateur William Edgar Borah de l'Etat d'Idaho, bien qu'il ne soit pas catholique, présenta officiellement au Sénat une résolution pour demander au Comité Sénatorial chargé des relations extérieures de créer un sous-comité devant réaliser une investigation sur la situation religieuse au Mexique⁶¹². La proposition de William Edgar Borah avait été soutenue par le nonce apostolique au Venezuela⁶¹³. Cette solution fut soutenue au Sénat par David Ignatius Walsh⁶¹⁴, un catholique de l'Etat du Massachusetts qui disait ouvertement que cette solution était présentée par le Conseil Suprême des Chevaliers de Colomb. Au même moment, à la Chambre des représentants, quelques députés avançaient une proposition similaire, demandant entre autres choses le retour de l'ambassadeur Josephus Daniels et que les relations avec Mexico soient rompues. Ces propositions provoquèrent une forte opposition des autres députés, en particulier de ceux des Etats du Sud. Si le comité sénatorial décidait d'une investigation, il pouvait interroger la N.C.W.C en la personne de son secrétaire général. Le père Burke demanda aux évêques du comité administratif leur avis sur l'attitude que devait prendre la N.C.W.C. si elle venait à être interrogée par l'autorité au sujet de l'initiative des Chevaliers de Colomb⁶¹⁵.

⁶¹⁰ Declaraciones del secretario particular del presidente de la república mexicana a la prensa. 25 janvier 1935.

⁶¹¹ Lettre ouverte de monseigneur Ruiz y Flores à Cárdenas. 2 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 339

⁶¹² Resolution on religious persecution in Mexico introduced in the senate on January 31, 1935 by senator Wm. E. Borah of Idaho, and referred to the senate committee on Foreign Relations:

⁶¹³ Sur la tentative de Borah. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 338. Ver Venezuela 169.

⁶¹⁴ David Ignatius Walsh (1872-1947) fut un politicien des Etats-Unis originaire du Massachusetts. Il fut un membre du Parti Démocrate. Walsh fut le premier gouverneur irlandais catholique du Massachusetts et le premier catholique irlandais sénateur.

⁶¹⁵ Lettre de Burke aux membres du comité administratif de la N.C.W.C. 2 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaciones nel Messico. Fasc 339

Dans le camp catholique, des journaux diocésains comme le *Baltimore Review*⁶¹⁶ ou le *Brooklyn Tablet* avaient soutenu et loué l'action des Chevaliers de Colomb mais en général, la presse catholique s'était contentée d'une chronique sans commentaires. La presse avait en général critiqué cette attitude. Un seul Journal s'était montré favorable, le *Evening Star*⁶¹⁷. Le *New York Times* au contraire, avait condamné l'attitude de William Edgar Borah⁶¹⁸, expliquant que cela ferait du tort aux Etats-Unis⁶¹⁹. Ce qui préoccupait le Délégué Apostolique était la position assumée par le *Baltimore Review*, hebdomadaire officiel de l'archidiocèse de Baltimore⁶²⁰. Cet hebdomadaire ne se contentait pas de louer et de défendre la solution de William Borah mais publiait aussi plusieurs articles du jésuite Kenny⁶²¹ qui s'en prenait à Roosevelt et à l'ambassadeur Daniels, et qui affichait son soutien à la campagne militaire des *cristeros* en 1926-1929⁶²², et aux activités d'Orozco y Jimenez, de Jesús Manríquez et de Miguel de la Mora.⁶²³

Le président Roosevelt et le secrétaire d'Etat s'opposèrent à la résolution du sénateur William Borah⁶²⁴, ce qui provoqua le mécontentement de l'archevêque de Baltimore, monseigneur Curley qui continua à publier dans son hebdomadaire les articles violents de Kenny. Le 25 mars lors d'un discours à Washington, l'archevêque reprocha au Président et au Secrétaire d'Etat Cordell Hull d'avoir ignoré la protestation des catholiques et d'avoir rejeté la résolution de Borah. La

⁶¹⁶ *Baltimore Review*, 1 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶¹⁷ "Evening Star", 2 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶¹⁸ Editorial del *New York Times*. 2 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶¹⁹ "New York Times". 10 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶²⁰ Rapport N°118/35 de Cicognani à Eugenio Pacelli. 18 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶²¹ Michael Kenny, jésuite américain qui défendit de manière virulente l'Eglise au Mexique. Il écrivit divers livres et plusieurs articles dans les revues les plus populaires du monde catholique américain : le *Baltimore Tablets* et le *Catholic Review*.

⁶²² Larin, Nicolas trad del ruso por Angel C. Tomas, *La rebelion de los Cristeros, 1926-1929*, México: Ed. ERA, 1968. 260 p.

⁶²³ "Baltimore Review". 17 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶²⁴ Rapport N°118/35 (N° répété). 29 mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 340

presse réagit en soulignant la menace de Mgr Curley disant que Roosevelt pourrait perdre le vote des catholiques aux élections de 1936⁶²⁵. Cela mettait en danger le processus de rapprochement diplomatique des Etats-Unis avec le gouvernement mexicain.

b) Une situation dangereuse

Cicognani ne s'attendait pas à ce que les Chevaliers de Colomb obtinssent tout ce qu'ils s'étaient proposés. Il pensait que le Sénat pouvait, dans le meilleur des cas, autoriser l'investigation mais à aucun moment il n'obtiendrait la rupture des relations diplomatiques avec le Mexique et le rappel de Daniels⁶²⁶. Le secrétaire d'Etat avait déjà clairement dit au député Higgins que les Etats-Unis ne pouvaient pas s'immiscer dans les affaires internes d'autres nations. La presse en était bien consciente⁶²⁷.

La situation était dangereuse. Selon le Délégué Apostolique, le plus grand danger était que les catholiques s'étaient intéressés à la politique à cause de la question mexicaine. Ils commençaient à avoir un pouvoir notable et une certaine influence⁶²⁸. L'audience du père Coughlin préoccupait certains évêques, étant donné que par sa popularité il était devenu presque "intouchable"⁶²⁹. Le problème était que la population était majoritairement protestante et qu'il existait encore un sentiment anticatholique très fort. Cet anticatholicisme avait beaucoup pesé dans la défaite du candidat Alfred Smith en 1928. Le Ku Klux Klan notamment avait fait beaucoup de mal à l'Eglise⁶³⁰. La crainte la plus grande était qu'à la suite de l'intervention des Chevaliers de Colomb, les catholiques perdent en très peu de temps ce que les

⁶²⁵ "New York Herald Tribune". 27 mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 340

⁶²⁶ Rapport N°118/35 de Cicognani à Eugenio Pacelli. 18 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶²⁷ "The New York" times. 10 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶²⁸ Le délégué faisait référence au succès du lobby catholique quant à la campagne purificatrice du cinéma et sur la question du contrôle des naissances. Il citait aussi le cas du Baltimore Sun qui, à la suite de sa critique de San Ignacio, perdit 28.000 souscriptions. Le père Coughlin de Detroit, le fameux Radio-Priest avait une audience de plus d'un million d'auditeurs et était considéré comme le diffuseur de la pensée catholique.

⁶²⁹ Rapport N°118/35 de Cicognani à Eugenio Pacelli. 18 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶³⁰ *Ibidem*.

évêques avaient réussi à mettre en place avec beaucoup d'efforts et de prudence. Cicognani pensait que les catholiques devaient se limiter à une participation politique en relation avec la foi et la morale, comme cela avait été fait avec la question du contrôle des naissances et du cinéma. Les catholiques ne faisaient preuve ni de l'union ni de la discipline nécessaires pour mener à bien une action aussi forte, destinée à impliquer ouvertement le gouvernement des Etats-Unis dans la question religieuse au Mexique.

Il ajoutait que ceux qui étaient les promoteurs de ce plan, Chevaliers de Colón, William Borah ou tout membre du Congrès ayant travaillé sur la question mexicaine, n'étaient pas très au fait de la situation au Mexique ni du contenu exact des déclarations faites par Daniels, alors que les défenseurs de Daniels et ceux qui étaient chargés du Département d'Etat étaient très bien préparés. La situation était telle que quelques journaux commençaient déjà à douter de la réalité de la persécution⁶³¹.

c) La position de l'Eglise catholique aux Etats-Unis

La position de l'Eglise catholique aux Etats-Unis était très claire. La réponse donnée par les membres du Comité administratif de la N.C.W.C démontrait à quel point les évêques étaient embarrassés par une situation qui en apparence était contraire à la décision prise par eux en novembre 1934, c'est-à-dire celle de ne pas intervenir.

Table 2: La position de la N.C.W.C quant à l'initiative des Chevaliers de Colomb

Charge	Nom	Savoir si le comité exécutif de la N.C.W.C. représentait l'opinion des évêques des Etats-Unis	La N.C.W.C. soutien la solution de William Edgar Borah	Conformité de la N.C.W.C avec l'action des Chevaliers de Colón.
Arch. Coad. de San Francisco	John Joseph Mitty ⁶³²	Si selon l'assemblée de novembre.	Non	Non conforme ⁶³³

⁶³¹ "Sunday Star". 17 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶³² John Joseph Mitty (1884-1961) originaire de New York dans l'Etat de New York aux Etats-Unis. Il fut ordonné prêtre en 1906. En 1926, il fut évêque de Salt Lake City dans l'Utah. Il fut nommé en

Archevêque de Saint Paul	John Gregory Murray ⁶³⁴	Représente l'esprit du corps général des évêques participant à la N.C.W.C.	Non	En désaccord ⁶³⁵
Archevêque de Rochester	Edward Aloysius Mooney	Suivre ce qui a été dit en novembre.	Ne voit rien à critiquer	Ne se montra pas en désaccord ⁶³⁶
Evêque de Kansas city	Thomas Francis Lillis ⁶³⁷	Il suit la position énoncée dans la lettre écrite lors de l'assemblée des évêques relative à la situation mexicaine. ⁶³⁸	Non	En désaccord ⁶³⁹
Evêque de Fort Wayne	John Francis Noll ⁶⁴⁰	La <i>National Catholic Welfare Conference</i> représente toute la hiérarchie catholique.	Il pensait que Borah avait été très courageux et devait être encouragé.	Ne se montra pas en désaccord
Evêque de Manchester	John Bertram Peterson ⁶⁴¹	Si	Non	En désaccord ⁶⁴²

1932 Coadjuteur de l'archevêque de San Francisco en Californie, dans le sud ouest des Etats-Unis d'Amérique. En 1935, à la mort de l'Archevêque Hayes, il occupa la charge d'archevêque de San Francisco.

⁶³³ Le titulaire, Edward Joseph Hanna, était absent. C'est alors le coadjuteur de San Francisco qui envoya la position. Lettre de Mitty à John Burke. 5 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶³⁴ John Gregory Murray (1877-1956) prélat nord américain originaire de Waterbury. Il fut ordonné prêtre en 1900. En 1919, il fut évêque auxiliaire de Hartford Connecticut et évêque titulaire de Flavias. En 1925, il fut évêque de Portland dans le Maine aux Etats-Unis d'Amérique. En 1932, il fut évêque de Saint Paul dans l'Etat du Minnesota, charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

⁶³⁵ Lettre de Murray à Burke. 4 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶³⁶ Lettre de Mooney à Burke. 8 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶³⁷ Thomas Francis Lillis (1861-1938) prélat nord américain originaire de Lexington. Il fut ordonné prêtre en 1885. En 1904, il fut ordonné évêque de Leavenworth, dans le Kansas aux Etats-Unis d'Amérique. En 1910, il fut coadjuteur de l'évêque de Kansas City et évêque titulaire de Cibyra. En 1913, il fut évêque de Kansas City, charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

⁶³⁸ Télégramme de Lillis à Burke. 5 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶³⁹ Lettre de Lillis à Burke. 7 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁴⁰ Lettre de Noll à Burke. 1 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁴¹ John Bertram Peterson (1871-1944), prélat nord américain originaire de Salem. Il fut ordonné prêtre en 1899 puis il fut évêque auxiliaire de Boston et évêque titulaire d'Hippos en 1927. En 1932 il reçut la charge d'évêque de Manchester, charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

⁶⁴² Lettre de Peterson à Burke. 2 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

Evêque de Omaha	Joseph Francis Rummel ⁶⁴³	Les évêques ont donné leur avis dans la déclaration de novembre.	Non	En désaccord ⁶⁴⁴
Evêque de Providence	Francis Patrick Keough ⁶⁴⁵	Comparaison de John Joseph Burke sera comme un individu non comme représentant des évêques ou de la N.C.W.C.	Non	En désaccord ⁶⁴⁶
Evêque de Great Falls	Edwin Vicent O'Hara ⁶⁴⁷	Fera ce que dira le comité administratif.	Non	Pas d'accord

Tous les évêques et les trois cardinaux consultés (voir table 2) furent unanimes à dire que l'épiscopat devait se maintenir éloigné de l'initiative prise par les Chevaliers de Colón et qu'il fallait conserver l'attitude et la solution prises lors de l'assemblée générale de novembre 1934 dans laquelle quatre vingt sept membres de la hiérarchie catholique étaient présents. Seuls deux évêques ne se montrèrent pas opposés aux Chevaliers de Colomb, l'évêque de Fort Wayne, Noll et celui de Rochester, Mooney⁶⁴⁸. Tous les autres exprimèrent de manière plus ou moins forte leur désaccord sur le fait que les Chevaliers de Colomb auraient agi sans consulter les évêques. Les trois cardinaux qui répondirent à la demande d'information de Cicognani coïncidèrent avec l'opinion générale et dirent que la hiérarchie devait rester passive face à la solution présentée au Sénat. Le cardinal William O'Connell⁶⁴⁹ défendait d'une certaine manière la position des Chevaliers de Colomb

⁶⁴³ Joseph Francis Rummel (1876-1964), prélat nord américain originaire de Steinmauern en Allemagne. Il fut ordonné prêtre en 1902 à New York dans l'état de New York. Il fut évêque d'Omaha en 1928 puis en 1935, reçut la charge de l'archevêché de Nouvelle-Orléans, poste qu'il occupa jusqu'à sa mort.

⁶⁴⁴ Lettre de Rummel à Burke. 5 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁴⁵ Francis Patrick Reough (1890-1961), prélat nord américain originaire de New Britain. En 1916 il fut ordonné prêtre puis en 1934, évêque de Providence. En 1947, il occupa le poste d'archevêque de Baltimore jusqu'à sa mort en 1947.

⁶⁴⁶ Lettre de Keough à Burke. 10 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁴⁷ Edwin Vincent O'Hara (1881-1956), prélat nord américain originaire de Lanesboro dans l'Oregon. Il fut ordonné prêtre en 1905. En 1930, il fut nommé évêque de Great Falls dans le Montana. En 1939, il fut nommé évêque de Kansas City dans le Missouri et en 1954 il obtint à titre personnel la charge d'archevêque.

⁶⁴⁸ Edward Aloysius Mooney (1882-1956) prélat nord américain originaire de Mount Savage dans le Maryland. Il fut ordonné prêtre en 1909 et fut délégué apostolique en Inde sous le titre d'Archevêque titulaire d'Irenopolis en Isaurie. En 1931, il fut désigné délégué apostolique au Japon. En 1933, il fut archevêque à titre personnel du diocèse de Rochester puis en 1937 de Détroit. En 1946, il fut créé cardinal.

⁶⁴⁹ William Henry O'Connell (1859-1944) prélat nord américain originaire de Lowell Massachusetts. Il fut ordonné prêtre en 1884. En 1895, il fut recteur du Collège Pontifical Nord Américain. En 1901

et du sénateur David Walsh, déclarant qu'ils ne savaient sûrement pas qu'en novembre les évêques américains avaient déjà pris position. Il ne pensait pas qu'ils auraient volontairement pris une position opposée à ce qui avait été déclaré par la hiérarchie. Selon lui, la N.C.W.C devait maintenir sa position de novembre et par conséquent ne pas s'opposer ouvertement à l'initiative, mais qu'il était par contre nécessaire de se mettre d'accord avec le Chevalier Suprême, Martin Carmody⁶⁵⁰, sur la position prise par les évêques. Il lui semblait que la meilleure aide des catholiques consistait à prier, à faire des déclarations discrètes et prudentes et à aider financièrement les évêques.⁶⁵¹ Cicognani ne partageait pas du tout cette pseudo-ignorance de ce qui avait été déclaré en novembre, contrairement à William O'Connell car il disait que la position des évêques avait été publiée dans la presse catholique et laïque⁶⁵². Il était plus en accord avec la réponse du cardinal Mundelein⁶⁵³ qui rappelait que lors de l'assemblée de novembre, les évêques avaient décidé de ne pas prendre de position formelle sur la situation mexicaine. Tous s'étaient montrés opposés à tout mouvement ouvert ou à toute sollicitude d'intervention du gouvernement des Etats-Unis. Lors de la conférence de Chicago, ce point fut réaffirmé. Même s'il pensait que la requête de Borah n'aurait aucun succès, il réaffirmait que les évêques devaient s'abstenir d'intervenir ou de soutenir cette sollicitude. Il ajoutait que les Chevaliers de Colón avaient perdu de la force et qu'en le mentionnant, le sénateur David Walsh s'était senti soulagé du poids de la responsabilité. Il pensait que pour améliorer la situation le mieux consistait à tenter

il fut évêque de Portland dans le Maine. En 1906, il fut coadjuteur de l'archevêque de Boston et archevêque titulaire de Constantine puis en 1907 archevêque de Boston. En 1911, on l'éleva à la dignité cardinalice.

⁶⁵⁰ Martin Henri Carmody (1872-1950) septième Chevalier Suprême des Chevaliers de Colomb puis député de District, d'Etat et Député Chevaliers Suprême de 1902 à 1920. Il eut une relation très proche avec le Pape Pie XI dont il était le Chambellan. Il fut chevalier de la Légion d'honneur du gouvernement français, il reçut le rang de Commandeur de l'Ordre de l'Étoile du Maroc et Chevalier de l'Ordre de Saint Grégoire Le Grand au Vatican.

⁶⁵¹ Lettre du cardinal O'Connell, archevêque de Boston à Amleto G. Cicognani. 15 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 339

⁶⁵² Rapport N°118/35 de Cicognani à Eugenio Pacelli. 18 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 339

⁶⁵³ George William Mundelein (1872-1939) prélat nord américain originaire de New York aux Etats-Unis d'Amérique, ordonné prêtre en 1895 et en 1909 évêque auxiliaire de Brooklyn et évêque titulaire de Loryma. En 1915, archevêque de Chicago. En 1924, il fut élevé au rang de Cardinal Prêtre de Sainte Marie du Peuple, puis archevêque de Chicago jusqu'à sa mort. Partisans enthousiaste de Roosevelt.

un rapprochement discret avec le président⁶⁵⁴. Quant à Dennis Dougherty⁶⁵⁵, il semblait ignorer ce qui avait été déclaré en novembre car il n'avait pas participé à l'assemblée annuelle des évêques. Dans sa lettre, il reprenait la possibilité d'un complot protestant soutenant les actions du gouvernement mexicain contre l'Eglise. Il rappelait ce qui était advenu durant la présidence de Coolidge, au sujet d'une invasion possible du Mexique. Pour lui, la hiérarchie devait se maintenir éloignée de ce qu'avaient fait les Chevaliers de Colomb, surtout parce que leur demande échouerait et que Roosevelt ne voudrait pas intervenir.⁶⁵⁶ Quant au cardinal Hayes, il n'était toujours pas de retour.

Table 3: La position des cardinaux américains quant à l'initiative des Chevaliers de Colomb

Charge	Nom	Position
Archevêque de Boston	William Henry O'Connell	Opposé à l'initiative
Archevêque de Chicago	George William Mundelein	Opposé à l'initiative
Archevêque de Philadelphie	Dennis Joseph Dougherty	Opposé à l'initiative
Archevêque de Nueva York	Patrick Joseph Hayes	Réponse en attente

Le dilemme était le suivant : d'une part, s'ils soutenaient la proposition des Chevaliers de Colomb, on considérerait leur attitude peu prudente car les Chevaliers de Colomb serviraient à amener la question mexicaine sur le terrain politique, d'autre part, s'ils ne les soutenaient pas, ils démontreraient alors que ces catholiques avaient agi de leur propre initiative et indépendamment de la direction et de l'intention de l'épiscopat. De ce fait, les cardinaux et les évêques du Comité de la N.C.W.C avaient décidé de s'en tenir à ce qui avait été déclaré en novembre et de ne pas s'impliquer dans ce qu'avaient fait les Chevaliers de Colomb pour leur propre compte. Les conséquences entraînées par le changement des déclarations de

⁶⁵⁴ Lettre du cardinal Mundelein à A.G. Cicognani. 16 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 339

⁶⁵⁵ Dennis Joseph Dougherty (1865-1951) prélat nord américain originaire de Honesville. Il fut ordonné prêtre en 1890 puis fut évêque de Nueva Segovia aux Philippines. En 1908 il fut chargé de l'évêché de Jaro aux Philippines. En 1915, il fut installé évêque de Buffalo dans l'Etat de New York. En 1918, il fut chargé de l'archidiocèse de Philadelphia et fut élevé Cardinal en 1921. Il ne participa pas au conclave de 1922 mais si à celui de 1939.

⁶⁵⁶ Lettre du cardinal Dougherty, archevêque de Philadelphie à A.G. Cicognani. 15 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 339

novembre étaient plus graves que celles pouvant naître du manque de soutien de l'épiscopat⁶⁵⁷. Selon Cicognani, la position de l'épiscopat, à exception de Michael Curley et Francis Kelley, était la même que la sienne.

d) La position du gouvernement américain

Le gouvernement américain avait hésité à inciter le gouvernement mexicain à changer sa façon d'agir envers l'Eglise. Selon Cicognani, cela était dû à « l'incompétence » de l'ambassadeur Daniels dont le manque de diplomatie était, aux yeux du Délégué Apostolique, aussi néfaste que sa volonté de garder son poste.

Son attitude provoqua la réaction des catholiques américains qui, grâce aux journaux et aux conférences, commencèrent à s'intéresser à la question mexicaine. Le délégué apprit que la possibilité de transférer Daniels existait mais qu'il était nécessaire d'attendre que le problème avec les catholiques américains diminue. Comme Cicognani l'avait déjà exprimé dans ses rapports de 1934, le président était un grand ami de Daniels et il ne pouvait pas le retirer aussi vite.

Le discours de William Borah et les attaques de nombreux députés à la chambre des représentants avaient compliqué cette opportunité. Il était logique que le gouvernement défendît son ambassadeur. Le président Roosevelt était très irrité par la résolution Borah et spécialement par les nombreuses lettres envoyées par les comités des Chevaliers de Colomb, puis publiées dans quelques journaux ; ils le menaçaient en disant que s'il n'intervenait pas sur la question mexicaine, il perdrait la confiance et le vote des catholiques⁶⁵⁸.

Roosevelt ne voulait pas soutenir des positions anti-catholiques et une intervention claire et ouverte au Mexique mettrait en danger son ouverture vers les pays d'Amérique du Sud, ouverture qui prétendait apporter une solution aux difficultés économiques par lesquelles passaient les Etats-Unis⁶⁵⁹. Si l'on voulait que les Etats-Unis fissent quelque chose pour la religion au Mexique, il était nécessaire de suivre la voie diplomatique, confidentielle et amicale. Après lecture du rapport de

⁶⁵⁷ Rapport N°118/35 de Cicognani à Eugenio Pacelli. 18 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁵⁸ Letter to the president. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁵⁹ Rapport N°9896-i de monseigneur Cicognani à Pizzardo. 8 novembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificaziones nel Messico. Fasc 338

Cicognani, le Saint Siège comprenait que Ruiz y Flores risquait d'apparaître aux yeux de Roosevelt comme une personne indésirable qu'il devrait expulser, ce qui ferait la joie du gouvernement mexicain.⁶⁶⁰

En mars 1935, le secrétariat d'Etat envoya à la délégation apostolique des Etats-Unis sa réponse⁶⁶¹.

e) La position de la délégation apostolique des Etats-Unis

Le délégué s'était rendu compte que le président Roosevelt et le Département d'Etat à Washington croyaient que la délégation, voyant que sa tentative de rapprochement avec le gouvernement américain pour que celui-ci intervienne dans la question mexicaine ne donnait rien, avait inspiré la résolution présentée au Sénat. De fait, il disait que le président avait exprimé son vif ressentiment envers la hiérarchie catholique américaine et le Délégué Apostolique⁶⁶². La délégation se trouvait dans la même situation inconfortable que l'épiscopat américain. Elle ne pouvait pas soutenir la motion et pas davantage démentir ouvertement son mode d'action. Il était nécessaire pour la délégation de ne pas laisser l'impression qu'elle avait été l'inspiratrice de Borah et que la position de Cicognani avait été celle d'un témoin extérieur sur tout ce qui s'était passé, sans exprimer rien ni pour ni contre. Il ne put rien faire contre la motion déposée par les Chevaliers de Colomb et se limita à dire que les Chevaliers de Colomb devaient agir de concert avec les évêques. Le Saint Siège pensait soutenir le délégué et lui dire que l'épiscopat maintiendrait sa position de novembre 1934⁶⁶³. Il recommandait aussi de continuer à travailler à la diffusion et au développement de l'Action Catholique. Le Secrétariat d'Etat trouvait pertinent que les évêques et les catholiques américains soutiennent les mexicains, se basant sur le respect des droits des personnes plutôt que sur une base confessionnelle, étant donné qu'aux Etats-Unis le culte de la liberté était très développé. L'initiative des

⁶⁶⁰ Messico-Stati Uniti. Rapport 118/35 Cicognani. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁶¹ Chiffre expédié en mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁶² Rapport N°118/35 de Cicognani à Eugenio Pacelli. 18 février 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

⁶⁶³ Progetto di minuta para responder al reporte 118/35 de Cicognani. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traattative per la pacificazione nel Messico. Fasc 339

Chevaliers de Colomb ne paraissait pas condamnable mais il ne fallait pas la soutenir pour ne pas compromettre la hiérarchie.

f) Le "dangereux" voyage de Williams

Le voyage de Frédéric Williams, considéré par Ruiz y Flores comme envoyé pour le discréditer face au Saint Siège et par Cicognani, eut lieu en avril 1935. En décembre 1934, Ruiz y Flores avait tout d'abord accordé à Frédéric Williams une lettre de présentation pour Mgr Pizzardo⁶⁶⁴. Le 27 mars, Williams, qui avait le grade le plus élevé d'une des assemblées des Chevaliers de Colomb, était donc le président de l'assemblée des Chevaliers de Colomb de Californie. Cicognani le jugeait peu fiable, car aimant la publicité et il considérait dangereux de lui faire crédit⁶⁶⁵. Le 30 avril 1935, Pizzardo fit savoir à Cicognani qu'après avoir pris connaissance de ses rapports du 9 février et du 29 mars 1935, ainsi que de son chiffré du 4 avril, il avait décidé, malgré les pressions de certains ecclésiastiques américains et mexicains résidant à Rome, de n'accorder à Frédéric Williams qu'une simple audience de courtoisie et il demanda au révérend Frère Leo, du collège de Maryknoll, d'y aller à sa place et de lui envoyer un rapport⁶⁶⁶.

Le 20 avril, par l'intermédiaire du Frère Leo, Williams avait remis à Pizzardo un rapport relatif à la situation au Mexique⁶⁶⁷. Il faisait référence à l'actuelle défense armée mentionnée par Ruiz y Flores et critiquée par Cicognani, et au gouvernement du Mexique, insistant sur le fait que la confiance envers le gouvernement mexicain diminuait et soulignant la position délicate de Cárdenas. Selon ce rapport, Díaz et Burke cherchaient un nouvel accord avec Cárdenas et l'administration Roosevelt soutenait ce plan. Pour Williams, un tel plan signifierait la destruction de l'Eglise au Mexique. Williams ignorait que Díaz ne participait pas à ce plan et que celui qui en était chargé était en fait Cicognani. Williams insistait sur le fait que la guerrilla avait

⁶⁶⁴ Lettre de présentation de Williams rédigée par Ruiz y Flores pour Pizzardo. 18 décembre 1934. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 573. 1935. Relazioni del Sig. F. V. Williams. Fasc 359

⁶⁶⁵ Chiffré N°64 de Cicognani à Pizzardo. 4 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 573. 1935. Relazioni del Sig. F. V. Williams. Fasc 359

⁶⁶⁶ Lettre de Pizzardo à Cicognani. 30 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 573. 1935. Relazioni del Sig. F. V. Williams. Fasc 359

⁶⁶⁷ Lettre de Williams à Pizzardo. 20 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 573. 1935. Relazioni del Sig. F. V. Williams. Fasc 359

déjà gagné 12 Etats du Mexique. Les mexicains luttèrent pour leur liberté religieuse, avec le soutien des Etats-Unis. Frédéric Williams disait qu'on ne savait rien du conflit parce que le gouvernement muselait la presse et appliquait une censure très stricte. Il méprisait le père Burke et louait au contraire l'archevêque Curley et le « champion de l'Eglise mexicaine », le cardinal Dougherty de Philadelphie⁶⁶⁸, personnages très critiqués par Cicognani. Williams insistait sur le danger bolchevique au Mexique et finalement montrait qu'Orozco y Jimenez et Manríquez étaient considérés comme des héros par les mexicains. Williams n'était pas conscient qu'au lieu de soutenir les deux évêques, il affaiblissait leur position car le Saint Siège avait décidé de ne soutenir aucun mouvement armé sous bannière catholique et avait donné des instructions très strictes concernant la non implication des prélats en politique.

Le 20 avril 1935, Frère Leo remit son rapport à Pizzardo accompagné d'un résumé de Williams⁶⁶⁹. F. Williams s'était converti au catholicisme en 1928. Son intérêt pour la cause de l'Eglise l'amena à réaliser un voyage de six semaines au Mexique, accompagné par un membre de la Ligue et des *cristeros*. Selon le Frère Leo, son intention n'avait d'autre finalité que celle d'apporter son aide⁶⁷⁰.

2. Les activités du Comité Épiscopal.

a) Propagande, publications, envoi de circulaire et de la revue ecclésiastique

Au niveau de la propagande et des publications, entre mai et juillet furent publiées les « orientations et normes données par le Saint Siège et par l'Excme. Délégué Apostolique » avec vingt mille copies pour les fidèles et trois mille pour les prêtres, les prélats et leur personnel. Fut également envoyé « Mois et Neuvaine du Sacrosaint Coeur de Jésus » pour renforcer le sentiment de spiritualité des mexicains. Quant aux thèmes plus politiques, on publia une critique du jésuite Eduardo Iglesias « En marge

⁶⁶⁸ *Ibidem*.

⁶⁶⁹ Lettre de Fratel Leo à Pizzardo. 20 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 573. 1935. Relazioni del Sig. F. V. Williams. Fasc 359

⁶⁷⁰ Opinion du secrétariat d'Etat sur Williams. 19 mai 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 573. 1935. Relazioni del Sig. F. V. Williams. Fasc 359

d'un diagnostic", sur l'opuscule de Portes Gil. Furent aussi publiés, une lettre de l'archevêque New York et une autre du cardinal Bourne et des archevêques et évêques de Grande Bretagne, adressée à Mgr Ruiz y Flores. Le 16 juillet 1935 parut la "Lettre Pastorale Collective", à l'occasion du 25ème anniversaire du décret "Quam Singulari" de Pie X, ainsi qu'un opuscule de Jesús García Gutiérrez⁶⁷¹ avec le titre homonyme de celui qui critique "La lutte entre le Pouvoir civil et le Clergé".

De mai à juillet 1935, le Comité Exécutif Épiscopal publia trois circulaires demandant aux prélats de faire des observations et des suggestions⁶⁷².

Finalement, fut étudiée la possibilité de créer un moyen de communication entre les prêtres et l'épiscopat. On travailla à une revue contenant des enseignements théologiques, de morale et d'histoire de l'Eglise. L'intention était de faciliter l'union des esprits et dire que les prêtres pouvaient travailler leur sermon avec des documents sélectionnés par les prélats⁶⁷³.

b) Bureaux d'information

Le Comité Exécutif Épiscopal fit beaucoup d'efforts pour créer deux bureaux d'information, l'un dans la ville de Mexico, l'autre aux Etats-Unis⁶⁷⁴. Avec l'approbation du Délégué Apostolique, le prêtre Miguel Miranda y Gomez⁶⁷⁵ ouvrit le premier Bureau d'information à Baltimore. L'archevêque de Baltimore soutint cette initiative et la déclara diocésaine, puis nomma au poste de directeur, le révérend Louis Vaeth⁶⁷⁶. Curley⁶⁷⁷ fut très critiqué par le Délégué Apostolique pour

⁶⁷¹ Jesús García Gutiérrez S.J (1875-1958) fut un historien et prêtre catholique. Il fut membre de l'académie mexicaine d'histoire et professeur d'histoire du Mexique et de l'Eglise au séminaire de la ville de Mexico.

⁶⁷² Rapport N°2 du comité exécutif épiscopal de Mexico de Leopoldo Ruiz à José Pizzardo.14 septembre 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 356

⁶⁷³ *Ibidem*.

⁶⁷⁴ *Ibidem*.

⁶⁷⁵ Miguel Darío Miranda y Gomez (1895-1986) prélat mexicain qui fut ordonné prêtre en 1918. Il travailla dans le diocèse de León, dans le centre du Mexique jusqu'en 1925. Il fut emprisonné durant le régime de Plutarco Calles et du sortit du pays. Il fut vicaire général dans le Yucatán dans le sud est du Mexique. En 1937 il fut ordonné évêque de Tulancingo. En 1955 il fut coadjuteur de l'archevêché de Mexico puis en 1956, archevêque de Mexico. En 1969 il fut élevé à la dignité cardinalice.

⁶⁷⁶ Louis Vaeth fut révérend du diocèse de Baltimore et prêtre de confiance de James Gibbons puis de l'archevêque Curley qui le soutint pour être directeur du centre d'information créé par Darío Miranda.

⁶⁷⁷ Michael Joseph Curley (1879-1947), prélat naméricain originaire d'Athlone en Irlande. Il fut ordonné prêtre en 1904 dans le diocèse de Saint Augustin, en Floride. En 1914, il fut ordonné évêque de ce diocèse. En 1921, il fut chargé de l'Archevêché de Baltimore à la mort de l'archevêque Gibbons. A partir de 1924, il fut également nommé administrateur apostolique de Raleigh en Caroline

sa position au sujet de la situation mexicaine étant donné qu'il montrait une complète opposition à ce que l'épiscopat américain avait décidé dans son assemblée de novembre 1934, en soutenant Ruiz y Flores⁶⁷⁸. De Mexico étaient envoyées à ce bureau des informations relatives à la persécution religieuse. Le bureau transmettait les nouvelles aux journaux et aux revues, et organisa plusieurs conférences pour exposer la « véritable » situation de l'Eglise au Mexique⁶⁷⁹.

Le second Bureau fut ouvert dans la ville de Mexico. Il était composé d'un prêtre du secrétariat social et d'un autre membre de la Commission des Prêtres Consultants du Comité Exécutif Épiscopal. Deux questionnaires furent rédigés par ces prêtres afin que puissent être envoyées les nouvelles et un état de la question à Baltimore et que la presse, les américains et « le monde » soient informés de la persécution au Mexique. Une grande publicité fut également donnée aux déclarations du délégué relatives à la situation au Mexique, à la victoire de Cárdenas sur Calles et à l'installation de l'Ecole Socialiste.

En 1935, le comité envoya sa première circulaire⁶⁸⁰. La première requête avait trait à l'enseignement et à la question de savoir s'il serait licite ou non d'ouvrir et de soutenir des écoles publiques pour des catholiques. Le comité répondit par la négative, réaffirmant la pleine uniformité pour éviter la colère des catholiques si on venait à agir d'une façon d'un côté et d'une autre ailleurs. En février, le comité envoya aux prélats les statuts définitifs du C.E.E. et leur demanda d'envoyer, par une voie sûre, leur approbation et leur délégation de pouvoirs au comité. Fut réaffirmée la volonté que dans les cas généraux le comité s'exprimerait seul, et qu'on accuserait réception au dit comité de toute publication.

Actuellement, le comité épiscopal est composé de prélats ayant tous la même disposition d'esprit que lui, résolu à résister à l'agresseur injuste et sacrilège, enseignant clairement aux fidèles ses droits et ses devoirs. Les fidèles ne demande rien d'autre, sentir le soutien et la direction ferme, claire et uniforme des ses chefs évêques qui prévoient que la lutte

du Nord mais renonça en 1925. En 1939, suite à la division de l'archidiocèse de Baltimore et Washington, il fut archevêque de Baltimore et Washington.

⁶⁷⁸ Rapport N°118/35 (N° répété). 29 mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 340

⁶⁷⁹ Rapport N°2 du comité exécutif épiscopal de Mexico de Leopoldo Ruiz à José Pizzardo. 14 septembre 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 356

⁶⁸⁰ Circulaire numéro 1. C.E.E. Mexico. 20 janvier 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

sera plus dure qu'autrefois, et malgré cela, ils éprouvent une profonde satisfaction d'esprit.

681

Le 13 mars 1935, le comité mit en évidence la difficulté d'oeuvrer en harmonie et dans l'uniformité. Il n'avait pas la faculté de remplacer les évêques qui détenaient la pleine autorité dans leurs diocèses⁶⁸². Il était clair qu'en ne respectant pas cette disposition, le comité n'atteindrait pas ses objectifs. On fit de nouveau pression sur ceux qui n'avaient pas respecté le contenu de la circulaire n° 2⁶⁸³. Le 28 mars, on communiqua aux membres du Comité Épiscopal la préoccupation du Délégué Apostolique quant au retour des évêques dans leurs diocèses et la crainte qu'on arrive à des accords qui annuleraient les efforts faits par les catholiques pour obtenir la réforme des lois. Ruiz y Flores rappelait que le seul à pouvoir faire ces accords était le Pape et que le Saint Père prendrait les garanties les plus sûres. Le délégué affirmait qu'il ne pouvait pas interdire aux frères de rentrer dans leurs diocèses mais qu'il leur demandait de bien y penser car il était important de s'unir dans la résistance. On mentionna que grâce aux évêques Márquez y Toriz⁶⁸⁴ et Orozco y Jimenez, on allait pouvoir publier le bulletin « Oui, il y a des persécutions religieuses au Mexique, en voici la preuve »⁶⁸⁵. En avril 1935, le comité insista sur la nécessité de demander une information concrète, claire et correcte. En cas d'absence de l'évêque, celui qui devrait envoyer l'information devrait être informé de l'organisation et de l'activité du comité⁶⁸⁶. La préoccupation du comité allait aux normes spéciales destinées à améliorer la coordination des travaux du C.E.M., dans

⁶⁸¹ Lettre d'Enrique del Valle à Wlodimiro Ledochowski. 4 janvier 1935. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1012. 1934-1935. I. (1) Prep. Provin. (1934).

⁶⁸² Circulaire N°2. C.E.E. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁶⁸³ Circulaire N°3. C.E.E. 15 mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁶⁸⁴ José Ignacio Márquez y Toriz (1895-1950) fut un prélat catholique mexicain originaire de Tlaxcala dans le centre est du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1917 puis en 1934 obtint la charge d'évêque auxiliaire de Puebla de los Angeles et le titre d'évêque titulaire de Lysine. Cette même année il fut archevêque coadjuteur de Puebla et Archevêque du Bosphore. En 1945 il fut archevêque de Puebla de los Angeles.

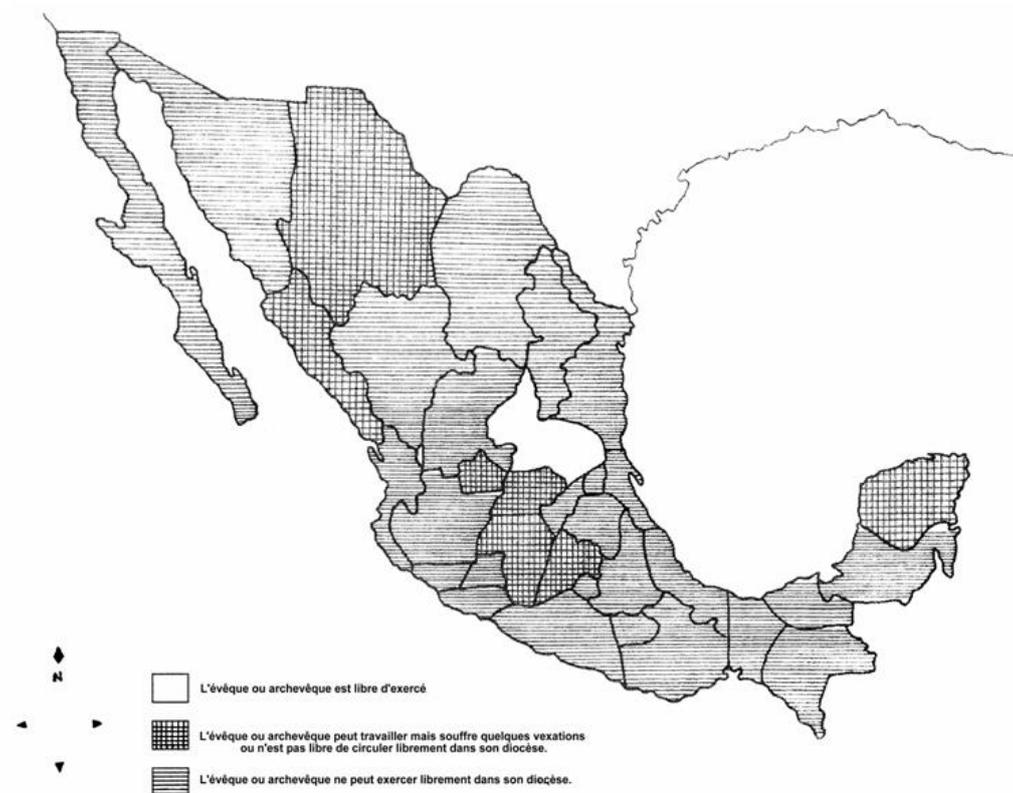
⁶⁸⁵ Circulaire N° 5. 28 mars 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁶⁸⁶ Circulaire N°6. C.E.E. 8 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

lesquels on insistait sur la participation du comité, de l'Action Catholique, de l'action religieuse, civique, politique et sur le sujet de la défense armée⁶⁸⁷.

En 1935, le territoire mexicain était divisé en huit archidiocèses, vingt quatre diocèses et un vicariat apostolique. La situation était plus dure qu'en 1925. Cependant, l'Eglise ne pouvait plus utiliser le soutien à la lutte armée comme moyen de pressions sur le gouvernement mexicain.

Carte 1: Evêques et archevêques présents au Mexique⁶⁸⁸.



Cette carte montre les diocèses qui possédaient un archevêque ou un évêque présent sur le territoire en 1935: Aguascalientes, Baja California, Chihuahua (présent dans le diocèse mais devait rester caché), León, México, Monterrey, Puebla, Querétaro, Saltillo, San Luis Potosí, Sinaloa, Sonora (également caché), Tacámbaro, Yucatán et Zamora. Dans ces diocèses et archidiocèses, l'évêque ou l'archevêque pouvaient travailler mais en respectant les consignes de l'autorité locale.

⁶⁸⁷ Normes spéciales pour mieux coordonner les travaux du C.E.E. 18 avril 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 355

⁶⁸⁸ Situation des diocèses en 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Arch. Deleg. Messico Busta 55 Fascicolo 288 Situazioni delle Diocesi Messicane Nel 1935

Au contraire, dans les diocèses de Campeche, Chiapas, Chilapa, Colima, Cuernavaca, Durango, Guadalajara, Huajuapam de León, Huejutla, Morelia, Oaxaca, Papantla, Tabasco, Tamaulipas, Tehuantepec, Tulancingo, Veracruz et Zacatecas, les évêques ne pouvaient pas résider dans leurs diocèses et archidiocèses où il n'avaient pas de logement propre.

Le seul diocèse où l'évêque pouvait exercer librement était San Luis Potosi, où le général Cedillo régnait en maître et utilisait la tolérance religieuse comme arme politique contre le gouvernement de Lázaro Cárdenas et en contrepoids à Calles.

Après la mort de Manuel Azpeitia, le diocèse de Tepic restait vacant. Cela signifiait que dans 53% des diocèses et archidiocèses, les évêques ne pouvaient pas agir librement. Ce n'est que dans 44% des diocèses que ceux-ci purent répondre au besoin de proximité des fidèles et des prêtres.

Quant au nombre de prêtres dans chaque diocèse, il y avait des zones de grand dynamisme mais aussi des diocèses en grave crise de vocation. Le cas le plus préoccupant était celui du vicariat apostolique de Basse-Californie qui ne comptait que trois prêtres. Le cas de Campeche était également préoccupant car il ne possédait que neuf prêtres, Papantla n'en avait que quinze, Tamaulipas douze, Saltillodix neuf, Sonora six, Tabasco dix, Chihuahua quarante six, Chilapa quatre vingt six, Colima cinquante cinq, Cuernavaca vingt six, Linares cinquante, Aguascalientes quatre vingt un, Chiapas trente cinq, Huajuapam de León soixante quatorze, Huejutla dix neuf, Querétaro quatre vingt trois, San Luis quatre vingt deux, Sinaloa vingt neuf, Tacámbaro trente sept, vingt huit à Tehuantepec, quatre vingt quatre à Tepic, soixante à Tulancingo, cinq pour Veracruz, quarante deux pour le Yucatán.⁶⁸⁹

Parmi les diocèses les plus dynamiques et comptant le plus grand nombre de prêtres, se trouvaient Durango avec plus de quatre vingt dix prêtres, León avec cent soixante cinq, Morelia avec deux cent quatre, Oaxaca avec cent trente huit, Zamora avec cent soixante dix et Zacatecas avec cent douze.

Les trois plus grands diocèses étaient ceux de Guadalajara avec cinq cent quatre prêtres, Mexico (qui comptait sur plus de cinq cent prêtres mais avec seulement

⁶⁸⁹ *Ibidem.*

(Tepic). Le pourcentage moyen étant de quatorze, la moitié des diocèses restants se trouvait au-dessous de celle-ci : Durango, Tepic, Guadalajara, Colima, Zamora, Aguascalientes, León, Huajuápam de León, Oaxaca et Zacatecas. Cela était dû en grande partie à l'important nombre de prêtres de ces régions et à la grande restriction légale qui ne permettait pas une grande couverture du nombre de prêtres par rapport au nombre d'habitants. Il existait une contradiction avec l'apparent haut pourcentage de la Basse Californie (33%), du fait qu'il n'y avait que trois prêtres pour tout le vicariat. Parmi les autres diocèses, l'un des cas les plus intéressants était celui de l'archevêché de Mexico qui n'avait que 18% des trois cent soixante quinze prêtres domiciliés dans l'archidiocèse et qui pouvaient y exercer.⁶⁹¹

Cependant, on peut apprécier à travers les documents présents aux Saint Siège⁶⁹², comment, malgré l'interdiction d'exercer le sacerdoce dans tous les diocèses et archidiocèses, à exception de Tepic, de la Basse Californie et de Huejutla, il y a entre 1.8 (Sinaloa) et 105 fois plus de prêtres exerçant (Etat de Veracruz). Les diocèses où les pourcentages de prêtres travaillant sans autorisation sont les plus élevés sont : Chihuahua, Tepic, Durango, Zamora, Huajuápam de León, Veracruz, Querétaro, Campeche, Oaxaca, Chiapas, Tehuantepec et Tabasco. Comme on peut le constater, il s'agissait des diocèses où, en 1935, la persécution religieuse était la plus importante.

Carte 3: Relation entre nombre de prêtres qui travaillent dans le diocèse et nombre de prêtres travaillant au-dehors⁶⁹³.

⁶⁹¹ *Ibidem.*

⁶⁹² *Ibidem.*

⁶⁹³ *Ibidem.*



Dans certains cas, les prêtres présents dans un diocèse ne travaillaient pas directement dans le diocèse de résidence (Basse Californie, Sonora, Colima, Veracruz, Tabasco, Chiapas, Tehuantepec et Campeche). Tous ces cas de figure étaient justifiés par la persécution religieuse organisée par les gouvernements locaux. Dans les autres cas de figure, il s'agissait d'une certaine tolérance accordée par des gouverneurs locaux où, comme dans le cas de Durango et de Guadalajara, d'une très grande organisation de la hiérarchie catholique soutenue par la population locale.

Les prêtres étaient majoritairement séculiers. Il n'y avait des communautés religieuses que dans dix huit diocèses. Guadalajara, Morelia, México et Puebla étaient des archidiocèses ayant le plus grand nombre de prêtres réguliers. Des cinq cent quatre prêtres présents dans l'archidiocèse de Guadalajara, quarante étaient réguliers. Des cinq cent prêtres présents dans l'archidiocèse de México, deux cent étaient des religieux. Dans le cas de Puebla finalement, un prêtre sur six était religieux.

Il existait plusieurs diocèses et archidiocèses où étaient présents des prêtres suspendus ou apostats, c'est-à-dire que dans quatre diocèses, il y avait des prêtres ayant renoncé à leur foi et, dans quinze autres, des prêtres suspendus. Les cas concernant les prêtres apostats étaient ceux de Linares (trois prêtres), Morelia (un prêtre), Veracruz (deux prêtres) et Tabasco (un prêtre). Dans les cas d'Oaxaca et de

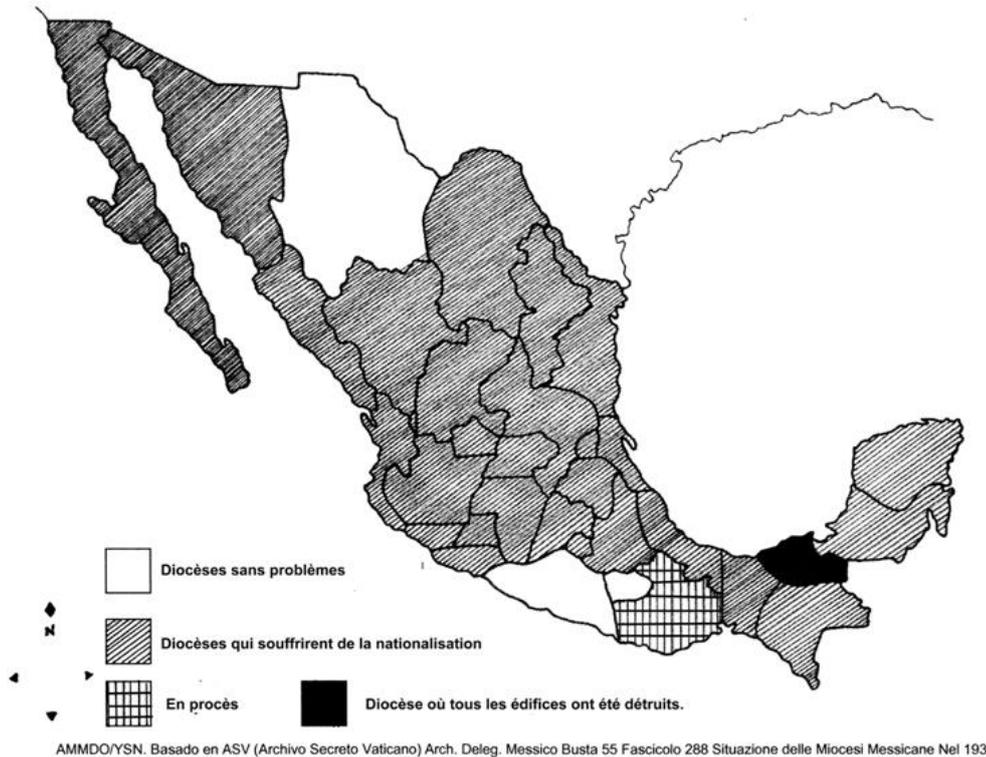
Tepic, il y avait à la fois des prêtres suspendus et des apostats. Les diocèses et archidiocèses ayant présenté des cas de suspension étaient : le vicariat de Basse Californie, ceux de Sonora, de Chihuahua, de Morelia, Querétaro, Colima, Zacatecas, Aguascalientes, Guadalajara, León, Querétaro, Tulancingo, Chilapa, Tehuantepec et Campeche. L'Eglise avait dû suspendre certains de ses prêtres, moins de 1% le plus souvent, à l'exception de la Basse Californie où le prêtre suspendu représentait 33% du total.⁶⁹⁴

A cause de la persécution religieuse, six des trente trois diocèses, archidiocèses et vicariats du Mexique purent maintenir leurs paroisses (jamais toutes): Chihuahua, Saltillo, Linares, León, Aguascalientes, México, Cuernavaca et Chilapa. Dans les autres cas de figure, les limitations gouvernementales entravaient le fonctionnement des paroisses. Une fois encore, la Basse Californie représentait un cas à part puisque le nombre limité de prêtres ne permettait pas l'occupation de l'ensemble des paroisses. Des trois prêtres présents, l'un se trouvait en Basse Californie Sud et était enregistré. Dans la Basse Californie Nord, le seul prêtre enregistré par l'Etat était celui ayant été suspendu par l'Eglise. L'autre prêtre, qui aurait pu avoir l'autorisation de l'Etat, ne put l'obtenir puisqu'il ne pouvait y avoir qu'un seul prêtre autorisé par Basse Californie.

Carte 4: La nationalisation des biens ecclésiastiques.⁶⁹⁵

⁶⁹⁴ Pour le cas du prêtre suspendu de Basse Californie, il est possible de consulter un article présentant le cas, soit Solís, Yves. "El perro de las dos tortas". *Navegando*. Año 2 N°3. ENAH/Ediciones Navarras: México. Junio 2009

⁶⁹⁵ Situation des diocèses en 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Arch. Deleg. Messico Busta 55 Fascicolo 288 Situazioni delle Diocesi Messicane Nel 1935



Il n'y eut aucun problème de nationalisation de biens dans les diocèses de Chihuahua, Chilapa et Papantla. Dans celui de Tabasco, les immeubles religieux avaient tous été détruits. Dans l'archidiocèse d'Oaxaca, la question de la nationalisation était encore en jugement. Dans les autres diocèses, archidiocèses et vicariats, le palais ou la maison de l'évêque avaient été nationalisés. Début juillet, la préoccupation du Comité Exécutif Épiscopal était bien en relation avec le fait que les questionnaires envoyés par le Bureau d'information de Mexico n'avaient pas été remplis⁶⁹⁶. On demanda aux prélats d'envoyer de toute urgence original et copie de toutes les lois persécutrices à partir de l'année 1914 ainsi que la dernière réglementation afférente au nombre de prêtres par Etat.

La question scolaire préoccupait beaucoup le comité, en particulier le non respect des instructions données par de nombreux pères de familles. Les diocèses les plus respectueux des instructions du clergé furent : Huejutla, Durango, Guadalajara, Colima, Querétaro, Puebla et Zamora. Dans l'Etat de Tabasco, tous les élèves assistèrent à l'école publique. Les diocèses où plus de 75% des élèves avaient assisté à l'école publique étaient Sonora, Chihuahua, Saltillo, Tulancingo, San Luis, Oaxaca,

⁶⁹⁶ Circulaire N°9. C.E.E. 1 juillet 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 358

Campeche et Yucatan. Dans le reste des diocèses, le pourcentage oscillait entre 25% et 60% (México). Les habitants des campagne respectaient davantage les instructions que les citadins.

Carte 5: Pourcentage d'élèves assistant aux écoles publiques



Ruiz y Flores pensait que, comme en 1929, ce que cherchait le gouvernement, c'était un accord qui permettrait d'étouffer la défense armée. Pour preuve de la mauvaise volonté du gouvernement, il suffit de citer la requête faite par les évêques par le biais du Comité Exécutif Épiscopal qui reçut une réponse dure et peu diplomatique de la part du président. Quant au problème éducatif, la situation restait difficile. Les écoles-foyers étaient en plein développement. Ruiz y Flores était conscient que cette situation ne pouvait pas durer indéfiniment. Les catholiques étaient bloqués et souffraient de ne pas pouvoir amener leurs enfants à l'école. Ce qui était aggravé par les stratégies et techniques utilisées par les maîtres et les directeurs d'établissements scolaires qui se trouvaient sous la menace du gouvernement et qui, pour garder leurs élèves, promettaient de ne pas donner d'éducation socialiste. Ruiz y Flores relevait que le plus grave était que cette stratégie fut suivie également par des directeurs

d'établissements privés⁶⁹⁷. Au Michoacán, le gouvernement alla jusqu'à menacer de fermer les églises et d'expulser tous les prêtres si les enfants ne retournaient pas à l'école⁶⁹⁸. Ceci car la grève scolaire était très suivie.

Quant à la persécution en général, on ne voyait encore aucune amélioration. Au Querétaro par exemple, existait l'intention d'autoriser un prêtre par municipalité. Ruiz y Flores ne pouvait confirmer cette rumeur. Ce qui était au contraire certain, c'est que pendant ce temps dans cet Etat, jugé par le Délégué Apostolique de Mexico comme l'un des plus religieux, il n'y avait pour le moment aucun prêtre et toutes les églises étaient fermées depuis trois ans. Dans la ville de Guadalajara, trente et un prêtres avaient été arrêtés, accusés de conspiration contre l'Etat. Ils furent libérés et déclarés innocents mais durent payer une amende pour avoir enfreint la loi sur le culte. Dans la même ville, les forces gouvernementales révisèrent la résidence de monseigneur Orozco y Jiménez et jetèrent dans la rue tous les documents et lettres qu'ils trouvèrent. Le délégué assurait que'il s'agissait de représailles contre les guerrilleros de cet Etat⁶⁹⁹. Au Sonora, l'évêque Navarrete fut accusé de promouvoir la rébellion mais n'eut à souffrir aucune vexation car un sénateur de cet Etat démentit l'accusation.

Dans certains diocèses, la solution passa par la création d'écoles-foyers. Les pères de famille s'organisaient pour permettre aux élèves et professeurs de continuer avec une éducation qui ne fut pas en contradiction avec leurs croyances. Nombreux étaient ceux qui mettaient à disposition leur logement.

Carte 6: Nombre d'écoles-foyers

⁶⁹⁷ Rapport N° 91. Leopoldo Ruiz y Flores à Pacelli. 21 novembre 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 369.

⁶⁹⁸ *Ibidem*.

⁶⁹⁹ *Ibidem*.

activités du comité exécutif épiscopal qui, à son tour, l'adressa à Ernesto Ruffini⁷⁰². Ernesto Ruffini⁷⁰³ était secrétaire de la Congrégation pour les séminaires et les institutions d'enseignement⁷⁰⁴ et par conséquent devait être informé du projet de séminaire interdiocésain. Le Comité Exécutif Épiscopal créa des bureaux d'information et améliora les relations avec le Comité d'Action Nationale.

c) Le séminaire interdiocésain

Durant trois ou quatre réunions, on avait parlé de la fondation d'un séminaire interdiocésain pour répondre aux besoins des diocèses ayant de petits séminaires ou insuffisants pour offrir aux jeunes séminaristes l'espace souhaité par les évêques, ou par manque de Supérieur, de professeurs ou de ressources. En 1935, presque tous les séminaires furent fermés et les jeunes vivaient dans des maisons privées où, rassemblés en petits groupes, ils ne pouvaient pas disposer de la discipline indispensable à la formation de nouveaux prêtres⁷⁰⁵.

Tous les archevêques et évêques furent consultés à propos de la nécessité de fonder un séminaire interdiocésain et le Comité Exécutif Épiscopal chargea Martín Tritschler, archevêque de Yucatán, d'étudier ce projet.

Carte 8: Situation des séminaires dans la République Mexicaine en 1935⁷⁰⁶.

⁷⁰² Lettre de Pizzardo à Ruffini. 8 octobre 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 356

⁷⁰³ Ernesto Ruffini (1888-1967) prélat italien qui fut ordonné prêtre en 1910. Il fut élevé au rang d'évêque en 1925 et, à partir de 1928, secrétaire de la Congrégation pour les séminaires et les Institutions d'Enseignements.

⁷⁰⁴ Actuellement congrégation pour l'éducation catholique.

⁷⁰⁵ Rapport N°2 du comité exécutif épiscopal de Mexico de Leopoldo Ruiz à José Pizzardo. 14 septembre 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difensa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 356

⁷⁰⁶ Situation des diocèses en 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Arch. Deleg. Messico Busta 55 Fascicolo 288 Situaciones delle Diocesi Messicane Nel 1935



Le vicariat apostolique et l'évêché de Tabasco n'avaient pas de séminaire. Dans le cas de Chihuahua, Saltillo, Tamaulipas, Durango, Zacatecas, Huejutla, Tepic, Colima, Tacámbaro, Chilapa, Cuernavaca, Papantla, Tehuantepec, Chiapas et Campeche, les séminaires durent fermer. Seulement à Sonora, Sinaloa, San Luis, Aguascalientes, León, Zamora, Guadalajara, Morelia, Querétaro, Puebla, Tulancingo, Veracruz, Oaxaca et Yucatán les séminaires avaient pu se maintenir. Parfois, grâce à une tolérance du pouvoir local, comme ce fut le cas de San Luis Potosí, parfois par une action dynamique de l'évêque, tel Rafael Guizar y Valencia du Veracruz.

Carte 9: Evêques et archevêques favorables à la création d'un séminaire interdiocésain⁷⁰⁷.

⁷⁰⁷ *Ibidem*



Bien que cela semble paradoxal, tous les évêques n'étaient pas favorables à la création d'un séminaire interdiocésain. Seuls les évêques et archevêques de Chihuahua, Durango, Aguascalientes, Tamaulipas, Huejutla, Tulancingo, México, Cuernavaca, Colima, Tacámbaro, Veracruz, Oaxaca, Papantla, Tehuantepec et Yucatan étaient ouvertement favorables. Les évêques et archevêques de Huajuápam de León, Morelia, Querétaro, Zamora, León, Guadalajara, Zacatecas, Linares et Sonora ne voulaient pas de séminaire interdiocésain. Les évêques de Saltillo et San Luis étaient indifférents. Ceux de Sinaloa, Tepic, Chilapa, Chiapas, Tabasco et Campeche n'avaient pas les moyens d'envoyer leurs élèves à un séminaire interdiocésain.

Le Comité Exécutif Épiscopal confia la direction du futur séminaire interdiocésain aux missionnaires de l'Esprit Saint qui disposaient d'un nombre important de professeurs sortant de l'Université Pontificale Grégorienne de Rome. Plusieurs évêques demandèrent que la Compagnie de Jésus assumât la direction du séminaire mais les jésuites ne purent accepter cette charge car ils avaient beaucoup d'autres ministères et ne pouvaient pas fournir le nombre de professeurs requis. L'idée était

aussi que ce séminaire ait son siège à l'étranger, aux Etats-Unis par exemple, et qu'on puisse y recevoir des étudiants de philosophie et de théologie.⁷⁰⁸

Carte 10: Opinion des évêques en relation a ce que les missionnaires de l'Esprit Saint soient les responsables du futur séminaire⁷⁰⁹



Le projet du séminaire interdiocésain, qui avait capté l'intérêt de tous les évêques, avait été finalement approuvé. Les évêques et archevêques étaient d'accord sur la fondation d'un séminaire interdiocésain et, à la majorité des voix, la direction en avait été attribuée aux missionnaires de l'Esprit Saint. Le séminaire aurait son Siège à Castroville, Texas. L'archevêque de San Antonio, Mgr Arthur Drossaerts, avait souhaité vivement la mise en place d'un tel séminaire, considéré comme protection bénéfique des évêques et des prêtres mexicains en exil. En janvier 1936, on espérait que pour le mois de mars de la même année tout serait réglé pour l'admission des étudiants de théologie et de philosophie. Le séminaire avait vocation à fonctionner

⁷⁰⁸ Rapport N°2 du comité exécutif épiscopal de Mexico de Leopoldo Ruiz à José Pizzardo. 14 septembre 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 572. 1934-1938. Nuova represa Della "Difesa Armata" Comitato Episcopale. Fasc 356

⁷⁰⁹ Situation des diocèses en 1935. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Arch. Deleg. Messico Busta 55 Fascicolo 288 Situazioni delle Diocesi Messicane Nel 1935

de manière permanente car de nombreux diocèses manquaient de professeurs et de Supérieurs pour l'éducation et la formation des jeunes séminaristes. Avec l'approbation et la bénédiction du Saint Père, une collecte de fonds serait réalisée aux Etats-Unis, pour subvenir aux besoins des évêques, prêtres et séminaires du Mexique. Une partie de cette collecte permettrait de donner au séminaire interdiocésain les moyens de sa subsistance. On imaginait aussi qu'à partir des remarques de certains évêques qui pensaient que la direction du séminaire interdiocésain devait être à la charge des RR.PP de la Compagnie de Jésus, on pourrait dans le futur ouvrir un autre séminaire sous leur direction, car un seul séminaire ne répondrait pas à la demande de tous les diocèses⁷¹⁰.

Selon Ruiz y Flores, le problème était que le bâtiment de Castroville n'était pas assez vaste⁷¹¹. Selon Ledóchowski, les membres de la Congrégation de l'Esprit Saint⁷¹² auraient décidé de renoncer à leur œuvre au sein du séminaire interdiocésain de Castroville Texas. C'est alors que Ruiz y Flores, sans consulter ni le père provincial ni le père général, aurait écrit au Saint Siège pour dire que quelques prêtres de la Compagnie de Jésus souhaitaient prendre la direction du séminaire tant que durerait la persécution. Mais la Compagnie, déjà fort occupée au Mexique et en Amérique Centrale devait répondre qu'elle ne pouvait pas accepter cette nouvelle charge. En référence à la question de la circulaire n° 13 du comité épiscopal, dix évêques se déclarèrent sans opinion et qu'ils s'en remettaient à la majorité des votes. Dix se prononcèrent en faveur des missionnaires. Six furent pour la Compagnie de Jésus. A cette occasion, Orozco y Jimenez et son coadjuteur Garibi mirent en doute la possibilité pour les missionnaires de mener à bien leur mission.⁷¹³ Ruiz y Flores protégeait ces missionnaires. En effet, pour de nombreux prélats il était préférable de charger les jésuites de l'œuvre du séminaire interdiocésain, surtout pour leur grande

⁷¹⁰ Rapport numéro 3 du comité exécutif épiscopal .ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014.. I. (20) De seminario Centrali.. (1930-1938).

⁷¹¹ Rapport N°94. Ruiz y Flores à Pizzardo. 25 mars 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Delegación Apostolica, Messico, Busta 50, Fasc 259 (Antes 52/262) Rapporti sulla situazione politico religiosa nel Messico. 1932-1937.

⁷¹² Lettre de Ledochowski à Bisleti. 16 novembre 1936. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014. I. (23) De seminario Centrali. (1930-1938).

⁷¹³ Promemoria intorno al seminario interdiocesano per i seminarista messicani negli Statu uniti. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014. I. (23) De seminario Centrali. (1930-1938).

expérience, pour leur prestige et parce qu'ils disposaient d'un personnel en plus grand nombre et mieux préparé.⁷¹⁴

Dans un document très intéressant du ARSI, était mise en évidence la position des évêques avec des commentaires sur leur prestige ou sur leur manque de prestige, ainsi que sur leurs activités passées⁷¹⁵.

Table 4: Evêques pour que le séminaire interdiocésain soit à la charge des missionnaires⁷¹⁶

Pour les missionnaires de l'Esprit Saint	
L'archevêque de Puebla	Très peu de prestige. Montre une mentalité enfantine dans ses écrits. Copie tout ce qu'il trouve en commettant beaucoup d'erreurs historiques, orthographiques, etc. On le trompait à tel point que deux du gouvernement s'en étaient servi pour découvrir les religieuses (les employés du gouvernement lui demandèrent si certains biens précis appartenaient bien à l'Eglise et il leur répondit ingénument: (Il y a des biens qui appartiennent à l'Eglise et d'autres qui sont à telles et telles religieuses, l'information servit pour voler les religieuses.
L'évêque de Zacatecas	Très peu de prestige et de plus mal vu par de nombreuses personnes de sa campagne très dure contre les catholiques qui avaient pris les armes (c'est lui qui interdit aux prêtres de donner aux <i>cristeros</i> l'absolution s'ils ne promettaient pas d'abandonner les armes dans le mouvement).
L'évêque de Chihuahua	Très peu de prestige. Change d'avis fréquemment sur des choses importantes (v.g. Dans le problème du mouvement armé) et va d'un extrême à l'autre.
L'évêque de Colima	Peu de prestige.
L'évêque de Zamora:	Peu de prestige. Il aime beaucoup traiter avec les politiques qui le trompent (est fameux pour cela dans tout le Mexique, depuis Obregón.)
Furent également du même avis l'évêque de Tabasco, ce qui est significatif bien que quelques uns le trouvent trop véhément, les évêques de Yucatán et Huajuapán, qui passent inaperçus parmi les évêques et celui de Morelia qui a coopéré avec son archevêque (Monseigneur délégué) à la fondation des Missionnaires de l'Esprit Saint, ce qui est assez significatif (Luis María Martínez, auquel il fait référence sans le nommer clairement).	

⁷¹⁴ Circulaire N°13. Du Comité Exécutif Episcopal au délégué apostolique. 4 septembre 1935. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014. I. (9) De seminario Centrali.. (1930-1938)

⁷¹⁵ Promemoria intorno al seminario interdiocesano per i seminarista messicani negli Statu uniti. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014.. I. (23) De seminario Centrali.. (1930-1938).

⁷¹⁶ *Ibidem*.

Table 5: Evêques pour que le séminaire interdiocésain soit à la charge des jésuites⁷¹⁷

Pour les pères jésuites	
Orozco y Jiménez	La première figure de l'Épiscopat mexicain
L'évêque de León	De très grand prestige intellectuel
L'archevêque de Guadalajara (l'actuel, c'est-à-dire Garibi y Rivera)	de grand prestige en tout
L'évêque de Sonora	De très grand prestige pour le Saint Père, culture et gouvernement réussi.
L'archevêque d'Oaxaca	de beaucoup de prestige
Furent du même avis l'évêque de Tamaulipas, qui est estimé d'une manière ordinaire, et le défunt monseigneur Pascual Díaz.	

A la suite de ce problème, Ruiz y Flores disait qu'Orozco y Jiménez avait mentionné la possibilité que les jésuites dirigent le nouveau séminaire, qui pouvait recevoir de quatre cent à cinq cent étudiants⁷¹⁸. Selon le Délégué Apostolique, le Comité Exécutif Épiscopal demanda un nouveau vote et la majorité des évêques s'exprima en faveur de la Congrégation de l'Esprit Saint, même si elle accepta de laisser le Saint Père décider.

⁷¹⁷ *Ibidem.*

⁷¹⁸ Rapport N°94 de Leopoldo Ruiz à Pizzardo. 25 mars 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Delegación Apostolica, Messico, Busta 50, Fasc 259 (Antes 52/262) Rapporti sulla situazione politico religiosa nel Messico. 1932-1937.

Chapitre troisième: La situation de la hiérarchie depuis la démission de Leopoldo Ruiz y Flores (17-VIII-1935) jusqu'à l'établissement réel d'un Modus Vivendi (1935-1940)

I. A la recherche d'un nouveau Délégué Apostolique

En 1935, à la suite de ce qui avait été obtenu avec le délégué des Etats-Unis et les problèmes avec la réactivation du nouveau Comité Épiscopal, un changement de Délégué Apostolique semblait déjà nécessaire.

1. Une élection difficile

Les nouvelles qui provenaient de Mexico étaient discordantes et variaient selon le groupe ou l'intérêt de celui qui faisait le rapport. La division existait toujours parmi les fidèles et au sein de l'Épiscopat dont les membres ne s'accordaient ni en actes ni en paroles, ce qui augmentait la confusion⁷¹⁹. Plus grave encore, le prestige du Délégué Apostolique avait diminué. Sa rupture avec le Délégué Apostolique des

⁷¹⁹ Introduction à la position n° 575, 1935-1938. Nouveau délégué apostolique. ASV. Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 367-370.

Etats-Unis chargé de trouver une solution aux Etats-Unis sur la question religieuse, amena à formuler la difficile question d'un changement de délégué pour le Mexique. Cicognani souhaitait en effet que soit nommé un nouveau prélat. L'indisponibilité de Tritschler, qui était l'un des favoris, conduisit à l'envoi de Mgr Piani à Mexico en 1936. Véritable chargé d'affaires du Saint Siège, il envoya plusieurs rapports donnant une nouvelle vision de la situation⁷²⁰.

Il restait donc au Saint Siège la tâche d'élire un nouveau Délégué Apostolique qui, pour plaire au gouvernement mexicain, devrait être mexicain. Le problème était qu'il fallait que cette élection convienne aussi aux intérêts du Saint Siège, qui devrait prendre en compte l'avis des évêques et des fidèles sans oublier la Congrégation Consistoriale qui possédait les opinions formulées au moment des nominations des évêques, même si les décisions importantes étaient plutôt prises entre Pizzardo et Pacelli qui se partageaient les attentions vers le Mexique.

a) Bref compte-rendu sur la situation au Mexique en 1936

L'attitude du gouvernement envers l'Eglise n'avait pas changé. Dans quatre ou cinq diocèses, les évêques et les prêtres pouvaient exercer librement leur ministère. Dans les autres, le nombre de prêtres était réduit arbitrairement et dans la majorité des diocèses, les églises étaient toujours closes. Les prêtres vivaient en exil ou cachés pour pouvoir répondre aux besoins des fidèles. Deux ou trois évêques regagnèrent leurs diocèses, mais ils devaient se cacher sans pouvoir gouverner librement.

Au mois de décembre 1935, furent confisquées vingt neuf maisons dans la ville de Puebla, sous le prétexte qu'elles appartenaient à l'Eglise. On confisqua un collège que dirigeaient les RR: PP des missions de la ville de Mexico, les collèges salésiens à Guadalajara et à Morelia, un couvent de capucins dans la ville de Mexico, etc. Au Chihuahua et à Guadalajara plusieurs prêtres furent mis en prison⁷²¹.

Quant à la ligne à suivre avec les associations civiles, selon le rapport n° 2, le C.E.E voulait être considéré comme le soutien des associations civiques dans le but de les

⁷²⁰ ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E Mons Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 377-384.

⁷²¹ Rapport numéro 3 du comité exécutif épiscopal .ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014. I. (20) De seminario Centrali. (1930-1938).

confédérer et d'en assurer la coordination afin d'accroître la réussite des objectifs poursuivis. La confédération était encore en voie d'organisation et, considérant les difficultés présentes, on avait cru bon que chaque association civique oeuvrât pour le bien commun. Cette désunion était lamentable et il valait mieux attendre le moment opportun pour tenter de nouveau la formation du C.A.N (Comité d'Action Nationale) et améliorer tout ce qui pouvait l'être⁷²².

L'article trois de la Constitution traitant de l'éducation et des lois contraires à la liberté de l'Eglise n'avaient pas été amendées et l'éducation enseignée était « socialiste », fréquemment antireligieuse, athée, sexuelle, et le gouvernement mettrait en place la mixité. Ce qui signifiait que les gouverneurs pourraient disposer d'un programme d'éducation socialiste avec possibilité d'initier les élèves aux théories matérialistes. Pour le Comité Exécutif Épiscopal, cela constituait un nouveau schéma de corruption des enfants. Ces programmes étaient mis à disposition des professeurs, sous condition du secret absolu. Pour subvenir aux besoins des enfants qui n'assistaient pas à l'école socialiste, on créa des centres-foyers⁷²³ Le C.E.E. avait donné des instructions sur l'affaire, demandant qu'on mette fin à ce qui était considéré comme de la corruption infantile. Beaucoup de professeurs firent une propagande hypocrite en faisant croire que leur école, même sil elle dépendait du gouvernement, n'allait pas enseigner la doctrine socialiste. Ils regrettaient aussi que plusieurs directeurs d'écoles privées aient agi de la même manière⁷²⁴. Le plus grave pour le Comité, c'était qu'à la fin de l'année avait été créée une association connue comme l'Union Sociale Nationaliste du Mexique dont l'objectif était de permettre un rapprochement entre les catholiques et le gouvernement. Cette association avait provoqué une grande perplexité car elle était fondée et dirigée par un prêtre. Le point positif, c'était que les catholiques des Etats-Unis continuaient leur tâche. L'année 1936 ne verrait pas d'amélioration rapide.

Le 31 mars 1936, dans son rapport n° 95 à Giuseppe Pizzardo, Ruiz y Flores indiquait que malgré les nouvelles expulsions, quelques églises réouvriraient dans

⁷²² Rapport numéro 3 du comité exécutif épiscopal .14 janvier 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 375

⁷²³ *Ibidem*.

⁷²⁴ *Ibidem*.

certaines Etats⁷²⁵. Dans d'autres Etats, il était permis de faire sonner les cloches. Après les déclarations de Cárdenas du 4 mars 1936 aux maîtres de Guadalajara dénonçant les forces « réactionnaires et fanatiques »⁷²⁶ et après les répercussions que cela avait eu dans la presse et parmi les catholiques⁷²⁷, le Délégué Apostolique avait publié quelques déclarations puis écrit au Comité Exécutif Épiscopal, lui suggérant de chercher un accord avec le gouvernement pour obtenir une déclaration officielle sur la neutralité de l'école. Dans son discours en effet, Cardenas, condamna le fanatisme religieux, mais il indiqua également que le gouvernement ne pouvait plus être le promoteur des actions antireligieuses⁷²⁸. La question religieuse n'était plus un problème prioritaire qui devait subordonner le programme de la révolution⁷²⁹. Il s'agissait pour le délégué d'obtenir une promesse de prendre en compte les requêtes des pères de familles, de telle façon qu'il soit possible d'ouvrir des écoles privées. Pour le Saint Siège, ces déclarations de Cárdenas étaient importantes par la forme solennelle qu'avait pris la cérémonie au cours de laquelle elles furent prononcées, par la réaction passionnée de la presse, parce qu'elles semblaient indiquer la ligne de conduite qu'entendait suivre le président. Selon le secrétariat d'Etat, on pouvait regrouper ces déclarations dans lesquelles Cárdenas disait ne pas vouloir répéter les erreurs commises par les gouvernements précédents d'insister sur la persécution religieuse qui conduisait à diviser les esprits et à susciter la résistance. Il était certain que les lois sur l'exercice du culte devaient être rigoureusement appliquées mais la lutte contre le fanatisme et les préjugés religieux étaient réservés à des groupes d'avant-garde. Le gouvernement avait des problèmes bien plus complexes à résoudre, notamment la transformation sociale et économique du pays, l'assistance scolaire, la défense des maîtres ruraux victimes des guerrilleros, la campagne anti-alcool qui devait être conduite par tous les moyens et à grande échelle. Pour le secrétariat d'Etat, le président semblait véritablement convaincu que la religion était un ensemble de préjugés qui allaient disparaître peu à peu d'eux-mêmes, sans que le

⁷²⁵ Minute sur le rapport N°95 de monseigneur le délégué apostolique 31 mars 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 376.

⁷²⁶ "Brooklyn Tablet". "Excelsior" 31 mars 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 376.

⁷²⁷ *El Nacional*, (México), Jeudi 5 mars 1936.

⁷²⁸ Ce fait est particulièrement révélateur, puisqu'il montre également le contrôle que le président Cárdenas pu avoir sur les masses populaires. Voir sur ce point Córdova Arnaldo, *La política de masas del cardenismo*, México: Ed. Era, 2006. 216 p.

⁷²⁹ *El Universal*, (México), Jeudi 5 mars 1936.

gouvernement ait à intervenir. Pour le prélat, si les catholiques étaient à la hauteur de la situation et tous unis, ils pourraient et devraient démontrer que pour ce qui a trait à la campagne contre l'alcool, les oeuvres de rédemption morale, l'économie des ouvriers, les pauvres et les indiens, eux-mêmes devraient être les premiers à vouloir collaborer. Malheureusement, le Secrétariat d'Etat du Saint Siège devait reconnaître que d'un côté le chef du gouvernement était incapable de comprendre les valeurs religieuses et qu'il y avait des forces occultes, et d'un autre côté, les catholiques étaient fanatiques, partisans, politiques, violents, n'avaient pas de conception sereine et ample du catholicisme comme s'agissant d'une valeur qui, par sa transcendance et son universalité, pouvait dire une parole de vérité et de bonté sur tout ce qui est humain. Pour la hiérarchie catholique, pour que le Christ puisse revenir et rétablir la paix au Mexique, il fallait : améliorer la formation et la vie religieuse des catholiques, insuffler l'esprit chrétien à toute la vie mexicaine sans qu'importent la grandeur et la violence des forces adverses⁷³⁰. Pour le Saint Siège, il s'agissait du signal tant espéré qui avait été demandé au gouvernement mexicain via John Burke et Cicognani. En février 1936, Pizzardo avait donné à Burke des indications très claires sur ce que voulait le Saint Père et la réponse de Cárdenas était une réponse directe à cette négociation réussie grâce à Cicognani et Burke⁷³¹. Ruiz y Flores, qui ne savait rien de ces négociations, exprimerait ses doutes quant aux bons sentiments du président Cárdenas⁷³². Il disait ignorer la raison de ces déclarations. Il pensait d'abord qu'elles avaient été faites suite aux indications du gouvernement américain pour avoir une chance d'obtenir la sympathie des catholiques. Il expliquait ensuite qu'il pouvait s'agir d'une réponse à un conflit avec le général Calles ou pour éviter une rébellion des prolétaires qui luttait contre les droits de leurs patrons ou encore d'un contre message à la propagande communiste. Pour le délégué, les catholiques pensaient qu'il s'agissait d'une manœuvre politique pour calmer les esprits excités par la persécution. D'autres opinaient qu'il s'agissait d'un début, porteur de promesses. Ruiz y Flores pensait opportun de publier les déclarations du Comité des

⁷³⁰ Minute sur le rapport N°95 de monseigneur délégué apostolique 31 mars 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 376.

⁷³¹ N° 437/36. Lettre de Pizzardo à Cicognani. 8 février 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 369.

⁷³² Rapport N°95 Sur la persécution. Leopoldo Ruiz y Flores à Pizzardo. 31 mars 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 376.

évêques dans lequel un rapprochement avec les Etats-Unis était jugé bon afin d'obtenir les déclarations officielles de neutralité de l'école déjà mentionnée.

Le problème du l'épiscopat et du comité était le manque d'unité et de directives claires.

*L'épiscopat mexicain présenta une grandeur morale inimaginable, mais il avait un besoin urgent d'absolue concorde et d'unité. Les évêques écrivent, parlent et dans un certain sens travaillent trop, mais c'est un travail solitaire, injuste qui se perd et s'élude, il est nécessaire de réduire entre temps les plus bruyants comme monseigneur Manríquez. Mais l'unité de l'épiscopat est pratiquement impossible sans une autorité centrale indiscutable, qui pourrait exister uniquement s'il s'agissait d'un Délégué Apostolique qui vivrait au Mexique et saurait montrer à la fois un calme et une fermeté apostolique. D'autre part, pour qu'il puisse vivre au Mexique, il devrait être mexicain et je me demande alors : pourrait-on rencontrer un tel homme? Monseigneur Ruiz est un homme intelligent et secret qui n'hésite pas à reconnaître les défauts de la race et les erreurs du passé mais ce n'est plus un centre unitaire et propulseur. Il est plus douloureux de noter sa persistante et inadéquate hostilité envers le gouvernement des Etats-Unis qui l'héberge, et sa sympathie pour la défense armée. [...] Jusqu'à ce que le Saint Siège puisse disposer d'un homme de confiance au Mexique pour l'informer, il ne peut donner crédit aux nouvelles contradictoires pour donner ensuite des directives précises et dures. D'autre part, le silence du Saint Siège pourrait engendrer la méfiance dans l'esprit des pauvres mexicains.*⁷³³

A ce problème, il convenait d'ajouter celui de la formation des prêtres. Pour le Saint Siège, le défaut fondamental des catholiques mexicains, comme pour le reste des pays hispano-portugais, était d'être limités par des conceptions de la vie publique et sociale aujourd'hui obsolètes ; et surtout ils ignoraient la différence entre l'action catholique et l'activité politique. Lorsqu'ils seraient mûrs, il conviendrait alors de créer un parti politique sans étiquette catholique qui puisse faire triompher la pensée catholique dans la vie nationale, mais aujourd'hui le travail le plus urgent consistait à réintégrer les bases de la pensée et de la vie chrétienne. La création d'un séminaire mexicain aux Etats-Unis, similaire à celui de Rome, le Pio Latino Américain, pourrait être le moyen de donner au clergé un nouvel état d'esprit, avec une formation pleinement humaine, dans le sens de dignité, de loyauté et d'honnêteté. Il

⁷³³ Attivita Comité Episcopale. Sans nom/ Sans date. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 376

fallait aussi travailler le surnaturel, l'esprit d'apostolat, la doctrine sociale et l'action catholique.

Pour le délégué, cette amélioration était due en grande partie à l'influence des américains qui, en 1935, avaient publiquement pris part au soutien de l'Eglise catholique mexicaine⁷³⁴.

b) Monseigneur Piani.

La nécessité pour le Saint Siège d'obtenir une information digne de foi et l'impossibilité de nommer un Délégué Apostolique officiel qui jouirait à la fois d'une confiance totale de la part du saint Siège et serait bien accepté par le gouvernement mexicain ne laissait d'autre alternative au saint Siège que d'envoyer un représentant spécial, sans charge officielle. Cet homme providentiel fut monseigneur Piani qui était chargé des Philippines, encore contrôlées par les Etats-Unis. Piani allait permettre au Saint Siège de pallier le problème de trouver de bons informateurs. Pizzardo s'était rapproché des jésuites mais il était important de compter sur quelqu'un de toute confiance.

1936 allait marquer un grand changement car deux des plus grands évêques mexicains allaient décéder, les deux les plus polémiques, Pascual Díaz et Francisco Orozco y Jiménez.

Pour le Saint Siège, le choix de monseigneur Piani répondait à plusieurs critères. Ils avaient besoin de quelqu'un qui fut bien connu des évêques, qui ait leur confiance et qui soit de toute confiance pour le Saint Siège aussi. Monseigneur Piani était un salésien, longtemps missionnaire au Mexique et, en février 1922, il avait été nommé coadjuteur de l'archevêque de Puebla. En avril 1924, du fait qu'il était étranger, il dû abandonner son ministère et fut nommé Délégué Apostolique aux Philippines⁷³⁵. Par conséquent, il semblait à la fois capable de traiter avec les évêques mexicains, avec le gouvernement mexicain mais aussi avec celui des Etats-Unis. Un profil idéal. Le 8 avril 1936, le Saint Père décida de l'envoyer au Mexique pour observer et obtenir des informations précises sur les conditions de l'Eglise dans cette nation afin

⁷³⁴ N.C.W.C. News Service. 4 septembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 546-547. 1931-1936. Limitaziones del claro. Fasc 285

⁷³⁵ Note de mars 1936 sur Piani. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 377

d'être en mesure de faire des suggestions appropriées pour porter remède à cet état de choses⁷³⁶. Le lendemain, Piani fit savoir à Pacelli qu'il acceptait la mission⁷³⁷. Pacelli peut alors envoyer les instructions nécessaires à Piani au sujet du voyage qu'il devrait entreprendre au Mexique même si pour d'évidentes raisons, il devrait tout d'abord passer par les Etats-Unis. Pacelli lui disait que le Saint Père avait pensé lui confier la charge d'aller en Amérique dans le but d'observer et d'obtenir des informations précises sur l'Eglise au Mexique. Il insistait sur les conditions de vie de l'Eglise provoquées par la persécution religieuse. Il devrait ensuite en référer au secrétariat d'Etat, donnant les informations sur les moyens opportuns pour apporter une solution au problème en question et assurer ainsi "le bien des âmes"⁷³⁸. Il l'informait également que l'actuel Délégué Apostolique résidait aux Etats-Unis et que la N.C.W.C. et les Chevaliers de Colon depuis les Etats-Unis, s'étaient intéressés au problème. En attendant la lettre contenant les instructions, Pacelli envoya à Piani un télégramme dans lequel il lui faisait part des remerciements et de la bénédiction du Pape⁷³⁹.

Dans les instructions adressées à Piani par le secrétariat d'Etat, il lui fit savoir que le Saint Siège ne peut accepter d'avoir au Mexique un représentant qui ne soit pas mexicain et qui ne pourrait par conséquent pas contrôler les nouvelles contradictoires parvenant de Mexico⁷⁴⁰. Il n'avait pas davantage la possibilité de diriger l'Episcopat qui, bien que zélé, ne semblait pas maintenir une conduite uniforme ni les critères de prudence requis par l'état de persécution. Il insistait également sur le fait que l'actuel Délégué Apostolique Ruiz y Flores avait par le passé rendu de grands services à l'Eglise, mais qu'il se trouvait aux Etats-Unis et ne pouvait pas, pour diverses raisons, exercer avec fruit son travail et son autorité. Il lui disait aussi que le secrétariat d'Etat du Saint Siège savait que le président Cárdenas

⁷³⁶ Chiffré N°3. Pacelli à Monseigneur Piania. 8 avril 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 377

⁷³⁷ Chiffré N°57. Piani à Pacelli. 9 avril 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 377

⁷³⁸ N°1280/36 Pacelli à Piani. 10 avril 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 377

⁷³⁹ Chiffré N°4. Pacelli à Piani. 12 avril 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 377

⁷⁴⁰ Instructions. Alegato au disp. 1280/36 al Del Apo. Manilla. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 377

voulait un délégué mexicain et il lui expliquait quel avait été le processus de sélection pour le poste de délégué entre Pascual Díaz, Tritschler, Vera, Bulnes et comment le Saint Siège avait décidé de ne nommer personne pour l'instant. Les raisons étaient fort simples, aucun candidat ne semblait avoir une autorité suffisante sur l'Épiscopat et le Saint Siège craignait de revivre ce qui s'était passé après 1929.

Pendant ce temps, l'Épiscopat mexicain, manquant d'un Délégué Apostolique en place et voyant la nécessité d'unifier et de coordonner son activité en défense de la foi, établit un Comité Exécutif Épiscopal dans le but d'indiquer les directions à suivre pour l'ensemble de l'Épiscopat. L'actif secrétaire de ce Comité est le père Romero S.J. Mais tous les évêques n'acceptaient pas les directives du Comité car il n'avait pas toujours pris des décisions approuvées par tous. ⁷⁴¹

Dans ses instructions, l'accent était mis sur le fait que le saint Siège n'était pas en mesure de donner des directives précises par manque d'information réellement dignes de foi.

Pacelli offrait un panorama de la situation telle qu'elle était perçue par le Saint Siège et il faisait à Piani un résumé des événements au Mexique après qu'il eut quitté ce pays en 1924. Il reprenait la crise de 1925 et de 1926, la suspension du culte, la défense armée et le thème complexe du *Modus Vivendi* de 1929.

*Un tel accord promettait entre autres la révision des dispositions constitutionnelles majoritairement injurieuses pour les droits de l'Église mais cette révision ne fut pas bien reçue par quelques évêques impliqués dans la défense armée et qui doutaient de la sincérité du gouvernement mexicain car ils étaient persuadés que la victoire contre le gouvernement était proche, alors que le Modus Vivendi était perçu comme un service rendu aux banques des États-Unis dont Morrow était l'exposant. De telles affirmations ne furent pas prouvées mais se révélèrent suffisantes pour maintenir le moral d'un grand nombre de catholiques dont l'inquiétude et les directives imprudentes de Manríquez donnèrent prétexte au gouvernement mexicain pour "oublier" le contenu du Modus Vivendi*⁷⁴².

Cette vision du Saint Siège était plus qu'intéressante car elle lui permettait de délimiter sa responsabilité dans l'échec du *Modus Vivendi* tout comme l'erreur grave commise en soutenant le parti de Pascual Díaz, Edmundo Walsh et John Burke en 1929. Il ne pouvait prendre d'autre attitude à ce moment puisque le gouvernement

⁷⁴¹ *Ibidem.*

⁷⁴² *Ibidem.*

était réellement désireux de parvenir à un accord et que l'action des fervents catholiques avait fait échouer les tentatives passées. Selon Fabrice Bouthillon⁷⁴³, le Saint Siège avait recours à ce qu'il avait déjà utilisé avec les différentes formations de l'action catholique en Europe, à savoir qu'en cas d'échec d'une initiative, il ne fallait pas faire porter la faute au Saint Siège sinon aux organisations de catholiques qui, n'ayant pas suivi à la lettre les instructions et ayant agi de manière autonome, avaient provoqué le dit échec. Comment en effet, l'Eglise de Dieu pourrait-elle se tromper? C'était le problème lorsque la "Cité de Dieu" s'impliquait dans la Jérusalem terrestre.

Aucune de ces formations [action catholique, partis catholiques, etc.] n'était la simple courroie de transmission des ordres venus de Rome. Elles étaient insérées dans une histoire et une logique nationales et elles avaient d'autant plus grand besoin parfois d'en rajouter sur le patriotisme qu'on les soupçonnait fréquemment d'être le « parti de l'étranger ». Il arrivait que le catholicisme leur serve davantage de caution bourgeoise qu'elles ne représentaient pour lui un boulevard [SIC], mais là non plus l'intérêt du Saint Siège n'était jamais de lever l'ambiguïté. Mythique ou réel, l'essentiel pour lui pouvait être quelquefois que cette influence lui fut prêtée, quitte à déclarer que les catholiques n'avaient jamais engagé qu'eux mêmes lorsque par aventure ils étaient devenus compromettants.⁷⁴⁴

Le rapport faisait également référence à l'expulsion des évêques, à la question éducative, au fait que les catholiques ne suivaient pas les instructions du Comité Exécutif Épiscopal et que chaque Etat avait ses propres pratiques. Il faisait aussi référence aux biens de l'Eglise et à la loi de 1935 sur leur nationalisation. Etaient mentionnées la question des instructions au clergé, l'éducation des séminaristes au collège Pío Latino à Rome et la création d'un séminaire interdiocésain. Il évoquait les diverses manières d'entrer en résistance, aussi bien du côté mexicain que du côté américain, l'Action Catholique, la défense armée et la propagande aux Etats-Unis. Il insistait sur le rôle de Cicognani, sur son ouverture et sa relation avec le gouvernement mexicain, par la voie du Département d'Etat des Etats-Unis. Finalement, il montrait la rupture entre Calles et Cárdenas et les espoirs nouveaux

⁷⁴³ Fabrice Bouthillon est un historien français, ancien élève de l'école de Rome et de l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm. Il est actuellement maître de conférences à Brest, l'Université de Bretagne Occidentale où il est directeur du département d'histoire. Il est spécialiste en histoire religieuse du monde contemporain, en histoire diplomatique et en histoire des totalitarismes.

⁷⁴⁴ Bouthillon Fabrice, *La naissance de la mardité, une théologie politique à l'âge totalitaire : Pie XI (1922-1939)*. PUS. Strasbourg. 2001. p89.

que suscitait ce dernier. Avec de telles informations, il était clair pour Piani que son voyage allait permettre au Saint Siège de prendre une décision.

Le 29 avril, Mgr Piani informa Pacelli qu'il avait fixé son voyage pour le 6 mai et avait laissé Luis Laravoire en charge de la délégation apostolique⁷⁴⁵. Le 5 mai, Pacelli informa Cicognani de l'arrivée de Piani, lui renouvela les remerciements et la confiance du Saint Père pour tout ce qui avait été réalisé et lui communiqua les intentions du Saint Père à propos du voyage de Piani. L'objectif de Piani serait de visiter les diocèses les plus importants et de donner au Saint Siège une vision claire de la situation, puis suggérer des mesures⁷⁴⁶. Pacelli lui demandait également de faire de son mieux pour aider Piani dans sa mission et pour garantir son entrée au Mexique. Le 7 mai 1936, Pizzardo envoya un télégramme similaire à monseigneur Ruiz y Flores⁷⁴⁷. Le 26 mai 1936, Cicognani fit savoir à Pacelli qu'il était au courant de l'arrivée de Piani et qu'il avait avisé le gouvernement des Etats-Unis pour qu'il consulte le gouvernement mexicain sur l'obtention d'une autorisation d'entrée au Mexique pour Piani⁷⁴⁸. Cicognani avait insisté sur la discrétion nécessaire et mentionnait qu'il n'en avait rien commenté à Ruiz y Flores qu'il avait vu à Washington durant son séjour, par crainte que la nouvelle puisse se propager. Le 2 juin, Cicognani envoya un télégramme à Pacelli pour lui notifier l'arrivée de Piani à Washington⁷⁴⁹. Le 7 juin, Cicognani put lui annoncer que le gouvernement mexicain avait donné son autorisation à l'entrée de Piani au Mexique.⁷⁵⁰ Par les bons offices de Summer Welles, Piani avait obtenu de l'ambassade mexicaine à Washington un visa touristique et une lettre de recommandation pour les autorités de la frontière⁷⁵¹.

⁷⁴⁵ Chiffré N°59. Piani à Pacelli. 29 avril 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁴⁶ N° 1546/36. Pacelli à Cicognani. 5 mai 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁴⁷ Pizzardo à Ruiz. 7 mai 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁴⁸ Lettre N°143/36 de Cicognani à Pacelli. 26 mai 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 377

⁷⁴⁹ Chiffré N°113. Cicognani à Pacelli. 2 juillet 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁵⁰ Chiffré N°114. Cicognani à Pacelli. 7 juin 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁵¹ Documentation du prêtre Guillermo Piani. Luis Quintanilla chargé d'affaires de Mexico à Washington. Pour délégué de Migration de Nuevo Laredo, Tamaulipas. 18 juin 1936. ASV. (Archivio

Mgr Piani quitta Washington le 18 juin 1936⁷⁵². Sur sa route vers Mexico, il rencontra Leopoldo Ruiz y Flores, à Austin au Texas, le 22 juin 1936. Ce dernier n'appréciait pas que les gouvernements mexicain et américain soient mis au fait de la mission de Piani⁷⁵³ et il se distinguait de la vision de l'auditeur de la délégation américaine sur ce point⁷⁵⁴. Ruiz y Flores pensait que le gouvernement pouvait profiter de la nouvelle pour créer la confusion et faire circuler de fausses rumeurs sur un possible accord. Ruiz y Flores remit à Piani une lettre dans laquelle sa nomination comme chargé de mission du Saint Siège était effective et il demandait à toute personne qui la lirait d'apporter l'appui et les informations dont il pourrait avoir besoin⁷⁵⁵. Tout au long du voyage, il fut accompagné par monseigneur Ready, assistant du père Burke à la N.C.W.C.⁷⁵⁶. A son arrivée dans la ville de Mexico, il fut accueilli par le vicaire capitulaire Maximino Ruiz, dont il fut l'hôte durant son séjour. Le 26 juin 1936, Piani commençait à travailler. "Pour le moment, Piani ne jugeait pas nécessaire d'envoyer son rapport au Saint Siège, espérant le faire lorsque sa mission prendrait fin, c'est-à-dire lorsqu'il aurait quitté le Mexique⁷⁵⁷".

Table 6: La différence de point de vue entre Egidio Vagnozzi et Leopoldo Ruiz

Différence de point de vue entre Egidio Vagnozzi et Leopoldo Ruiz y Flores à propos du voyage de Piani	
Leopoldo Ruiz y Flores	Egidio Vagnozzi
Mission aurait du être maintenue secrète	Etait nécessaire recevoir autorisation du gouvernement
Pensait que le gouvernement allait essayer de provoquer une confusion	Voulait éviter toute expulsion ou embarras

Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁵² Rapport 191/36 de Vagnozzi à Pizzardo. 8 juillet 1936. ASV. (Archvio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁵³ Lettre de Ruiz à Pizzardo. 24 juin 1936. ASV. (Archvio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁵⁴ Rapport 191/36 de Vagnosini à Pizzardo. 8 juillet 1936. ASV. (Archvio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁵⁵ Lettre de Leopoldo Ruiz aux archevêques, évêques, prêtres et fidèles. 19 juin 1936. ASV. (Archvio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁵⁶ Rapport 191/36 de Vagnosini à Pizzardo. 8 juillet 1936. ASV. (Archvio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁵⁷ *Ibidem.*

Avec la publication le 26 juin d'une pastorale collective signée par Ruiz y Flores⁷⁵⁸ et critiquant ouvertement le gouvernement, Egidio Vagnozzi⁷⁵⁹ craignait que la mission ne soit en danger⁷⁶⁰. Cette lettre fut publiée dans le n°8 de la revue *Christus* de juillet 1936.

Depuis de nombreuses années se développe près de vous une intense campagne de propagande pour vous éloigner du Rédempteur divin et de sa sainte Eglise. Il a été dit et répété que la religion est l'opium que les riches et les prêtres administrent au peuple afin qu'il ne puisse faire valoir ses droits ni bénéficier d'une élévation sociale, économique et morale. Ont été présentées comme vraies les doctrines du Socialisme et du Communisme et on prétend que vous restiez statiques devant les erreurs prêchées par Karl Marx. On vous promet l'implantation d'un régime qui transformera toute la Terre en un véritable paradis dans lequel la pauvreté sera définitivement absente. On proclame à qui veut l'entendre une société sans classes⁷⁶¹.

L'Episcopat ne pouvait rester muet car il affirmait que le Christ et son Eglise étaient les rédempteurs de l'ouvrier. Il rappelait ce qu'était l'Egalité selon la doctrine du Christ, reprenant les paroles de Saint Paul (Gal. Cap. 3 V.28) et les processus de dignification de l'homme, du mariage, de la femme, des enfants et du travail. Il rappelait également l'idée du salaire juste et que l'Eglise accomplissait sa mission en sauvant des âmes tout en recherchant l'ordre dans la société, et en invitant l'Etat à respecter son rôle:

Pour obtenir cet équilibre dans la possession et la distribution des biens matériels, afin que règne la justice dans les relations entre le capital et le travail, la doctrine catholique, reconnaissant toujours la légitimité du droit de propriété, n'ôte pas le droit à l'Etat comme le faisait la théorie libérale, pour venir, avec la force des lois et des Institutions, en aide au travailleur et que soient établies les bases appropriés dans le contrat de travail, à savoir:

⁷⁵⁸ Lettre pastorale des évêques mexicains. 12 juin 1936. (Publicada el 26 de junio de 1936).

⁷⁵⁹ Egidio Vagnozzi (1906-1980) prêtre d'origine italienne de l'Eglise Catholique romaine. Il fut ordonné prêtre le 22 décembre 1928 par Rafael Merry del Val malgré son jeune âge. (22 ans). En 1930 il devint membre du Secrétariat d'Etat de la Curie Romaine en le premier mai 1932 il fut nommé Chamberlan de Sa Sainteté. Il fut également membre de la délégation apostolique aux Etats-Unis d'Amérique en 1932. Il fut l'un des promoteurs de la visite de Piani au Mexique.

⁷⁶⁰ Chiffre N°117 Vagnozzi à Pizzardo. 27 juin 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁶¹ Instruction pastorale du V. Episcopat National dirigé aux ouvriers et paysans de toute la République. *Christus*. Revue mensuelle. Juillet 1936: An 1 N°8. México. Hemeroteca Nacional. HM Ch24 2 1936.

*juste salaire, repos dominical, limitation des heures de travail, juste indemnisation, etc., etc., pour le bien de l'ouvrier et de sa classe.*⁷⁶²

Suivant ce qui avait été annoncé par Leon XIII, les évêques réaffirmaient le droit d'association des ouvriers, l'idée de la démocratie chrétienne ainsi que l'impact des corporations du Moyen Age, protégés par l'Eglise, et leur survivance au travers des institutions sociales catholiques contemporaines. Si l'Eglise défendait bien le droit de propriété, elle présentait aussi la doctrine catholique comme l'unique rempart contre les excès des riches. Le thème de la propriété privée permettait de reprendre la critique des lois de réforme et de parler des conditions indispensables pour résoudre le problème agraire dont la solution devait venir de l'action sociale catholique qui insistait sur la création de banques agricoles de crédits populaires. Les évêques parlaient d'un échec du libéralisme, du socialisme et du communisme. Ils affirmaient que le salut ne se trouvait qu'en Christ et, profitant de l'image, ils disaient que Karl Marx était un faux docteur. Ils terminaient sur l'importance de la Vierge de Guadalupe et sur sa force pour sauver la patrie mexicaine. Il s'agissait d'une forte critique du gouvernement qui s'assumait ouvertement socialiste.

Summer Welles, qui s'était occupé de négocier l'entrée de Piani avec le gouvernement mexicain, était pour le moins surpris, ayant dit que Piani ne venait qu'en observateur. Si Egidio Vagnozzi pensait que le père Burke aurait la capacité de lui montrer que cela avait été un obstacle que Ruiz y Flores voulait imposer à la mission de Piani, une telle coïncidence le laissait perplexe. Cela était aggravé par la prise de position de la revue *Christus*, organe officiel du Comité Épiscopal mexicain et mensuel approuvé par le Comité Exécutif Épiscopal Mexicain (C.E.E.M), et qui profitait de sa section informative pour énumérer les exactions de l'Etat contre l'Eglise⁷⁶³.

L'argumentation de la délégation contre Ruiz y Flores ne laissait pas de surprendre et montrait à quel point ils étaient conscients que Ruiz y Flores vivait ses derniers moments, eux-mêmes étant impatients de changer de délégué étant donné qu'il représentait une gêne dans le contexte américain. Egidio Vagnozzi insistait aussi sur le fait que la lettre pastorale ne constituait pas une attaque directe envers le gouvernement mais plutôt une exposition des enseignements de l'Eglise en matière

⁷⁶² *Ibidem.*

⁷⁶³ Information. Pour la République. Nouvelles prises du journal officiel. *Christus*. Revue mensuelle. Juillet 1936: An I N°8.

sociale et en réponse aux accusations et à la propagande des organisations ouvrières communistes ⁷⁶⁴. Bien plus préoccupante était la publication, par deux hebdomadaires catholiques, le *Brooklyn Tablets* et *The Catholic Review* d'articles du jésuite Kenny contre le soutien des Etats-Unis au gouvernement mexicain. Egidio Vagnozzi était préoccupé car Kenny affirmait avoir reçu le soutien et l'autorisation du C.E.E. ⁷⁶⁵

Ignorant cela, Ruiz y Flores disait à Pizzardo le 1er juillet 1936 que Piani était déjà avec Maximino Ruiz ⁷⁶⁶. Il lui annexait également deux documents qu'il avait remis à Piani, l'un dans lequel Maximino Ruiz reprenait les principales données sur la persécution et parlait de son rôle dans le *Modus Vivendi* ⁷⁶⁷ et un autre dans lequel il lui faisait part de son jugement sur les prélats mexicains ⁷⁶⁸.

Table 7: Leopoldo Ruiz et sa vision sur la hiérarchie catholique en 1936. ⁷⁶⁹

Mémorandum avec commentaires de Leopoldo Ruiz sur les évêques en 1936 Mon jugement sur les prélats mexicains				
Charge	Lieu	Nom	Âge	Commentaire
Archevêque	Délégué Apostolique	Leopoldo Ruiz y Flores		
Archevêque	Yucatán	Martín Tritschler y Córdoba	65	Digne de toute confiance. Prudent. Estimé de tous
Archevêque	Oaxaca	José Othón Núñez	69	Digne de toute confiance. Prudent
Archevêque	Monterrey	José Guadalupe Ortiz	69	Digne de toute confiance. Un peu timide. En retrait.
Archevêque	Durango	José María González Valencia	52	Ami de la défense armée. Intrigant et très imprudent. Intransigeant
Archevêque	Puebla	Pedro Vera y Zuria	62	Digne de toute confiance. Pour son caractère apparemment pusillanime ne

⁷⁶⁴ Rapport 191/36 de Vagnosini à Pizzardo. 8 juillet 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁶⁵ *Ibidem*.

⁷⁶⁶ Lettre de Ruiz y Flores à Pizzardo. 1 juillet 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁶⁷ Notes sur la persécution. 20 juin 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁶⁸ Jugements que je me suis formé sur les prélats mexicains. Juin 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁶⁹ Jugements que je me suis formé sur les prélats mexicains. Juin 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

semble pas estimé à sa juste valeur par quelques clercs de son diocèse

Digne de toute confiance. Un peu provincialiste

Digne de confiance et d'estime, prudent et actif

Digne de toute confiance. Prudent et actif

Digne de confiance. Prudent

Digne de confiance. Prudent et actif

Digne de confiance. Faible santé mais énergique et actif

Me semble imprudent. Attaché à son propre jugement et trop ami de la défense armée

Digne de toute confiance. Prudent, de santé faible

Digne de toute confiance, prudent, actif.

Digne de toute confiance. Actif.

Digne de toute confiance mais timide et inactif

Un peu nerveux. Pas très estimé de son clergé

Digne de toute confiance. Actif.

Digne de toute confiance. Actif.

Ne me semble pas avoir la science suffisante et à des prétentions

Digne de toute confiance, un peu timide et cherche un changement de manière dissimulée

Digne de toute confiance. Actif.

Me semble peu actif, timide et désireux d'améliorer son diocèse

Ami déclaré de la défense armée, imprudent et têtu

Digne de toute confiance.

Digne de toute confiance.

Digne de toute confiance. Apôtre zélé

Digne de toute confiance.

Digne de toute confiance.

Archevêque	Guadalajara	José Garibi Rivera	46	semble pas estimé à sa juste valeur par quelques clercs de son diocèse
Archevêque	Morelia	Luis Martínez	55	Digne de toute confiance. Un peu provincialiste
Archevêque	Puebla	Ramírez	41	Digne de confiance et d'estime, prudent et actif
Archevêque	(Coadjuteur)	Márquez	41	Digne de toute confiance. Prudent et actif
Evêque	Saltillo	Jesús Ma. Echavarría	78	Digne de confiance. Prudent
Evêque	Tamaulipas	Serafín Armora	60	Digne de confiance. Prudent et actif
Evêque	Chihuahua	Antonio Guizar	56	Digne de confiance. Faible santé mais énergique et actif
Evêque	Sonora	Valencia	50	Me semble imprudent. Attaché à son propre jugement et trop ami de la défense armée
Evêque	Sinaloa	Juan Navarrete	50	Me semble imprudent. Attaché à son propre jugement et trop ami de la défense armée
Evêque	Tepic	Agustín Aguirre y Ramos	69	Digne de toute confiance. Prudent, de santé faible
Evêque	Aguascalientes	Anastasio Hurtado y Robles	46	Digne de toute confiance, prudent, actif.
Evêque	León	José de Jesús López	64	Digne de toute confiance. Actif.
Evêque	León	Emeterio Valverde	72	Digne de toute confiance mais timide et inactif
Evêque	Zacatecas	Téllez	69	Un peu nerveux. Pas très estimé de son clergé
Evêque	Zamora	Ignacio Placencia y Moreira	62	Digne de toute confiance. Actif.
Evêque	Tacambaro	Manuel Fulcheri y Pietra Santa	45	Digne de toute confiance. Actif.
Evêque	Papantla	López Manuel Pío	59	Ne me semble pas avoir la science suffisante et à des prétentions
Evêque	Campeche	Nicolas Corona y Corona	41	Digne de toute confiance, un peu timide et cherche un changement de manière dissimulée
Evêque	Chiapas	Luis Guizar y Barragán ⁷⁷⁰	41	Digne de toute confiance, un peu timide et cherche un changement de manière dissimulée
Evêque	Huajuapam de León	Gerardo Anaya	55	Digne de toute confiance. Actif.
Evêque	Huajuapam de León	Jénaro Méndez del Río	69	Me semble peu actif, timide et désireux d'améliorer son diocèse
Evêque	Huejutla	José de Jesús Manríquez y Zárate	52	Ami déclaré de la défense armée, imprudent et têtu
Evêque	Colima	José Amador Velasco	80	Digne de toute confiance.
Evêque	Tehuantepec	Villareal	52	Digne de toute confiance.
Evêque	Veracruz	Rafael Guizar	58	Digne de toute confiance. Apôtre zélé
Evêque	San Luis Potosí	Valencia	58	Digne de toute confiance.
Evêque	Querétaro	Guillermo Tritschler y Córdoba	58	Digne de toute confiance.
Evêque	Querétaro	Mariano Tinajero y Estrada ⁷⁷¹	65	Digne de toute confiance.
Nombre de prélats dignes de toutes confiances			23	
Nombre de prelat problématique			5	
Nombre total de Prelat (Leopoldo Ruiz, inclus)			30	

⁷⁷⁰ Luis Guizar y Barragán (1895-1981) prélat mexicain originaire de Cotija dans l'Etat du Michoacán dans le centre ouest du Mexique. Il fut ordonné prêtre durant la présidence de Carranza en 1918. Il 1932, il fut ordonné évêque de Campeche dans le sud du Mexique.

⁷⁷¹ Mariano Tinajero y Estrada (1871-1957) fut un prélat mexicain originaire del Paso Texas, dans le sud des Etats-Unis d'Amérique. Il fut ordonné prêtre en 1896 puis en 1933 fut évêque de Querétaro dans le centre du Mexique, charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

Comme l'on peut le voir dans cette table, en 1936, la grande majorité des prélats étaient selon Leopoldo Ruiz y Flores dignes de toutes confiances (23 des 29 prélats). Cependant, 3 prélats aidaient encore la défense armée, José María González Valencia, de Durango, Juan Navarrete de Sonora, et José de Jesús Manriquez de Huejutla.

1936 avait vu la disparition de deux des plus grands protagonistes du catholicisme mexicain, l'archevêque de Mexico Pascual Díaz, sans successeur pour le moment et l'archevêque de Guadalajara Francisco Orozco y Jiménez, remplacé par son auxiliaire José Garibi y Rivera.

Le 15 août 1936, Egidio Vagnozzi annonça à Pizzardo que Piani espérait pouvoir regagner les Etats-Unis pour la fin août⁷⁷². De fait, autant les Etats-Unis que le gouvernement mexicain avisèrent Egidio Vagnozzi qu'ils espéraient que Piani avait déjà commencé les négociations pour résoudre la question religieuse⁷⁷³. Le gouvernement américain pensait que Piani venait pour négocier et était un délégué de fait. L'intérêt américain était évidemment motivé par l'approche de la période électorale. Summer Welles faisait savoir à Egidio Vagnozzi que Piani pouvait être l'homme providentiel. En effet, si ce voyage aurait permis une rapide résolution du conflit, il aurait également permis au gouvernement américain de répondre aux Chevaliers de Colon et aux journaux qui accusaient le gouvernement de Roosevelt de se désintéresser des problèmes du Mexique. Dans un contexte plus international, la situation en Europe était très préoccupante et le lien entre Mexico et ce qui était appelé "la Mère Patrie", l'Espagne, montrait et exacerbait les pressions que subissait le gouvernement mexicain dur fait de la guerre civile espagnole. Selon Vagnozzi, une information circulait aux Etats-Unis sur les pressions dont souffrait Cárdenas pour l'inciter à adopter un régime de type communiste, et qu'il envoie des armes et des munitions au gouvernement républicain⁷⁷⁴. Piani retourna à Washington la première semaine de septembre 1936. Le 10 septembre 1936, Ruiz y Flores envoya

⁷⁷² Chiffre N°124. Vagnozzi à Pizzardo. 15 août 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁷³ Rapport N°222/36. Vagnozzi à Pizzardo. 21 août 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁷⁴ *Ibidem*.

une lettre à Pacelli pour le remercier de la visite de Piani à Mexico⁷⁷⁵. Piani envoya son rapport le 24 septembre 1936.

Suite à la visite de monseigneur Piani, il était clair qu'il fallait changer de délégué pour espérer parvenir à un accord. Piani laissait voir que le délégué dépendait trop du jugement de la dernière personne qui lui faisait son rapport sur la situation et expliquait que cela devait se comprendre à cause de ce qu'il avait vécu.⁷⁷⁶ Pour le Saint Siège, le remplacement de Ruiz y Flores avait déjà été décidé et le problème consistait à sélectionner le délégué approprié, un nouveau prélat qui devrait résider à Mexico. La crainte de ne trouver aucun prélat mexicain capable de faire l'union et d'être respecté de tous ses pairs fut confirmée par Piani. Pour lui, la solution consistait à nommer un délégué non mexicain qui résiderait aux Etats-Unis et qui soit bon connaisseur du Mexique. Il proposait la nomination de son propre secrétaire aux Philippines, un américain ayant vécu plusieurs années au Mexique et qui, pour avoir été avec monseigneur Piani aux Philippines, était habitué à la fonction de Délégué Apostolique⁷⁷⁷. Pour le Saint Siège, une telle nomination n'était pas acceptable car elle serait perçue comme un affront par Ruiz y Flores, étant donné qu'il était sur le point d'être muté au motif de ne pouvoir séjourner au Mexique. Le défi était de parvenir à ce que le gouvernement acceptât que Ruiz y Flores puisse regagner Mexico en tant qu'archevêque de Morelia, assurant à ce même gouvernement qu'il se serait plus Délégué Apostolique.

L'article 130 de la Constitution autorisant les congrès locaux à fixer le nombre de prêtres en fonction des besoins de chaque Etat avait créé le chaos sur son application car chaque Etat avait ses propres critères. On constatait une augmentation et une permissivité plus grande sur de prêtres dans quelques Etats, mais en échange les gouverneurs demandaient moins d'intransigeance de la part de l'Eglise. Dans l'Etat de Querétaro, le nombre de prêtres serait limité à vingt. Le gouverneur demandait en échange que l'évêque publiât une circulaire autorisant les pères de familles à

⁷⁷⁵ Leopoldo Ruiz à Pacelli. 10 septembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁷⁷⁶ Per il Messico. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 369

⁷⁷⁷ *Ibidem*.

envoyer leurs enfants à l'école socialiste⁷⁷⁸. A Tepic, le gouverneur avait augmenté le nombre de prêtres au-delà des vingt existants, mais il refusait d'enregistrer les ceux mentionnant leur Supérieur dans leur requête ou leur évêque et tous ceux qui protestaient contre les lois. L'évêque de Tepic, Mgr Hurtado y Robles⁷⁷⁹ protesta⁷⁸⁰ et fut consigné en justice même s'il n'y eut pas de suite⁷⁸¹. Dans la ville de Mexico, la différence était grande, comme la tolérance, car malgré la loi qui n'autorisait que vingt cinq prêtres, tous les prêtres pouvaient exercer leur ministère dans n'importe quelle église, prêcher, confesser, etc.

2. Le rapport de Piani.

Le 24 septembre 1936, Piani put envoyer à Pacelli un long rapport de 82 pages sur la situation religieuse.

Il donnait au Saint Siège un état de la question religieuse au Mexique et proposait des solutions. Il fallait changer de Délégué Apostolique et obtenir le retour des évêques dans leurs diocèses afin qu'ils puissent gouverner librement et diminuer ainsi le rôle du Comité Exécutif Épiscopal. Piani, non seulement se concentrait sur la hiérarchie catholique mais aussi sur les organisations laïques, sur la relation avec le gouvernement, sur la situation politique du gouvernement et l'impact de ce rapport se voyait reflété dans l'encyclique du 28 mars 1937 sur la situation religieuse, mettant un point final à la série d'encycliques condamnant les totalitarismes et donnant une nouvelle orientation à la diplomatie vaticane de Pie XI. Dans ce travail, l'accent a été mis sur la hiérarchie catholique mexicaine et par conséquent, nous avons décidé de ne pas utiliser le matériel consacré aux associations laïques et à la question éducative. Piani rencontra durant son séjour trente deux des trente six évêques.

⁷⁷⁸ Rapport N°100 de Leopoldo Ruiz y Flores à Eugenio Pacelli. 5 octobre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 546-547. 1931-1936. Limitaciones del claro. Fasc 285

⁷⁷⁹ Anastasio Hurtado y Robles (1890-1972), prélat mexicain originaire de Mascota dans l'Etat de Jalisco dans l'ouest du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1914 puis élevé à la charge épiscopale de Tepic, Nayarit dans l'ouest du Mexique. Il se retira de cette charge en 1970 et devint évêque titulaire de Cissa.

⁷⁸⁰ Instruction et protestation de l'évêque de Tepic au motif de l'expédition et la promulgation du décret numéro 1515, qui limite le nombre de prêtres dans l'Etat de Nayarit. 12 août 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 546-547. 1931-1936. Limitaciones del clero. Fasc 285

⁷⁸¹ "Presse libre.". 3 septembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 546-547. 1931-1936. Limitaciones del clero. Fasc 285

Table 8: Evêques avec lesquels Piani eut une entrevue.⁷⁸²

Liste des évêques avec lesquels Piani put parler
Leopoldo Ruiz y Flores, Maximino Ruiz, Luis María Altamirano y Bulnes, Leopoldo Díaz y Escudero, Rafael Guizar y Valencia, Francisco María González y Arias, Luis Martínez y Rodríguez, Mariano Tinajero y Estrada, Fulcheri y Pietrasanta, Valverde y Téllez, Manuel Pío López y Rendón, José Garibi y Rivera, José Amador Velasco y Peña, José de Jesús López y Gonzáles, Guillermo Tritschler y Córdoba, Serafín Armora y Gonzáles, Jesús Maria Gonzáles y Valencia, Juan María Navarrete y Guerrero, Agustín Aguirre y Ramos, Antonio Guizar y Valencia, José Othón Núñez y Zarate, Gerardo Anaya y Diez de Bonilla, Jesús Villareal y Fierro, Pedro Vera y Zuria, José Ignacio Márquez y Teriz, Jenaro Méndez del Río, José de Jesús Manríquez y Zarate, Nicolás Corona y Corona, Martín Tritschler y Córdoba, Vicente María Camacho y Moya, Luis Guizar y Barragán, Francisco Campos y Ángeles.

Il ne put parler ni avec José Guadalupe Ortiz de Monterrey, ni avec Jesús María Echavarría de Saltillo, Ignacio Placencia de Zacatecas ou Anastasio Hurtado de Tepic, pas davantage avec le vicaire apostolique de Basse Californie, Alejandro Ramírez. Il parvint cependant à récolter une information suffisante pour avoir une idée sur leurs activités, sur leurs réussites et sur leurs difficultés.

a) Piani et l'Épiscopat mexicain

Un tiers des évêques se trouvait dans l'impossibilité de travailler dans leurs diocèses. Ceux qui ne se trouvaient pas dans leurs résidences étaient douze, dont dix résidaient à Mexico alors que deux n'avaient pas l'autorisation de rentrer dans leur pays et résidaient aux Etats-Unis, Leopoldo Ruiz y Flores et Manriquez y Zarate.

Table 9: Liste des évêques et des archevêques ne pouvant pas se trouver dans leurs diocèses⁷⁸³

Evêques et archevêques qui ne résidaient pas dans leur siège épiscopal
Altamirano y Bulnes (Tulancingo)
Anaya y Diez de Bonilla (Chiapas)
Armora y González (Tamaulipas)
Camacho y Moya (Tabasco)
Corona y Corona (Papantla)
González y Valencia (Durango)
Guizar y Barragán (Campeche)
Guizar y Valencia (Veracruz)

⁷⁸² Rapport de monseigneur Piani à Pacelli sur la situation religieuse au Mexique. 24 septembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 379

⁷⁸³ *Ibidem*.

Manríquez y Zarate (Huejutla)
Núñez y Zarate (Oaxaca)
Ruiz y Flores (Morelia/Delegado apostolico)
Villareal y Fierro (Tehuantepec)

Contre tout espoir, Piani notifiât au Saint Sièg la bonne impression que lui avait causé l'union au sein de l'Episcopat. Cette nouvelle ne laissait pas de surprendre car ce qui avait le plus caractérisé l'Episcopat était précisément sa désunion. Il convenait de signaler qu'à cette époque, les forces contradictoires tendaient à disparaître, soit par mort naturelle comme dans le cas de Pascual Díaz ou de Francisco Orozco, soit à cause de l'exil comme dans celui de Ruiz y Flores ou Manríquez y Zarate. La disparition de Pascual Díaz et d'Orozco mettait fin à la bipolarité si marquée de l'Episcopat mexicain. Piani ne se faisait guère d'illusions, conscient que cette union était fragile. Ce qui par contre le convainquait de pouvoir obtenir quelque chose de positif, c'était la fidélité envers le Souverain Pontife et le fait que tous les évêques se déclaraient unis et disposés à suivre toute déclaration ou instruction du Saint Père. Pour Piani, l'Episcopat était animé de zèle pour la cause de l'Eglise, il était impatient de travailler à la suppression des maux dont il souffrait, préoccupé par les besoins du clergé et des fidèles. Pour l'envoyé du Saint Sièg, le fait que les prélats soient dans la plupart des cas privés de leur résidence entravait leur action car ils devaient vivre dans des résidences privées, payer des loyers ou profiter de la charité de personnes généreuses qu'ils mettaient en danger de perdre leurs propriétés⁷⁸⁴. Piani notait alors l'urgence de faire pression sur le gouvernement de Cárdenas pour que les évêques puissent retrouver leurs diocèses.

Piani, reprenant en partie et partageant dans certains cas la position de Ruiz y Flores, envoya un rapport sur les évêques et archevêques, les divisant en archevêques, archevêques coadjuteurs et évêques. De cette grande liste, se détachaient principalement trois évêques: Martín Tritschler, Ignacio Márquez et Luis Martínez. Tritschler avait déjà exprimé son souhait de ne pas être délégué et le candidat qui semblait tout indiqué à Piani, dans le cas où il serait mexicain, serait Ignacio Márquez, qui avait "toutes les qualités". Piani ne faisait pas référence au Délégué Apostolique, étant donné que dans une autre partie de son rapport il lui avait dédié de larges considérations, sa recommandation étant de nommer son secrétaire aux Philippines.

⁷⁸⁴ *Ibidem*.

Table 10: Mgr Piani et la hiérarchie catholique mexicaine⁷⁸⁵

Commentaires de Piani sur les évêques			
Charge	Lieu	Nom	Commentaire
Archevêque	Délégué Apostolique	Leopoldo Ruiz y Flores	Aucun commentaire. (Lui consacre un thème dans son rapport. Recommande un changement de délégué).
Archevêque	Puebla	Pedro Vera y Zuria	Très estimé du clergé car très pieux.
Archevêque	Yucatán	Martín Tritschler y Córdoba	Se distingue par sa modération et sa prudence.
Archevêque	Monterrey	José Guadalupe Ortiz y López	Timide.
Archevêque	Durango	Jesús María González Valencia	Un peu agressif et peu prudent.
Archevêque	Oaxaca	José Othón Nuñez y Zarate	Estimé de tous car modéré et prudent.
Archevêque	Guadalajara	José Garibi Rivera	Actif et entreprenant. Semble un peu provincialiste dans le sens où il ne se prête pas aux actions d'intérêt général.
Archevêque	Puebla (Coadjuteur)	José Ignacio Márquez y Teriz	Possède toutes les qualités.
Archevêque	Morelia (Coadjuteur)	Luis María Martínez Rodríguez	Prélat modèle.
Evêque	Tamaulipas	Serafín Armora y González	Pieux, zélé et caritatif.
Evêque	Saltillo	Jesús Ma. Echavarría y Aguirre	Pieux, prudent, très zélé pour l'école.
Evêque	Chihuahua	Antonio Guizar y Valencia	Très faible santé, zélé et prudent.
Evêque	Tehuantepec	Jesús Villareal y Fierro	Travaille quand cela lui est possible dans son diocèse, l'un des plus difficiles pour son climat et la persécution.
Evêque	Veracruz	Rafael Guizar y Valencia	Est un apôtre dans tous les sens du terme.
Evêque	Sonora	Juan María Navarrete y Guerrero	Exilé de son siège, travaille caché dans les montagnes où il a son séminaire.
Evêque	Tepic	Anastasio Hurtado y Robles	Est nouveau. Se montre zélé et actif.
Evêque	Colima	José Amador Velasco y Peña	Très avancé en âge. Très zélé. A beaucoup souffert de la persécution.
Evêque	Aguascalientes	José de Jesús López y González	Prudent et très pieux.
Evêque	León	Emeterio Valverde Téllez	72 ans. ne gouverne presque plus et se laisse dominer par un prêtre qui n'a pas la vertu ni la prudence nécessaires de telle manière que le clergé n'est pas satisfait.
Evêque	Querétaro	Mariano Tinajera y Estrada	Travaille avec grande prudence et zèle au milieu de la persécution.

⁷⁸⁵ *Ibidem.*

Evêque	Zamora	Manuel Fulcheri y Pietra Santa	Est dans son diocèse. Travaille très bien. A beaucoup souffert de la persécution.
Evêque	Tacambaro	Manuel Pío López y Rendón	Jeune. Travaille très bien.
Vicaire Capitulaire	México	Maximino Ruiz	Pieux, prudent et actif.
Evêque	Cuernavaca	Francisco María González y Arias	Zélé et prudent.
Evêque	Tulancingo	Luis María Altamirano y Bulnes	Zélé et prudent. Exilé à México. Retourne de temps en temps dans son diocèse.
Evêque	Huajuápam de León	Jenaro Méndez del Río	Peu de capacités et timide. Exilé et réside dans la capitale.
Evêque	Papantla	Nicolás Corona y Corona	Se trouve dans la capitale, ne semble pas zélé et cherche son transfert.
Evêque	Chilapa	Leopoldo Díaz y Escudero	Zélé et prudent. Est dans son diocèse.
Evêque	Chiapas	Gerardo Anaya y Díez de Bonilla	Très instruit, pieux et zélé. Exilé dans son diocèse.
Evêque	Sinaloa	Agustín Aguirre y Ramos	Prudent. Peu de santé. Réside dans son diocèse.
Evêque	Zacatecas	Ignacio Placencia y Moreira	Est un peu malade des nerfs et ne jouit pas de toute l'estime du clergé même s'il a travaillé louablement, spécialement pour s'occuper de son séminaire.
Evêque	Campeche	Luis Guizar y Barragán	Jeune et sait travailler. Semble timoré.
Evêque	San Luis Potosí	Guillermo Tritschler y Córdoba	Evêque exemplaire et a obtenu l'avantage que dans son diocèse soit maintenue une grande tolérance car le général Cedillo qui fut gouverneur de cet Etat, ne voulut pas appliquer les lois contre l'Eglise.
Evêque	Huejutla	José de Jesús Manríquez y Zarate	Véhément et agressif. Se trouve exilé à San Antonio.
Evêque	Tabasco	Vicente Luis Camacho y Moya	Actif et zélé mais ne peut entrer dans son diocèse.
Vicaire Apostolique	Baja California	Alejandro Ramírez	Resta à son poste lorsqu'on autorisa un seul prêtre sur son territoire. Ils sont huit depuis un peu plus d'un an.

b) Piani et le Comité Exécutif Épiscopal

La position de Piani sur le Comité Exécutif Épiscopal n'était pas aussi positive que son attitude envers les évêques. Piani pensait que le Comité avait trop de pouvoir. Pour lui, le problème, c'était le poids de certains membres du Comité sur le Comité lui-même, et il se référait notamment à González y Valencia. Il pensait que le Saint Siège devait reconnaître le zèle désintéressé mais qu'il convenait de délimiter la sphère d'action du Comité afin que les évêques n'y vissent pas un obstacle sinon une

aide, un guide, un moyen de véritable union. Le Comité devait rester un organe consultatif⁷⁸⁶. Piani donnait au Saint Siège les normes et l'organisation qui régissaient le Comité Exécutif Épiscopal. En 1936, ce dernier avait perdu deux de ses grands conseillers, Orozco et Pascual Díaz, morts respectivement en février et en mai.

c) La visite à Pacelli de la délégation mexicaine

Un exemple de cette transformation de la hiérarchie et du poids de plus en plus faible que le Saint Siège voulait laisser à Ruiz y Flores, fut visible lors de la visite pastorale de l'Épiscopat Mexicain à Pacelli en 1936. Le représentant de l'épiscopat était Gerardo Anaya. C'est lui qui dirigeait la commission mexicaine⁷⁸⁷. Les mémorandums furent présentés par Luis Bustos⁷⁸⁸, Pablo Aramburu⁷⁸⁹, le père Jaime Castillo S.J.⁷⁹⁰, et l'évêque Anaya. Le 7 novembre, les quatre représentants remirent cinq memoranda à Pacelli. Dans sa lettre de clarification, Piani donnait au Saint Siège les moyens d'évaluer la trajectoire de chacun d'entre eux⁷⁹¹.

Gerardo Anaya était un "prélat distingué, prudent, pieux et discret. Il était le proto-secrétaire du Comité Exécutif Épiscopal et par conséquent, il était naturel qu'il fut le porte-parole du Comité"⁷⁹². Piani poursuivait en disant que si le Comité était bien présidé par des évêques prudents et bien intentionnés, il restait très influencé par des prélats moins prudents comme José María González, archevêque de Durango et de laïcs très convaincants comme Miguel Palomar Vizcarra, président de la Ligue, le docteur Mesa Gutiérrez, président du Front Unique des Pères de famille, Guillermo López Lara ou Luis Bustos, président de l'Action Catholique et du Comité d'Activité Nationale. Pour Piani, il était très important de supprimer ou de diminuer

⁷⁸⁶ *Ibidem*.

⁷⁸⁷ Sulle comisione Messicana. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁷⁸⁸ Luis Bustos fut un des dirigeants de la Ligue Nationale de Défense Religieuse, il fut dirigeant des Chevaliers de Colomb. En 1928 il fut le représentant de la Ligue aux Etats-Unis. Luis Bustos s'était éloigné des leaders de la Ligue et était président de l'Action Catholique et du Comité d'Activité Nationale en 1936.

⁷⁸⁹ Pablo Aramburu était président de l'association des Pères de Famille.

⁷⁹⁰ Jaime Castillo était un jésuite vivant aux Etats-Unis, proche des idées du père Charles Coughlin et en contact du Comité Episcopal mexicain aux Etats-Unis.

⁷⁹¹ Lettre de Piani à Pacelli. 19 novembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁷⁹² *Ibidem*.

les responsabilités du Comité Épiscopal, quand serait nommé le nouvel évêque de Mexico et il réaffirmait qu'il était préférable de laisser aux évêques la liberté de gouverner leurs diocèses et de les rendre responsables seulement devant le Saint Siègne. Quant au père Jaime Castillo, l'archevêque José Núñez avait demandé directement à Enrique del Valle si sa participation à la commission poserait problème⁷⁹³. Piani expliquait que Castillo, bien que vivant aux États-Unis, maintenait une correspondance avec le Comité Épiscopal et avec la commission auxiliaire qui faisait des propositions et étudiait les questions soumises. Le père Castillo envoyait au Comité les thèses du père Coughlin contre Roosevelt. Le Saint Siègne devait marquer sa désapprobation envers le jésuite, classé dans le camp des intransigeants. Quant à Luis Bustos, Piani indiquait qu'il était l'actuel président de l'Action Catholique au Mexique et qu'il avait été l'un des chefs de la Ligue dont il s'était retiré pour se consacrer aux affaires. Il ne savait rien sur Aramburu, bien qu'il ait entendu ce nom plusieurs fois à Mexico.

Des cinq memoranda, quatre étaient autorisés et signés par les quatre représentants des catholiques. Il fallait en ajouter un cinquième, fourni par le représentant de l'Association des Pères de Famille, Pablo Aramburu, sur requête de Miguel Palomar y Vizcarra, qui signa le document⁷⁹⁴. La Ligue n'avait pas été considérée comme devant prendre part à cette visite, même si Luis Bustos y avait antérieurement joué un rôle fondamental. Les thèmes présentés étaient divers et pour en rester à l'axe de ce travail, nous nous sommes focalisés sur ceux qui impliquèrent directement l'Épiscopat, laissant de côté les préoccupations des laïques. Le plus important était qu'en général cette visite montrait à quel point l'Action Catholique était mal perçue, jugée insuffisante pour remédier à la situation religieuse⁷⁹⁵. Plus préoccupant encore, Gerardo Anaya défendait l'idée selon laquelle l'autorité ecclésiastique ne devait pas

⁷⁹³ Lettre d'Enrique del Valle à Ledochowski. 16 novembre 1936. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1013. 1935-1936. II. (42) Prep. Provin. (1936).

⁷⁹⁴ Mémoire que le secteur civique du Mexique présente à son Eminence Révérendissime le cardinal Eugenio Pacelli secrétaire d'État de Sa Sainteté le pape Pie XI sur la campagne anticommuniste. 3 novembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁷⁹⁵ Mémoire que le secteur civique du Mexique présente à son Eminence Révérendissime le cardinal Eugenio Pacelli secrétaire d'État de Sa Sainteté le pape Pie XI sur la campagne anticommuniste dans ce pays. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

s'impliquer dans la direction des associations catholiques⁷⁹⁶. Cette idée était due aux problèmes suscités par la défense armée, étant donné qu'Anaya lui-même était certain que :

Les évêques ne condamneraient pas un mouvement armé bien préparé: le susnommé croie aussi que la désapprobation de quelques Excmte. Sres. Évêques se réfère à de petits groupes armés sans union entre eux, à ce qu'il paraît, et qui ont pour résultat la mort de ceux qui ont eu recours aux armes, sans rien obtenir sur le plan pratique⁷⁹⁷.

Cette idée fut exprimée dans le mémorandum sur la question civique dans laquelle était demandé que “les autorités ecclésiastiques laissent aux laïcs la liberté d'action dans notre lutte contre le communisme” et de ne “pas limiter nos légitimes activités et notre droit de chercher les moyens d'action, tant qu'ils seraient licites et de décider de leur emploi ou non suivant les cas”⁷⁹⁸. Les catholiques mexicains demandaient l'autorisation de jouir de la même liberté que les catholiques espagnols pendant la guerre civile. Cette idée d'utiliser tout moyen licite, même illégal, et faisant référence à la défense armée, avait fait partie de la requête de la Ligue de Défense de la Liberté au pape Pie XI⁷⁹⁹.

Quant à l'Episcopat, les requêtes étaient une fois de plus en relation avec l'union et la désunion en son sein. L'union déclarée n'était pas reflétée dans l'action et chaque évêque ou archevêque semblait agir selon son bon vouloir. L'évêque de San Luis, Guillermo Tritschler, ne pouvait pas appliquer les mêmes restrictions ou prohibitions que celui de Tabasco, étant donné que dans son Etat Cedillo n'avait jamais appliqué l'éducation socialiste. Malgré cela, l'union d'action était recherchée, des instructions uniformes étant publiées dans tout le pays à propos de la question civique⁸⁰⁰ comme

⁷⁹⁶ Lettre explicative de Gerardo Anaya à Pacelli. 8 novembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁷⁹⁷ *Ibidem.*

⁷⁹⁸ Mémorandum sur la question civique. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁷⁹⁹ Mémorandum que le secteur civique de Mexico présente à son Eminence Révérendissime le cardinal Eugenio Pacelli secrétaire d'État de Sa Sainteté Pie XI sur la campagne anticommuniste. 3 novembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁰⁰ Mémorandum sur la question civique. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

de la question scolaire⁸⁰¹. La commission mexicaine attirait l'attention sur la nécessité de développer l'esprit apostolique du clergé⁸⁰². Entre autres demandes, il y eut un aparté spécifique sur les relations avec les Etats-Unis⁸⁰³. Au Saint Siège, il était demandé d'exhorter les catholiques des Etats-Unis et l'Episcopat américain à collaborer davantage sur le plan matériel et moral avec le Mexique⁸⁰⁴. C'est une "politique de loyale et sincère de collaboration qui était recherchée, mais sans que celle-ci ne dégénère en absorption de direction et de responsabilités". Les catholiques mexicains voulaient de l'aide mais à la condition de conserver le contrôle. Ce point représentait une difficulté car l'échec de l'action mexicaine renforçait l'idée selon laquelle le peuple n'avait pas la capacité suffisante pour résoudre ses propres problèmes, et que par contre, les Etats-Unis possédaient les moyens et la capacité humaine d'y réussir⁸⁰⁵. Il était également demandé au Saint Siège d'admonester les pères de famille sur leur responsabilité concernant l'éducation des enfants et que soient réduites les autorisations données aux professeurs catholiques pour enseigner à l'école socialiste⁸⁰⁶.

Le 8 novembre, Gerardo Anaya adressa quelques clarifications dans une lettre destinée à Pacelli⁸⁰⁷. Après avoir fait référence à l'inadéquation de la participation des ecclésiastiques dans les associations civiques, il parla de l'action des évêques et en particulier du Comité Exécutif Épiscopal. Il reprenait l'idée du danger de l'éducation socialiste. Il rappelait que les différences d'application des normes d'un

⁸⁰¹ Mémoire des pères de famille mexicains à l'éminent Cardinal Pacelli secrétaire d'Etat de Sa Sainteté. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁰² Mémoire sur la question civique. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁰³ Mémoire sur la question des relations avec les Etats-Unis. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁰⁴ Mémoire sur la question scolaire. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁰⁵ Sur ce point, voir le chapitre II relatif aux traités de paix pour réussir un *Modus Vivendi* en 1928-1929, ou l'idée qu'on avait sur ce qui serait bénéfique pour les mexicains d'avoir un séminaire interdiocésain aux Etats-Unis à la charge des jésuites et non des missionnaires de l'Esprit Saint dans ce chapitre.

⁸⁰⁶ Mémoire sur la question scolaire. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁰⁷ Lettre explicative de Gerardo Anaya à Pacelli. 8 novembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

diocèse à l'autre avaient causé beaucoup de mécontentement parmi les fidèles et il expliquait la raison de cette différence de critère⁸⁰⁸.

En interdisant l'assistance aux écoles officielles au motif de l'enseignement socialiste qui y est dispensé, le Comité Exécutif Épiscopal annonça que les pères de famille qui enverraient leurs enfants dans ces écoles seraient tenus pour suspects d'hérésie et on leur appliquerait la forme indiquée dans le canon 2315 du code de droit canon. Les fidèles crurent en l'existence de la sanction d'excommunications. Plus tard apparût la nécessité de rectifier cette erreur et de manifester aux fidèles ce qu'il en était réellement sur les peines appliquées par l'Eglise à ce sujet. Lorsque les fidèles surent que la peine d'excommunications n'existait pas, ils crurent pouvoir envoyer leurs enfants aux écoles socialistes: il est aisé de comprendre que ce n'était pas là le point de vue du Comité Exécutif Épiscopal⁸⁰⁹.

Ce que ne disait pas l'évêque Anaya, c'était que dans de nombreux cas les parents ne pouvaient laisser les enfants inactifs aussi longtemps et qu'en général, la lutte contre l'école socialiste avait connu un succès balancé⁸¹⁰ car les écoles-foyers n'étaient pas majoritaires et souvent réservées à des enfants de bonnes familles : Ce que l'on obtenait, c'était de laisser beaucoup d'enfants sans éducation scolaire. Anaya expliquait les mauvaises interprétations données dans les cas d'autorisations exceptionnelles d'assister à des écoles socialistes, accordées à des professeurs ou à des élèves, ce qui était souvent interprété comme une autorisation générale envers l'école officielle⁸¹¹. Il réaffirmait également que le Comité Exécutif Épiscopal, en conformité avec le canon 1374 du code de droit canon, laissait pleine liberté aux évêques pour résoudre les cas particuliers, réaffirmer ou corriger la vision mexicaine sur l'Action Catholique, sur la défense armée et analyser s'il convenait ou non, comme cela avait été le cas à d'autres occasions, que le Saint Père donnât des instructions.

⁸⁰⁸ *Ibidem.*

⁸⁰⁹ *Ibidem.*

⁸¹⁰ Jean Meyer en particulier insiste sur le fait que les inspecteurs de la SEP montrent dans leurs rapports que pour eux, l'Eglise avait un poids considérable sur les décisions des parents. Cette idée est appuyée par les études de Cayetano Reyes García y Marjorie Becker. Reyes García, Cayetano, *Política educativa y realidad educativa en Michoacán, 1921-1924*. Comich: México. 146 p. Becker, Marjorie. *Setting the virgin on fire: Lázaro Cárdenas, Michoacán peasants and the redemption of Mexican revolution*. University of California Press. United States, 1995. 188 p. Voir également la collaboration de Meyer, Jean avec Enrique Krauze et Cayetano Reyes. *Historia de la revolución mexicana*. Vol.10. «Periodo : 1924-1928. La reconstrucción económica». Colegio de México (Colmex), México, 1977.

⁸¹¹ *Ibidem.*

Le gouvernement, très intéressé par les bonnes intentions du Saint Siège et souhaitant le convaincre de nommer un nouveau Délégué Apostolique, appuyait les mesures de tolérance dans plusieurs diocèses ou dans des cas de procès. Malgré cela, certains diocèses ou archidiocèses souffraient encore des exactions du gouvernement, comme dans le cas de Guadalajara. A Tepic, l'évêque n'eut pas à endurer la mauvaise disposition de l'Etat. Ce double discours et la nécessité du gouvernement de se faire valoir par le biais des médias, participaient aussi d'une volonté de trouver une solution favorable tant pour l'Etat que pour l'Eglise.

Table 11: Indices d'amélioration de la situation religieuse fin 1936⁸¹²

Evêque	Diocèse	Amélioration
Antonio Guizar Valencia	Chihuahua	Amélioration générale de la situation.
Serafin María Armora	Tamaulipas	Après avoir été exilé, a pu regagner son siège à Tampico, n'a pas subi d'exactions.
Anastasio Hurtado	Tepic	Après son aventure de septembre, a pu dépasser les difficultés que présentaient les autorités civiles pour augmenter le nombre de prêtres.
José Garibi Rivera	Guadalajara	Se plaint de la persécution dans les écoles, contre les communautés religieuses et de la confiscation des cures et autres annexes des églises.
Jesús María Echavarría	Saltillo	Rapport très consolateur sur les écoles dans son diocèse.

d) La lutte contre le communisme

Au-delà de la définition idéologique correcte, il est intéressant de voir l'amalgame politique fait par les groupes communistes et leur volonté de démontrer que le gouvernement de Cárdenas devait être considéré comme un gouvernement communiste. Au-delà des frontières mexicaines, cette idée se propageait aussi dans des pays qui avaient décidé de s'intéresser à la "persécution mexicaine". Dans le cas mexicain, l'opinion de quelques quotidiens de Belgique était très importante car on se souvenait que Manríquez y Zárate avait réussi à intéresser, dès 1926, de nombreux européens aux problèmes des relations entre l'Etat et l'Eglise. Si l'on pouvait trouver mention de l'avancée communiste dans quelques Etats, comme dans

⁸¹² Rapport N°103 de Leopoldo Ruiz y Flores à Eugenio Pacelli. 14 décembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 546-547. 1931-1936. Limitaciones del claro. Fasc 285

celui de Veracruz⁸¹³, ce fut le retour de Calles à Mexico, en janvier 1936, après son exil en Europe qui permit à l'Eglise catholique de dénoncer l'avancée du communisme (avant son expulsion définitive en avril). Selon Ruiz y Flores, le gouvernement mexicain avait donné des éléments pour être taxé de communiste. Le président Cárdenas s'était déclaré publiquement en faveur de l'amélioration des conditions ouvrières et plusieurs ministres avaient déclaré que l'œuvre de l'Education Socialiste avait pour objectif de permettre l'arrivée de la dictature du prolétariat⁸¹⁴. En mai 1936, l'Eglise mexicaine expliquait dans un rapport sur le communisme au Mexique qu'il était très important de distinguer le communisme du gouvernement mexicain de celui du communisme du Parti Communiste⁸¹⁵. Selon ce rapport, le communisme de l'Etat était le communisme des soviets:

Lutte acharnée contre toute religion, spécialement catholique, formation de l'enfance au matérialisme, à la lutte et à la haine des classes, à la servilité d'Etat, à l'expropriation progressive de la propriété urbaine et rustique, à l'ouvriérisme rouge avec tendance à l'établissement de la dictature du prolétariat, à l'organisation forcée et tyrannique des masses ouvrières et paysannes armées, tendant à la dissolution de l'armée et à la formation rouge des soldats, ouvriers et paysans⁸¹⁶.

Celui du Parti communiste était au contraire un communisme plus marxiste. C'est-à-dire que pour les catholiques, il intégrait les "déviations opportunistes" de l'Internationale Communiste. Ils comparaient le Parti Communiste aux Commissaires du Peuple Russe. Sous cet aspect, et supposant cette alliance entre le Parti Communiste et le gouvernement, l'action totalitaire à laquelle prétendait le gouvernement en voulant contrôler la vie de ses employés, comme l'avaient démontré les preuves et obligations imposées par l'Etat aux travailleurs de l'éducation socialiste, était interprétée par les catholiques comme une tentative communiste.⁸¹⁷ Les méthodes employées pour impliquer les catholiques étaient différentes selon l'occupation ou la catégorie sociale. Pour contrecarrer la

⁸¹³ Rapport sur les conditions de l'Eglise. Ruiz y Flores à Pacelli. 19 janvier 1933. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Delegación Apostolica, Messico, Busta 50, Fasc 259 (Antes 52/262) Rapporti sulla situazione politico religiosa nel Messico. 1932-1937.

⁸¹⁴ Rapport N°92. Ruiz y Flores à Pacelli. 16 janvier 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Delegación Apostolica, Messico, Busta 50, Fasc 259 (Antes 52/262) Rapporti sulla situazione politico religiosa nel Messico. 1932-1937.

⁸¹⁵ Rapport sur le communisme au Mexique. 8 mai 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387.

⁸¹⁶ *Ibidem*.

⁸¹⁷ Voir la partie se référant à l'éducation et à l'action du Comité Episcopal.

“propagande communiste”, l’Eglise utilisait les instructions pastorales données par le Comité Exécutif Épiscopal et les instructions directes. Une fois de plus, il y avait divergence au sein de l’Episcopat ainsi qu’un total manque de compréhension, selon le rapport de mai 1936⁸¹⁸. L’important était que, selon ce rapport, il n’y avait pas au Mexique de problème à proprement parler ouvrier ou agraire. Il y avait des injustices sociales mises à profit par les leaders et fonctionnaires afin de créer artificiellement une propagande de type populiste qui impliquait les masses, sans préoccupation réelle pour elles. L’idéologie communiste n’avait pas encore pénétré tous les secteurs de la société et l’unique pression venait du gouvernement et des leaders syndicaux⁸¹⁹. Comme le montre l’historien contemporain, Adolfo Gilly, l’impact de cette perception au niveau de l’éducation des masses travailleuses en constitue un bon exemple. Il insiste sur le fait que le livre de lecture pour l’usage des écoles nocturnes pour travailleurs

[...] Est plus révélateur de ce que les rédacteurs imaginaient. Ce qu’il présente comme « socialisme » est la description précise d’un régime capitaliste d’Etat, dans lequel le « capital » serait au « service de la collectivité » et où s’assimilent « moyen de production » et « capital ». Les racines de cette idéologie éclectique d’Etat sont discernables – populisme agraire, syndicalisme révolutionnaire, communisme soviétique, confusion théorique-.
*[...] ».*⁸²⁰

Pour Mgr Ruiz y Flores, le président Cárdenas avait profité de l’exil de Calles pour créer un seul groupement social et politique pour y mettre les ouvriers et les paysans.⁸²¹ Son objectif était de créer un front unique pour établir la “dictature du prolétariat”. Tzvi Medin relativise cette idée :

L’amélioration de la condition du prolétariat ne peut s’obtenir sans prendre des mesures qui affectent nécessairement, au moins à court terme, la classe capitaliste qui bénéficie de l’exploitation du prolétariat, mais les mesures prises para le gouvernement cardénisme,

⁸¹⁸ Rapport sur le communisme au Mexique. 8 mai 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387.

⁸¹⁹ *Ibidem.*

⁸²⁰ Cette oeuvre bien que publiée en 1937, c’est-à-dire après les éléments ici décrits, montre l’importance de l’impact du socialisme dans l’éducation des masses laborales.

⁸²¹ Rapport N°99. Ruiz y Flores à Pacelli. 10 août 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Delegación Apostolica, Messico, Busta 50, Fasc 259 (Antes 52/262) Rapporti sulla situazione politico religiosa nel Messico. 1932-1937.

comme par exemple la politique fiscale, limitèrent bien les gains des chefs d'entreprises, mais furent loin de mettre en danger l'existence du régime capitaliste. ⁸²²

Pour Ruiz y Flores, la distribution des terres à ceux qu'on appelait déjà les "agraristes" était une preuve de plus que le gouvernement mexicain, sous prétexte d'améliorer les conditions ouvrières, menait la nation vers le communisme⁸²³. Pour le prélat, le problème ne résidait pas dans la distribution des terres mais dans le fait que les agraristes devaient être membres du Parti National Révolutionnaire, qu'ils ne pouvaient plus fréquenter les églises ni demander les sacrements, et qu'aucune indemnisation n'était donnée aux propriétaires affectés. Le "XXème Siècle", de Bruxelles publia en juillet 1936 une série d'articles sur le paradoxe mexicain. Il s'intéressait à la relation entre communisme et capitalisme et son alliance dans le cas mexicain. Le capitalisme nécessitait le communisme du gouvernement mexicain pour avoir accès aux matières premières nécessaires à son économie et pour avoir accès à un marché extérieur où vendre ses produits, alors que le gouvernement communiste mexicain avait besoin du soutien financier du capitalisme américain pour se maintenir au pouvoir⁸²⁴. Le problème passait donc les frontières à l'heure de la montée des totalitarismes, avec l'Allemagne nazie et l'Italie fasciste soutenant clairement les troupes franquistes, la signature d'un pacte antikomintern avec le Japon le 24 novembre 1936. En décembre 1936, Ruiz y Flores rapporta à Pacelli que⁸²⁵ même si le gouvernement affirmait continuellement que sa politique n'était pas communiste, le fait était que les lois avaient mis un terme à la propriété privée et que le gouvernement envoyait des armes et des munitions en Espagne pour soutenir les républicains. Le délégué insistait aussi sur le fait que presque toutes les propriétés avaient été confisquées sans indemnisation, et étaient déclarées propriété de communautés agraires.⁸²⁶ L'arrivée de Trotski en 1937 convainquit le délégué que le Mexique était sur le point de devenir communiste. Adolfo Gilly écrivit en 2001 :

⁸²² Medin, Tzvi. *Ideología y praxis política de Lázaro Cárdenas*. Siglo XXI. México. 12^a Ed. 2003. p.106.

⁸²³ Rapport N°101. Ruiz y Flores à Paizzardo. 16 octobre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Delegación Apostolica, Messico, Busta 50, Fasc 259 (Antes 52/262) Rapporti sulla situazione politico religiosa nel Messico. 1932-1937.

⁸²⁴ Le XXème Siècle. Bruxelles. 6-7-14 juillet 1936. Le paradoxe mexicain. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1013. 1936-1937. X. (4) Particulares. (1936

⁸²⁵ Rapport N°102. Ruiz y Flores à Pacelli. 9 décembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Delegación Apostolica, Messico, Busta 50, Fasc 259 (Antes 52/262) Rapporti sulla situazione politico religiosa nel Messico. 1932-1937.

⁸²⁶ *Ibidem*.

Plus d'un analyste a cherché par des chemins tordus les raisons droites d'un acte limpide : que si ce fut pour marquer une distance d'avec l'Union Soviétique et les Communistes à faveur des Etats-Unis ; que s'ils s'étaient fait mener par Diego Rivera ; que s'ils étaient mal informés. Pourquoi ne pas voir et considérer, au contraire, l'imaginaire, la vie et les idées de ces deux généraux d'une grande révolution? Dans l'imaginaire et les mémoires de Cárdenas et Múgica, la figure de León Trotski, dirigeant de la révolution d'octobre 1917 au côté de Lénine, organisateur de l'Armée Rouge, vainqueur de batailles sur les armées des puissances envahisseuses et les armées blanches, occupait sans doute un endroit exceptionnel. Intellectuel et militaire il était [Trotski] l'un des héros révolutionnaires de leur jeunesse. [...] Aucune des [...] calomnies n'avait pu contribuer à salir son image. ⁸²⁷

De la part des forces catholiques, la résistance fut radicale mais peu coordonnée. Pour lutter contre le communisme, les catholiques avaient commencé à s'organiser en groupes comme l'U.N.E.C. ou les Légions agissant de manière isolée⁸²⁸.

Au Mexique, l'arrivée de Trotski en 1937 allait perturber un peu plus le panorama⁸²⁹. A Monterrey avait été créée l'A.C.N, Association Civique Nationale, dont l'objectif était la lutte ouverte contre le communisme⁸³⁰, l'Union Nationale Sinarquiste vit le jour en 1937.

e) La fin de la période de Ruiz y Flores

Ruiz y Flores avait donné au Saint Siège et au secrétariat d'Etat des arguments en faveur, au moment opportun, d'un changement de Délégué Apostolique au Mexique. Il semblait plus urgent de trouver, dans le cas où il y en aurait un parmi les prélats mexicains, un successeur à Ruiz y Flores. Le Saint Siège voulait télégraphier à Ruiz, par l'entremise d'Egidio Vagnozzi, des instructions. Celles-là mêmes qui avaient été exprimées par Egidio Vagnozzi⁸³¹ et par Cicognani⁸³² qui se trouvaient en visite ad

⁸²⁷ Gilly, Adolfo. *El cardenismo, una utopia mexicana*. Ediciones Era. México. 2001. p. 359.

⁸²⁸ Information sur le communisme au Mexique. 8 mai 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387.

⁸²⁹ Gall, Olivia. *Trotsky en México y la vida política en el periodo de Cárdenas (1937-1940)*. Era.Mexico. 1991. 423 p.

⁸³⁰ Rapport N°99. Ruiz y Flores à Pacelli. 10 août 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Delegación Apostolica, Messico, Busta 50, Fasc 259 (Antes 52/262) Rapporti sulla situazione politico religiosa nel Messico. 1932-1937.

⁸³¹ Télégramme de Vagnozzi à Cicognani. 12 juillet 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁸³² Carte de visite écrite de la main de Cicognani pour Pacelli. 13 juillet 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

limina, afin d'éviter de porter préjudice au succès des négociations ou de rapprochement avec le gouvernement mexicain.

1°. *Monseigneur délégué ne devait signer comme délégué aucun acte public sans préavis du Saint Siège. Ce que faisaient tous les délégués.*

2°. *Les lettres pastorales devaient être envoyées avant publication au Saint Siège car au Mexique, on en abuse.*

3°. *Monseigneur González doit être séparé du Comité Épiscopal car son imprudence et le fait qu'il soit partisan de la Ligue le rend a priori hostile à tout accord avec le gouvernement. Il est la cause de tout le rigorisme à l'origine des maux dont souffre le Mexique⁸³³.*

Piani a recommandé la nomination d'un Délégué Apostolique non mexicain qui résidât aux Etats-Unis mais cette solution ne peut être acceptée avant d'avoir obtenu le retour de Ruiz y Flores à Mexico⁸³⁴. Le 25 novembre 1936, Pacelli demanda à Cicognani que par l'intermédiaire du président Roosevelt, soit obtenu le retour de Ruiz Y Flores, comme simple archevêque de Morelia. Burke et Piani pensaient que cela était possible et Pacelli était conscient de l'urgence de nommer un nouveau Délégué Apostolique⁸³⁵. Cela fut retardé par le voyage de Roosevelt, accompagné de Summer Welles, en novembre-décembre 1936, en Amérique du Sud⁸³⁶. L'affaire fut reportée à février 1937, étant donné que Summer Welles, chargé par Roosevelt de traiter la question mexicaine, revint de son voyage à la mi-janvier. Le successeur de Burke au poste de responsable de la *National Catholic Welfare Conference*, Monseigneur Ready, put alors s'entretenir avec lui le 16 février 1937⁸³⁷. Il lui demanda de prendre comme prétexte la loi d'amnistie pour les prisonniers et exilés politiques et que Washington fasse jouer ses bons offices pour obtenir le retour de Ruiz à Mexico. Lors d'une réunion du 5 mars 1937, et malgré ses craintes lors de sa réunion du 16 février, Summer Welles put indiquer que le gouvernement de Mexico

⁸³³ L'entrée de monseigneur Piani à Mexico et la publication contemporaine d'une lettre pastorale contre le gouvernement. Juillet 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 583. 1936-1937. Relazione di S.E. Mons. Piani circa la sua visita nel Messico. Fasc 378

⁸³⁴ Per il Messico. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 369

⁸³⁵ Chiffré N°44 de Pacelli à Cicognani ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 369

⁸³⁶ Chiffré N°131 de Cicognani à Pacelli. 25 novembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 369

⁸³⁷ Rapport N°72/37 de Cicognani à Pacelli. 12 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

avait accepté le retour de Ruiz au Mexique à la seule condition “to enjoy his ecclesiastical rank in accordance with the laws of Mexico” ce qui signifiait qu’il ne peut plus exercer en tant que Délégué Apostolique lors de son retour dans sa patrie⁸³⁸. En pratique, Cicognani notait que sa position serait similaire à celle de son coadjuteur, monseigneur Martínez, nommé récemment archevêque de la ville de Mexico⁸³⁹.

f) La réponse du Saint Siège

Avant d’envoyer une réponse officielle et d’apprécier la nécessité d’un message pontifical, le Saint Siège demanda l’opinion de son informateur privilégié, monseigneur Piani. Piani réaffirmait l’idée selon laquelle l’Action Catholique était le meilleur moyen pour lutter et “sauver Mexico”. Il avait exprimé cette idée à de nombreuses reprises avec les évêques, les prêtres et les laïcs de l’Action Catholique. Pour Piani, il était fondamental d’inclure l’action civique dans l’Action Catholique et réaffirmer l’utilité et le champ de l’Action Catholique en accord avec les instructions et la lettre encyclique de 1932, au lieu de créer un parti ou d’appuyer la défense armée. Piani affirmait que le gouvernement avait le monopole politique et qu’aucun parti ne pouvait triompher sans son soutien. Pour Piani, le premier mémorandum faisait un résumé correct de la situation, il ne proposait cependant pas les mesures adéquates. Ce qu’on se proposait, c’était de suivre la volonté de quelques évêques et non celle de la majorité.

L’opinion de Piani sur le mémorandum traitant de l’éducation avait la même tonalité. Pour lui, bien qu’elle fut présentée par le proto secrétaire du Comité Exécutif Épiscopal, c’étaient de nouveau les évêques intransigeants qui s’exprimaient et ils allaient même jusqu’à dire que leur but était de chercher un désaveu de la conduite de Pascual Díaz qui avait permis dans son archidiocèse que les élèves assistent à l’école et que les maîtres enseignent. Si à l’époque le Saint Siège l’avait rappelé à l’ordre et lui avait demandé de reconsidérer les cas particuliers et de ne pas promouvoir une norme de tolérance, il était surprenant que Gerardo Anaya lui aussi

⁸³⁸ Mémorandum de Michael J. Ready évêque de Cleveland. Secrétaire Général de la N.C.W.C. 5 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸³⁹ Rapport N°72/37 de Cicognani à Pacelli. 12 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

défende cette idée. Pour Piani, Anaya devait admonester les pères de familles et concéder, selon les normes de la morale, le droit d'enseigner aux professeurs catholiques. Ce n'était pas la responsabilité directe du Saint Siège mais celle des pasteurs mexicains. Cela était la preuve que l'harmonie d'esprit n'existait pas entre les évêques. Avant de chercher un nouveau Délégué Apostolique, il était urgent de nommer un successeur à Pascual Díaz et si l'homme choisi possédait les caractéristiques suffisantes, il conviendrait de le nommer directeur de l'Action Catholique.

*C'est pourquoi je suis impatient d'arriver au jour de la nomination du nouvel archevêque de Mexico. Il pourra, avec prudence et fermeté, remettre de l'ordre dans beaucoup de choses et dissiper au moins en grande partie la confusion qui règne dans l'esprit de beaucoup. Et s'il s'avère être l'homme de la situation, il conviendrait de le nommer directeur national de l'Action Catholique car il pourrait alors surveiller l'observance des instructions que le Saint Siège entendrait donner dans les circonstances critiques présentes.*⁸⁴⁰

Cette idée de clarifier la notion d'Action Catholique fut reprise par l'évêque de Veracruz. Il était essentiel pour lui de dire clairement que l'Action Civique ne devait pas se limiter aux seules prières du rosaire ou du catéchisme, qui, bien que fondamentales, ne représentaient pas tout ce qui s'entend par Action Catholique. Celle-ci englobait l'action civique⁸⁴¹. Pour Rafael Guizar, afin d'éviter toute confusion, le Saint Siège, devait adresser à l'Episcopat mexicain une lettre pontificale sur l'Action Catholique.

Pour le Saint Siège, il était également nécessaire de distinguer clairement que le cas mexicain était différent du cas espagnol⁸⁴². On ne peut évidemment pas comparer l'armée espagnole aux guérillas mexicaines. Il était fondamental dans ce contexte de faire comprendre aux mexicains que la solution ne pouvait venir que de l'Action Catholique. Il était conscient du fait que les prêtres participant à la défense armée provoquaient le scandale parmi les fidèles. Il était donc important que le Saint Père parle de cette affaire. Mais le secrétariat d'Etat pensait que, tenant compte de la

⁸⁴⁰ Lettre de Piani à Pizzardo. 19 novembre 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁴¹ Lettre de Rafael Guizar y Valencia à Pacelli. Sans date. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁴² México. Commissione mexicana directa dal Vescovo di Chiapas. 14 de diciembre de 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

diversité mexicaine, il serait dangereux que le Saint Père exprime des directives pratiques. En effet, dans certains lieux, le fait que les parents aient envoyé leur enfant à l'école était un mal mineur car il pouvait tomber dans la paresse, l'oisiveté et les mauvaises fréquentations. Pour le secrétaire d'Etat du Saint Siège, ce que démontrait tout cela c'était que "l'Action Catholique ne travaillait pas comme elle le devait"⁸⁴³.

Table 12: Points des memoranda devant être considérés⁸⁴⁴

Suggestions du mémorial à prendre en considération
Développer l'esprit apostolique du clergé
Renouveler la prohibition pour les prêtres de participer à la défense armée
Demander une plus grande compréhension et une aide plus efficace aux catholiques des Etats-Unis
Revigorer la campagne contre le Communisme
Clarifier l'idée au sujet de la laïcité ou au moins de la coopération des maîtres dans l'enseignement
Clarifier l'idée que les pères de familles envoient leurs enfants dans les écoles d'Etat
Clarifier que l'A.C. n'est pas une confraternité pour réciter quelques prières mais un organe qui permet la formation des consciences car tout homme et toute vie s'inspire directement de l'Evangile

Selon le secrétaire d'Etat, trois actions étaient nécessaires⁸⁴⁵. La première, que le Saint Père adresse une lettre aux catholiques mexicains au sujet de l'Action Catholique, insistant sur l'esprit qui devait l'animer et sur l'importance des buts à atteindre, en signalant les dangers de déviations comme la défense armée, et en évitant de tomber dans une vision "caricaturale" à laquelle les mexicains semblaient tenir. La seconde, accélérer la nomination de l'archevêque de Mexico, laquelle, au vu des difficultés et de l'importance exceptionnelle d'une telle nomination, demandait exigeait la participation du secrétariat d'Etat. Pacelli réaffirmait sa volonté de restreindre le poids du Comité Exécutif Épiscopal. "Cette nomination servirait aussi pour laisser tomber (sans le détruire par un acte qui pourrait prêter à de fausses interprétations et à de funestes confusions d'idées) le Comité Épiscopal, laissant aux évêques la liberté dans la direction pratique imposée par la diversité des conditions locales, en maintenant le Comité Exécutif Épiscopal comme organe consultatif."⁸⁴⁶ Finalement, il était fondamental d'envoyer à l'Episcopat mexicain

⁸⁴³ *Ibidem.*

⁸⁴⁴ *Ibidem.*

⁸⁴⁵ *Ibidem.*

⁸⁴⁶ *Ibidem.*

une lettre traitant des problèmes de l'école, problème considéré comme le plus grave pour l'Église. La réponse allait finalement arriver dans l'encyclique *Firmissimam Constantiam* du 28 mars 1937, en rapport avec deux autres encycliques de mars 1937. Pacelli⁸⁴⁷ et Ledóchowski⁸⁴⁸ participèrent à la rédaction de l'encyclique. Emma Fattorini insiste, dans son ouvrage sur Pie XI, Hitler et Mussolini, sur le fait que le cas mexicain avait une grande importance pour le Saint-Siège.

*Le pape promulgue l'encyclique Firmissimam Constantiam durant le même mois de mars de 1937, date où furent publiées les deux encycliques contre le communisme et le nazisme. Dans cette condamnation de la législation mexicaine, en substance, le pape ne chercha pas à quitter sa légitimité à la résistance armée, mais si à limiter pragmatiquement et à dénoncer l'efficacité du mouvement, lequel pour beaucoup de considérations, n'avait aucune possibilité de réussir. La totale inefficacité de la guérilla armée donnera raison à Rome. Tous les discours du pape regroupent les événements mexicains, espagnols et russes comme s'ils étaient issus d'un seul plan d'organisation du communisme international, selon une perception radical, l'aspect persécuteur et violent contre l'Église et son caractère « intrinsèquement pervers » était associé à l'idée même du communisme. Cependant, l'histoire propre du Mexique signal dans sa majorité que l'anticléricalisme a diverses origines et subtilités, qui ne peut pas se limiter au Communisme, élevé au rang de catégorie métahistorique.*⁸⁴⁹

Il était de la plus grande importance pour le Saint Siège de réaffirmer sa condamnation du national socialisme et du communisme. Cette encyclique, pour prendre toute sa dimension, devait être « contextualisée » avec les autres encycliques émises par le Souverain Pontife lors de la Pâques de 1937. Dans *Firmissimam Constantiam*, on peut voir la clôture de ses encycliques pascales qui condamnaient à la fois le nazisme le 14 mars 1937 avec *Mit Brennender Sorge*, le communisme le 19 mars 1937 avec *Divinis Redemptoris* et finalement avec *Firmissimam* était réaffirmée l'option de lutte pacifique et la non acceptation de la persécution au Mexique. Cette encyclique peut être considérée comme la pierre angulaire réaffirmant l'édifice de la diplomatie vaticane à la suite de la maladie du

⁸⁴⁷ Nota generali relativa alla letrera pontifica ai vescovi messicani. Sulla azione cattolica. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁴⁸ Lettre de Ledochowski à Pizzardo. 9 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 590. 1936-1939. Commissione Messicana presentatasi al Card. Pacelli negli Stati Uniti. Fasc 388

⁸⁴⁹ Fattorini, Emma. *Pio XI, Hitler e Mussolini. La solitudine di un papa*. Giulio Einaudi editore. Torino. 2007. pp.106-107

Pape, sa récupération et son expérience mystique, ainsi que l'auto-questionnement du Souverain Pontife.

Pour le pape malade, souffrant d'insomnie, la nuit est un instant spécial pour la prière et le recueillement. La confession que nous avons rapportée est la preuve d'une réflexion lucide propre d'une insomnie non anxieuse, preuve de considérations de l'année en cours durant laquelle grandi l'attention à l'autre, en commençant par ce voisin, les hébreux, avec qui il reconnaît une racine spirituelle commune. Durant 1937, il semblait que pour le Pape la vraie menace, ou au moins la plus pressante, ne soit plus le communisme, mais le nazisme qui « a pris sa place ». ⁸⁵⁰

Un cycle prenait fin, la tolérance et la négociation laissaient place à la fermeté et à la lutte pour la foi face aux totalitarismes.

II. L'année de tous les changements : 1937

1. Un nouveau séminaire

Fin 1936, Ledóchowski écrit à Bisleti, préoccupé par les difficultés rencontrées par les missionnaires dans la gestion du séminaire. La tendance mystique de la nouvelle Congrégation et son manque d'expérience, qui pouvait mettre en danger la formation du clergé mexicain, était en effet objet d'une grande préoccupation.⁸⁵¹ Le 15 janvier 1937, Gaetano Bisleti⁸⁵² répondit à Ledóchowski que malgré le retard du Saint Père à prendre une décision définitive pour cause de santé, ce qu'il disait s'appuyait sur les commentaires de Piani⁸⁵³, Délégué Apostolique aux Phillipines et

⁸⁵⁰ *Ibidem.* pp.77-78

⁸⁵¹ Lettre de Cicognani au cardinal Bisleti, Pref. SC de séminaire et Universidad. 29 novembre 1936. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014. I. (24) De seminario Centrali. (1930-1938)

⁸⁵² Gaetano Bisleti (1856-1937) cardinal de l'Eglise Catholique Romaine, ordonné prêtre en 1878 et qui obtint le doctorat en théologie en 1879. En 1911 il fut créé Cardinal de Sainte Agathe dei Goti. Il fut le grand prieur de l'ordre de Malte. Désigné par Benoît XV comme le premier préfet de la Congrégation pour les Séminaires et les Institutions d'Enseignement. Il fut Cardinal électeur du conclave de 1922. Il couronna Pie XI avec la Tiare Papale pour être le doyen de la Curie. Il occupa sa charge jusqu'à sa mort en 1937.

⁸⁵³ Guglielmo Piani (1875-1956) prêtre Salésien de Saint Jean Bosco envoyé au Mexique pour superviser les actions de l'œuvre salésienne. En 1921, il fut évêque titulaire de Paleopolis en Pamphile et évêque auxiliaire de Puebla de los Angeles. En 1922, il fut nommé Archevêque titulaire de Velicie et Délégué Apostolique aux Philippines. Grâce à sa connaissance du clergé mexicain, et son origine italienne, il sembla au Saint Siège être un homme de confiance. En 1936, il fut envoyé par

chargé par le Saint Père de l'informer sur la situation de l'Eglise au Mexique. Quant au séminaire de Montezuma, Piani disait qu'il était préférable de le confier à la Compagnie de Jésus qui gérait déjà le collège Pio Americano-latino à Rome et qui faisait un grand travail au Mexique, alors que l'autre (les missionnaires) ne comptait pas avec l'expérience et le personnel suffisant.

Le 4 février 1937, Ruiz y Flores écrivit à Bisleti pour savoir où en était l'affaire, disant que les évêques avaient choisi les missionnaires de l'Esprit Saint, puis que deux évêques avaient mentionné que la Compagnie serait plus adéquate, dans une réunion de mars 1936, ils avaient décidé de demander l'aide du Saint Siège. ARSI 25.

Le 9 février 1937, dans son rapport n° 104, il disait à Mgr Pacelli que le séminaire de la ville de Mexico avait été clôturé. Un séminaire interdiocésain aux Etats-Unis serait protégé par les évêques américains. Le comité responsable était à la charge de l'évêque d'Erie, John Ganon⁸⁵⁴, et après Pâques, lors d'une assemblée à San Antonio, seraient prises les dernières décisions. L'idée était de transformer une ancienne fabrique en séminaire qui, à Montezuma, dans l'Etat du Nouveau Mexique, pourrait prendre en charge 400 étudiants. Ruiz y Flores rapportait aussi qu'on attendait la décision de la Congrégation Sacrée des séminaires pour savoir quel Ordre ou Congrégation devait prendre la direction⁸⁵⁵. Le 4 mars 1937, Bisleti et Ruffini firent savoir à Ledóchowski que le Saint Père avait choisi la Compagnie de Jésus⁸⁵⁶. Le 10 mars, Ledóchowski indiqua à Bisleti que pour les jésuites c'était une charge délicate et importante que leur donnait la Congrégation Sacrée des séminaires⁸⁵⁷. Le 15 avril 1937, Cicognani put informer G. Bisleti des avancées du séminaire mexicain et de ce qui s'était passé lors de l'assemblée de San Antonio⁸⁵⁸. Le 7 avril à San Antonio

le Saint Siège au Mexique afin de rendre compte de la situation politique et religieuse réelle du Mexique.

⁸⁵⁴ John Mark Ganon (1867-1968) seul évêque d'Erie, Pensylvanie à avoir eu le titre d'archevêque. Il fut ordonné prêtre en 1901, évêque d'Erie de 1920 à 1966. En 1936 il fut chargé par le comité des évêques d'établir un séminaire interdiocésain pour aider l'Eglise mexicaine à Montezuma Nouveau Mexique. Il fut chargé par la *National Catholic Welfare Conference* de la direction du Département de la Presse et fonda le Bureau National d'Information de la *National Catholic Welfare Conference*.

⁸⁵⁵ Lettre de Ruiz y Flores à Bisleti. 4 février 1937. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014. I. (26) De seminario Centrali. (1930-1938).

⁸⁵⁶ Lettre de Bisleti et Rufini à Ledochowski. 4 mars 1937. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014.. I. (32) De seminario Centrali.. (1930-1938).

⁸⁵⁷ Lettre de Ledochowski à Bilseti. 10 mars 1937. ARSI (Archivum Romano S.I.) Provincia Mexicana. 1014.. I. (33) De seminario Centrali. (1930-1938).

⁸⁵⁸ N°156/37. Lettre de Cicognai à Bisleti. 15 avril 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 376

étaient présents John Mark Ganon, évêque d'Erie et président du comité, Arthur Drossaerts, archevêque de San Antonio, Mgr Rudolph Gerken⁸⁵⁹ archevêque de Santa Fe, James Griffin⁸⁶⁰ évêque de Springfield, Illinois, et Francis Kelley, évêque d'Oklahoma et Tulsa. Des mexicains étaient également présents. Ruiz y Flores, Délégué Apostolique, Garibi, archevêque de Guadalajara, Echavarría, évêque de Saltillo, Fulcheri évêque de Zamora et Anaya évêque de Chiapas. Trois cent mille dollars furent recueillis mais avec les autres promesses, on espérait atteindre quatre cent cinquante mille dollars⁸⁶¹. On pensait acheter un local à la Baptist Conference of New Mexico. Le nouveau séminaire ne trouverait au Nouveau Mexique, à Montezuma, sur les contreforts des Montagnes Rocheuses, à un peu plus de deux mille mètres, proche de Las Vegas, ville de vingt mille habitants dont la moitié étaient mexicains. Par Las Vegas passait la grande ligne ferroviaire qui reliait Chicago à San Francisco et qui, à Santa Fe, croisait la ligne reliant Mexico à el Paso, Texas. Trois instances de l'Eglise catholique étaient impliquées dans le projet: la hiérarchie catholique des Etats-Unis, la mexicaine et les jésuites. La hiérarchie des Etats-Unis était représentée par un comité épiscopal chargé du séminaire. La hiérarchie mexicaine l'était par le comité épiscopal chargé du séminaire. Les jésuites seraient représentés par le père provincial du Mexique.

Les évêques américains fondèrent et financèrent l'Institut, ils souhaitaient par conséquent que le titre de propriété soit au nom de la N.C.W.C. et que les évêques américains soient les gestionnaires des fonds. Les mexicains devaient envoyer leurs séminaristes et contribuer dans les limites de leurs possibilités à leur maintenance. Les jésuites avaient déjà été choisis par le Saint Père et Cicognani avait profité de cette assemblée pour le commenter à Ruiz y Flores et à John Ganon, les deux présidents des comités des évêques. Les jésuites avaient alors la charge de la direction disciplinaire et spirituelle, et la direction interne du séminaire. Leur relation avec l'épiscopat serait régulée par des normes [Annexe 2] établies entre Ferrer et Ruiz y Flores. Quant à la partie financière, les deux comités, américain et

⁸⁵⁹ Rudolph Aloysius Gerken (1887-1943) prélat américain originaire de Dyersville, dans l'Etat d'Iowa. Il fut ordonné prêtre en 1917. En 1927 il fut ordonné prêtre d'Amarillo au Texas, puis en 1933 il fut chargé de l'archevêché de Santa Fe au Nouveau Mexique.

⁸⁶⁰ James Aloysius Griffin (1883-1948), prélat nord américain originaire de Chicago aux Etats-Unis d'Amérique. En 1909 il fut ordonné prêtre. En 1924 il fut ordonné évêque de Springfield charge qu'il occupa jusqu'à sa mort.

⁸⁶¹ N°156/37. Lettre de Cicognani à Bisleti. 15 avril 1936. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 376

mexicain, en accord avec le provincial des jésuites mexicains, fixeraient ce qui serait alloué mensuellement aux pères chargés de la direction et de l'enseignement. Pour le maintien du séminaire, le père provincial présenterait périodiquement - tous les 3 mois - un rapport financier qui serait sujet à l'approbation de la commission des évêques mexicains et, sur la base de ce rapport, les versements nécessaires à la gestion de l'Institut seraient versés⁸⁶². Pour le Saint Siège, ce séminaire était considéré comme un grand projet. Le document qui ferme le dossier relatif à l'activité du comité épiscopal⁸⁶³, même si cela peut sembler dur pour les mexicains, montre bien quelle était l'intention poursuivie en ayant soutenu les jésuites pour qu'ils prennent le contrôle sur la préparation du clergé, non seulement à Rome mais aussi aux Etats-Unis.

*Aux Etats-Unis, on pourra cautionner les jeunes grâce à des éducateurs provenant de milieux intellectuels, spirituels et sociaux matures et si pour beaucoup le complexe du catholicisme nord-américain n'était pas très sympathique, il fallait reconnaître que leur manière de penser et leur spiritualité authentiquement catholiques correspondaient particulièrement aux temps nouveaux, et semblaient les plus indiquées pour neutraliser certains préjugés et erreurs des mexicains. Le clergé mexicain était exalté mais malgré son complexe, ne semblait pas mauvais, ils avaient les défauts de leur peuple, c'est-à-dire un peuple infantil, irréfléchi, impulsif, variable qui avait besoin d'être formé et guidé, mais on pouvait nourrir l'espoir d'obtenir de bons fruits. Il serait en même temps utile d'envoyer quelques laïcs pour qu'ils étudient et voient l'action catholique à Rome, en France et en Belgique.*⁸⁶⁴

Alors qu'en février 1937, la situation au Mexique semblait s'améliorer, Giuseppe Pizzardo demanda à Cicognani s'il fallait considérer cela comme une stratégie du gouvernement ou comme un réel changement d'attitude.⁸⁶⁵ La réouverture des églises et la reprise du culte pouvaient être provoquées par les efforts des catholiques. En janvier 1937, était arrivée à Rome une information sur la situation religieuse⁸⁶⁶.

⁸⁶² *Ibidem*.

⁸⁶³ Attivita Comité Episcopale. Sans nom/ Sans date. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 582. 1936. Attivita del comité Ejecutivo Episcopale. Fasc 376 (extrait suppose d'un rapport d' Araiza, mais je n'a pas les éléments suffisants pour en être sûr)

⁸⁶⁴ *Ibidem*.

⁸⁶⁵ Chiffré de Pizzardo à Cicognani. 24 février 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 340

⁸⁶⁶ Informazioni su la situazione religiosa nel Messico. Polonia-Ambasciata. 26 janvier 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove traatative per la pacificazione nel Messico. Fasc 340

Selon cette information, au mois de novembre, les églises étaient toujours fermées mais les catholiques célébraient les offices dans leurs maisons et les autorités faisaient « comme s'ils ne voyaient rien ». Selon ce rapport rédigé en français, un séminaire de plus de cent étudiants était toléré, proche de la capitale du pays. La presse gouvernementale faisait son possible pour ne pas se montrer violente dans ses attaques contre l'Eglise. Une nouvelle attitude conciliatrice de la part du gouvernement voyait donc le jour. Selon ce rapport, le président Roosevelt aurait participé de manière non officielle au soutien de l'Eglise, indiquant que s'il ne prenait pas sa responsabilité, il se verrait contraint d'agir de manière plus officielle. Il parlait aussi de l'influence jouée par les touristes américains et que le gouvernement se serait "finalement" rendu compte que les catholiques restaient très liés à leur foi. Selon ce rapport, le gouvernement n'avait pas abandonné l'idée de laïciser l'école et il comparait le système de politique publique du Mexique à ceux des Soviets car y était enseigné le matérialisme marxiste, un culte y était rendu à Marx, Lasalle, Lénine, etc. Ce système fut imposé aussi dans les écoles étrangères allemandes, françaises et anglaises. Selon ce rapport, l'Eglise catholique avait le pouvoir suffisant pour provoquer une résistance active mais ne le faisait pas, afin de mieux travailler. Plus que ce rapport, ce qui attira l'attention de Pizzardo fut la publication, le 10 février 1937 dans la presse mexicaine, d'un décret d'amnistie émis par le président le 5 février et qui entra en vigueur le 9 février 1937⁸⁶⁷. L'amnistie fut concédée à tous ceux qui avaient participé aux séditions et rébellions contre le gouvernement, ce qui incluait les catholiques qui luttaient et ceux qui se trouvaient en exil. L'amélioration de la situation dans l'Etat de Veracruz et les traités entre le gouvernement fédéral et le gouvernement des Etats en constituaient un exemple. La présence de Trotski au Mexique avait produit désordre et dissidences au sein de la gauche. Etant parvenu à se libérer du callisme, Cárdenas ne semblait plus avoir besoin des éléments les plus radicaux de la gauche et, conscient de sa propre force, le président tenterait de mettre un point final aux abus, aux vexations et à la puissance excessive des « communistes » pour prendre en mains le pays et l'orienter vers la gauche, mais en évitant les extrêmes. Cela augurait d'une période de collaboration avec les forces les plus radicales et, si l'information s'avérait, cela serait très intéressant pour l'Eglise.

⁸⁶⁷ Appunto. 1771/37. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 563. 1933-1937. Nuove tratative per la pacificazione nel Messico. Fasc 340

2. Le changement d'attitude du gouvernement

En mars 1937, la situation semblait s'améliorer. Dans son n° 16, *Christus* annonçait le possible retour du Délégué Apostolique Ruiz y Flores mais aussi la lettre de protestation envoyée par José Othón Nuñez, archevêque d'Oaxaca, Francisco Campos évêque titulaire de Doara, Vicente Castellanos, évêque titulaire de Marciana, Maximino Ruiz, évêque titulaire de Derbe, Luis Ma. Altamirano, évêque de Tulancingo, Leopoldo Díaz Escudero⁸⁶⁸, évêque de Chilapa et Jesús Villareal y Fierro⁸⁶⁹, évêque de Tehuantepec, à Lázaro Cárdenas pour l'expulsion violente de Gerardo Anaya⁸⁷⁰. Le 12 février, le président Cárdenas avait répondu avoir demandé des informations au gouverneur du Chiapas afin de savoir ce qui s'était passé.

Le 10 mars 1937, Cicognani communiqua à Pacelli que le gouvernement mexicain était disposé à permettre le retour de Mgr Ruiz.⁸⁷¹ Il était opportun qu'avant son retour, il renonce à son poste de délégué. Comme le Saint Siège n'avait pas encore de successeur, il pourrait nommer l'archevêque de Mexico au poste de Chargé d'Affaires, étant donné que sa récente nomination avait été bien acceptée par le gouvernement. Dans son rapport du 12 mars 1937, il put traiter l'événement avec davantage de détails et exprimer ses espoirs et ses craintes quant à la situation de l'Eglise⁸⁷². Le 20 avril 1937, Pacelli informa Cicognani qu'après avoir reçu son rapport du 12 mars, il avait pris note de la possibilité du retour de Mgr Ruiz. L'information rapportée semblait conforme à celles reçues par Pacelli, et il remerciait Cicognani pour ses actions, dans le contexte de l'encyclique pascalle

⁸⁶⁸ Leopoldo Díaz Escudero (1880-1955) prélat catholique mexicain originaire d'Alcozahuá dans l'état du Guerrero dans le sud du Mexique. Il fut ordonné prêtre en 1903 et en 1929 il fut chargé de l'évêché de Chilpa, charge qu'il occupa à partir de 1930 jusqu'à sa mort.

⁸⁶⁹ Jesús Villareal y Fierro (1884-1965) prélat mexicain originaire de Durango dans le nord du Mexique. En 1908, il fut ordonné prêtre. En 1933, il fut évêque de Tehuantepec dans le sud du Mexique. Il occupa cette charge jusqu'en 1959, année de sa nomination à la tête de l'évêché de San Andrés Tuxtla dans l'état de Veracruz.

⁸⁷⁰ Lettre du Comité Episcopal à Lázaro Cárdenas. 10 février 1937. *Christus* An 2. N°16. mars 1937. He meroteca nacional HM Ch24.

⁸⁷¹ Chiffre N°143 de Cicognani à Pacelli. 10 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 369.

⁸⁷² Rapport N°72/37 de Cicognani à Pacelli. 12 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

Firmissimam Constantiam.⁸⁷³ Dans le rapport du 10 mars, Cicognani présentait une nouvelle proposition: un chargé d'affaires au lieu d'un délégué, c'est-à-dire, le poste qu'il occupait déjà. Son candidat était l'ex coadjuteur de Ruiz y Flores à Morelia et l'actuel archevêque de Mexico, Luis María Martínez. Il disait également que le changement de délégué avait produit des signes d'amélioration. Pour Ruiz y Flores, de telles actions n'entraînaient aucun changement véritable mais s'apparentaient plutôt à des manœuvres politiques⁸⁷⁴. Pour Ready au contraire, suivant la conviction de l'ambassadeur Daniels et de Welles, commençait un véritable progrès dans la tolérance religieuse⁸⁷⁵. Cicognani pensait que Cárdenas s'alliait plus par opportunisme politique que par conviction personnelle et il se souvenait que malgré l'opposition de Lombardo Toledano, leader de la C.T.M., il avait accordé l'hospitalité à Trotski. Pour Cicognani, Cárdenas était conscient que la situation ne pouvait trouver une solution favorable sans régler au préalable la question religieuse⁸⁷⁶.

Profitant alors de la loi d'amnistie de Cárdenas, le Saint Père accepta la démission du Délégué Apostolique et nomma Luis Martínez, archevêque de Mexico, au poste de Chargé d'Affaires pour le Mexique⁸⁷⁷. Le Saint Siège avait réussi après tout à résoudre le problème, avec assez de respect pour les parties concernées. Le 24 mai 1937, Mgr Cicognani informa le Saint Siège des heureux événements du Chihuahua, la Cour Suprême Fédérale ayant déclaré inconstitutionnelles les lois de l'Etat du Chihuahua limitant le nombre de prêtres. Selon Cicognani, la Cour avait déclaré que "la limitation du nombre de prêtres dans un Etat ne devait pas servir de prétexte à des représailles sociales ou politiques mais être considérée en fonction des requêtes

⁸⁷³ Lettre N°1378/37 de Pacelli à Cicognani. 20 avril 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁷⁴ Lettre de Ruiz y Flores à Cicognani. 2 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁷⁵ Lettre de Ready à Cicognani. 6 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁷⁶ Rapport N°72/37 de Cicognani à Pacelli. 12 de marzo de 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁷⁷ Lettre de Pacelli à Ruiz y Flores. 23 juin 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

de la population et des moyens de communication”⁸⁷⁸. De nouveaux temps semblaient être venus pour l’Eglise et le manque de représentant du Saint Siège dans ces conditions lui semblait dangereux. Le 29 juin 1937, Pacelli le rassura en lui annonçant que Luis Maria Martínez avait accepté d’être Chargé d’Affaires⁸⁷⁹. Le 30 août 1937, Ruiz y Flores put annoncer à Pacelli avoir diffusé la nouvelle au Mexique afin que son ex coadjuteur puisse prendre possession de sa charge⁸⁸⁰. Dans sa lettre à tous les évêques (ordinaires), aux supérieurs d’ordinaires et aux congrégations religieuses, il faisait savoir que Luis María Martínez avait été nommé Chargé d’Affaires de la Délégation Apostolique, avec les mêmes attributions et facultés que les siennes et que tous devraient s’en remettre à lui pour les affaires y relatives. Il insistait aussi sur le fait que le Saint Père souhaitait vivement qu’on ne fit pas de publicité sur cette affaire⁸⁸¹.

Les démarches pour le retour de monseigneur Ruiz étaient en marche. Au Mexique, elles furent menées par José Ugarte et par son fils Benigno⁸⁸². Ils durent tout d’abord s’occuper des formalités d’obtention d’un passeport puis réaliser les démarches auprès des instances ministérielles concernées. Il leur fallut aller voir le procureur général afin de vérifier que tous les processus et ordres d’appréhension de Leopoldo Ruiz étaient levés. Le 22 novembre, profitant de la nomination de Pizzardo au rang de cardinal, et de la félicitation envoyée, Ruiz y Flores insistait sur le fait que le gouvernement mexicain ne souhaitait pas son retour.⁸⁸³

Le premier décembre 1937, l’archevêque de Morelia remerciait tous les évêques, prêtres et amis pour leur gentillesse. Après cinq ans passés à San Antonio, il remercia également la presse catholique pour son aide envers l’Eglise du Mexique et

⁸⁷⁸ Rapport N°236/37 de Cicognani à Pacelli. 24 mai 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁷⁹ N°2436/37. Lettre de Pacelli à Cicognani. 29 juin 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁸⁰ Lettre de Ruiz y Flores à Pacelli. 30 août 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁸¹ Lettre type de monseigneur Ruiz aux ordinaires et supérieurs. 30 août 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁸² Lettre de José Ugarte à Ruiz y Flores. 12 novembre 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁸³ Lettre de Ruiz y Flores à Pizzardo. 22 novembre 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

il souhaitait également remercier tous ceux qui avaient aidé en apportant leurs oboles⁸⁸⁴. Ce retard entre son retour et la date à laquelle il en fut avisé fut la dernière cause d'embarras pour Cicognani, qui, malgré tout, avait atteint son objectif: changer de délégué⁸⁸⁵.

3. La sélection d'un nouveau chargé d'affaires

a. Un homme providentiel

En mars 1937, Cicognani disait qu'en attendant de savoir qui serait le nouveau Délégué Apostolique, il fallait nommer Luis Martínez, nouvel archevêque de Mexico, au poste de Chargé d'Affaires.⁸⁸⁶ Mgr Cicognani disait que lors de sa visite à Mexico, Mgr Piani avait fait un éloge appuyé du nouvel archevêque de Mexico et que les gouvernements de Washington et du Mexique avaient accueilli favorablement sa nomination. Cicognani, alors qu'il disait ne pas vouloir s'opposer aux intentions du Saint Siège, argumentait cependant en faveur de Luis Martínez. Il réaffirmait la nécessité de nommer un prélat mexicain qui puisse résider à Mexico et exercer son autorité et son contrôle sur les évêques, et, en même temps, entamer des tractations d'accord avec le gouvernement. Sur cette affaire, Cicognani prenait clairement le contrepied de l'opinion de Piani qui voulait faire nommer Louis Morrow, salésien, qui était son secrétaire à Manille. Cicognani disait qu'après avoir bien réfléchi à cette affaire, le fait que le dit prêtre aurait bien des difficultés à entrer au Mexique ne lui semblait pas opportun, surtout en sachant qu'il avait la nationalité américaine. Cette nomination non seulement pourrait être mal perçue par le gouvernement mexicain mais, pire encore, par les évêques. Dans les circonstances présentes, il était dangereux et peu sûr pour le Saint Siège de nommer un délégué, à cause des nombreuses inconnues quant à son destin, autant à cause de la réaction du

⁸⁸⁴ Lettre d'adieu de Leopoldo Ruiz y Flores. 1 décembre 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 534. 1929-1937. Leopoldo Ruíz y Flores nuovo Delegato Apostolico del Messico. Fasc 250

⁸⁸⁵ Rapport N°236/37 de Cicognani à Pacelli. 24 mai 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁸⁶ Rapport N°72/37 de Cicognani à Pacelli. 12 mars 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

gouvernement comme de celle des catholiques, c'est-à-dire les fidèles, les prêtres et prélats. Pour Cicognani, afin de ne pas avoir à affronter la réprobation d'un camp ou d'un autre, il conviendrait de nommer un Chargé d'Affaires, comme au Libéria ou en Lituanie.

En juin 1937, le secrétariat d'Etat en était toujours à l'analyse de la situation.⁸⁸⁷ La question était compliquée mais le Saint Siège comprenait l'urgence de l'affaire, mise en avant par les rapports de Piani et de Cicognani. Avoir un Chargé d'Affaires hors du Mexique et résidant aux Etats-Unis ne constituerait non seulement une gêne pour l'ancien Délégué Apostolique de Mexico mais aussi pour celui de Washington. L'avoir si loin de Mexico ne serait pas très utile pour résoudre la division de l'Episcopat. Il ne pourrait faire de rapports intéressants et précis sur les événements du Mexique car il resterait lui-même dépendant de l'information qui lui parviendrait de Mexico. Nommer un prélat mexicain pourrait être interprété comme une notification peu sympathique envers monseigneur Ruiz et il y avait un véritable défi à trouver un prélat qui réunisse les qualités requises et le prestige indispensable pour exercer efficacement son autorité sur ses frères de l'Episcopat.

Le Saint Siège montrait sa préoccupation pour les apparences et pour éviter de porter atteinte au prestige de Mgr Ruiz y Flores. C'est précisément cela qui les empêchait de sélectionner et d'accepter la nomination de l'archevêque de Mexico, qui avait été son coadjuteur. Heureusement, Ruiz lui-même l'avait poussé pour succéder à Pascual Díaz. Même le gouvernement paraissait content. Mgr Araiza, un intime de Díaz, avait montré certaines craintes de froideur de la part du nouvel archevêque mais, à présent, il ne tarissait plus d'éloges sur sa grande bonté. Le secrétariat d'Etat ne savait rien sur l'effectivité de son travail et sur son activité.⁸⁸⁸

Sa nomination comme directeur pontifical de l'Action Catholique Mexicaine était envisagée. La question était de savoir s'il était judicieux de cumuler les deux titres mais l'Eglise avait peu de candidats. Ce qui tendait à démontrer la profondeur de la crise et de la division au sein de la hiérarchie catholique et, par conséquent, la difficulté représentée par le cas mexicain pour la diplomatie vaticane. Le Saint Siège utilisa deux sources principales pour prendre sa décision. La première était celle de

⁸⁸⁷ Circa il rimpatrio di mons. Ruiz e il suo esonero dalla carica di delagto apostolico. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁸⁸ *Ibidem*.

monseigneur Ruiz, qui fut fidèlement narrée à Piani dans un rapport sur sa visite apostolique. L'autre fut donnée dans les rapports du même évêque (Piani) sur la situation générale de chaque diocèse, transmises ensuite au Saint Siège. De cette relation, peu de personnes se détachèrent et parmi elles se trouvaient José Márquez y Toriz, Coadjuteur de Puebla, qui suite à son rapport qui servit de base à celui de monseigneur Piani, et sa position lors de la publication de l'encyclique, fut l'un des prélats mexicains les mieux considérés par Rome. L'autre solution consistait une fois de plus à s'en remettre à la Congrégation Sacrée Consistoriale.

Le 16 juin, Pizzardo fit savoir à Piani que le saint Siège avait rejeté sa proposition d'un délégué du Mexique résidant à Mexico et qu'à la place, il avait décidé de nommer à titre provisoire un Chargé d'Affaires, l'archevêque de Mexico.⁸⁸⁹ Le 17 juin, Piani répondit à Pizzardo que cette nomination lui semblait pertinente.⁸⁹⁰ Lors de l'entrevue que Pacelli eut avec le Saint Père le 23 juin 1937, c'est la nomination de monseigneur Martínez qui l'emporta. Le 23 juin 1937 par l'intermédiaire de Leopoldo Ruiz, Pacelli fit part à Luis María Martínez de sa nomination comme Chargé d'Affaires pour le Mexique.⁸⁹¹ Le 16 juillet 1937, Martínez accepta la nomination.⁸⁹² Le 7 septembre, reconnaissant, l'archevêque Martínez envoya une lettre de remerciements au Saint Père pour avoir pensé à son humble personne, et réaffirmait son estime pour Ruiz, lui demandant son soutien et sa bénédiction pour la tâche ardue qui l'attendait.⁸⁹³ Dans une autre lettre du même jour, il demandait à Pacelli de se charger de ses prières et d'accepter la volonté du Souverain Pontife.⁸⁹⁴

Le 7 octobre 1937, Pizzardo put alors aviser les conseillers de la Congrégation Sacrée du Saint Office Consistorial et Oriental, ainsi que les secrétaires des Congrégations Sacrées Sacramentelles, Religieuse, de Propagation de la foi, des

⁸⁸⁹ Chiffré N°19 de Pizzardo à Piani. 16 juin 1929. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁹⁰ Chiffré N°68 de Piani à Pizzardo. 17 juin 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁹¹ N°2369/37. Lettre de Pacelli a Ruíz. 23 de junio de 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁹² Télégramme de Ruiz y Flores à Pacelli 16 juillet 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁹³ Lettre d'Aloisius M. Martinez à Pie XI. 7 septembre 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁹⁴ *Ibidem*.

Rites et des séminaires ainsi que le directeur du pénitencier, le secrétaire du tribunal suprême, le doyen de la Sacrée Rote Romaine, le régent de la Chancellerie apostolique, le régent de la Daterie Apostolique, la Chancellerie des brèves apostoliques, le secrétariat des brèves pour les princes et le secrétaire des lettres latines, que Ruiz y Flores n'était plus Délégué et que Luis María Martínez était le nouveau Chargé d'Affaires.⁸⁹⁵

La nouvelle de la démission de Ruiz y Flores fut publiée dans la revue *Christus* en octobre 1937, même si elle était déjà connue et annoncée depuis septembre. Ruiz y Flores communiqua au Vble. Episcopat Mexicain que le Saint Père Pie XII avait accepté sa démission en tant que Délégué Apostolique au Mexique. Le Comité Épiscopal, informa, par l'intermédiaire de sa revue, que :

*“Sa vision claire des difficiles problèmes nationaux, son égalité d'humeur, sa prudence, sa finesse et sa bonté extraordinaire, sa loyauté et sa justice avec le Saint Père, avec l'Episcopat mexicain ainsi qu'avec tous ceux qui eurent à traiter avec lui, sa diligence à traiter ses innombrables affaires, sa grande capacité de travail et sa charité sans limites avec tout le monde et particulièrement avec ses ennemis, lui valent notre sincère admiration et notre profonde gratitude, tenant pour certain que l'heure n'est pas encore venue d'apprécier comme il se doit l'œuvre si méritoire qu'il a menée à son terme. Mexico, Septembre 1937”.*⁸⁹⁶

Pourtant ce n'est que dans le n° 9 de novembre 1937 que *Christus* publia la nomination officiel de Luis María Martínez en remplacement de monseigneur Leopoldo Ruiz y Flores.

b. La première mission: l'union des catholiques

Le 22 octobre 1937, Pacelli rendait compte du soutien que le Saint Père lui apportait pour sa nouvelle mission⁸⁹⁷. Le secrétariat d'Etat rappelait les nombreuses expectatives de son travail, comme nouveau Chargé d'Affaires, notamment pour une réelle et tangible adhésion de l'Episcopat. Il lui recommandait de rester en contact

⁸⁹⁵ Lettre de Pizzardo aux congrégations de la Curie. 7 de octobre 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁹⁶ Dedicatoria del Comité Episcopal a Lázaro Cárdenas. 10 février 1937. *Christus* An 2. N°23. octobre 1937. Hemeroteca Nacional HM Ch24. 289-3-4.

⁸⁹⁷ N°4312/37. Pacelli à Luis Martínez. 22 octobre 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

avec le Comité Épiscopal et que s'il l'estimait pertinent, il serait mieux d'assurer la présidence ou qu'il se maintienne totalement en marge du gouvernement du Comité. Pacelli lui faisait pleinement confiance et les bons commentaires de Piani sur Martínez y étaient pour beaucoup. Pacelli atteignait aussi son objectif de diminuer le rôle du Comité Exécutif Épiscopal. Il disait en effet qu'avec le retour d'exil d'un délégué ou chargé d'affaires, le Comité pourrait redevenir un organe purement consultatif⁸⁹⁸. Il réaffirmait que les évêques pouvaient de nouveau jouir d'une liberté d'action suffisante et par conséquent assumer la responsabilité du gouvernement de leurs diocèses. Le Comité pourrait alors se limiter à organiser la rédaction de pastorales pour des circonstances déterminées. Il était important d'obtenir une entente fraternelle et la concorde au sein de l'Épiscopat. Finalement, il réaffirmait que la nouvelle voie pour le Mexique était exprimée dans l'encyclique *Firmisimam Constantiam*, ainsi que l'attention particulière à porter sur l'Union Nationale des Étudiants Catholiques (U.N.E.C.) et sur l'Action Catholique Mexicaine (A.C.M). La concorde avec le gouvernement était également annoncée car le Saint Père avait appelé à ne pas condamner en bloc les initiatives du gouvernement mais au contraire à travailler avec les initiatives qui coïncideraient avec la doctrine sociale de l'Église: comme l'étaient les campagnes contre l'alcoolisme ou celles en faveur des indigents.⁸⁹⁹

L'action catholique n'est rien d'autre que la participation des laïcs à l'apostolat hiérarchique. Elle n'est donc pas pour les fidèles la seule poursuite de leur sanctification personnelle, encore qu'elle en soit inséparable ; elle est l'apostolat de chrétiens de toutes sortes organisés autour de dirigeants nommés par l'autorité épiscopale, et au travers desquelles celle-ci reste présente, donnant à ces militants non seulement mandat, mais encore encouragements et impulsions. De même que la mission divinement confiée à l'église elle-même, cette action n'est pas extérieure mais spirituelle, pas terrestre mais céleste, pas politique mais religieuse ; cependant on peut à bon droit la dire sociale, vu qu'elle a pour but de propager le règne du Christ, et par là, de procurer à la société le plus grand des biens, dont tous les autres découlent, y compris les politiques : résultat que l'action

⁸⁹⁸ N°4312/37. Pacelli à Luis Martínez. 22 octobre 1937. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 575. 1935-1938. Nuovo Delegato Apostolico. Fasc 370.

⁸⁹⁹ *Ibidem*.

*catholique obtiendra d'autant mieux que, toute occupée des lois de Dieu et de l'Eglise, elle se gardera de s'engager dans les querelles des partis*⁹⁰⁰.

Pour Pacelli, il s'agissait de défendre l'idée de Pie XI et de mettre dans l'Action Catholique tous les espoirs de victoire des laïcs et leur participation à la vie politique. Cette nouvelle nomination ouvrait la possibilité de parvenir à un accord avec le gouvernement mexicain. Après vingt années de conflit, un vrai *Modus Vivendi* était sur le point d'advenir. En effet, selon l'analyse de Bouthillon dans son ouvrage sur la *mardité*, au-delà de l'Action Catholique limitée aux questions religieuses, ce qui était recherché c'était une action catholique intégrale qui permit de contrôler et de limiter les forces coercitives de la société:

*On proclame haut et fort qu'on ne vise que l'union des catholiques sur le terrain religieux, et qu'on s'interdira toute prise de position politique, la liberté d'opinion des fidèles restant entière sur ce terrain. Parallèlement, on affirme toutefois que l'Action Catholique aura les conséquences politiques les plus désirables grâce à son engagement social : elle fera de bons citoyens, elle facilitera la collaboration des classes, elle combattra l'influence des révolutionnaires en vertu de quoi la bienveillance de tous les gouvernements devrait être acquise à cette auxiliaire de leur police*⁹⁰¹.

L'un des meilleurs exemples de cette politique et de ce rapprochement se refléta au cours de la fameuse expropriation pétrolière⁹⁰². Alicia Puente Lutteroth affirme que :

La Christiade sentit le pétrole los des accords forcés [...] Cette odeur s'étendit durant tout le mouvement. Depuis le début de la crise quand en 1926 les réactions à la loi pétrolière étaient fortes, et continuèrent avec une forte intensité durant le période de lutte armée. Cette odeur était présent, spécialement quand la politique de Morrow, ambassadeur des Etats-Unis au Mexique commença à changer de cours et à promouvoir des accords, qui eurent pour conséquence le licenciement obligés des Cristeros. Et de manière spéciale à la fin de la deuxième Christiada, qui surgit en 1938, précisément à partir de l'invitation que firent les évêques à tous les catholiques pour aider Lázaro Cárdenas, au le motif de l'expropriation pétrolière.

⁹⁰⁰ Bouthillon, Fabrice, *La naissance de la mardité, une théologie politique à l'âge totalitaire : Pie XI (1922-1939)*. PUS. Strasbourg. 2001. pp 55-56.

⁹⁰¹ *Ibidem*. p 58

⁹⁰² Pour une meilleure compréhension de ce phénomène voir, Meyer, Lorenzo. *México y los Estados-Unidos en el conflicto Petrolero*, Colegio de México, México. 1981. 503 p., Meyer, Lorenzo, Morales, Isidro, *Petróleo y nación*, Petroleos Mexicanos, México. 1990. 255 paginas, Puente Lutteroth, Alicia, *Movimiento Cristero, Una pluralidad desconocida*, Editorial Progreso, México. 2002. 208 p.

Pour le nouveau Chargé d’Affaires désireux de mener à bien sa mission, il était important de maintenir un profil bas lui permettant d’éviter tout conflit avec le gouvernement⁹⁰³. Lamentablement, l’organe même de l’Episcopat mexicain, à savoir la revue *Christus*, publia des félicitations pour sa nomination, annonçant qu’il était le nouveau Délégué Apostolique et non pas le nouveau Chargé d’Affaires pour le Saint Siège⁹⁰⁴. Malgré une rectification publiée dans le numéro suivant de décembre 1937, “à cause d’une erreur involontaire et lamentable, nous avons dit dans notre numéro précédent que Excme. Y Rvme. Archevêque de Mexico, Dr. Dn. Luis María Martínez y Rodríguez, avait été nommé par notre très Saint Père Pie XI, son Délégué Apostolique dans notre patrie. Ce fut une erreur: il ne reçut en fait que la nomination au poste de Chargé d’Affaires de la délégation apostolique au Mexique”⁹⁰⁵.

La préoccupation majeure de nouveau Chargé d’Affaires était surtout de travailler à l’union des catholiques et de l’Episcopat⁹⁰⁶. Pour Martínez, la concorde représentait l’un des points les plus délicats de sa nouvelle mission. Cette concorde était incomplète à cause du manque de culture religieuse et de l’idiosyncrasie particulière du peuple mexicain. L’Episcopat, en particulier le Comité des évêques, avait plusieurs fois tenté d’unifier les catholiques au moyen d’exhortations pastorales ou par la voie de colloques privés mais le résultat était négatif. Le fait que de nombreux catholiques pensaient que la défense armée était la meilleure voie pour résoudre le conflit constituait un obstacle. Cela était aggravé par le fait qu’un évêque soutenait ouvertement la Ligue de défense de la liberté: l’évêque de Huejutla, monseigneur Manríquez, qui se trouvait encore en exil aux Etats-Unis.⁹⁰⁷ Martínez mentionna qu’à part ce cas, on peut parler d’une concorde entre les évêques dès l’année 1938 même si deux ou trois évêques continuaient à refuser d’accepter des mesures conciliatrices avec l’Etat mexicain et ne prenaient pas les précautions suffisantes pour exprimer leurs sentiments, exposant à certaines occasions leurs idées avec trop

⁹⁰³ Rapport de Luis María Martínez au Cardinal Eugenio Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d’Affari. Fasc 390

⁹⁰⁴ Nominations. 9 août 1937. *Christus* An 2. N°24. novembre 1937. Hemeroteca Nacional HM Ch24. 289-3-4.

⁹⁰⁵ Editorial. *Christus* An 2. N°25. Décembre 1937. Hemeroteca Nacional HM Ch24. 289-3-4.

⁹⁰⁶ Rapport de Luis María Martínez au Cardinal Eugenio Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d’Affari. Fasc 390

⁹⁰⁷ *Ibidem*.

d'ardeur.⁹⁰⁸ Tous les évêques partageaient l'idée d'être "un seul cœur, une seule âme", et de ne pas se laisser emporter par leur opinion personnelle. Malheureusement, pour les fidèles, cette concorde n'était pas évidente. En effet, le fait qu'au Mexique, chaque Etat disposait de sa propre logique amenait l'Episcopat à agir de manière différente selon les cas⁹⁰⁹.

Cela car quelques évêques informaient soit les prêtres, soit des laïcs que tous les évêques n'étaient pas d'accord. De leur côté, ces laïcs et ces prêtres, altérant la nouvelle, tendaient à provoquer davantage de doutes parmi les fidèles. La Ligue de Défense de la Liberté elle-même souhaitait jouer sur cette pseudo-division de l'Episcopat. A l'exception de l'évêque de Huejutla, ceux qui s'étaient montrés favorables à la Ligue avaient cessé de lui apporter leur soutien. Martínez insistait sur le fait que le Comité Épiscopal cherchait à fomentier l'union et à "arrondir les angles" entre les évêques. A cette fin, les cadres dirigeants du Comité Épiscopal avaient été changés. Leopoldo Ruiz fut de nouveau élu président du Comité alors que l'archevêque de Mexico occupait la place de vice-président.

L'argument le plus fort pour travailler sur la concorde fut la manière dont les évêques, le clergé et les fidèles reçurent l'encyclique *Firmisimam*. Même le gouvernement sembla l'accepter sans prises de positions contre le discours du pape. Le *Nacional*, quotidien officiel du gouvernement, ne fit aucun commentaire. Le dignitaire mexicain interprétait ce silence comme une absence d'opinion défavorable. Pour éviter de préoccuper les fidèles, Luis Martínez se montrait prudent. Avant toute prise de décision ou avant de faire une déclaration, il précisait aux évêques la position du Saint Père sur l'affaire à traiter⁹¹⁰.

⁹⁰⁸ *Ibidem*.

⁹⁰⁹ *Ibidem*.

⁹¹⁰ *Ibidem*

III. Les préoccupations politiques de la hiérarchie catholique mexicaine à partir de 1938

Une fois que monseigneur Ruiz y Flores revint à Mexico en tant qu'archevêque du Michoacán et qu'il laissa la place à un successeur, le Chargé d'Affaires Luis Martínez commença à envoyer ses rapports. Parmi les principaux documents dans les archives secrètes vaticanes,⁹¹¹ on peut relever l'importance donnée à la question communiste et à la question électorale.

1. La question communiste

La question du communisme et du socialisme fut l'un des thèmes les plus préoccupants pour les évêques mexicains. La revue *Christus* consacra, sur plusieurs numéros, une section de sociologie dans laquelle elle expliquait ce qu'était le socialisme et les différents éléments d'organisation.⁹¹²

Le 31 janvier 1938, dans son second rapport au cardinal Pacelli, Martínez envoya une information relative à l'activité du gouvernement quant au communisme. Le contexte international, la guerre civile espagnole, l'arrivée de Trotski à Mexico avaient en effet préoccupé le Saint Siège sur la possibilité de se laisser dépasser par un système de gouvernement communiste. Martínez montrait que la situation complexe des ouvriers mexicains semblait donner raison à ceux qui déclaraient que le président était en train de préparer "lentement et méthodiquement la dictature du prolétariat"⁹¹³ mais démontrait aussi qu'il s'agissait plutôt d'une stratégie du

⁹¹¹ Par le fait que la période traitée représentait dans les Archives Secrètes Vaticanes, la fin de la période de papauté de Pie XI, très peu de documents étaient disponibles pour les consulter et plusieurs restaient fermés pour la période car ils étaient intégrés avec les affaires que le nouveau pape Pie XII viendrait à traiter.

⁹¹² Bernardino Cima. "Sociología: ¿Qué es el Socialismo?." *Christus*. An 2. N°15. février 1937.

⁹¹³ Rapport N°2 de Luis María Martínez au cardinal Eugenio Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387.

président Cárdenas pour conserver de bonnes relations avec les Etats-Unis.⁹¹⁴ Malgré tout, de nombreux évènements montraient une ouverture certaine envers le communisme. Pour le chargé d'affaires du Saint Siège, il y avait toute une série de grèves jugées révolutionnaires qui, au lieu de favoriser les ouvriers, étaient réalisées pour occasionner agitation et malaise. Parmi ces actions du gouvernement, il fallait souligner la nationalisation des entreprises ferroviaires qui furent confiés au syndicat des travailleurs du Chemin de Fer. Luis Martínez affirmait que le premier septembre 1938, lors de son rapport annuel, le président de la République, dans un message devant les chambres législatives, avait déclaré que le gouvernement envisageait de transformer les concepts de propriété et de terre. Le président de la chambre des députés répondit à Cárdenas en faisant référence à la réduction de la propriété privée du henequén ou Sisal⁹¹⁵ dans l'Etat de Yucatán. En effet, les grands propriétaires terriens étaient opposés à la collectivisation des terres et se montraient fort intéressés à conserver le contrôle de l'industrie agavière. Pour Martínez, le cas du Yucatán était très intéressant car il montrait que le gouvernement, au début de la Révolution, avait voulu privilégier la petite propriété et comment il s'était finalement incliné vers le terrain communal, aux mains de la "banque des terres communales".⁹¹⁶ Pour le chargé d'affaires du Saint Siège, il s'agissait simplement d'un changement de modèle mais en aucun cas d'une répartition populaire de la terre. En 1937, lorsque le président fit émettre un décret présidentiel dans lequel il était fait référence à la nécessité de collectiviser les terres communales dévolues aux plantations d'agaves, on put parler au Yucatán de la création d'une colonie soviétique et d'un essai de communisme au Mexique.

Le problème était que la hiérarchie catholique ne comprenait pas très bien où le gouvernement voulait en venir.

En décembre 1937, alors que la Cour Suprême de la nation soutint le curé de Maravatío, le département de l'enseignement primaire et normal durcit les mesures empêchant que les élèves des écoles "clandestines" puissent avoir accès aux examens. Afin d'assurer

⁹¹⁴ Rapport N°3 de Luis María Martínez au cardinal Eugenio Pacelli. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390.

⁹¹⁵ L'Henequén ou sisal est une plante de la famille des Agavaceae originaire de l'est du Mexique. Sa fibre sert à la fabrication du cordage, de tapis ou de tissus grossiers.

⁹¹⁶ Rapport N°2 de Luis María Martínez au cardinal Eugenio Pacelli. 31 janvier 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387.

l'efficacité de cette mesure, il était demandé qu'en un délai non prorogeable des écoles incorporées remissent une liste nominale des élèves qui se présenteraient aux examens de fin de cours en 1937.⁹¹⁷

Cárdenas préparait une autre transformation qui préoccupait beaucoup l'Église, à savoir celle d'un Parti de la Révolution Mexicaine (P.R.M). Comme l'explique l'historien et politologue contemporain, Tzvi Medin dans son ouvrage sur l'idéologie et la praxis politique de Lazaro Cárdenas

Dans la rupture entre Cárdenas et le Callisme [...] nous devons avoir présent aussi que la confrontation eu aussi son origine dans des conceptions politiques et socioéconomiques complètement différentes, qui en fin de comptes provoquèrent le choque entre l'élite calliste de propriétaires terriens et millionnaire et les nouveaux acteurs des forces sociales composé para les ouvriers, les paysans et la classe moyenne. Cárdenas fit noter en différentes opportunités que ceux furent les chefs du mouvement révolutionnaire qui se laissèrent entraîner par les groupes exploités, et oublièrent les souffrances de leur propre classe et abandonnèrent les rangs de la Révolution pour combattre les bénéfices obtenus par les travailleurs.⁹¹⁸

Luis Martínez avait une vision assez critique du P.N.R., le présentant comme une institution politique créée par Calles et à son service pour contrôler le monde politique. Tous les fonctionnaires devaient appartenir au Parti et coopérer par des dons financiers⁹¹⁹. "Cet institut, unique et privilégié a été jusqu'ici le grand électeur, l'unique électeur de tous les emplois publics, depuis le président de la République jusqu'au dernier salarié"⁹²⁰. Cárdenas proposait donc aux ouvriers de former un nouveau Parti incluant aussi les paysans et les soldats. Selon l'archevêque de Mexico, il s'agissait de créer un nouveau "Parti de travailleurs et de soldats". Pour le prélat, cette dénomination ressemblait à la pensée du soviétique et il se risquait à le qualifier de front populaire sur le modèle français. Pour lui, c'était un fait que les communistes jouissaient d'une complète liberté pour diffuser leur doctrine et organiser des manifestations publiques. Le chargé d'affaires insistait sur l'importance de la présence de Trotski.

⁹¹⁷ Circulaire N°283-214. 20 Octobre 1937. dans Christus An 2. N°25. Décembre i 1937. Hemeroteca Nacional HM Ch24. 289-3-4.

⁹¹⁸ Medin, Tzvi. *Ideología y praxis política de Lázaro Cárdenas*. Siglo XXI.México. 12^a Ed. 2003. p.71.

⁹¹⁹ Rapport N°2 de Luis María Martínez au cardinal Eugenio Pacelli. 31 janvier 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387.

⁹²⁰ *Ibidem*.

L'exil de Trotski au Mexique allait accentuer la rupture provoquée par l'application de l'éducation sexuelle et socialiste. Adolfo Gilly dans son ouvrage de 2001, montre que le fait d'avoir accordé l'exil à Trotski avait représenté pour le cardénisme une décision difficile à prendre.

*Cette décision, appuyée surtout par le général Múgica, l'éloigna des puissances Européennes et des Etats-Unis. Elle provoqua la pression puis l'intervention directe de l'Union Soviétique au Mexique. Il provoqua des problèmes internes avec certains de ses propres fonctionnaires (le général Eduardo Hay, ministre des Affaires Etrangères, n'était pas d'accord avec cette autorisation) avec plusieurs de ses appuis politiques (Lombardo Toledano, la direction de la CTM, Narcisso Bassols, le parti communiste) et avec la droite catholique et sinarquiste, opposée à l'exil. Il ne lui procurait en échange, aucun avantage matériel.*⁹²¹

Gilly montrait également que les catholiques n'étaient pas les seuls à vouloir lutter contre le socialisme de Cárdenas. Les propres membres du parti communiste avaient rejeté l'exil offert à Trotski.

*L'appui inconditionnel à l'Espagne et à Trotski furent difficiles à comprendre et à concilier pour un grande partie de la gauche mexicaine, aliénée dans le crime en défense du régime despotique de l'Union Soviétique, ennemi dans ses actes et politiques des principes qu'elle déclarait dans ses mots. Cette incompréhension lui fut funeste pour comprendre le propre Cárdenas, son intelligence, ses idées et ses motifs.*⁹²²

Luis María Martínez expliquait sa perception et sa définition du Parti Communiste.

*C'est un groupe relativement petit mais très audacieux qui s'appelle Parti Communiste. Les communistes sont divisés en deux factions: La première est formée par les partisans de Staline et l'autre ceux qui reconnaissent l'exilé Trotski comme leur chef. Il y a aussi un groupe d'étudiants universitaires appelé "jeunesse socialiste", purement communiste, qui reçoit un soutien total du Secrétariat de l'Education Publique et du conseiller supérieur de l'Education. C'est par ailleurs un fait que tous le exilés et les radicaux des autres pays sont les bienvenus du gouvernement mexicain lequel, faisant fi des troubles, leur laisse une complète liberté d'action.*⁹²³

Sa préoccupation était aussi motivée par l'idée selon laquelle plusieurs ministres et fonctionnaires appartenaient au Parti communiste. Il nommait le ministre de

⁹²¹ Gilly, Adolfo. *El cardenismo, una utopia mexicana*. Ediciones Era. México. 2001. p. 359.

⁹²² *Ibidem*. p. 361.

⁹²³ Rapport N°2 de Luis María Martínez au cardinal Eugenio Pacelli. 31 janvier 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387.

l'Education Gonzalo Vázquez Vela⁹²⁴ et celui des Communications Francisco José Múgica⁹²⁵. Il insistait aussi sur le fait que si l'on ne pouvait pas parler d'une éducation purement communiste, il s'agissait bien d'une éducation socialiste athée. Le ministre de l'Education Publique lui-même assumait sa volonté de mener une éducation socialiste et sexuelle⁹²⁶.

Le chargé d'affaires mettait l'accent sur un point important, disant qu'en même temps et apparemment de façon contradictoire, pendant que le ministre de l'Education et celui des Communications se trouvaient proches des communistes, celui des finances Eduardo Suárez, était très proche des Etats-Unis et des milieux financiers de New York ou de Houston et du Département du Trésor⁹²⁷. Pour Martínez, il y avait une explication à cette contradiction apparente : la personnalité du président Cárdenas.

Le président, comme je le crois, ne sait pas vraiment où il va; cet homme se croit apôtre et désire favoriser la classe ouvrière avec une relative sincérité. Ses idées sont socialistes sans aucun doute, mais sa pauvre culture intellectuelle ne parvient pas à comprendre les subtilités de toutes les variantes du socialisme. Une grande obsession chez lui concerne la répartition des terres aux paysans et, pour y parvenir, il passe sur n'importe quoi; je crois savoir qu'au Yucatán la répartition des terres n'avait pas été possible sinon de la façon déjà mentionnée, et avec quelle audace, ce qui est l'une de ses caractéristiques, il fit la transformation du Yucatan sans se préoccuper le moins du monde si cela était ou non un spécimen communiste⁹²⁸.

Martínez reconnaissait à Cárdenas d'être un homme de grande sagacité pratique.

Bien qu'il soit de faible culture, le général Cárdenas est un homme de grande sagacité pratique. Il fait des promesses et des sourires aux communistes et à leurs projets mais lorsque ceux-ci perturbent ses plans politiques, les bonnes relations avec les Etats-Unis ou

⁹²⁴ Gonzalo Vázquez Vela (1893-1963) politicien mexicain, originaire de Veracruz dans l'est du Mexique. Il fut Ministre de l'Interieur de Gouverneur anticatholique de Veracruz Adalberto Tejeda de 1920 à 1924 puis Vice Ministre de l'Interieur. Il occupa divers postes au niveau national puis, en 1932, il fut gouverneur de l'Etat de Veracruz. Il ne terminera pas son mandat. Le président Lázaro Cárdenas lui demanda de se faire responsable du Ministère de l'Education National.

⁹²⁵ Francisco José Múgica Velázquez (1884-1954) un militaire révolutionnaire, un général et un homme politique mexicain originaire de Tingüindín dans l'Etat de Michoacán à l'ouest du Mexique. Il participa à la création de la Constitution de 1917 et fut gouverneur des états de Tabasco, Michoacán et Baja California Sur. Il fut ministre de l'économie puis des Communications et Ouvrages Publiques durant le gouvernement de Lázaro Cárdenas.

⁹²⁶ Torres Septién, Valentina, *La educación privada en México* (1903-1976). El colegio de México, México. 1997. p.120-125.

⁹²⁷ Rapport N°2 de Luis María Martínez au cardinal Eugenio Pacelli. 31 janvier 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387.

⁹²⁸ *Ibidem*.

*les finances publiques, il s'éloigne résolument des communistes pour les séduire un peu plus tard lorsque cela lui semble opportun*⁹²⁹.

Martínez, voyait très bien que l'idée de Cárdenas était d'intégrer toutes ces forces en un nouveau Parti afin de pouvoir les utiliser à des fins strictement politiques. Tzvi Medin reprend la conception de Frank Brandenburg⁹³⁰ et Moisés González Navarro⁹³¹, considérant le PRM comme l'essai de la constitution d'une démocratie basé sur les secteurs paysan, ouvrier, militaire et populaire dans le cas de Brandenburg et pour Navarro, le renforcement d'un parti indirect formé grâce à l'union des groupes sociaux de bases. Pour Medin, les deux conceptions sont valides et :

*Nous croyons aussi que la caractéristique basic la constitue l'aspect absolu et exclusif de la nouvelle organisation politique, celle qui tente de regrouper en son sein les différents secteurs de la nation et réussissent l'intégration politique de la nation dans le cadre d'un parti unique. Il ne s'agissait pas de la restructuration politique d'un parti sinon de la restructuration politique de la nation. Il n'y a pas de doute qu'avec la constitution du Parti Révolutionnaire Mexicain (PRM) nous nous trouvons face a un essai d'unification des différents partis (et de fait nationaux) par le moyen d'un système d'organisation sectoriel, avec la finalité déclarée que chaque secteur puisse exprimer ses intérêts et exercer la pression dans le champ politique exclusif de la Révolution.*⁹³²

Pour Martínez, était également clair chez Cárdenas le besoin d'unifier les forces politiques dans la perspective des élections qui permettraient celle du successeur de Cárdenas.

En septembre 1938, Martínez rapporta au cardinal Pacelli sa préoccupation sur l'activité communiste au Mexique, mais il donna plus d'importance à la crise économique, aux difficultés de la Banque du Mexique et à la relation avec les Etats-Unis.⁹³³ Il insistait en particulier sur la controverse liée à l'expropriation des terres des citoyens américains sans aucune indemnisation.

⁹²⁹ *Ibidem.*

⁹³⁰ Brandenburg, Frank. *The making of modern Mexico*, Prentice Hall, Englewood Cliffs, N.Y. 1964. p. 90-91.

⁹³¹ González Navarro, Moisés, *La confederación Nacional Campesina: un grupo de presión en la reforma agraria mexicana*. B. Costa Amic, México. 1968. p.150.

⁹³² Medin, Tzvi. *Ideología y praxis política de Lázaro Cárdenas*. Siglo XXI.México. 12^a Ed. 2003. p.73.

⁹³³ Rapport N°2 de Luis María Martínez au cardinal Eugenio Pacelli. 31 janvier 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387

2. La question pétrolière et le décret du 18 mars 1938

A partir du rapport n°3, Luis Martínez commença à montrer que la question pétrolière affectait la situation politique et religieuse. Celle-ci, mise en relation avec les intérêts économiques, et en particulier pétroliers, n'avait pas été résolue dans les années vingt. Comme l'affirme Alicia Puente Lutteroth:

Les processus suivis par les compagnies pétrolières nord-américaines et par les catholiques mexicains furent parallèles à quelques moments et purent s'entraider mutuellement. Par exemple, il fut possible aux Chevaliers de Colon aux Etats-Unis d'utiliser cet argument et de le relier au manque de liberté d'expression religieuse afin de demander un changement de relations dans le gouvernement de Washington et pour solliciter que soit ignoré le gouvernement mexicain.⁹³⁴

Au-delà du problème du communisme ou de celui de la lutte entre les syndicats C.R.O.M ou C.T.M, et l'idée par la volonté d'impliquer les catholiques, pour Martínez, l'affaire la plus importante en 1938 restait la question pétrolière.⁹³⁵ L'archevêque de Mexico expliquait à Pacelli le problème pétrolier dans son rapport du 25 mars 1938: les travailleurs du pétrole firent une demande exorbitante aux entreprises anglaises et américaines. Comme les entreprises rejetèrent les demandes des ouvriers, ceux-ci se mirent en grève et le président Cárdenas se chargea de résoudre le conflit. Les entreprises étrangères furent contraintes à payer vingt six millions de pesos aux ouvriers. Elles eurent recours à la Cour Suprême qui dicta une sentence favorable aux ouvriers. Deux voies s'ouvraient alors aux entreprises: payer l'augmentation des salaires ou quitter le pays. Le dignitaire mexicain expliquait à quel point le gouvernement et les organisations ouvrières donnèrent de l'importance à cette affaire. Durant le congrès de la Confédération des Travailleurs Mexicains, son leader Vicente Toledano et le président Cárdenas annoncèrent la sentence de la Cour Suprême. Les organisations ouvrières et la Chambre des députés félicitèrent le président de la Cour Suprême. Le chargé d'affaires du Saint Siège insistait sur le fait que quelques groupes en profitèrent pour proclamer la libération de l'Impérialisme.

⁹³⁴ Puente Lutteroth, María Alicia, *Movimiento cristero: una pluralidad desconocida*, Editorial Progreso, 2002. p.110

⁹³⁵ Rapport N°2 de Luis María Martínez au cardinal Eugenio Pacelli. 31 janvier 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 589. 1935-1939. Comunismo. Fasc 387

Les compagnies refusèrent d'accepter la décision de la Cour Suprême. Les négociations avec le président et les entreprises échouèrent. Le 18 mars 1938, le président Cárdenas décréta l'expropriation. Ce fait provoqua de nombreuses manifestations de soutien à la décision du président même si cela entraîna aussi une agitation dans les milieux financiers. Selon le prélat, il était difficile d'estimer les conséquences du décret présidentiel, les évêques craignaient une grave crise économique⁹³⁶. Beaucoup d'épargnants avaient retiré leurs fonds et le dollar qui, avant le 18 mars, se vendait trois pesos et soixante centimes, monta jusqu'à cinq pesos. Les compagnies pétrolières organisèrent un boycott du pétrole mexicain mais n'obtinrent pas le soutien escompté de la part du gouvernement américain qui affirmait que le gouvernement mexicain avait le droit de prendre cette mesure.

In the meantime the facilities for exporting oil from Mexico being owned by foreign oil operators and in great measure by the larger companies owning lands in Mexico, a practical boycott is being exercised against the Mexican government and no oil is being exercised⁹³⁷

Le malaise des entreprises pétrolières provoqua la crainte de l'Episcopat. Martínez disait que quelques compagnies étaient disposées à fournir de l'argent pour soutenir un mouvement armé contre le gouvernement. La crainte n'était pas tellement liée au succès ou à l'échec du mouvement armé mais à la réaction possible des groupes communistes: "ce qui rend plus dangereux le mouvement armé c'est que, selon des nouvelles secrètes difficiles de vérifier mais qui ont l'air vraies, les membres du parti communiste sont armés et possèdent des dépôts d'armes dans plusieurs endroits de la ville, ainsi qu'une liste noire des personnes devant être assassinées le moment venu".⁹³⁸

L'affaire pétrolière dépassait le simple procès d'intérêts économiques et donna à Cárdenas un nouveau prestige national, affectant par conséquent la situation

⁹³⁶ Luis María Martínez, Rapport N°3 à Eugenio Pacelli. 25 mars 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390.

⁹³⁷ Memorando de Michael Ready à Amleto Cigognani, Délégué apostolique des Etats-Unis. 8 juin 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390

⁹³⁸ Luis María Martínez, Raport N°3 à Eugenio Pacelli. 25 mars 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. . Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390.

politique et religieuse⁹³⁹. L'attitude des compagnies pétrolières renforça la figure présidentielle.⁹⁴⁰ Si la presse montrait bien le soutien de Roosevelt à Cárdenas,⁹⁴¹ cela n'empêcha pas les gens de voir en Cárdenas un héros national, un David vainquant Goliath⁹⁴². Pour Roosevelt, il s'agissait de réaffirmer la politique du "bon voisin" et d'envoyer un message positif à toute l'Amérique Latine⁹⁴³. Consciente de cela, la hiérarchie catholique ne put que se joindre à la proposition de Cárdenas et tirer profit d'une situation dans laquelle tout soutien du gouvernement ne pouvait être interprété que positivement. Le 4 avril 1938, l'Excelsior rendit publique la position de Monseigneur Garibi en faveur de l'expropriation pétrolière⁹⁴⁴. L'Excelsior soulignait alors « la vertu patriotique du clergé catholique ». Le grand quotidien contait que l'archevêque de Guadalajara initiait une collecte dans toutes les églises. Conformément à l'annonce faite, les autorités ecclésiastiques de Jalisco avaient organisé les collectes pour le 10 avril de 1938. Le premier avril 1938 en effet, Mgr Garibi avait émis une circulaire que reproduisit l'Excelsior.

Il est un fait pour tous que l'expropriation de l'industrie pétrolière entraîne une dette pour la nation, et c'est pourquoi la coopération de tous les citoyens est nécessaire. Nous, les catholiques, qui professons comme l'un des enseignements de notre religion l'amour de la patrie, en tant que catholiques aussi, nous devons donner l'exemple dans ce sens. Mais attention. Cette coopération doit être généreuse comme le réclament le patriotisme et la nécessité de libérer notre patrie d'une dette pénalisante qui empêcherait le franc développement de ses richesses qui, n'en doutons pas, viendront contribuer au bien-être de toutes les classes sociales. C'est pourquoi, sans préjugé de ce que chacun peut faire pour répondre à l'appel du gouvernement de la nation, prenant les bons qui seront émis, selon ce qu'il paraît, ou contribuant de quelque manière, il m'a semblé convenable de disposer comme je le fais à présent, que le dimanche 10 courant, dans tous les temples de l'archevêché, une collecte soit mise en place dont le produit sera envoyé dès que possible

⁹³⁹ Luis María Martínez, Rapport N°5 à Eugenio Pacelli. 12 mai 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390.

⁹⁴⁰ Meyer, Lorenzo, Morales, Isidro, *Petróleo y nación*, Petroleos Mexicanos, México. 1990. 255 p.

⁹⁴¹ *Excelsior*, (México) lundi 4 avril 1938. An XXII- Tome II. Hemeroteca Nacional.

⁹⁴² Luis María Martínez, Rapport N°3 à Eugenio Pacelli. 25 mars 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390.

⁹⁴³ *Excelsior*, (México) mardi 5 avril 1938. an XXII- Tome II. Hemeroteca Nacional.

⁹⁴⁴ *Excelsior*, (México) lundi 4 avril 1938. An XXII- Tome II. Hemeroteca Nacional.

à la caisse de l'archevêché qui la transmettra à son destinataire en tant que contribution des catholiques du diocèse au but recherché⁹⁴⁵.

Ce thème d'importance nationale permettait un rapprochement ouvert et décent avec le gouvernement: sauver la patrie de l'apparent "ennemi" yanqui.

Le journal consacra ce jour là une page entière à l'affaire. C'était le premier rapprochement public entre les nouvelles forces de l'Episcopat et le gouvernement de Cárdenas, qui, une fois de plus, en profitait pour marquer sa rupture avec le callisme.

L'archevêque de Guadalajara exhorta ses fidèles à contribuer au paiement de la dette contractée, suite à la nationalisation de l'industrie pétrolière. Le gouvernement n'avait pas encore commenté cette attitude mais le fait que l'organe officiel, *El Nacional* ait publié la nouvelle en première page indique que ce noble effort de coopération ait été reçu avec satisfaction. Il semble donc que l'Eglise et l'Etat liquidèrent leurs différends et le Mexique retrouva sa paix spirituelle.

Il était temps. Dès que le général Cárdenas se sépara de Calles et commença à gouverner le Mexique sous son exclusive responsabilité, les persécutions religieuses cessèrent, qui avaient assombri dix ans de l'histoire mexicaine. Le général Villareal commentait en 1938 les abus qui se commettaient alors, dans des termes vibrants:

Un horrible outrage est tombé sur notre nom de peuple civilisé, motivé par les forces prétoriens qui se défoulaient sur la voie publique, sur d'honorables dames; en un tragique cauchemar de tyrannie médiévale [SIC], nous avons vécu durant tout le temps qu'une infinité de croyants, dans leur majorité des femmes, mères de notre race, étaient traînées dans les sous-sols de l'Inspection Générale de la police, d'histoire plus noire que le sombre édifice de Saint Domingue où fut installée l'antique Inquisition; les supplices infligés aux victimes n'ont servi qu'à la dévastation du pays⁹⁴⁶.

Le plus remarquable est que l'auteur n'était pas un catholique ultramontain mais un radical de gauche qui, vers l'été de 1914, avait autorisé des actes aussi irrégieux que celui de convertir en bois de chauffage les confessionnaux des églises de Monterrey. Sa parole n'était pas celle d'un sectaire militant. L'hostilité calliste contre l'Eglise vint vérifier, une nouvelle fois, que rien n'est plus propice à la

⁹⁴⁵ *Excelsior*, (México) lundi 4 avril 1938. An XXII- Tome II. Hemeroteca Nacional.

⁹⁴⁶ *Hacia la paz espiritual. Hoy*. Sábado 16 de abril de 1938. México D.F. Año Dos. Volumen V: Numero 60. Hemeroteca nacional. HM H134

propagation de la religion qu'un Etat intolérant et radical, car l'Eglise, comme toutes les institutions spirituelles, se nourrit de renoncements et de sacrifices.

Un moine vêtu d'une bure déchirée et les pieds nus convainc davantage les foules que le prêtre en chasuble dorée avec une tiare éblouissante. Dans le dénuement maximal réside le secret de l'omnipotence. Le symbole du Christ est éternel: il contient tout précisément parce qu'il n'eut rien. Cela, le général Villareal ne le voyait pas en 1914, mais en prit clairement conscience en 1928. La persécution avivait la foi au lieu de la détruire. Alors que la guerre se gagne par des victoires militaires, que la politique vit de triomphes civiques et la science avance avec de nouvelles découvertes, la religion a la particularité de s'alimenter d'échecs, de se fortifier au travers de défaites et de se dresser sur les calvaires. Commençant par le fondateur du Christianisme dont la pierre angulaire de toute son œuvre furent les clous qui perforèrent ses mains et ses pieds, et les épines qui déchirèrent son front, tous les apôtres de la foi, ne sont pas ceux qui tuent mais ceux qui meurent, qui, enfin, dressent le champ de bataille. C'est pourquoi, voyant que la persécution attisait le feu religieux, il fut impardonnable de poursuivre la querelle en 1934. Mais le général Calles ne voulait pas niveler le chemin du nouveau président sinon, bien au contraire, le parsemer d'embûches. C'est ainsi qu'il proposa, depuis Guadalajara, l'établissement de la susnommée Ecole Socialiste qui, bien que par son nom elle semblât de tendance exclusivement économique, dans le fond elle abritait une déclaration de guerre contre tous les instituts d'enseignement privé. Et comme la plupart de ces instituts avaient des professeurs catholiques, il était clair que le propos du général Calles fut de ressusciter et d'accroître, au détriment du général Cárdenas, la lutte religieuse. Cela était confirmé avec la politique d'intolérance développée au Sonora, les partisans de Rodolfo Calles et de Tomas Garrido Canabal au Ministère de l'agriculture. Les "samedis rouges", au Palais des beaux-arts, la destruction d'images sur la voie publique, et enfin, la boucherie de Coyoacan, au cours de la quelle une demoiselle respectable perdit la vie, furent réalisés dans le but de discréditer l'administration cardeniste. Si le président n'interdisait pas les attentats, il divorçait de la société mexicaine; et s'il les interdisait, il serait considéré comme apostat de la Révolution. Par fortune, le général Cárdenas profita du premier soulagement de l'ex dictateur pour s'en défaire, ce qu'il fit avec une habilité extraordinaire. Dès lors, il y a eu entre l'Eglise et l'Etat sinon une franche paix, concertée par une sincérité réciproque, tout au moins une trêve qui a soulagé la tyrannie spirituelle dans laquelle vivait toute la nation. Théoriquement, la situation restait identique; mais dans la pratique, l'intolérance a cessé et les persécutions infâmantés ont été suspendues. Après trois années de trêve bénéfique, l'archevêque de Guadalajara a démontré comme étant un fait éloquent qu'il n'était pas nécessaire d'être d'extrême gauche pour être mexicain à part entière. Sans renier ses

idées ni ses croyances, il se mit du côté du gouvernement dans un effort patriotique de conquête de l'indépendance économique du pays. L'archevêque de Mexico approuva expressément l'attitude du prélat « tapatio⁹⁴⁷ » et, par conséquent, ce qui fut au début l'attitude d'un clergé isolé, s'est converti en attitude définie de toute l'Eglise mexicaine. Nous ne doutons pas que le gouvernement répondra à cette manifestation patriotique de coopération dans un esprit d'ouverture, prêt à enterrer l'intolérance et la haine que le callisme laissa en héritage. Il serait absurde de recevoir de l'argent des catholiques et de continuer à les considérer comme des ennemis. Le Mexique a besoin de paix spirituelle dans les moments intenses qu'il est en train de vivre et, pour la même raison, il ne faut pas voir dans les pratiques des liturgies religieuses ou dans la propagande de la doctrine chrétienne, un acte d'opposition⁹⁴⁸.

La volonté d'ouverture de la hiérarchie catholique avait été assez claire pour Cárdenas qui n'appliquait plus les restrictions prévues par la loi à l'archevêque de Mexico⁹⁴⁹.

Une semaine plus tard, Luis Martínez, soutint cette position⁹⁵⁰ et publia un article de fond relatif à l'ouverture du clergé et de la hiérarchie catholique et à son soutien à l'expropriation pétrolière. La revue *Christus* reprit à son tour, dans son numéro 30 de mai 1938, l'intégralité du document.

Nous croyons que nos lecteurs nous remercieront pour la reproduction de l'article de fond qui, par le titre que portent ces lignes, fut publié dans la revue hebdomadaire "Hoy" dans le numéro correspondant au 16 avril dernier. "Hoy" est une revue neutre mais il faut le dire clairement, c'est la meilleure revue dans son genre publiée au Mexique, et peut-être l'une des meilleures du continent hispano-américain. L'article en question reflète merveilleusement le moment transcendantal que nous vivons. Nous prions nos lecteurs d'écarter un moment les préjugés et les passions afin de mieux percevoir le contenu de cet article que nous reproduisons avec grand plaisir⁹⁵¹.

Ruiz y Flores, lors d'un entretien pour la revue "Hoy", soutint l'attitude des deux évêques.⁹⁵² Lorsqu'on le questionna sur les relations entre les pouvoirs ecclésiastique

⁹⁴⁷ Nom donné aux personnes provenant de l'Etat du Jalisco.

⁹⁴⁸ *Hacia la paz espiritual. Hoy*, Samedi 16 avril 1938. México D.F. An 2. Volume V: Numéro 60. Hemeroteca nacional. HM H134

⁹⁴⁹ *Excelsior*, (México) mercredi 6 avril 1938. An XXII- Tome II. Hemeroteca Nacional.

⁹⁵⁰ *Hoy*, dimanche 10 avril 1938. México D.F. An 2. Volume V: Numéro 60. Hemeroteca nacional. HM H134

⁹⁵¹ *Christus* An 3. N°30. mai 1938. Hemeroteca Nacional HM Ch24. 289-3-5.

⁹⁵² *Los principios Cristianos son los principios básicos de la Justicia. Hoy*, Samedi 7 mai 1938. An 2. Volume V. Numéro 63.

et civil, Ruiz y Flores répondit: “Franchement, je ne vois pas ce que je peux vous dire car je ne suis pas au fait de la situation qui prévaut dans d’autres diocèses, à part ceux de Mexico et du Michoacán. Mais en général, je constate qu’au moins, la tolérance existe en matière religieuse. Tolérance de la part du gouvernement et, de la part de l’Eglise, l’indispensable prudence pour ne pas provoquer de conflits”. Quant à la politique diplomatique du Saint Siège, il affirma que cette politique s’appuyait sur les documents pontificaux de protestation contre les violations aux droits de l’Eglise. Selon le prélat, le Vatican ne prétendait pas avoir avec Mexico des relations semblables à celles qu’il eut un temps lorsque l’Eglise et l’Etat étaient unis sinon celles que le Vatican maintenait avec les gouvernements des pays de confession catholique. Ruiz y Flores affirmait que “le peuple mexicain est suffisamment sensé et disposé à suivre toute indication à ce sujet, et davantage encore lorsqu’il sait que le pape, qui est le chef suprême de l’Eglise, créa ces accords. Il ajouta qu’il ne manquait pas, comme partout, de radicaux blancs qui auraient préféré qu’ici l’on fit ce qu’ils désiraient. Mais une fois que le pape aura parlé, ils devront se soumettre”. Il insistait sur le fait que l’Eglise avait toujours coopéré aux œuvres patriotiques et de bien-être social.⁹⁵³

Luis Martínez expliquait à Pacelli que le refus des entreprises pétrolières de se soumettre à la sentence de la Cour Suprême de Justice, relative aux exigences des ouvriers travaillant dans ces entreprises, avait provoqué l’application des articles constitutionnels sur la propriété du sous-sol. Les ouvriers demandèrent aussi l’application de l’article de loi du travail selon lequel dans le cas où une entreprise ne respecterait pas les décisions des tribunaux, les contrats seraient résiliés et que l’entreprise devrait payer une forte indemnisation⁹⁵⁴. Les journaux de l’époque comme l’Universal ou l’Excelsior insistaient sur le fait que le président Roosevelt, n’allait pas soutenir les entreprises pétrolières mais au contraire cautionner le gouvernement mexicain, respectant ainsi son droit et son autorité sur ses ressources naturelles, à la condition qu’une juste indemnisation soit versée aux affectés.⁹⁵⁵ Il faut se souvenir que Roosevelt avait toujours des problèmes liés à la grande dépression, non totalement résolus, et qu’en 1938 on parlait d’un déficit pour les

⁹⁵³ *Ibidem*

⁹⁵⁴ Luis María Martínez, Rapport N°5 à Eugenio Pacelli. 12 mai 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d’Affari. Fasc. 390.

⁹⁵⁵ *Excelsior*, (México) Mercredi 6 avril 1938. An XXII- Tome II. Hemeroteca Nacional.

années 1937-1938, de sept mille millions de dollars.⁹⁵⁶ Il était indispensable pour le président de pouvoir offrir une bonne image aux pays latino-américains ce qui permettrait de compenser les problèmes économiques internes par une politique commerciale extérieure dynamique dans laquelle par exemple, les Etats-Unis pourraient acheter des barils de pétrole bon marché et vendre du pétrole distillé à bon prix, sans craindre la concurrence française ou anglaise. Un des points du décret du 18 mars 1938 avait été que le président proposait l'indemnisation des entreprises pétrolières sur un délai de dix ans. Cárdenas, dans une note envoyée au gouvernement britannique, expliquait que cette situation était survenue en grande partie à cause du refus des entreprises et que cela portait atteinte à l'économie mexicaine. Selon Martínez, il était fondamental pour Cárdenas d'éviter la tutelle économique que les entreprises pétrolières voulaient imposer au pays, en se servant de leur capital et de leurs influences.⁹⁵⁷

L'archevêque de Mexico insistait sur le fait que des motifs obscurs étaient à l'origine de cette nationalisation. Deux positions principales se développaient, insistant sur:

Table 13: La position face à la nationalisation: les idées cachées de la nationalisation⁹⁵⁸

Position 1	Position 2
Point du programme gouvernemental	Manœuvre pour exclure le capital anglais
Partie du système de nationalisation du gouvernement démarré avec le système ferroviaire	Accord avec les Etats-Unis
Recherche de contrôle des sources de richesse	Bon accueil de la nationalisation pétrolière
Crainte de grèves de la part des électriciens	Désaccord du gouvernement britannique sur la nationalisation

Le grand succès du gouvernement mexicain avait été de jouer sur le patriotisme et sur ce qui avait été présenté comme une libération économique de la nation. Le président réussit à réunir tous les soutiens possibles et demanda aux mexicains leur coopération généreuse pour payer le plus tôt possible la nouvelle dette. Martínez

⁹⁵⁶ *Excelsior*, (México) Mercredi 13 avril 1938. An XXII- Tome II. Hemeroteca Nacional

⁹⁵⁷ Meyer, Lorenzo. *México y los Estados-Unidos en el conflicto Petrolero*, Colegio de México, México. 1981. 503 p.

⁹⁵⁸ Luis María Martínez, Rapport N°5 à Eugenio Pacelli. 12 mai 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390

insistait sur le fait que cette manœuvre se révéla très habile. En effet, au-delà du rapprochement ou du contrôle réel que pouvait exercer les Etats-Unis en expulsant les entreprises étrangères, Cárdenas obtint des mexicains l'orgueilleux soutien de la mesure prise par le gouvernement face au voisin géant du nord, à qui était attribuée l'origine des maux dont le Mexique souffrait depuis qu'il avait obtenu son indépendance. De nombreuses manifestations, spontanées et pleines d'enthousiasme eurent lieu à la suite de la publication du décret du 18 mars. Martínez mentionnait aussi que tous les partis envoyèrent leur contribution financière et félicitèrent le gouvernement, et différents projets commencèrent à rassembler l'argent nécessaire pour payer la dette. Le gouvernement de Mexico, ainsi que l'affirmait Martínez, avait grand intérêt à recevoir le soutien de l'Eglise car il pouvait causer grande impression à l'étranger du fait que, sans tenir compte des manifestations encore réelles et non résolues de persécution, elle soutenait le gouvernement⁹⁵⁹.

L'archevêque de Mexico expliqua au cardinal Pacelli que les journalistes lui avaient demandé quel devait être le comportement à prendre dans cette affaire qui, plus qu'un problème politique ou économique, était patriotique. Martínez avait répondu ne pas pouvoir prendre position mais qu'il allait étudier l'affaire. Il expliquait que ces journaux, sans avoir reçu son approbation, annoncèrent que l'archevêque avait fait une déclaration dans laquelle, sans mentionner directement la question pétrolière, il réaffirmait les principes catholiques et l'engagement envers la nation:

En cette heure de grande transcendance pour notre patrie, il est bon de rappeler à tous les catholiques les enseignements éternels de Jésus-Christ qui, mieux que n'importe qui, a montré au monde la véritable solidarité humaine et le secret de la concorde et de la paix. Je prie Dieu que les catholiques, en cette heure d'épreuve, sachent remplir leur devoir de citoyens conformément aux enseignements traditionnels de l'Eglise⁹⁶⁰.

3. Le soutien du Comité Épiscopal Mexicain au gouvernement Cárdenas

Martínez précisait que le gouvernement avait cherché un autre rapprochement avec lui⁹⁶¹. L'archevêque de Mexico accepta et eut une rencontre en secret. L'envoyé du

⁹⁵⁹ *Ibidem.*

⁹⁶⁰ *Ibidem*

⁹⁶¹ *Ibidem*

gouvernement voulait obtenir le soutien de l'Église sur la question pétrolière. Martínez lui fit remarquer que même s'il était disposé à aider le gouvernement dans une situation qu'il pensait juste, beaucoup de catholiques n'accepteraient pas de contribuer à cause de l'attitude du gouvernement envers l'Église. La réponse qu'il donna au général Cárdenas représentait donc un appel à davantage de liberté religieuse. Bien que Martínez ait conscience des efforts du président et de ses difficultés avec les pouvoirs locaux, il voyait dans la question éducative une possibilité, pour le gouvernement, de Cárdenas, de s'amender. L'envoyé du gouvernement répondit à l'archevêque de Mexico que dans la situation actuelle, il était impossible de réformer l'article 3^o constitutionnel. Conscient de cette réalité, Martínez répondit qu'il n'était pas nécessaire de réformer l'article 3^o constitutionnel et qu'il suffirait que le gouvernement facilite l'incorporation des écoles particulières, en changeant la formule utilisée jusque là pour une autre moins radicale et qui ne lèserait pas la conscience des catholiques. Un autre élément de négociation était d'en finir avec la coéducation exigée par le gouvernement pour incorporer les écoles secondaires (Education mixte, où filles et garçons se retrouvent dans la même classe). Finalement, il lui demandait qu'on n'obligeât pas les professeurs des écoles particulières à entrer dans des syndicats ils ne partageaient pas les mêmes objectifs. Cette négociation s'avéra positive même si l'archevêque ne voyait rien de concret pour le moment. Ce qui est intéressant, c'est que l'archevêque de Guadalajara monseigneur Garibi, avait envoyé une circulaire ordonnant une collecte dans les temples de son diocèse afin de contribuer à payer la dette du pétrole, fait qui donna grande satisfaction au gouvernement. Après la publication de cette circulaire, il était très important que l'Épiscopat se décidât pour un comportement. Le gouvernement avait convaincu de grands secteurs de la population, il existait encore de nombreux catholiques ne souhaitant pas que les évêques recommandassent aux catholiques de contribuer au paiement de la fameuse dette. Comment apporter un soutien à un gouvernement persécuteur ?⁹⁶². Certains désiraient que le gouvernement tombât face aux difficultés économiques et internationales que cette crise peut engendrer, d'autres croyaient que soutenir le gouvernement équivaldrait à l'acceptation de son programme socialiste. Un dernier groupe pensait, selon le vice-président du Comité Épiscopal Mexicain, que face aux possibles perturbations

⁹⁶² *Ibidem.*

politiques, la coopération de l'Église n'était pas opportune. Cette attitude se voyait reflétée dans le rapport que monseigneur Ready, secrétaire général de la NCWC, envoya à Cicognani, Délégué Apostolique des Etats-Unis. Ready insistait sur le fait que la situation du pétrole au Mexique peut entraîner des problèmes politiques et il insistait sur les problèmes que le général Cedillo, à San Luis Potosí, peut provoquer en recevant le soutien des compagnies pétrolières. Ready insistait sur le fait que en cas de conflit pétrolier, le General Cedillo occuperait une position de force et qu'il existait des rumeurs d'une possible alliance entre Cedillo et les mecontents de champs pétroliers.⁹⁶³

Pour Martínez au contraire, un mouvement armé était impensable à l'heure du grand mouvement patriotique. En juin 1938, les événements montrèrent que son analyse avait été incorrecte⁹⁶⁴.

Le 27 avril, jour de la fête du soldat, Cárdenas lança un appel à tous les soldats du pays en leur demandant de se mettre au service de la défense de la patrie, dans le cas où cela s'avèrerait nécessaire. Dans ce même discours, le président montra son ouverture envers le monde catholique et mit en avant leur soutien à la patrie.

*Par fortune, le peuple mexicain comprit immédiatement les effets salutaires de la solution du gouvernement et exprima son opinion sous une forme plébiscitaire et enthousiaste sans précédent au Mexique. [...] et l'attitude insolite des catholiques mexicains qui, pour la première fois dans l'histoire du pays, se présentent sans égoïsmes pour contribuer à l'œuvre de rédemption nationale, mettent en relief les vertus qui prévalent dans le peuple. [...]*⁹⁶⁵

Ready au contraire, insistait sur le fait que les travailleurs eux-mêmes n'étaient pas d'accord avec les changements réalisés avec le gouvernement, prenant à contrepied ce que le gouvernement mexicain avait annoncé en se présentant comme le défenseur des travailleurs du pétrole traités comme des esclaves par les compagnies étrangères. Le prélat américain insistait aussi sur le fait que les forces étrangères,

⁹⁶³ Memorando de Michael Ready à Amleto Cigognani, Délégué apostolique des Etats-Unis. 8 juin 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390

⁹⁶⁴ Luis María Martínez, Rapport N°7 à Eugenio Pacelli. 27 juin 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 391

⁹⁶⁵ Message du président de la République à l'armée à l'occasion du Jour du Soldat. 27 avril 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390

pour le moment, ne s'étaient impliquées ou n'avaient soutenu aucune action armée.⁹⁶⁶

Il était tout à fait clair pour Martínez que l'Épiscopat devait présenter un front uni pour éviter une nouvelle crise. Quelque soit sa décision, l'Épiscopat devait prendre en compte les fidèles qui souhaitaient soutenir leur patrie, ceux qui s'opposaient au gouvernement persécuteur et le gouvernement de Cárdenas.

La solution fut un compromis entre les différents courants de l'Église catholique. Monseigneur Márquez⁹⁶⁷, qui était avec Garibi et Martínez⁹⁶⁸, consulta Martínez sur le comportement que devrait adopter l'Action Catholique. Les évêques proposèrent au Comité Épiscopal de décider de la ligne à suivre. Profitant des fêtes en l'honneur de Ruiz y Flores, plusieurs évêques se réunirent à Mexico pour traiter de l'affaire du pétrole. Le 26 avril 1938, quinze prélats mirent d'accord sur quatre points:

Table 14: Position du Comité Épiscopal face à la question pétrolière⁹⁶⁹.

L'Action Catholique ne prendra pas part officiellement à la collecte pour payer la dette pétrolière
Les collectes dans les temples ne devaient pas être réalisées pour ce motif
Il ne fallait pas mettre sur pied une organisation spéciale de caractère catholique pour obtenir des moyens permettant de payer la dette pétrolière
Publier une déclaration de l'Épiscopat exhortant les catholiques à contribuer généreusement avec le gouvernement pour payer la dette contractée

Ready insista sur le fait que l'archevêque de Guadalajara et le Comité Épiscopal Mexicain fonctionnant comme un seul corps, avaient soutenu la politique de Cárdenas et demandé aux catholiques de participer à la réduction de la dette pétrolière.

Il est notable que l'archevêque de Guadalajara a pris la direction, et que les évêques du Mexique de manière collégiale ont approuvé, un mouvement des catholiques pour apporter une aide financière au Président Cárdenas dans son effort d'obtenir les fonds nécessaires

⁹⁶⁶ Memorando de Michael Ready à Amleto Cigognani, Délégué apostolique des Etats-Unis. 8 juin 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapport vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390

⁹⁶⁷ Nommé le 1^o février 1938. Christus, An 3. N^o 29. avril 1938. Hemeroteca Nacional HM Ch24. 289-3-5.

⁹⁶⁸ Voir la partie relative au rapport de Piani.

⁹⁶⁹ Luis María Martínez, Rapport N^o5 à Eugenio Pacelli. 12 mai 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapport vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390

*pour rembourser les compagnies pétrolière et indemniser la perte de leurs propriétés au Mexique.*⁹⁷⁰

En effet, par la voix de Luis Altamirano, secrétaire du Comité Épiscopal Mexicain, l'Épiscopat déclara ce qui suit:

*Bien qu'il n'ait été besoin d'aucune exhortation pour que les catholiques mexicains apportent leur contribution au gouvernement de la République afin de payer la dette contractée au motif de la nationalisation des entreprises pétrolières; jugeant opportun d'exprimer l'attitude uniforme et réfléchie de l'Épiscopat mexicain sur une affaire aussi importante, le Comité Épiscopal, au nom dudit Episcopat, déclare que non seulement les catholiques peuvent contribuer de la manière qui leur semble la plus appropriée, mais que cette contribution sera le témoignage éloquent de l'accomplissement des devoirs citoyens de la doctrine catholique qui donne une solide base spirituelle au patriotisme*⁹⁷¹.

Martínez insistait sur la profonde union et la cordialité de tous les prélats qui participèrent à la réunion du 26 avril⁹⁷². Mais il restait conscient que cela n'empêchait pas des différences d'opinion. Lorsque le 2 mai 1938 furent publiées les déclarations du Comité Épiscopal du 1er mai, cela provoqua une bonne impression dans les milieux officiels. Pour le chargé d'affaires du Saint Siège, il était fondamental d'estimer la possibilité d'obtenir quelques avantages pour l'Église, en particulier à propos de l'éducation. Le 12 avril 1938, le quotidien Excelsior rendit publique le verdict de la Cour Suprême de Justice qui concéda une protection au prêtre Teodoci Ramos, allant ainsi à contre-courant d'une disposition des autorités municipales de San Cristobal de las Casas, au Chiapas. En matière de culte, les autorités municipales devaient se considérer comme des auxiliaires de la Fédération et si elles avaient bien la possibilité de limiter le nombre de prêtres selon les besoins de chaque ville, elles ne pouvaient pas imposer d'autres sanctions que celles établies par la loi fédérale des cultes et de la discipline externe⁹⁷³.

⁹⁷⁰ Memorando de Michael Ready à Amleto Cigognani, Délégué apostolique des Etats-Unis. 8 juin 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390

⁹⁷¹ Luis María Altamirano, "Los católicos Mexicanos y la deuda petrolera". *Christus* An 3. N°31. juin 1938. Hemeroteca Nacional HM Ch24. 289-3-5, Excelsior, martes 3 mai 1938, año XII, tomo III. Hemeroteca Nacional.

⁹⁷² Luis María Martínez, Rpport N°5 à Eugenio Pacelli. 12 mai 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390

⁹⁷³ Excelsior, Mardi 12 avril 1938. An XXII- Tome II. Hemeroteca Nacional.

4. La succession présidentielle

Les élections présidentielles de juillet 1940 et l'intérêt pour connaître les candidats préoccupaient la hiérarchie catholique. Le 8 août 1939, monseigneur Aguilar, vicaire général de Tehuantepec, profita de sa visite *ad limina* pour présenter au secrétaire d'Etat du Saint Siège un rapport sur la situation⁹⁷⁴. Même si le vicaire représentait surtout les évêques d'Oaxaca et de Tehuantepec, il en profita aussi pour transmettre aux autorités du Saint Siège le sentiment de l'Episcopat mexicain. Aguilar disait qu'il y avait déjà quatre candidats. Selon le vicaire général, c'étaient tous d'anciens révolutionnaires, généraux et maçons.

Table 15: Nouvelles sur les élections présidentielles de la part du vicaire général de Tehuantepec⁹⁷⁵

Nom du Candidat	Opinion des évêques sur les candidats
Juan Andrew Almazán	Le candidat le plus populaire et le plus aimé de la majorité de la nation. Depuis de nombreuses années chef des militaires de l'Etat de Nuevo León, homme instruit, simple et modéré même s'il avait des coutumes privées peu louables, a fait progresser l'agriculture, le commerce, l'industrie de Nuevo León, respecte les prêtres et à donné un très beau tabernacle pour une église en réparation.
Manuel Ávila Camacho	Secrétaire du Ministère de la Guerre, homme instruit, modéré, simple, réorganisa l'armée nationale au niveau culturel et moral mais a contre lui d'être imposé par l'actuel gouvernement (on pourrait dire qu'il s'agit du candidat officiel), a aussi reçu le soutien de la Confédération des Travailleurs Mexicains [jugée socialiste par l'Episcopat].
Rafael Sánchez Tapia	Actuel gouverneur de l'Etat du Michoacán, Modéré dans ses idées mais cupide, trop commerçant et moins populaire.
Francisco J. Múgica	Ex gouverneur du Michoacán, ex élève du séminaire épiscopal, rebelle et fervent communiste, candidat des communistes rouges les plus exaltés.

⁹⁷⁴ Gregorio Aguilar. Informazione del Messico. 8 août 1939. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Strodinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 591. 1937-1939. Lettera Pontifica su la situazione religiosa del Messico. Fasc 389.

⁹⁷⁵ *Ibidem*.

Pour l'Épiscopat, sans préjuger du futur vainqueur, il était clair qu'il aurait le soutien des États-Unis⁹⁷⁶. Par la voix d'Aguilar, les évêques y voyaient une véritable calamité pour la vie religieuse et politique du pays. Le vicaire général insistait également sur le fait que les catholiques ne s'étaient pas rassemblés en un parti politique et que par conséquent, ils ne comptaient aucun représentant aux Chambres. Il insistait finalement sur le fait que les catholiques qui représentaient la majorité des votants allaient être prisonniers des fausses promesses des candidats.

Ce fait était si réel que le général Almazán chercha un évêque pour sonder l'opinion des évêques et, dans l'espoir que les élections seraient "réelles", il demanda le soutien des catholiques pour obtenir la victoire⁹⁷⁷. Même si dans ce rapport Martínez laisse sous X le nom du candidat, ce rapprochement entre l'Église et le général Almazán est documenté dans les archives d'Almazán, étudiées par Josefina Moguel⁹⁷⁸. L'évêque reçut de la part du Comité une réponse sur l'avis des évêques quant à la requête de soutien du candidat Almazán. En premier lieu, les évêques du Comité ne pourraient pas ni ne voulaient se mêler de politique. En second lieu, ce qui importait, c'était que celui qui prendrait les rênes du gouvernement ait un programme de tolérance, d'ordre et de justice sociale. Les évêques avaient une bonne opinion du général étant donné que dans les importantes charges qu'il avait assumées, il ne s'était jamais montré hostile envers l'Église. Il restait entendu que cette réponse allait être communiquée à Almazán de la manière la plus discrète possible⁹⁷⁹.

Conclusion générale

Au cours de mes années de recherche, les antécédents furent recherchés pour une étude de la hiérarchie catholique mexicaine durant la période du *Modus Vivendi*. Toutes les pistes, méthodologiques, théoriques ou pragmatiques sur l'étude de

⁹⁷⁶ *Ibidem*.

⁹⁷⁷ Luis María Martínez, Rapport N°3 à Eugenio Pacelli. 25 mars 1938-1941. Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390.

⁹⁷⁸ Moguel Flores, Josefina, "Las elecciones "verdes" de 1940. Fraude electoral", Conferencia en el Congreso internacional Hacia la conmemoración del bicentenario de la independencia y del centenario de la revolución mexicana. retos y perspectivas, Universidad Nacional Autónoma de México, México, 28 de marzo de 2007.

⁹⁷⁹ Luis María Martínez, Rapport N°3 à Eugenio Pacelli. 25 mars 1938. ASV. (Archivio Segreto Vaticano) Affari Ecclesiastica Stordinari, Messico, periodo IV-11, Pos. 593. 1938-1941. . Rapporti vari di Mons. Martínez Incaricato d'Affari. Fasc. 390.

l'Eglise dans les années trente, et plus spécifiquement sur la hiérarchie catholique mexicaine, ont été explorées.

L'objectif consistait à présenter la pensée sociale et politique des membres de la hiérarchie du clergé mexicain dans la première partie du XX siècle. Le présent travail permet de mettre en relief la rupture et la complexité de la logique interne de la hiérarchie à propos du *Modus Vivendi*: 1929-1940, durant la recherche d'un accord religieux, lors de la seconde Christiade et lors de la lutte contre l'Ecole sexuelle et socialiste.

L'hypothèse principale était que le Mexique, bien qu'il ait été l'un des premiers pays à réaliser la séparation Etat-Eglise, dut en supporter les conséquences, notamment à l'arrivée des *sonorenses* au pouvoir dans les années vingt, mais aussi à cause de la politique antireligieuse du président Plutarco Elías Calles. Mon idée était qu'en 1929, les accords, préparés de manière internationale, avaient abouti à un échec alors qu'en 1938, la résolution, simplement nationale, avait conduit au succès. Le travail d'archives montra que durant les accords de 1929, la hiérarchie avait bien été divisée mais s'était finalement et non sans difficultés, unie au Pape. Cependant, la deuxième Christiade puis la mise en marche de l'éducation socialiste et sexuelle montrèrent que la solution apportée fut momentanée et partielle. L'hypothèse était qu'aucune solution durable n'avait été trouvée lors de la création du *Modus Vivendi*, ce qui conduisit des historiens comme le franco-mexicain Jean Meyer à parler d'un « *Modus Muriendi* ». A partir de 1938 au contraire, une solution en termes réels du conflit religieux fut clairement obtenue. Dans ce contexte, Burke et Roosevelt surent utiliser des acteurs principalement nationaux pour obtenir la tolérance religieuse : « *Le Modus Vivendi* ».

La première partie de cette hypothèse fut clairement établie. La deuxième partie de l'hypothèse par contre, ne s'avéra pas si juste car la vision obtenue fut plus complexe que je ne le pensais.

Il fallut donc reconstruire les processus à travers les échanges épistolaires, échanges facilement consultables car l'Eglise Catholique conserve tous les documents, qu'ils soient favorables ou non, à sa propre histoire. Il sembla important d'étudier les relations personnelles entre évêques mais aussi entre évêques et politiciens. La relation entre le général Cárdenas, gouverneur du Michoacán puis ensuite président de la Fédération, avec Luis María Martínez, évêque auxiliaire du Michoacán et

postérieurement archevêque de Mexico, démontre la nécessité d'explorer les liens personnels des acteurs de la hiérarchie catholique. Il faut pourtant noter que cette relation essentielle pour comprendre la gestation du *Modus Vivendi* n'a pas pu être documentée par les fonds consultés.

Les analyses des documents fondamentaux pour la pensée catholique, tant universelle que mexicaine, furent soumis à discussion avec des chercheurs francophones au Vatican, ce qui permit une maturation du travail et l'exigence d'une étude plus internationale du phénomène annoncé dans la thèse et qui pourrait requérir un nouveau travail de recherche recoupant des archives déjà travaillées, en les confrontant ensuite avec les révélations des archives vaticanes. Le travail sur les archives des Etats-Unis, et en particulier celles du P. Edmund Walsh, constituerait une nouvelle piste. Les archives de John Burke viennent juste d'être travaillées par Manuel Olimón, ce qui ne m'a pas permis de les utiliser dans ce travail doctoral, mais elles ne semblent pas apporter beaucoup plus que les archives vaticanes et celles de la N.C.W.C.

A travers cette étude, je me rendis compte que les encycliques sur le pouvoir et sur le règne social se caractérisaient essentiellement par un appel, une invitation à la lutte pour certains, comme à la résistance civile pour d'autres. Pour la période consultée, il existait également divers thèmes d'intérêt qui n'entrèrent pas dans la ligne principale de la thèse : Les religieux, les bureaux de relais des catholiques mexicains aux études, des études plus spécifiques sur l'Action Catholique, la Ligue Nationale, les Brigades Féminines, etc.

Les Archives Secrètes Vaticanes et les Archives Historiques de la Compagnie de Jésus (Archivum Romanum Societatis Iesu - ARSI) s'avèrent à la fois passionnants et frustrants. Passionnants, puisqu'ils permettent de constater l'hétérogénéité de la Hiérarchie Catholique, les divisions politiques et idéologiques mais surtout les critiques sur les aspects humains et mesquins de certains (parfois beaucoup) d'entre eux. Frustrants, puisque chaque dossier ouvrait une possibilité de nouvelle recherche, de nouvelles pistes de recherche.

Certains thèmes passionnants vont donc pouvoir faire l'objet de travaux postérieurs, comme la « U », association secrète mais réservée visant à détruire l'Etat Révolutionnaire, les dossiers consacrés aux prêtres apostats et à ceux qui furent suspendus, le choix et la sélection des évêques mexicains à des postes clés, VITA

México, la propre Chrisitade, et surtout la deuxième Christiade et les participations étrangères dans le conflit, thèmes qui pourraient bien devenir des sujets de nouvelles thèses ou tout au moins de recherches postdoctorales. Pour pouvoir valoriser ces thèmes, il convenait tout d'abord d'étudier les dynamiques de la création d'un *Modus Vivendi* réel entre 1929 et 1938.

Les accords signés en 1929 furent une grande désillusion. Cette partie confirme l'hypothèse initiale du travail de thèse et très proche de l'analyse réalisée précédemment par Jean Meyer, ou Alicia Puente Lutteroth. Les différentes propositions et tentatives d'accords montrèrent à quel point la hiérarchie catholique n'était pas unie pour négocier avec l'Etat. La tentative la plus connue est celle de John Burke et de Dwight Morrow. Cependant, avant d'arriver aux fameux accords, il y eut plusieurs essais et plusieurs échecs. La suspension du culte devenait dangereuse pour l'Etat et pour l'Eglise. Cette dernière se rendait compte que le coût de l'absence des évêques était trop lourd, non seulement pour le salut des âmes, mais pour le contrôle des fidèles et surtout pour celui des prêtres et des religieux, qui commençaient à aimer leur vie chez l'habitant et à recevoir le soutien de riches catholiques, attitudes bien éloignées de l'idéal de charité chrétienne.

Pendant ce temps, les fidèles étaient divisés entre ceux qui aidaient ou non les *Cristeros*, membres de la Ligue, pacifistes ou encore membres de groupes secrets, comme la « U ». Le Saint Siège était conscient de la division entre les évêques, ceux en faveur du conflit, ceux proches du gouvernement et ceux qui ne savaient pas quoi faire. Le Comité Exécutif et le sous comité prenaient des décisions contraires, sans consulter, qui soulignaient le manque d'unité de l'Eglise. Les différents essais pour résoudre le conflit en sont la preuve. Pascual Díaz et Cicognani, cherchait l'appui de Manuel Ghigliazza⁹⁸⁰ et d'Obregón alors que Burke et Morrow cherchaient une autre solution. Le sous-comité faisait des tractations avec Mestre et Barango. Certains laïcs voulaient être présents, comme le banquier Echaverría. Le Saint-Siège fut plus exhaustif et trouva une solution grâce à un intéressant triangle entre la France, les Etats-Unis et le Chili. Legorreta participa avec le gouvernement et les dignitaires de l'Eglise pour mener à bien des tractations qui permettaient au gouvernement et à l'Eglise de négocier sans mettre en danger les bases populaires

⁹⁸⁰ Manuel Mestre Ghigliazza (1870-1954) médecin, historien et journaliste mexicain puis directeur de la Bibliothèque Nationale du Mexique, et l'un des hommes de confiance d'Alvaro Obregón.

qui assuraient leur pouvoir. Cependant, les accords de 1929 n'eurent aucun succès. La division entre transigeants et intrasigeants n'était pas si facile à résoudre. Le contrôle supposé des deux grandes institutions en opposition était bien plus théorique que réel. Les évêques acceptèrent de retourner au Mexique, mais le gouvernement avait en son sein des ennemis tels qu'il était impossible qu'ils puissent tous rentrer. Pour les fonctionnaires, la situation était également difficile. La signature d'un traité fait difficilement oublier trois années de guerre. L'union des évêques fut très tardive. Cette partie très narrative de la thèse tend à suppléer un vide historique. Très peu d'études avaient montré à quel point cette union des élites de la hiérarchie provoqua une rupture avec les catholiques en armes, qui se sentirent abandonnés. L'idée avait été énoncée par Jean Meyer et Alicia Puente depuis la perspective des laïcs, mais les documents consultés au Vatican montrèrent que la Curie avait conscience de cette rupture et désirait la réduire au maximum. Grace aux différents textes et documents consultés, nous pouvons affirmer que sans les cristeros, il aurait été impossible que le clergé puisse négocier avec les fonctionnaires d'Etat.

La période allant de 1929 à 1938 fut celle de de création du véritable *Modus Vivendi*. L'hypothèse initiale qui s'avéra non fondée, assumait qu'il s'agissait d'une solution apparemment nationale mais vraiment teintée de la préoccupation des puissances étrangères qui cette fois décidèrent d'agir de manière plus subtile et d'attendre les moments clés de l'histoire nationale pour justifier une véritable « union sacrée ». Un autre facteur fut la disparition des acteurs les plus radicaux, tant du côté de l'Etat comme du côté de l'Eglise. La mort de Francisco Orozco y Jiménez et celle de Pascual Díaz par exemple. L'exil de Calles et de José María Gonzalez y Valencia, d'autre part. A leur place de nouveaux acteurs, moins viscéraux, ou tout au moins disposés à faire une pause dans le conflit ouvert entre l'Eglise et l'Etat et à changer la bataille de terrain, occupèrent la scène politique : José Garibi y Rivera ou encore Luis María Martinez du côté de l'Eglise, Lazaro Cárdenas, Francisco Múgica, ou Manuel Avila Camacho qui, au nom de la Real Politik, étaient prêts à négocier avec l'ennemi.

Ce ne fut pas aisé et il fallut passer par des moments très difficiles de persécution et de patience. Les documents consultés à l'ARSI et aux Archives Secrètes Vaticanes permettent de mieux comprendre une situation jusqu'alors très mal étudiée : La

partie narrative de la thèse fournit, me semble-t-il, un éclairage sur une période méconnue de l'histoire de l'Eglise au Mexique. En 1932, le Pape, après bien des hésitations, accepta d'envoyer un nouveau message aux fidèles. Le renouveau de l'Eglise, le salut des âmes paraissaient parfois bien loin des priorités de la hiérarchie. Les évêques devaient reprendre le contrôle des fidèles, et orienter leur dynamisme vers l'action catholique comme une nouvelle voie de défense pacifique. Au début, les événements paraissaient favoriser l'Eglise dans un pays où l'image de la *Virgen de Guadalupe* allait plus loin que les frontières du monde Catholique. L'organisation du quatrième centenaire de la *Virgen de Guadalupe* devait permettre de guérir les blessures. Pourtant le premier résultat fut l'expulsion du Délégué Apostolique. Dans ce nouvel exil, il allait d'abord chercher une nouvelle solution avec Mgr Kelley, Mgr Orozco y Jiménez ou encore Pascual Díaz. Pourtant, la véritable proposition de paix allait être menée par le nouveau Délégué des Etats-Unis, Amleto Cicognani, aidé encore une fois par le père Burke. Les catholiques non conformes reprenaient les armes.

La recrudescence des opérations militaires, connues comme la deuxième Christiade est maintenant « documentable » depuis l'ouverture des archives vaticanes et jésuites (1929-1938). Le Saint-Siège avait appris la leçon et préférait un processus lent mais sûr de négociation avec le pouvoir. Il ne s'agissait plus de travailler avec un ou deux évêques mais de prendre en compte le comité épiscopal. La situation était pire qu'en 1926, mais suite aux accords de 1929, il était impossible pour la hiérarchie catholique de le confesser. Les tractations devaient s'accélérer et la personne de Ruiz y Flores, Délégué Apostolique, était maintenant un obstacle. Grace aux archives consultées et aux nouveaux travaux de recherche sur Pie XI, puis aux divers congrès internationaux ouvrant des réflexions sur le pontificat, il parut nécessaire de montrer la création du *Modus Vivendi* et la rupture entre les membres du clergé, dans une perspective internationale. Il fallait donc trouver un remplaçant à Leopoldo Ruiz y Flores qui n'affaiblissait pas l'institution religieuse tout en étant capable de négocier avec le successeur de Calles, Lazaro Cárdenas, qui s'émancipait du fameux « jefe maximo » en 1935-1936.

L'hypothèse initiale supposait que le succès du *Modus Vivendi* en 1938 avait été l'objet d'un consensus national ; en fait, ce fut davantage la prudence et la discrétion des négociations internationales qui conduisirent au succès et à la paix religieuse.

Les relations internationales et la conjoncture politique et économique régnaient jouèrent un rôle capital. Les Etats-Unis souffraient toujours de la grande dépression. En Europe, l'ennemi jusqu'à présent déclaré, le communiste, faisait toujours peur, mais les fascismes et en particulier le nazisme, commençaient à inquiéter. La propagande allait bon train, et l'Eglise voyait le cas mexicain comme exemplaire, il s'agissait à la fois d'un bastion contre le protestantisme qui pourtant en plusieurs occasions s'était montré comme un possible allié contre l'intransigeance gouvernementale de Calles, mais aussi contre le communisme.

Le contrôle de l'information et la divulgation du discours officiel de l'Eglise étaient essentiels pour ne pas revivre les prises de position qui avaient rendu impossible l'arrivée d'un accord véritable en 1929 et 1930. Le Saint Siège lui-même était si convaincu de la nécessité d'intervenir directement qu'il envoya d'abord Piani pour récolter les informations nécessaires. Aux Etats-Unis, les Chevaliers de Colomb utilisèrent tous les moyens politiques et médiatiques pour porter la discussion au Sénat, dans la presse et à la radio. A cette époque, la relation entre le délégué apostolique du Mexique et celui des Etats-Unis était si tendue que le Saint-Siège dut intervenir directement et déplacer de son poste Mgr Ruiz y Flores.

Il n'était plus possible d'avoir de délégué, et à sa place, fut choisi un chargé d'affaires. La rupture fut provoquée par la crainte d'un *statu quo* et par le manque de tact du délégué. Sa permanence à son poste ne tenait pas tant à un soutien de la part du Saint-Siège qu'à la difficulté de trouver un substitut compétent, en âge et capable de trouver une résolution durable au conflit religieux. Après une période d'indécision, Ruiz y Flores put, non sans avoir préalablement renoncé à sa charge, retourner au Mexique pour y tenir le poste d'archevêque de Morelia, laissant à Cicognani la possibilité de participer activement à la résolution du conflit religieux durant la période présidentielle de Cárdenas.

Cette thèse a peut-être le mérite de souligner le fait que malgré la division interne de la hiérarchie et sa lutte pour dominer la politique et la société mexicaine, l'essentiel tant pour l'Etat mexicain que pour l'Eglise catholique mexicaine fut de pouvoir s'allier sans perdre la face.

Profitant donc de la loi d'amnistie de Cárdenas, le Saint Père accepta la démission du délégué apostolique et nomma Luis Martínez évêque de Mexico chargé des

affaires pour le Mexique. Le Saint-Siège était parvenu à résoudre le problème avec assez d'élégance pour l'ensemble des parties.

De nouveaux temps commençaient pour l'Église et les fruits des années 1937-1938 allaient manifester leur bonté depuis cette époque jusqu'à nos jours, même si la Constitution ne fut réformée dans le sens désiré par l'Église qu'en 1991.

La démission de l'archevêque de Morelia du poste de délégué apostolique et le changement d'interlocuteur ouvrit la voie d'un accord entre l'Église et l'État. Le rôle joué par Luis Martinez et l'importance de sa relation avec le président Cárdenas, devraient être étudiés. Le dossier de l'archevêque est en processus de canonisation et certaines parties de sa vie sont encore de très intéressants sujets de recherche, tant dans les archives mexicaines que dans les archives romaines.

Dès la fin 1938, le chargé d'affaires put donner au secrétaire d'État Pacelli un rapport positif sur la situation. En décembre 1938 en effet, la liberté en matière religieuse était devenue une réalité dans presque toute la République. Quelques prêtres avaient encore des difficultés de caractère typiquement local. Les seuls évêques ne résidant pas dans leur siège épiscopal étaient ceux de Chiapas et Tabasco, Gerardo Anaya et Vicente Camacho. Le troisième évêque qui ne pouvait être dans son diocèse était José Manríquez y Zárate. En décembre, les deux premiers regagnèrent leurs diocèses malgré le fait d'avoir à subir quelques vexations.

Les archives montrent clairement que les membres de la hiérarchie catholique et les hommes politiques purent chacun, dans leur propre sphère d'influence, montrer leur bonne volonté pour privilégier les opportunités de rapprochement. L'expropriation pétrolière fut l'occasion de le prouver.

Ce moment était idéal tant pour l'État que pour l'Église, mais aussi pour les États-Unis et le Saint-Siège. Comme preuve des événements heureux survenus au sujet des affaires religieuses, des fêtes furent organisées en octobre 1938, à l'occasion de la fin des travaux de la basilique de Guadalupe. On y constata des démonstrations de foi et de piété similaires à celles du Congrès Eucharistique National de 1924, ou des problématiques fêtes du centenaire de 1931, qui furent l'occasion du déclenchement de nouvelles attaques contre l'Église. Contrairement à ce qui s'était passé en 1931, les fêtes d'octobre 1938 ne provoquèrent aucune altération de la tranquillité, il n'y eut ni protestations ni démonstrations sectaires. Dans toutes les provinces furent

organisées des fonctions somptueuses et durant la solennité générale, vingt six évêques participèrent ainsi que près d'un millier de prêtres.

L'annonce du *Modus Vivendi* réel fut confirmée lorsque le président Cárdenas, invité aux fêtes, répondit qu'en tant que président, il ne pouvait pas se rendre à la basilique mais qu'en tant que simple personne, il remerciait pour la gentillesse et se disait sûr que les fêtes auraient un grand succès. Les écoles-foyers n'étaient plus poursuivies, autre élément d'ouverture de la part du gouvernement. La situation était telle qu'en Jalisco, Puebla et San Luis Potosí, les collèges particuliers à la charge de religieux pouvaient s'incorporer légalement et, dans les Etats de Guanajuato et de Michoacán, la tolérance envers les écoles non autorisées était encore plus grande. Dans la capitale, il y avait toujours des problèmes avec le syndicat qui obligeait les directeurs et les professeurs à leur communiquer leurs données sous peine de graves menaces.

Si malheureusement cette période de la création du *Modus Vivendi* n'est plus consultable dans les archives romaines (ouvertes jusqu'en 1938, et partiellement pour 1939 – Pie XI mourut en février de cette année), l'on peut voir dans les organes de propagande de l'Eglise Catholique un clair changement de cap. Ce relâchement tant du côté de l'Eglise que du gouvernement devint patent lors de la disparition, dans la revue *Christus*, des dénonciations contre le gouvernement. A partir de 1939, la rubrique relative à ce sujet disparut. En 1940 le nouveau président de la République, Manuel Avila Camacho, put reconnaître publiquement son catholicisme, la gestation du *Modus Vivendi* avait été un succès grâce à l'action discrète des nouveaux acteurs de l'Etat et de l'Eglise. Plus qu'un changement de mentalités, il s'agit d'un changement structurel. Le rôle du chargé d'affaires dans les nouvelles organisations catholiques, publiques, « réservés » ou secrète, de la « U » à la Légion et au mouvement sinarquiste, nous montre comment les années trente permirent de passer d'un « *Modus Muriendi* » raté à un véritable « *Modus Vivendi* » qui permit à l'Eglise et à l'Etat de vivre en paix.

Sources

Bibliographie

Adame Goddard, Jorge. *El pensamiento político y social de los católicos mexicanos, 1867-1914*. México: UNAM. 1981. 273 p.

Aguirre Cristiani, María Gabriela. *¿Una historia compartida ?Revolución mexicana y catolicismo social, 1913-1924*. México: IMDOSOC-ITAM-UAM Xochimilco, 2008. 282 p.

Ancien testament

Baez-Jorge, Felix. *Olor de Santidad. San Rafael Guízar y Valencia: articulaciones históricas, políticas y simbólicas de una devoción popular*. México: Universidad Veracruzana, Jalapa, 2006. 630 p.

Balderrama, Luis C., *El clero y el gobierno Mexicano*, Tomo I y Tomo II, Mexico: Editorial Cuauhtemoc. 1927, 305 p et 236p.

Becker, Marjorie. *Setting the virgin on fire: Lázaro Cárdenas, Michoacán peasants and the redemption of Mexican revolution*. United States : University of California Press, 1995. 188 p.

Benjamín, Thomas. "Laboratorio del Nuevo Estado, 1920-1929. Reforma social, regional y experiencias en política de las masas" in Thomas Benjamín et Mark Wasserman, *Historia regional de la Revolución mexicana. La provincia entre 1910 y 1929*, México: CONACULTA, 1999 . 471 p.

Beuchot, Mauricio. *Emeterio Valverde Tellez 1864-1948*. Mexico: Academia Mexicana de historia, 2007. Disponible en http://www.acadmexhistoria.org.mx/miembrosANT/res_e_valverde_tellez.pdf. Consultado el 9 de noviembre de 2008.

Blancarte Pimentel, Roberto Javier. *Historia de la Iglesia Católica en México*, México: FCE. 447 p.

Bouthillon Fabrice. *La naissance de la mardité, une théologie politique à l'âge totalitaire : Pie XI (1922-1939)*. France : PUS, Strasbourg, 2001. 334 p.

Bouthillon, Fabrice. « D'une théologie à l'autre: Pie XI et le Christ Roi », in Achille Rati, Pape Pie XI, Actes du colloque organisé par l'Ecole Française de Rome en collaboration avec l'Université de Lille III-Greco n°2 du CNRS, l'Universita degli Studi di Milano, l'Universita degli Studi di Roma, "la Sapienza", la bibliothèque Ambrosiana, pp. 293-303, Ecole Française de Rome, 1996.

Brandenburg, Frank. *The making of modern Mexico*. Etats.Unis: Prentice Hall, Englewood Cliffs, N.Y, 1964. 379 p.

Bravo Ugarte, José. *Diocesis y Obispos de la Iglesia Mexicana, 1519-1965*. México: Editorial JUS, 1965, 122 p.

Carr, Edward Hallet. « Qu'est-ce que l'histoire? » conférences prononcées durant les "George Macaulay Trevelyan lectures" à l'Université de Cambridge, janvier-mars 1961, trad. de l'anglais par Maud Sissung, France : 10/18, Paris, 1996. 233 p.

Carreño, Alberto María. *Paginas de historia mexicana*. Volumen III. México: Ediciones Victoria, 1936. 362 p.

Ceballos Ramirez, Manuel. *El catolicismo social: un tercero en discordia : Rerum novarum, la "cuestión social" y la movilización de los católicos mexicanos, 1891-1911*, México: El colegio de México, 1991. 447 p.

Collado, María del Carmen. *Dwight W. Morrow, reencuentro y revolución en las relaciones entre México y Estados Unidos, 1927-1930*, México: Instituto Mora, Dirección General del Acervo Histórico Diplomático Secretaria de Relaciones exteriores, 2005. 263 p.

Conaughton, Brian F., Andrés Lira Gonzalez (Coord.), *Las fuentes eclesiásticas de México*, Mexico: UAM, Instituto Mora, 1996, 420 p.

Conte Corti, Egon Caesar. *Maximiliano y Carlota*. México: Fondo de Cultura, 2002. 297 p.

Córdova Arnaldo, *La formación del poder político en México*, 18° Ed. México: ed. Era, 1993. 98 p.

- Córdova Arnaldo, *La política de masas del cardenismo*, México: Ed. Era, 2006. 216 p.
- Córdova, Arnaldo. *La revolución en crisis. La aventura del maximato*, México: Cal y Arena, 1995. 552 p.
- Duby, Georges. *L'histoire continue*. France : Odille Jacob, Paris, 1991. 250 p.
- Durand, Jean Dominique. « Pie XI, la paix et la construction d'un ordre international », in Achille Rati, Pape Pie XI, Actes du colloque organisé par l'Ecole Française de Rome en collaboration avec l'Université de Lille III-Greco n°2 du CNRS, l'Universita degli Studi di Milano, l'Universita degli Studi di Roma, "la Sapienza", la bibliothèque Ambrosina, pp. 873-892, Ecole Française de Rome, 1996.
- Espinosa, Luis Humberto. "De La Bombilla al espectacular jurado: José de León Toral visto por *Excélsior* en el año 1928" conferencia dada en el ciclo Coincidencias y Divergencias: Relaciones Estado-Iglesias en la Historia del Siglo XX Mexicano. 13 y 14 de octubre del 2004. México: Instituto Nacional de Estudios Religiosos de las Revoluciones Mexicanas.
- Fattorini, Emma. Pio XI. *Hitler e Mussolini. La solitudine di un papa*. Italia: Giulio Einaudi editore, Torino, 2007. 252 p.
- Gall, Olivia. *Trotsky en México y la vida política en el periodo de Cárdenas (1937-1940)*. Mexico: Era. 1991. 423 p.
- Garciadiego Dantan, Javier. *Rudos contra científicos: la Univesidad Nacional durante la Revolución Mexicana*. México: UNAM, 1996, 2000. 455 p.
- Gilly, Adolfo. *El cardenismo, una utopía mexicana*. México: Ediciones Era, 2001.
- González y González, Luis (Coord.), *Historia de la Revolución Mexicana. La reconstrucción económica*, t.10, México: El Colegio de México (Colmex), 1981. 323 p.
- González y González, Luis (Coord). *Historia de la revolución mexicana. Tomo 14. Los artífices del cardenismo*. México: El Colegio de México (Colmex), 1979. 271 p.

González y González, Luis. *Historia de la revolución mexicana, periodo 1934-1940. Tomo 15. Los días del presidente Cárdenas*, México: El Colegio de México, 1981. 381 p.

González Navarro, Moisés. *La confederación Nacional Campesina: un grupo de presión en la reforma agraria mexicana*. México: B. Costa Amic, 1968. 226 p.

González, Fernando Manuel. *Matar y morir por Cristo Rey*, México: Plaza y Valdés, 2001. 347 p.

Hegel, Georg Wilhelm Friedrich. *Fenomenología del espíritu*, México, Fondo de Cultura Económica, 2007. 485 p.

Huerta-Nava, Raquel. *Agustín Legorreta García, Líder empresarial*, México: Vila Editores, 2007. 176 p.

José Valenzuela, Georgette. "Antecedentes políticos de la Religión Cristera" in *Relaciones Estado-Iglesia: encuentros y desencuentros*, México: Archivo General de la Nación, 1999. pp. 205-223

Katz, Friedrich. *La guerra secreta en México: Europa, Estados-Unidos y la revolución mexicana*, segunda ed. México: ERA, 1999. 744p.

Krauze, Enrique. *Caudillos culturales en la revolución mexicana*, México: Siglo XXI, 1976. 340 p.

Larin, Nicolas trad del ruso por Angel C. Tomas, *La rebelion de los Cristeros, 1926-1929*, México: Ed. ERA, 1968. 260 p.

Lerner, Victoria, *Historia de la revolución mexicana, periodo 1934-1940. Tomo 17. La educación socialista*. México: El Colegio de México, 1979. 199 p.

Levillain, Philippe. "Achille Ratti pape Pie XI (1857-1939)", p.8. En *Achille Ratti Pape Pie XI*. Rome: Collection de l'école française de Rome-223, 1996.

López Miguel, Marcos R. *La extranjería de la modernidad en el México porfiriano*, inédito.

Lopez-Gallo, Pedro, *Relaciones diplomaticas entre Mexico y la Santa Sede*, México: Ediciones El Caballito, 1990. 119 p.

- Loyola Díaz, Rafael. *La crisis obregón Calles y el Estado Mexicano*, México: Siglo XXI, 5a. edición, 1998. 169 p.
- Marichal, Carlos. *The Rapid Rise of the Neobanqueros: Mexico's New Financial Elite*, NACLA, Vol. 30, May 1997 No. 6 pp.27-32.
- Martínez Assad, Carlos. *A Dios lo que es de Dios*, México: Nuevo Siglo, Aguilar, 1995, 416 p.
- Martínez Assad, Carlos. *Los sentimientos de la región. Del viejo centralismo a la nueva pluralidad*, México: INEHRM-Océano, 2002, 125 p.
- Martinez Assad, Carlos. *A Dios lo que es de Dios*, México: Nuevo Siglo, Aguilar, 1995, 416 p.
- Marx, Karl. *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte, 1852*.
- Marx, Karl. *Les Luttes de classes en France, 1850*.
- Matute, Alvaro, *La Revolución Mexicana: actores, escenarios y acciones : vida cultural y política, 1901-1929*, México: Instituto Nacional de Estudios Históricos de la Revolución Mexicana (INEHRM), 2002. 275 p.
- Matute, Alvaro y Conaughton, Brian. *Estado, Iglesia y sociedad en México, Siglo XIX*, México: Porrúa, 1995. 430 p.
- Matute, Alvaro y Sánchez Flores, Ricardo (Ed.) *Estudios de Historia Moderna y Contemporánea de México*, México: Universidad Nacional Autónoma de México, Instituto de Investigaciones Históricas, v. 13, 1990, 272 p.
- Medin, Tzvi. *Ideología y praxis política de Lázaro Cárdenas*. 12ª Ed. México: Siglo XXI, 2003. 237 p.
- Medin, Tzvi. *El minimato presidencial: historia política del maximato, 1928-1935*. México: Era, 1982. 170 p.
- Meyer, Jean. "Mexique", *Encyclopediae Universalis*, Encyclopediae Universalis France S.A, 1999.
- Meyer, Jean. Avec la collaboration d'Enrique Krauze et Cayetano Reyes, *Historia de la revolución mexicana*, vol. 11, "Periodo 1924-1928. Estado y sociedad con Calles", Mexico: Colmex, 1977. 371 p.

- Meyer, Jean. Avec la collaboration d'Enrique Krauze et Cayetano Reyes, *Historia de la revolución mexicana*, vol. 10, "Période 1924-1928. La reconstrucción económica", Mexico: Colmex, 1977. 323 p.
- Meyer, Jean. *El sinarquismo y el cardenismo y la Iglesia (1937-1947)*. México: Tusquets, 2003. 317 p.
- Meyer, Jean. *Historia de los cristianos en America Latina, Siglos XIX y XX*, México: Vueltas, 1989. 389 p.
- Meyer, Jean. *La Christiade*, France : Payot, Paris, 1975. 245 p.
- Meyer, Jean. *La Cristiada, 1- La guerra de los Cristeros*, México: Siglo XXI editores, 18° Ed., 1999. 411p.
- Meyer, Jean. *La Cristiada, 2- El conflicto entre la Iglesia y el Estado 1926-1929*, México: Siglo XXI Editores, 16° Ed., 2000. 411 p.
- Meyer, Jean. *La Cristiada, 3- Los Cristeros*, México: Siglo XXI Editores, 14° Ed., 1998. 340 p.
- Meyer, Jean. *La cruzada por México. Los católicos de Estados-Unidos y la cuestión religiosa en México*. México: Tusquets. 2008. 339 p.
- Meyer, Lorenzo, Morales, Isidro. *Petróleo y nación*, México: Petróleos Mexicanos, 1990. 255 p.
- Meyer, Lorenzo. *México y los Estados-Unidos en el conflicto Petrolero*, México: Colegio de México. 1981. 503 p.
- Moguel Flores, Josefina. "Las elecciones "verdes" de 1940. Fraude electoral", Conferencia en el Congreso internacional Hacia la conmemoración del bicentenario de la independencia y del centenario de la revolución mexicana. retos y perspectivas, Universidad Nacional Autonoma de México, México, 28 de marzo de 2007.
- Mutolo, Andrea. "El episcopado mexicano durante el conflicto religioso, 1926-1929", *Cuicuilco*, septiembre-diciembre, año vol.12, número 35, México, Escuela Nacional de Antropología e Historia, pp. 117-136.

- Mutolo, Andrea. Gli "arreglos" tra l'episcopato e il governo nel conflitto religioso del Messico (21 giugno 1929): como risultano dagli archivi messicani, Rome: Editrice Pontifica Università Gregoriana, 2003, 194 p.
- Negrete Martaelena. *Las relaciones entre la Iglesia y El estado en México. 1930-1940*. México: Colmex-Uia, 1988. 347 p.
- Negrete, Martaelena. "Enrique Gorostieta: un cristero agnóstico", in *los cristeros, Conferencias del ciclo de Primavera de 1996*, CARSO, México, 1996, pp. 61-70
- Nouveau Testament*.
- O'Dogherty, Laura. "El ascenso de una jerarquía eclesial intransigente, 1890-1914" in Ramos Medina, Manuel (Comp.) *Historia de la Iglesia en el Siglo XIX*, México: Condumex, 1998. pp.179-198
- O'Gorman, Edmundo. *Historia de las divisiones territoriales de México*, 9ed. México: Porrúa 2000. 326 p.
- O'Gorman, Edmundo. *México, el trauma de su Historia*, México: UNAM, 1977, 119 p.
- Olimón Nolasco, Manuel. *Diplomacia Insólita, el conflicto religioso en México y las negociaciones cupulares (1926-1929)*, México: Instituto Mexicano de Doctrina Social Cristiana, 2007. 139 p.
- Olimon Nolasco, Manuel. *Sofía del Valle, una mexicana universal*. México: Instituto Nacional de las mujeres. 2009. 162 p.
- Sedano, Alicia. *Aspectos del conflicto religioso de 1926 a 1929, Sus antecedentes y consecuencias*. México: SEP. 1987. 292 p.
- Olmos Velázquez, Evaristo. *El conflicto religioso en México*, México: Ediciones Don Bosco, 1991. 537 p.
- Padilla Rangel, Yolanda, "Rebelde pertinaz: exilio y clandestinidad de Francisco Orozco y Jiménez durante la revolución mexicana", pp.317-336 en Pacheco Hinojosa, María Martha. *Religión y sociedad en México durante el siglo XX*, Mexico: INERHM: 2007.

- Peñalosa, Joaquín Antonio. *Rafael Guízar à sus órdenes*. México: Ediciones "Rafael Guizar y Valencia", Xalapa, 1995. 264 p.
- Pérez Monfort, Ricardo. "La Iglesia Cismática Mexicana del patriarca Joaquín Pérez", in Martínez Assad, Carlos, *A Dios lo que es de Dios*, México: Nuevo Siglo, Aguilar, 1995.
- Peters, B. Guy. *El nuevo institucionalismo Teoría institucional en ciencia política*. Trad. Veronica Terrota. Barcelona: Gedisa editorial, 2003, 254 p.
- Pi-Suñer, Antonia. "Sebastián Lerdo de Tejada y su política hacia la Iglesia Católica", in *Relaciones Estado-Iglesia: encuentros y desencuentros*, México: Archivo General de la Nación- México, 1999. pp. 127-137
- Puente Lutteroth, María Alicia. *Movimiento Cristero: una pluralidad desconocida*, México: Editorial Progreso, 2002. 208 p.
- Puente Lutteroth, María Alicia. *Hacia una historia mínima de la Iglesia en México*, México: CEHILA, 1993. 264 p.
- Reyes Garcia, Cayetano, *Política educativa y realidad educativa en Michoacán, 1921-1924*. México: Colmich, 1993. 146 p.
- Ramírez Rancaño, Mario. *El patriarca Pérez*. México: UNAM-Instituto de Investigaciones Sociales, 2006. 388 p.
- Reguer Noriega, Consuelo. *Dios y mi derecho*. 4 Vol. México: Editorial Jus. 1997.
- Rius Facius, Antonio. *Méjico Cristero, historia de la ACJM 1925-1931*, México: Ed. Patria, 1960. 510 p.
- Rius Facius, Antonio. *México Cristero*, II tomes, México: APC, 3º Ed., 2002. S/a, "Política de la Iglesia Católica en México," 1925.
- Sánchez Dávalos, Roberto. *El conflicto religioso y sus arreglos*, México: Ed. Privada, 2001, 242 p.
- Savarino Roggero, Franco. *México e Italia política y diplomacia en la época del fascismo 1922-1942*. México : Direction générale de l'archive historique diplomatique du Secrétariat des Relations Extérieures, 2003. 228 p.

- Savarino, Franco, y Andrea Mutolo (eds.). *Del conflicto a la conciliación: Iglesia y Estado en México, siglo XX*, México: El Colegio de Chihuahua / AHCALC, 2006. 158 p.
- Solis, Yves. "Asociación espiritual o masonería católica: La U", *ISTOR*, Núm 33., Año 9, México: CIDE, 2009, Impreso. pp.: 121-137.
- Solis, Yves. "El origen de la Ultraderecha en México, la U", *El cotidiano*, Núm 149, Año 23, Mayo-Junio 2008, Impreso. pp. 25-38
- Solis, Yves. "El perro de las dos tortas". *Navegando*. Núm 3., Año 2, Junio 2009, Impreso. pp.
- Solis, Yves. "Emeterio Valverde Téllez, intelectual y católico" in María Martha Pacheco (Coord.), *Religión y Sociedad en México durante el siglo XX*, Instituto Nacional de Estudios de Históricos de las Revoluciones de México (INERHM) Secretaría de Gobernación (SEGOB), México, 2007.
- Solis, Yves. *La hierarchie de l'Eglise Catholique mexicaine durant la Christiade 1926-1929*, mémoire de maitrise sous la direction de Philippe Delisle, Université Jean Moulin Lyon3, Lyon, France, 2001, 126 p.
- Tena Ramírez, Felipe. *Leyes fundamentales de México, 1808-1985*, México: Porrúa.
- Torres Septién, Valentina, Solis, Yves. "De cerro a montaña sagrada, el monumento a Cristo Rey". *Historia y Grafía*, núm. 22, UIA, México, 2004.pp. 113-153.
- Torres Septién, Valentina. *La educación privada en México (1903-1976)*. México: El colegio de México, 1997. 436 p.
- Trueba José Luís. *Masones en México*. México: Grijalbo, 2007.
- Valadés Rocha José Catayano. *El pensamiento político de Benito Juárez*, México: Fondo Cultural de Cultura, 2006. 134 p.
- Valverde Téllez, Emeterio. *Bio-bibliografía eclesiástica mexicana, 1821-1943*, tomo 1, Obispos (A-I), México: Editorial Jus. *Bio-bibliografía eclesiástica mexicana, 1821-1943*, tomo 2, Obispos (L-Z), México, Editorial Jus. *Bio-*

bibliografía eclesiástica mexicana, 1821-1943, tomo 3, Sacerdotes, México, Editorial Jus.

Valverde Téllez, Emeterio. Discursos y alocuciones, Tomo II, "Discurso sobre la Filosofía de la Historia para la distribución de Premios del seminario de León, el 15 de Agosto de 1923". "Alocución pronunciada en la distribución de premios del Seminario Conciliar de la Diócesis de León, efectuada el 23 de Diciembre de 1922". "Alocución pronunciada por el Ilmo. Y Revmo. Sr. Obispo de León Dr. Don Emeterio Valverde Téllez, al inaugurarse el centro de Estudios Históricos Francisco del Paso y Troncoso, la noche del 17 de Enero de 1922", Tip. J. Rodríguez, León, Gto., México, 1925, 404 p.

Valverde Téllez, Emeterio. *La Iglesia y la sociedad civil*, 1890

Villegas Moreno, Gloria. "Estado e Iglesia en los tiempos revolucionarios" in *Relaciones Estado-Iglesia: encuentros y desencuentros*, México: Archivo General de la Nación- México, 1999, pp. 183-203

Williman, John B. *La Iglesia y El Estado en Veracruz, 1840-1940*, SepSetentas : México: 1976. 189 p.

Zoraida Vázquez, Josefina. *Ensayos sobre historia de la educación en México*. México: Colegio de México, 1981. 234 p.

Zoraida Vázquez, Josefina. *Nacionalismo y educación en México*. México: El colegio de México, 1975. 331 p.

Archives consultées

Archivo Histórico del Arzobispado de México (AHAM)

Centro de Estudios de Historia de México (CEHM) Archivo CARSO
(Antiguamente conocido como Centro Condumex)

Archives Secrètes Vaticanes (ASV) (Archivio Segreto Vaticano)

Archives Romaines de la Compagnie de Jésus (ARSI) (Archivum Romanum
Societatis Jesu)

Sources imprimés:

Constitution mexicaine de 1917.

Journaux et revues

The American Journal of International Law (Revue)

Brooklyn Tablet

Baltimore Review

Christus (Revue)

Corriere D'america

La época

Evening Star

Excélsior

Hoy (Revue)

Il Lavoro

El Nacional

New York Herald Tribune

New York Times

Ouest-Eclair

La prensa de San Antonio Texas.

Presse libre

Revista católica (Revue)

Sunday Star

Universal

El Universal Grafico

Le XXème Siècle

The World

Cartas enciclicas et apostoliques

Léon XIII, *Diuturnum*, 29 juin 1881, sur l'origine du pouvoir.

Léon XIII, *Immortale dei*, 1er novembre 1885, sous la constitution chrétienne des Etats.

Léon XIII, *Libertas*, sur la liberté et le libéralisme, 20 juin 1888.

Léon XIII, *Rerum Novarum*, 15 mai 1891, sur la condition des ouvriers.

Léon XIII, *Sapientiae Christianae*, 10 janvier 1890, sur les devoirs des citoyens chrétiens.

Pie XI, *Acerba animi*, 29 septembre 1932, sur la situation de l'Eglise au Mexique.

Pie XI, *Firmissimam Constantiam*, 28 mars 1937, A l'Episcopat mexicain.

Pie XI, *Quadragesimo Anno* 15 mai 1931, sur la restauration de l'ordre social en pleine conformité avec la loi évangélique.

Pie XI. *Carta Apostólica Paterna Sane* 2 février 1926, a los obispos, al clero y a los fieles mexicanos para que reivindique los derechos civiles y los deberes comunes sin la intervención de los partidos políticos.